

501 11 11

Guide Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14188 - 5 F

JEUDI 6 SEPTEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Tout en cherchant à entretenir l'incertitude sur le sort des otages occidentaux

Confusion en URSS

M. BUSH ne saurait reprocher à M. Gorbatchev, lorsqu'il le rencontrera dimanche 9 septembre à Helsinki, son refus d'agir militairement dans la crise du Golfe. Quelles que soient les raisons avancées, il est clair que la situation intérieure de l'URSS lui interdit plus que jamais tout activisme autre que diplomatique.

Aux signes concrets du délabrement de l'économie, tels que la pénurie de pain à Moscou, fait pendant, sur le plan politique, l'impression d'une grande confusion. Les observateurs ont déjà du mal à s'y reconnaître dans les nombreuses commissions plus ou moins concurrentes qui ont été créées ces dernières semaines sur les plans de réforme économique. A plus forte raison les économistes soviétiques aux-mêmes et les dirigeants politiques, qui défendent chacun leur projet : face à M. Eltsine, qui a décidé de faire voter en tout état de cause son propre plan par le Parlement de Russie et exige la mise au rancart de celui du gouvernement de M. Ryjkov, M. Gorbatchev tente encore de concilier les deux camps. Et si le président soviétique penche pour les progressistes, il n'en maintient pas moins à son poste M. Ryjkov, dont M. Eltsine demande sur tous les tons la démission.

A confusion est encore plus grave, s'il se peut, dans le domaine national. La direction centrale ayant laissé passer l'occasion qui se présentait au début de la perestroïka de modifier en profondeur la Constitution, la rédaction du nouveau « pacte fédéral » annoncé se révèle pratiquement impossible aujourd'hui, presque toutes les républiques ayant déjà proclamé une « souveraineté » qui se distingue parfois fort peu de l'indépendance pure et simple.

Du coup, les plus « fédéralistes » se rebellent contre un gouvernement central qui ne répond plus à leur attente : estimant que l'impulsion de Moscou laisse sa république « seule » face aux « extrémistes » arméniens, le président de l'Azerbaïdjan, M. Moutalibov, se proclame « en droit de choisir de nouvelles voies pour préserver sa sécurité », y compris par la recherche de « partenaires » à l'étranger. Quant à la Moldavie, son Parlement vient tout simplement de voter la « suspension » de l'obligation du service militaire dans l'armée rouge et d'approuver la création d'une armée nationale...

Il y a, certes, quelques signes positifs. Après la défaite de M. Ligatchev en juillet, le camp conservateur est en plein désarroi, comme le montre la nouvelle phase du congrès du PC de Russie, où les apparatchiks lors de la première phase en juin. Des notions comme celles de « pluralisme politique » et de « passage au marché » sont maintenant des vérités d'évidence. Enfin l'action de M. Eltsine, devenue déterminante, devrait désormais jouer dans le bon sens.

Contraint à une alliance difficile avec ce dernier, M. Gorbatchev est bien sûr condamné à perdre pas mal de son autorité présidentielle. Mais c'est le prix à payer pour tenter de sortir du chaos.

Lire nos informations page 7

M 0147 - 806 0 - 5.00 F



L'Irak plaide sa cause à Moscou avant le sommet Bush-Gorbatchev

Quatre jours avant la rencontre d'Helsinki entre les présidents George Bush et Mikhaïl Gorbatchev, qui sera, dimanche 9 septembre, largement consacrée à la crise du Golfe, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, s'est rendu mercredi 5 septembre à Moscou pour une « brève visite de travail » au cours de

laquelle il devait être reçu par M. Gorbatchev. Le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, s'est déclaré « très satisfait » de l'attitude de la France après un entretien mardi à Paris avec M. Roland Dumas, le ministre des affaires étrangères.

Bagdad, qui a laissé sortir mardi près

de trois cents otages, s'est dit prêt à affréter des avions de la compagnie nationale irakienne pour évacuer les femmes et les enfants étrangers encore retenus. M. Saddam Hussein devait s'adresser mercredi, à 19 heures GMT (17 heures, heure française) « au grand peuple irakien et à tous les musulmans ».

« Le Koweït, oui, mais à quel prix ? »

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Sur les murs du ministère de l'information, la carte flambant neuve de l'Irak a déjà intégré la dix-neuvième province, le Koweït. Là-dessus tous les Irakiens sont d'accord, le Koweït est partie intégrante de l'Irak. « C'est un fait historique qui ne se discute même pas ».

C'est sur les moyens de rectifier cette « erreur ou faute commise par les Britanniques » que

l'unanimité se rompt. Le prix déjà payé et celui à venir effraient nombre d'Irakiens qui, sans pouvoir bien sûr le dire publiquement, s'interrogent avec angoisse sur les conséquences de cette nouvelle aventure militaire avant d'en déplorer les effets immédiats. Les risques d'une guerre généralisée, chimique ou même nucléaire, comme on le craint ici de la part d'Israël, reviennent dans toutes les conversations, et chacun envisage déjà le pire.

Après huit ans d'une guerre meurtrière contre l'Iran et d'une trêve au bénéfice encore mince, en particulier sur le plan économique, les Irakiens ne se réjouissent pas d'une situation qui, comme le dit l'un d'eux, « compromet une nouvelle fois l'avenir ». « Le Koweït, oui, affirme ainsi un homme d'affaires, mais pas à ce prix et maintenant. Tous les moyens politiques auraient dû être tentés avant. Nous aurions pu provoquer un soulèvement populaire, un coup d'Etat contre la

famille Al Sabah, n'importe quoi mais pas cette invasion brutale qui nous replonge dans la guerre. » Absente de Bagdad, qui conserve son aspect habituel - à l'exception des entraînements publics de l'armée populaire, en fin d'après-midi, et des camps de réfugiés dans certains quartiers - la guerre refait surface dans la vie quotidienne avec la remobilisation, les privations, les difficultés économiques.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 6

Discussions

soviéto-nippones

Les « territoires du Nord » au cœur des entretiens de M. Chevardnadze à Tokyoc
page 6

Les difficultés de Philips

Quatre mille emplois seront supprimés, principalement en Europe
page 25 - section D

La sécheresse

en France

• L'agriculture sur le gri
• Quarante-quatre départements bénéficieraient d'une aide de l'Etat
page 10 - section B
et page 36 - section D

Afrique du Sud

• La police et l'armée en accusation après les affrontements intertribaux
page 7

Les cinquante ans de Taïzé

Soixante mille jeunes ont été accueillis cet été par la communauté de Frère Roger
page 9 - section B

Le sommaire complet se trouve page 36

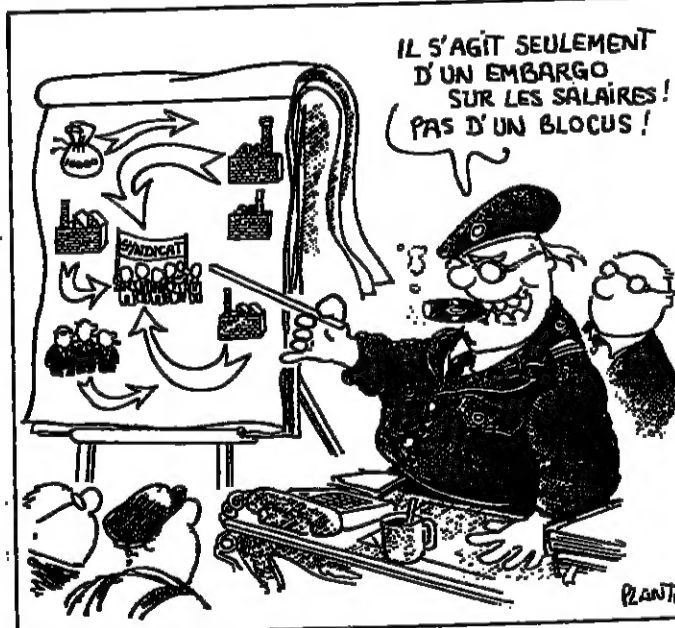
Les sacrifices de la rentrée

Les syndicats refusent une politique de rigueur qui ne porterait que sur les salaires

La rentrée sociale 1990 devait être celle du partage de la croissance et de la réduction des inégalités. La crise du Golfe a brusquement changé la donne : c'est en définitive la « juste répartition des efforts » qui domine les débats. En position offensive sur le dossier des salaires avant l'été, les syndicats doivent aujourd'hui s'efforcer de limiter les dégâts.

Si l'on ne peut encore estimer avec précision les conséquences de la détérioration de la situation internationale, force est de constater que celle-ci intervient alors que la croissance mondiale donne des signes d'essoufflement. En France, la croissance ne devrait pas dépasser 2,6 % cette année alors que les prévisionnistes tablent sur une progression de 3 %.

Le gouvernement souhaite donc préserver l'avenir en soutenant l'effort d'investissement des entreprises, en préservant l'emploi, mais aussi en limitant les risques de hausse des prix, notamment par les salaires. Quant au CNPF - qui n'a pas accueilli avec un enthousiasme particulier la « nouvelle étape sociale » annoncée au printemps par le premier ministre - il s'est empressé de réclamer « une politique de rigueur en matière de dépenses publiques et de salaires ». Les syndicats ont



immédiatement senti le danger. Selon eux, les entreprises ont les moyens de « digérer » le renchérissement du prix du brut et de l'austérité. Pour eux, la « rigueur » ne saurait être à l'ordre du jour.

Elaboré en juin sous la pression du gouvernement, l'accord de principe visant à améliorer le

déroulement de carrière des bas salaires est-il compromis ? Le CNPF assure qu'il respectera ses engagements, mais considère que la nouvelle donne économique devra être prise en compte dans les négociations de branche.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire la suite page 27 - section D

ÉDUCATION

Nouvelles filières pour les prépas

Treize millions d'élèves et plus de six cent mille enseignants vont reprendre le chemin de l'école d'ici au 10 septembre. Il n'y aurait pas de rentrée scolaire digne de ce nom sans réforme à l'horizon. Celle

des lycées et du baccalauréat devrait être la grande affaire de l'année.

En attendant, les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs réfléchissent à leur avenir. Diversification des

concours, remodelage des programmes et allègement des horaires pourraient conduire à une profonde rénovation de ces filières prestigieuses.

Lire pages 11 à 13
section B

SÉLECTION OFFICIELLE VENISE 90

FRANÇOIS BOEPPFUG
PHILIPPE CARCASSONNE

SEN FOUT LA MORT

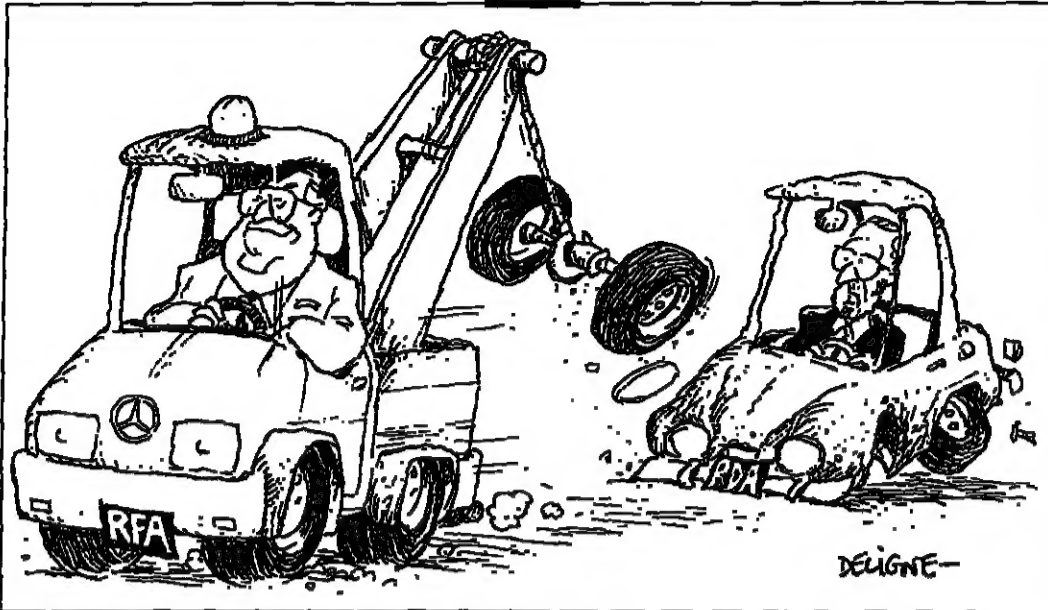
CLAIRE DENIS

ISAACH de BANKOLÉ
ALEX DESCAS
SOLVEIG DOMMARTIN
CHRISTOPHER BUCHHOLZ
JEAN-CLAUDE BRIALY
CLAIRE DENIS - JEAN-POL FARGEAU

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM; France, 22 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 8 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 175 PTA; Espagne, 12 KRD; Grèce, 175 PTA; Israël, 1,75 \$; Italie, 2,00 L; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; Royaume-Uni, 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,70 FS; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

TRAIT LIBRE

Bonheurs
La dette

par Albert Memmi

UN père, qui n'avait jamais réussi à convaincre sa fille de l'amour qu'il lui portait, en trouve un jour l'occasion. La jeune femme venait d'accoucher ; naturellement, le bébé devint pour elle le centre du monde.

— Tu vois maintenant, lui dit son père, combien je t'aime.

Sauf exception notable, l'amour parental est évident et absolu. Les enfants sont servis en premier et du meilleur. Le refus actuel de l'enfant vient aussi de cette servitude. L'économie, le logement, les amis, les loisirs, tout devient fonction de l'enfant.

Ce qui laisse perplexe, c'est la raison d'un tel attachement. Pourquoi sacrifions-nous, allègrement, nos aîsés, notre argent, et jusqu'à

nos vies ? Pourquoi faisons-nous des enfants ?

On a tout dit : nous procréons pour perpétuer l'espèce, par devoir, moral ou religieux, par calcul, pour nous rassurer, par étourderie ou emportement.

Dans une affaire si complexe, tout y contribue ; mais le centre, à partir de quoi tout s'ordonne, est l'enfant lui-même. Nous faisons des enfants parce que nous avons besoin d'eux ; nous avons besoin d'eux parce qu'ils ont besoin de nous.

Nous donnons tout aux enfants : la vie, la subsistance, la protection, la tendresse, et cela ne s'arrête jamais. Mais leur donnant tout, nous devenons la source de tout.

Ce lien qui, en amont, fait de

nous un fils, en aval un père, est indéfectible. Rien ne peut faire que nous ne soyons né d'une telle femme, rien que nous ne soyons le géniteur de telle fille. Un penseur juif, Rambam, voulant suggérer à son fils l'objectif nécessaire de cette chaîne, lui écrit : « Tu n'es pas seulement mon fils, tu es le petit-fils de mon père. »

Qui paye ses dettes retrouve la paix de l'âme. Nous faisons des enfants pour honorer notre dette envers nos parents. Mais elle est insolvable, nous ne pouvons que la transmettre.

Quels qu'en soient le sens et le prix, on doit s'émouvoir de l'impensable surabondance de cet amour. Il fut le premier et reste le fondement de tous les autres.

COURRIER

Mussolini en Éthiopie

A propos de l'affaire irakienne, on a parlé de Munich, mais je crois plus juste de rappeler l'« aventure » mussolinienne.

Dans l'Italie du début des années 30, la crise mondiale a des effets extrêmement graves pour son économie. Mussolini, qui n'envisage les relations internationales qu'en termes de domination, s'engage dans la conquête de l'Éthiopie pour donner à « son » peuple l'image d'une nation toujours et encore victorieuse.

La Société des nations (ancêtre de l'ONU) condamna par un embargo le 18 novembre 1935 cette agression colonialiste. Le 4 juillet 1936, la SDN votait la suspension des sanctions, grande victoire de Mussolini. Huit mois à peine.

Qu'en sera-t-il en avril 1991 de l'embargo onusien au sujet de l'agression irakienne ?

PIERRE CHALIER
Mondrian

Saddam Hussein ou les intégristes

Sommes-nous prêts à faire la guerre pour un émir dont la plupart des Français ignorent l'existence jusqu'à ces jours derniers ? Par quel miracle ces princes riches, que nos humoristes brocardent régulièrement, sont-ils soudain devenus suffisamment sympathiques pour mériter un soutien que nous refusons aux Palestiniens des territoires occupés ?

Saddam Hussein vit dans une région où l'Occident entretient la guerre depuis bientôt cinquante ans. On ne peut attendre de lui qu'il se comporte comme un démocrate européen, mais l'Irak peut être la grande puissance du Moyen-Orient avec laquelle on pourra négocier la paix, y compris l'indispensable sécurité d'Israël. Saddam Hussein sera certainement un interlocuteur plus sûr que les intégristes auxquels, en écrasant l'Irak, on ouvrira toutes grandes les portes du pouvoir.

GILLES CLAVEL
Orsay

Développement

Les pays pauvres dans l'ornière

par François-Xavier Verschave

L'ACTUALITÉ nous le rappelle brutalement : les contrastes excessifs entre richesse et pauvreté ne sont pas seulement source de mauvaise conscience passagère : ils préparent des séismes politiques, où « tous les coups sont permis », dans un monde où déjà le simple droit de vivre est bafoué. Cette année encore selon l'UNICEF, 35 000 enfants meurent chaque jour des conséquences de l'extrême misère. Ce « génocide silencieux » n'a pas de tribunal, et il ne faut pas s'étonner si se dressent de vrais ou faux justiciers.

Dans ce contexte, la deuxième conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (PMA), que la France accueille à Paris en ce début septembre, mériterait d'être autre chose qu'une figure imposée. Or son impréparation manifeste, le désintérêt de nombreux États riches et l'absence d'illusion des PMA ont de fortes chances de réduire cette conférence à un exercice de style, d'habillage, de non-décisions.

À Paris déjà en 1981, la première conférence sur les PMA, pourtant chargée d'espoir, avait inauguré la « décennie perdue » du développement. Son « nouveau programme substantiel d'action » (NPSA) devait porter la croissance des PMA à 7,2 % par an, avec une aide des pays industrialisés égale à 0,15 % de leur PIB.

Au lieu de cela, leur croissance annuelle par habitant a été négative (en Afrique subsaharienne, -2,5 % par an d'un revenu déjà très faible). Les indicateurs de la situation alimentaire, sociale, sanitaire et éducative se sont dégradés — ce qui a signifié la condamnation à mort de millions de personnes chaque année, et l'enfoncement de plusieurs centaines de millions d'êtres humains dans des conditions de vie infra-humaines.

Un foisonnement d'initiatives

Certes, le déficit de l'aide (0,09 % en moyenne, au lieu du 0,15 % promis) a eu son rôle négatif. Mais toutes les analyses sur la crise des pays les plus pauvres, africains notamment, montrent que leur sous-développement correspond à une double inefficacité de l'aide :

1) Elle est conçue et gérée comme devant améliorer les flux globaux, financiers et commerciaux, des pays considérés, comme si — à l'instar de ce qui se passe dans les pays développés — ces flux irriguaient une constellation d'agents économiques. Or le

nombre d'agents branchés sur ces flux « modernes » est très réduit (les dirigeants, l'administration, quelques intermédiaires), et ils ne sont ni les plus motivés, ni les mieux placés pour les faire fructifier dans leur propre pays. La logique et la mécanique macro-économiques et financières fonctionnent mal dans ces pays, et c'est pourquoi les thérapies qui s'y réfèrent, tel l'« ajustement structurel », sont si peu opérantes. De surcroît, les PMA possèdent trop peu dans l'établissement des prix et des règles du jeu du commerce et de la finance internationale pour n'être pas, à ce jeu, systématiquement désavantagés.

2) Les acteurs non gouvernementaux du Nord et du Sud, notamment, ont démontré qu'il existait dans les villages et les quartiers urbains un foisonnement d'initiatives de développement réel, capables de résoudre les problèmes cruciaux de la survie, d'amorcer le « premier développement » et d'ébaucher un marché intérieur. Mais les canaux de l'aide, tels d'énormes collecteurs démunis de réseaux secondaires, n'atteignent pas, ou marginalement, ces acteurs efficaces et économiques du développement local : ils ne permettent pas de diffuser et généraliser les pôles d'appui humain, technique et financier qui démultiplieraient les réussites de ces initiatives.

Mesquinerie et clientélisme

Toutes les mesures, certes parfois utiles et indispensables, qui vont être examinées en matière de commerce, de crédit, voire d'éducation, de santé ou d'environnement, devraient se référer à la possibilité de faire émerger des dynamiques de développement local dans chaque territoire, district ou quartier. Sans ce pilier du développement participatif et territorial, les beaux principes et les promesses financières camouflent la prolongation d'une conduite d'échec.

Or la deuxième conférence sur les PMA, en ne prévoyant pas une mobilisation de moyens apte à sortir de l'ornière les pays les plus pauvres, se prépare à entériner le pronostic pessimiste d'une nouvelle « décennie perdue ».

Déjà insuffisant dans sa méthode et ses ressources, le NPSA de 1981 n'a pas été vraiment appliqué : la conférence n'ayant pas assuré une véritable organisation de la coopération des États participants, chacun (ou presque) y est allé de sa mesquinerie financière et de son clientélisme.

Certes, l'échec trop évident des

années 80 conduit à reconnaître, dans les textes préparatoires à la conférence de 1990, la nécessité d'impliquer les populations, les femmes, les ONG, de favoriser le développement local et de recourir au « partenariat » (prononcé comme une formule magique plutôt que comme une règle d'efficacité). Mais ces beaux principes ne sont assortis d'aucun instrument de promotion, d'application, de contrôle. Il serait pourtant facile d'en susciter un, associant au moins les États du Nord et du Sud qui le voudraient, avec l'adhésion — déjà amorcée — de leurs sociétés civiles.

Symptôme de cette réticence à prendre les moyens de l'efficacité, la position du gouvernement français, hôte de la conférence et plutôt favorable *a priori* au développement du tiers-monde : il ne cesse de différer la mise à l'ordre du jour de l'Assemblée d'une proposition de loi, pourtant officiellement soutenue par plus de 80 % des députés, et qui affecterait une part significative de l'aide publique au développement (15 % de celle-ci, soit un milliardième du PIB, 6 milliards de francs par an) selon un dispositif garantissant son affectation aux acteurs du développement territorial des pays les plus pauvres. Or la France joue encore un rôle leader en ce domaine, qu'il s'agisse de faire avancer les choses, ou de les ensabler.

Le conservatisme peu clairvoyant des États du Nord, la division et la faiblesse stratégique des PMA, retardent la mise en place des instruments d'une coopération internationale efficace, d'un « contrat de génération » pour la réduction pacifique de l'excès d'inégalités entre le Nord et le Sud. Cette mise en place ne sera pas toujours possible : à trop attendre, on finira par faire le lit des mouvements les plus extrémistes, qui ne rêveront que d'assassiner les messages de paix et les artisans du développement.

Bref, faute de se donner les moyens d'agir, la deuxième conférence sur les PMA a toutes chances d'être, dramatiquement, une magnifique occasion perdue.

► François-Xavier Verschave est secrétaire général de Survie 90.

TGV Méditerranée

Un train peut en cacher un autre

par Antoine Duparc

LA PROVENCE s'enflamme. Il ne s'agit pas, cette fois, de ses forêts livrées aux traditions incendiaires d'été, mais de la levée de bouilliers qu'on observe aujourd'hui sur ce coin de la Drôme jusqu'au cœur du Var, accompagnée depuis plusieurs mois le projet de passage d'un train à grande vitesse (1995-1997) : pétitions, déclarations, délibérations municipales, rassemblements, défilés, blocages de voies ferrées, tout concourt à donner à cette contestation l'image d'une révolte populaire régionale. Il y a là quelque chose d'étrange pour un observateur attentif de la société régionale et de ses habituelles attitudes vis-à-vis de l'aménagement et de l'environnement.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur a déjà vu au cours des dernières années énormément de grandes infrastructures (notamment de transport) venir bouleverser son territoire : il suffit de regarder une carte du réseau routier et autoroutier régional pour s'en convaincre. Mais on pourrait aussi évoquer le grignotage de la Crau (zones industrielles, aéronautiques, villes nouvelles...), l'encercllement d'Aix-en-Provence, les lignes électriques à très haute tension, les innombrables ports de plaisance d'un littoral déjà difficilement accessible aux baigneurs, la canalisation du Rhône et de la Durance, les barrages du Verdon, l'extension des aéroports, etc., toutes causes de nuisances pour les anciens occupants du sol ou les résidents voisins de ces équipements. Il ne semble pas y avoir eu, pour ces réalisations, le débile de la mobilisation qu'on observe aujourd'hui sur ce projet de voie TGV. Or, que l'on sache, une autoroute est source de nuisances autrement plus importante.

Faut-il alors penser que les mentalités ont changé ? Mettre le phénomène anti-TGV sur le compte du réveil écologique des citoyens ? C'est bien évi-

demment tentant, mais peu convaincant. D'abord, parce que la « fibre écologique » est relativement peu développée chez nous : aux élections européennes de 1989, le score régional de la « liste Wachter » est resté en dessous de la moyenne nationale (9,8 contre 10,9 %) ; surtout, on ne connaît pas en Provence-Alpes-Côte d'Azur de grandes associations militantes comme en Alsace, Bretagne ou Rhône-Alpes, capables de mobilisation sur une analyse scientifique des risques écologiques.

Faire monter les enchères

Si l'on peut, de temps à autre, révoquer une mise en question de l'utilité du TGV, il n'en demeure pas moins que l'essentiel de l'opposition porte sur les questions de tracés et donc d'impact sur le sol... avec une forte référence à la valeur agricole des terres (viticoles) et à la valeur culturelle des propriétés (les « basides »). Dans ces conditions, on peut se demander si la référence à l'environnement (évidemment bien commode vu le flou de ce terme) n'est pas abusivement utilisée, en profitant de la mode environnementale, pour amalgamer et masquer des intérêts très particuliers, voire contradictoires (agriculteurs de toute sorte derrière les vignobles AOC, résidents de toute sorte derrière les grandes familles aixoises...).

On doit au moins s'interroger sur les formes d'action utilisées par les opposants au projet. Le caractère véhément des communiqués et déclarations, la nature violente de certaines actions (blocages de voies ferrées) tranchent avec les précédents conflits régionaux sur l'environnement. Une autre constante du mouvement réside dans son refus systématique de toute contre-proposition... allié avec une dénonciation tout aussi systématique

des pratiques jugées autoritaires et non démocratiques de la SNCF ou du gouvernement : on voit ici à l'œuvre la tactique classique qui consiste à sommer l'adversaire de modifier son comportement, pour aussitôt démontrer les modifications qu'il met en œuvre (jusqu'à ce qu'on décide de les interpréter comme un recul ?).

Il est vrai que « les autorités publiques » semblent avoir distribué des verges pour se faire battre : mauvaise politique ou mauvaise communication, on ne sait, mais il est incontestable que la bataille du tracé ait pu être déclenchée dès cette année, sans avoir pu être précédée de discussions sur les besoins régionaux de transports modernes dans les prochaines années, sur les types de modernisation ferroviaire indispensables dans ce fameux carrefour Nord-Sud et Est-Ouest qui nous concerne et — seulement s'il y a lieu de créer une ligne nouvelle — sur le meilleur itinéraire. Cette maladresse a permis tous les amalgames entre « l'opportunité de faire gagner cinq minutes aux POC » et « le massacre du paysage provençal ».

Il n'en demeure pas moins un doute sur la nature et les objectifs du mouvement anti-TGV provençal : n'y a-t-il pas manipulation de l'opinion ? Le caractère fortement « pousé » du mouvement peut orienter la recherche dans une direction plus classique, avec deux volets associés : une stratégie de propriétaires fonciers cherchant à faire monter les enchères en vue des expropriations, et une stratégie politique de déstabilisation en vue des prochaines élections cantonales et régionales. On voit bien dans ce cas quel serait le bénéficiaire, même si les élus du Front national ont su habilement rester en retrait des manifestations.

► Antoine Duparc est le pseudonyme d'un responsable administratif régional.

OCDE

Vient de paraître !

Perspectives économiques de l'OCDE N° 47

Présente les prévisions pour les pays de l'OCDE concernant l'évolution de la production, de l'emploi, des prix et des balances des paiements courants au cours des deux années à venir. Une évaluation des « progrès de la réforme structurelle » accompagne ce numéro sous forme de supplément.

... ex. ISBN 92-64-23394-6, FF 100

... abonnement (N° 47, juin et N° 48, décembre 1990) ISSS 0304-3274, FF 160

... abonnement aux Perspectives économiques sur disquettes et à la version imprimée : FF 2100

Revue économique de l'OCDE N° 14 - Printemps 1990

Au sommaire : L'épargne dans les pays de l'OCDE. Le contenu informatif de l'échelle des taux d'intérêt. La promotion des nouvelles activités industrielles. Mesure de la production potentielle dans les sept grands pays de l'OCDE. Modèle de l'investissement résidentiel pour les grands pays de l'OCDE.

... ex. ISBN 92-64-23362-8, FF 110

Série « OCDE - Études de politique sociale » N° 7 - Les systèmes de santé. À la recherche d'efficacité

Ce recueil d'articles rédigés par des experts européens et nord-américains analyse les outils de gestion et les principes qui ont déterminé l'évolution des dépenses de santé. Les données de l'OCDE sur la santé, parues pour la première fois en 1985 y sont mises à jour.

... ex. ISBN 92-64-23310-5, FF 140

... ex. Catalogue des publications de l'OCDE 1990 : gratuit

Financement et dette extérieure des pays en développement. Étude 1989

... ex. ISBN 92-64-23395-4, FF 130

Les systèmes de financement des crédits à l'exportation dans les pays membres de l'OCDE. Quatrième édition

... ex. ISBN 92-64-23358-X, FF 150

Base d'imposition du revenu des personnes physiques. Étude comparée

... ex. ISBN 92-64-23363-7, FF 190

Droits et obligations des contribuables. Description de la situation légale dans les pays de l'OCDE

... ex. ISBN 92-64-23390-3, FF 100

On peut se procurer ces publications à la Librairie de l'OCDE, 33, rue Octave-Faullot, Paris 16^e, ouverte du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures ou par correspondance, en envoyant cette annonce accompagnée de votre carte de visite et de votre titre de paiement (frais de port gratuits par poste ordinaire) à l'adresse suivante :

OCDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION
ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
Service des Publications
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16

551 من الاموال

LA CRISE DU GOLFE

Soumises à blocus

Les ambassades occidentales à Koweït font face à des difficultés croissantes

Les six membres de la mission française « assiégée » par les troupes irakiennes à Koweït font face à des difficultés croissantes depuis le 20 août, a-t-on appris, mardi 4 septembre, de source diplomatique. Le Quai d'Orsay, cependant, a toujours des communications « substantielles » avec le chargé d'affaires à Koweït, M. Jean-Pierre Gaïter.

« La situation est dure, mais on tient. » Comme la plupart des fonctionnaires des autres missions occidentales, les six Français membres de la mission française souffrent

d'une chaleur accablante et redoutent l'épuisement de leurs réserves d'eau et de nourriture. Au ministère des affaires étrangères, on est toutefois bien gardé de préciser la durée des réserves entreposées dans les locaux. Lors de leur départ du Koweït, certains membres du personnel évacués avant l'ultimatum avaient parlé de trois mois aux radios françaises.

L'ambassade de France est installée dans un bâtiment d'un étage entouré d'un jardin, à l'angle de la voie express et du 5-Ring, près d'une école britannique. Elle ne reçoit depuis plusieurs jours ni eau ni électricité. « Il y a eu quelques rétablissements sporadiques, mais là, nous sommes dans une phase

de coupure », précise-t-on à Paris. Les Irakiens ont en partie abîmé le mur d'enceinte pour couper la conduite d'eau. Le groupe électrogène semble fonctionner mais il ne serait pas utilisé pour la climatisation des dix pièces, afin d'économiser le carburant.

« Nous y sommes nous y restons »

La priorité va au système des liaisons codées, et le téléphone n'est guère utilisé, d'autant que les communications sont souvent brouillées. Mais d'autres missions occidentales servent parfois de standard téléphonique aux Français.

En outre, les douze pays de la CEE n'ont pas, « à ce stade », modifié leur position concernant leurs ambassades à Koweït, a-t-on indiqué mardi au Quai d'Orsay. « La politique des Douze à ce stade est inchangée » concernant leurs ambassades à Koweït.

« Nous y sommes, nous y restons », a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, M. Daniel Bernard. « Il n'y a pas de modification en ce qui concerne la situation » de ces représentations diplomatiques. « Il est clair que sur le terrain il existe une coordination très étroite entre les Douze. Leur solidarité demeure totale et la position de ces pays en ce qui concerne leurs représentations diplomatiques est inchangée », a

ajouté M. Bernard. Des sources diplomatiques européennes à Bruxelles avaient indiqué lundi que les pays de la CEE pourraient décider en commun l'évacuation des diplomates en poste à Koweït, sans toutefois fermer les ambassades (le Monde du 5 septembre).

Par ailleurs, le Pakistan a décidé de fermer son ambassade à Koweït, tandis qu'Océanie évacuerait les trois diplomates norvégiens qui se trouvaient encore dans l'émirat en raison, a précisé un porte-parole du gouvernement, des conditions de vie extrêmement difficiles dans l'ambassade, située dans une zone de forte résistance koweïtienne. — (AFP, AP, Reuters)

Malgré obstacles et tracasseries

Des étrangers parviennent à quitter l'Irak

Un avion d'Air France a quitté Paris mercredi, pour Amman, afin de rapatrier les femmes et les enfants français arrivés la veille dans la capitale jordanienne. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire et M^{me} Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge, sont à bord de l'appareil.

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

« Nous avons nos avions, et il est normal que d'un strict point de vue commercial nous leur donnions la priorité. » Le directeur général du ministère irakien de l'information, M. Najib Hadithi, explique ainsi l'interdiction faite aux gouvernements occidentaux d'affréter des avions pour venir chercher à Bagdad leurs ressortissants.

La règle est dorénavant que ceux-ci empruntent les appareils des lignes irakiennes qui, jusqu'à ce jour, ne peuvent se poser qu'à Amman, mais seraient bien sûr prêts à le faire à l'import ou à l'export. Il suffisait d'y penser et, au prix fort payable en dollars, les ambassades occidentales ont donc affrété, mardi 4 septembre, deux avions charter d'Iraq Airways pour poursuivre l'évacuation des femmes et des enfants expatriés qui peuvent quitter le pays. Quarante-et-un Français, dont dix-huit Allemandes sont arrivées mardi à Amman, suivies dans la nuit par 44 Français (27 femmes, 17 enfants), 25 Américaines et 36 Britanniques. Le mouvement devait se poursuivre mercredi 5 septembre pour évacuer les femmes et les enfants arrivés du Koweït dans la nuit dans un convoi de neuf autobus, deux pour les Français — 62 personnes — et sept pour les Britanniques — environ 306 personnes, auxquelles



PANCHO



s'étaient jointes quelques ressortissants espagnols et italiennes. Avec ce convoi, quasiment toutes les femmes et tous les enfants qui le désiraient, à l'exception d'une Française âgée et hospitalisée, qui n'a pu faire le voyage, ont été évacués du Koweït. Après six mois passés au dire de toutes, « dans des conditions très pénibles ». La situation au Koweït est, selon ces derniers témoins, de plus en plus délicate compte tenu des tirs au fusil ou à la roquette qui se multiplient la nuit et du manque de nourriture.

Exténués par un voyage de dix-sept heures, ces femmes, qui ont été prises en charge par leurs ambassades respectives, devraient être conduites dans la journée, si leur visa de sortie leur est donné assez vite, à Amman, où, en ce qui concerne les Françaises, l'avion d'Air France qui n'a pu se poser dimanche à Bagdad viendrait les chercher.

Le cauchemar va se poursuivre pour les femmes qui ont laissé leur mari. Certains de ceux-ci sont déjà sur des sites stratégiques et les autres vivent dans la crainte d'être à leur tour arrêtés. Pour la première fois, des rafles ont été opérées parmi les résidents en Irak et une vingtaine d'hommes, Britanniques et Américains, appartenant à une grande société d'outre-Atlantique, ont été emmenés vers une destination inconnue il y a quarante-huit heures.

Privées de sortie depuis un mois, les femmes ont toutes souligné la collaboration des Koweïtiens, qui « prennent beaucoup de risques pour nous venir en aide. C'est grâce à eux que nous avons pu survivre », ont-elles affirmé dans un hommage à la résistance koweïtienne qui paraît multiplier ses actions.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le témoignage d'un résident koweïtien

« Non à l'occupation, oui à la légitimité constitutionnelle »

Un résident koweïtien, qui a pu récemment quitter l'émirat, nous a adressé une lettre dans laquelle il fournit des détails sur les activités du Mouvement de résistance populaire (HAMAT) qui s'est créé dans l'émirat dès son occupation par les troupes irakiennes.

« Notre activité, écrit-il, a un double aspect politique et militaire. Du point de vue politique, la plus grande manifestation d'opposition aux troupes d'occupation a eu lieu le 1^{er} septembre pour marquer le premier mois de l'agression irakienne. Obéissant aux mots d'ordre de la résistance, toute la population est montée à l'assaut des terrasses des habitations pour crier sa haine de l'occupant aux cris de « Allahou akbar, Saddam est un criminel ».

« Les soldats irakiens sont intervenus rapidement et ont tenté d'effrayer les manifestants en tirant sur l'air. Mais ils n'ont réussi qu'à exacerber les cris des manifestants. Le lendemain, le dimanche 2 septembre, une grève générale a paralysé à 90 % la vie sociale et économique dans tout l'émirat. Les rues étaient quasi désertes et la circulation automobile pratiquement inexistante ».

En ce qui concerne les activités militaires de HAMAT, notre correspondant précise qu'elles sont

surtout « individuelles » et se limitent à des attentats contre les soldats irakiens et au sabotage de certaines installations publiques.

Selon notre correspondant, le Mouvement de résistance populaire comprend aussi bien des civils que des militaires. Un accord total existe, écrit-il, sur ses objectifs : la fin de l'occupation et le rejet de toute présence irakienne à Koweït. « Notre mot d'ordre, précise-t-il, se résume ainsi : non à l'occupation, oui à la légitimité constitutionnelle. » Il indique que le mouvement de résistance comprend des représentants de toutes les couches de la population sans aucune exception. Il précise à ce sujet que les Palestiniens de l'émirat, dans leur écrasante majorité, sont hostiles à l'occupation, à l'exception d'un groupe d'inspiration irakienne qui s'appelle le Front de libération arabe. Il ajoute que HAMAT a publié jusqu'à présent treize numéros d'un périodique ayant pour titre la Détermination du peuple.

En conclusion, notre correspondant affirme que les arrestations, les tortures et la torture sont pratiquées par la part des occupants qu'il qualifie de « barbares et fascistes ».

Près de 50 000 prisonniers échangés entre l'Iran et l'Irak depuis le 17 août

Près de 50 000 (48 048) prisonniers de guerre iraniens et irakiens ont été échangés entre les deux belligérants depuis le 17 août, date à laquelle les opérations d'échange ont commencé sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) : 23 798 prisonniers iraniens libérés par l'Irak — dont 7 230 non-enregistrés — étaient revenus en Iran, lundi soir 3 septembre, alors que 24 250 Irakiens ont été remis aux autorités iraniennes dans la ville frontalière de Khosravi (ouest de l'Iran), devenue le lieu d'échange

des prisonniers entre les deux pays. Selon Bagdad, « tous les prisonniers de guerre iraniens portés sur ses registres » ont été libérés et l'opération se poursuivra pour la libération de ceux qui n'ont pas été enregistrés par le CICR.

Le nombre précis des prisonniers capturés par les deux pays durant les huit ans de guerre n'a jamais été établi officiellement. Avant le début de l'échange, soit deux ans après le cessez-le-feu d'août 1988, on estimait ce nombre à 100 000 (70 000 Irakiens et 30 000 Iraniens). — (AFP)

L'odyssée des otages britanniques

LONDRES

de notre correspondant

Les Britanniques viennent de vivre, par médias interposés, une intense expérience collective à la faveur de la crise du Golfe. Le pays tout entier a retenu son souffle pendant les quatorze heures de l'odyssée qui a conduit 150 femmes et 156 enfants de Koweït à Bagdad. Ce fut, mardi 4 septembre, le premier et parfois le seul sujet traité lors des bulletins d'information, à la radio et à la télévision...

Tout avait commencé, selon les meilleures traditions, par un discret mais insistant message sur les ondes du « World Service » de la BBC. Les femmes et les enfants britanniques présents au Koweït étaient invités à se présenter mardi à l'aube sur un parking de Koweït. « Le Foreign Office espère que les personnes qui ont la possibilité de saisir cette occasion le feront », entendait-on, toutes les heures, dans la nuit de lundi à mardi, sur les fréquences courtes de la BBC destinées au Proche-Orient.

Pour les deux mille Britanniques pris au piège au Koweït, le message était clair. Leur gouvernement les invitait à sortir de la semi-clandestinité dans laquelle vivent désormais la plupart d'entre eux pour tenter une évacuation en masse, et par voie de terre, de leur femme et de leurs enfants. Rien d'autre n'était dit, sinon qu'il fallait se munir d'une seule valise par personne et apporter de l'eau ainsi que des vivres en quantité suffisante pour un voyage « qui pourrait être long ».

Sept autocars à air conditionné attendaient à l'heure dite sur le parking. On vit alors arriver de partout des voitures remplies de

femmes et d'enfants aux têtes blondes. Les Britanniques sortaient de cachettes parfois luxueuses, mais que les Irakiens semblaient avoir du mal à découvrir. Les adieux avec les maris et les pères, obligés de rester sur place, étaient brefs et discrets.

Aucun diplomate britannique n'était en vue puisque l'Irak ne reconnaît plus leur statut au Koweït, devenu dix-neuvième province du pays. Mais le personnel de service de l'ambassade était là pour compter ceux qui montaient dans les autocars et leur souhaiter bon voyage.

« On croise les doigts »

Toutes les institutions concernées, à Londres, étaient en état d'alerte, du Foreign Office au MI 6 (service de renseignement), en passant, bien sûr, par Downing Street. M. William Waldegrave, chargé de l'opération au ministère des Affaires étrangères, résumait bien le sentiment général : « On croise les doigts en espérant que ça marche ».

Le convoi est arrivé mardi soir à Bagdad. Les Irakiens n'ont en rien entravé le passage des sept autocars tout au long des 900 km du trajet. Les 306 femmes et enfants sont logés dans trois hôtels de la ville, attendant leur visa de sortie, qu'un officiel irakien leur a promis « pour très bientôt ». La première partie du voyage est terminée, mais l'opération d'évacuation continue dans un environnement résolument hostile.

« Cela ressemble un peu à Dunkerque, non ? », commentait mercredi matin, avec cet humour britannique impénétrable, un responsable du Foreign Office qui préférait rester anonyme.

DOMINIQUE DHOMBRES

La fuite rocambolesque d'un « vrai-faux » Philippin

Une sandale en caoutchouc transformée en tampon d'ambassade, une casquette enfoncée jusqu'aux oreilles, de grosses lunettes noires et, surtout, la solidarité de Philippins ont permis à un Américain de s'échapper du Koweït, puis d'Irak dans des conditions rocambolesques.

Dick Clay, un solide cadre américain travaillant dans la construction, porte la moustache et arbore un ventre avantageux : son physique est aux antipodes de celui d'un Asiatique. Pourtant, c'est sous l'identité d'un travailleur philippin, mêlé à un groupe d'une trentaine de « compatriotes » asiatiques, que Richard Eugene Clay, quarante-six ans, originaire de Bloomington (Indiana) et descendant d'une lignée irlandaise-américaine, a réussi à passer au travers des mailles du filet.

« Je suis resté caché au Koweït jusqu'à ce que les Irakiens annoncent (le 20 août) qu'ils pendraient quiconque aiderait à abriter des étrangers », raconte-t-il. Un technicien philippin lui a alors fabriqué, avec une sandale en caoutchouc, un faux tampon de l'ambassade philippine ainsi que de faux formulaires en anglais. Devenu Ricardo Erazo, de Batangas-City, une casquette enfoncée sur la tête, des lunettes de soleil et une chemise à manches longues pour cacher le tatouage de la marine

qu'il porte à la main droite, Dick Clay a alors pris la route de Bagdad. Le néo-Philippin et ses amis ont volé deux cars et ont réussi à gagner la capitale irakienne malgré deux accidents et les nombreux barrages de l'armée (un vrai Philippin présentant à chaque contrôle les papiers de tout le groupe).

Après être resté bloqué trois jours à Bagdad en échappant à la police, l'évadé a loué un autre car — le groupe s'était grossi de vingt-cinq Philippins — et l'ensemble des réfugiés a atteint la frontière jordanienne après un difficile parcours de sept heures. Là, il lui a encore fallu rester caché trois jours parmi des dizaines de vrais Philippins, sous un abri de fortune. Ayant obtenu son visa de sortie, Clay-Erazo était au seuil de la liberté. Mais, au dernier barrage, un garde irakien a mis la tête à la fenêtre et, l'apercevant, lui a lancé : « Marine ? ».

« Philippin », s'est-il répondu, sans convaincre le militaire, qui le fit descendre pour l'interroger. L'épreuve dura six heures, les compagnons de Dick Clay faisant bloc autour de lui. Finalement, une femme a pénétré dans le bureau en criant qu'elle refusait de partir sans son oncle. Le soldat irakien lui a alors remis son document de voyage et, avec un petit sourire, lui a lancé : « Au revoir, Marine ! » — (AP)

GRATUIT DANS
SOFT & MICRO
UNE DISQUETTE

EVALUATION DU PREMIER CORRECTEUR ORTHOGRAPHIQUE ET GRAMMATICAL

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE SEPTEMBRE :

DOSSIERS

- WINDOWS, PM, NEWWAVE. LE RÉGNE DES INTERFACES GRAPHIQUES
- MULTIMEDIA : VERS DE NOUVELLES APPLICATIONS

ESSAIS LOGICIELS

- STREAMLINE
- BMDP
- EVERLOCK
- QUICK PRINT
- INSTAPLAN 5000
- DESIGNER V. 3.01

LE PREMIER MAGAZINE
DES APPLICATIONS ET DU LOGICIEL
32 F - EN VENTE EN KIOSQUE

LA CRISE DU GOLFE

L'ambassadeur de l'OLP expulsé du Qatar

Le Qatar a ordonné l'expulsion du ministre plénipotentiaire de Palestine après avoir déclaré *persona non grata* le conseiller culturel et un employé de l'ambassade de l'OLP ainsi que l'adjoint du président du Fonds national palestinien chargé des collectes de fonds, a-t-on appris mardi 4 septembre de source officielle palestinienne à Amman et à Tunis. Ces expulsions, font suite à celles d'une soixantaine de familles sur les quelque quinze mille Palestiniens vivant au Qatar. L'ambassadeur palestinien en Jordanie a menacé l'émirat des « mesures de rétorsion nécessaires ».

● A Bagdad, le chef du Front de libération de la Palestine (FLP), M. Abou Abbas, a appelé mardi les « masses arabes » à frapper les intérêts américains en cas d'échec d'un règlement pacifique de la crise du Golfe. Le chef du FLP, qui est responsable du détournement en 1985 du paquebot italien *Achille Lauro*, les a aussi exhortés à boycotter les navires et avions américains. Interrogé sur l'éventualité d'attaques terroristes contre des objectifs israéliens ou américains, il a répliqué : « Nous soutenons la démarche de l'Irak en faveur d'une solution pacifique. (...) Nous ne devons donner aucun prétexte à l'ennemi pour frapper l'Irak ».

● A Paris, le président de Djibouti a préconisé mardi l'envoi d'une force tampon neutre entre l'Irak et l'Arabie saoudite, qui « pourrait comprendre des Arabes et des représentants d'autres pays neutres qui ne seront pas trop énarvés ». M. Hassan Gouled, qui participe à la réunion des PMA à l'Unesco, a ajouté qu'il n'était pas question de modifier l'accord de défense liant son pays à la France. « Il faut qu'on libère les otages, ils sont innocents », a-t-il ajouté.

● A Londres, M. Neil Kinnock, chef de l'opposition travailliste, a souhaité la « défaite de Saddam Hussein », par la

force si nécessaire. Il a cependant estimé que tout recours à la force devrait avoir l'aval des Nations unies.

● Le ministre chinois des affaires étrangères a réaffirmé mardi, dans une interview à un quotidien d'Abou Dhabi, que son pays ne participerait pas à une éventuelle opération militaire contre l'Irak mais qu'il était prêt à aider les pays du Golfe à renforcer leur dispositif de défense. M. Qian Qichen a aussi estimé que les denrées alimentaires et les médicaments « ne sont pas inclus dans l'embargo ».

● Le ministre cubain des affaires étrangères, M. Isidoro Malmierca, a

déclaré mardi à Caracas que « les séries de mesures visant à clarifier la situation dans la région devraient commencer par le retrait de l'Irak du Koweït. Elles devraient également inclure le retrait des forces américaines ».

● Le ministre des affaires étrangères argentin, M. Domingo Cavallo, a affirmé mardi à Jérusalem que son pays avait interrompu le projet de fabrication du missile Condor, développé en collaboration avec l'Irak et l'Égypte, « par crainte que la technologie liée à ce vecteur ne soit utilisée par l'Irak ». — (AFP, Reuter, AP.)

Les Etats-Unis cherchent une alliance à long terme avec les pays arabes

La Maison Blanche a annoncé mardi 4 septembre son intention d'effacer la dette militaire de l'Égypte, soit 7 milliards de dollars. Seul le Congrès a pouvoir d'entériner cette décision, et certains élus ne semblent pas enthousiastes.

Mais l'initiative de M. Bush est une manière de donner l'exemple au reste du monde, au moment où les émissaires du président (le secrétaire au Trésor Nicholas Brady, bientôt suivi par le secrétaire d'Etat James Baker) s'emploient à convaincre leurs partenaires occidentaux de soulager un peu les finances des pays les plus affectés par la crise du Golfe, sans oublier celles des Etats-Unis eux-mêmes.

WASHINGTON

de notre correspondant

Tirer un trait sur la dette militaire égyptienne, de toute manière considérée comme irrécupérable, grèverait dès cette année de 750 millions de dollars le budget américain — une grosse goutte ajoutée à un vase qui déborde déjà abondamment. Mais, a expliqué, mardi 4 septembre, le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater, c'est un « faible prix à payer pour ce que l'Égypte a apporté aux Etats-Unis » par son attitude face à l'Irak.

Accessoirement, a ajouté M. Fitzwater, l'Égypte est aussi récompensée pour « sa contribution stratégique à la recherche de

la paix et de la sécurité au Moyen-Orient ». C'est-à-dire ses efforts, stériles, mais étroitement coordonnés avec ceux des Etats-Unis, pour trouver un commencement de solution au conflit israélo-palestinien.

Le « geste » à l'égard de l'Égypte présente un inconvénient de taille. Il ne peut qu'inciter d'autres pays, au premier rang desquels Israël, à réclamer un même traitement de faveur. Le ministre israélien des finances, M. Modai, l'a déjà fait explicitement, et son collègue des affaires étrangères, M. David Lévy, attendu ce mercredi 5 septembre à Washington, ne manquera pas de faire de même.

« Nouvelles structures de sécurité »

M. Fitzwater a fait valoir que le cas égyptien était particulier et ne constituait donc pas « un précédent », mais on imagine mal que le Congrès, déjà engagé dans la campagne pour les élections de novembre, ne satisfasse pas à tout ou partie des exigences israéliennes, qui ne portent pas seulement sur la dette militaire (4,6 milliards de dollars), mais sur une augmentation de l'aide militaire annuelle et sur une aide spécifique destinée à financer l'installation des immigrants d'URSS.

L'addition des dépenses supplémentaires directement et « indirectement » liées à la crise du Golfe risque donc de devenir fort lourde pour les Etats-Unis, sollicités de toutes parts. Le seul coût de l'envoi des troupes en Arabie saoudite a été estimé mardi par le secrétaire d'Etat James Baker à 6 milliards de dollars pour l'année en cours. M. Baker, qui « témoi-

gnait » devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, a aussi été interrogé sur la proposition soviétique de conférence internationale sur le Proche-Orient.

Sa réponse a été aussi évasive que possible (« Nous voudrions en savoir plus sur ce que les Soviétiques ont à l'esprit »), mais il apparaît clairement que les Américains souhaitent éviter qu'une telle conférence ne s'attaque, au-delà de la crise du Golfe, à la question palestinienne. Le président Bush avait lui-même clairement fait comprendre quelques jours plus tôt qu'il convenait d'abord de s'occuper du Koweït, avant de songer à autre chose.

Or il est de plus en plus clair que les Etats-Unis envisagent leur réponse à l'agression irakienne comme un effort de longue haleine, débouchant sur une présence permanente des forces américaines dans la région. A un représentant inquiet qui lui demandait si l'opération actuelle durerait « des mois, ou des années », M. Baker s'est déclaré incapable de répondre. Mais il a avancé une comparaison éloquentes en elle-même, en invoquant la défense de l'Europe par les troupes américaines (qui y sont présentes depuis quarante-cinq ans) et en faisant un parallèle entre Saddam Hussein et Staline...

Les Etats-Unis n'entendent cependant pas assumer seuls ce rôle. Ils voudraient voir se constituer, a expliqué M. Baker, des « nouvelles structures de sécurité pour la région ». « Nous devrions certainement jouer un rôle, et une certaine présence américaine serait donc maintenue là-bas » (...), mais a poursuivi le secrétaire d'Etat,

« avec une importante participation arabe ». M. Baker n'a guère été plus explicite sur ce projet éminemment délicat. Mais M. Bush et ses collaborateurs, peu désireux jusqu'à une période récente de trop s'engager dans le maquis des problèmes proche-orientaux, ont visiblement été poussés par les événements à réviser leur position. Et il n'est pas certain qu'ils puissent continuer très longtemps à concentrer leur attention, et celle du monde, sur la seule région du Golfe.

550 navires interceptés

Devant les élus, M. Baker a redit que les Etats-Unis ne croyaient guère à une solution « diplomatique » avec l'Irak, mais il s'est félicité de l'efficacité de l'embargo, toujours présenté par l'administration comme l'arme majeure de la vague coalition réunie pour contraindre Saddam Hussein. A ce jour, les Etats-Unis ont intercepté 550 navires, et en ont intercepté 20, y compris, pour la première fois, un cargo irakien, le *Zanubia*. Le navire, qui naviguait dans le Golfe d'Oman en direction de l'Irak, n'avait pas obéi aux injonctions d'un destroyer de l'US Navy, mais n'a pas opposé de résistance quand un détachement de marins américains est monté à bord, pour le contraindre à se diriger vers une autre destination. Le *Zanubia* transporterait du thé, et les Américains resteraient à bord pour s'assurer que ce thé n'atteindra pas l'Irak.

JAN KRAUZE

M. Tarek Aziz se rend à Moscou pour « une brève visite de travail »

Tandis que les journaux de Bagdad préparent l'opinion publique irakienne à une attaque militaire contre l'Irak, M. Tarek Aziz, le ministre irakien des affaires étrangères, est parti mercredi matin 3 septembre pour Moscou pour « une brève visite de travail ».

Aucune indication précise n'a été fournie sur l'objet de cette visite qui intervient à quelques jours seulement du sommet Gorbatchev-Bush qui se tiendra dimanche 9 septembre à Helsinki. Un autre responsable irakien, M. Saadoun Hamadi, avait entamé le 20 août une visite de trois jours à Moscou, où il avait notamment rencontré le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Egorov. Ce dernier, en visite officielle au Japon, est absent de Moscou et il n'est pas encore possible de savoir si M. Tarek Aziz rencontrera le président Gorbatchev.

Le roi Hussein de Jordanie, pour sa part, a annoncé mardi son intention de se rendre à Bagdad dans les quarante-huit heures, soit avant la tenue du sommet américano-soviétique d'Helsinki. Le souverain a fait part de ses intentions au cours de ses entretiens mardi à Rome avec les membres du gouvernement italien, dans le cadre de son initiative pour trouver une solution arabe à la crise. Sa déclaration fait suite à l'annonce de l'annulation de la visite qu'il comptait effectuer à Moscou cette semaine.

Son projet de se rendre une nouvelle fois en Irak apparaît comme l'ultime tentative de trouver une solution arabe à la crise du Golfe avant le sommet Bush-Gorbatchev. Le roi Hussein, qui achevait en Italie une longue tournée qui l'a

conduit dans cinq pays d'Afrique du Nord, puis dans cinq pays d'Europe, a quitté Rome sans faire de déclaration à la presse. Prie de dire si le souverain irakien croyait toujours à une solution arabe, le chef de la diplomatie irakienne, Gianni De Michelis, a déclaré : « Le roi compte beaucoup sur son nouveau voyage à Bagdad et sur ses entretiens avec Saddam Hussein ». On entendait cependant difficilement une solution de compromis. Bagdad, que les Etats-Unis ont replacé sur la liste des pays soutenant le terrorisme dont il avait été rayé en 1982, semble pour l'instant exclure toute évacuation du Koweït, condition impérative exigée par les Etats-Unis pour une éventuelle négociation. C'est ainsi que l'Irak a démenti catégoriquement mardi les déclarations d'Abou Iyad, le numéro deux du Fatah, à *Libération*, selon lesquelles Bagdad serait prêt à se retirer de la majeure partie du Koweït et à libérer les otages étrangers à certaines conditions. Venant de la part d'un allié de l'Irak, cette déclaration semblait être un ballon d'essai. Mais Bagdad a démenti Abou Iyad en réaffirmant avec vigueur : « Le Koweït est une partie vitale de l'Irak. C'est la branche qui est revenue à ses origines pour toujours ».

L'Irak a d'ailleurs annoncé mardi qu'il avait entamé la construction d'une conduite d'eau de 30 millions de dollars vers une bande de territoire dans le nord du Koweït. Il s'agit d'une conduite de 40 centimètres de diamètre qui mesurera 100 kilomètres de long et acheminera de l'eau potable du Chatt el Arab, le confluent du Tigre et de l'Euphrate, jusqu'au district de Mitla, rattaché récemment à la province irakienne de Bassorah. — (AFP, Reuter.)

Il y a trente-cinq ans le « pacte de Bagdad »

Le projet prêté aux Etats-Unis de constituer, à la faveur de l'actuelle crise du Golfe, une alliance à long terme avec une partie des pays du monde arabe rappelle un précédent vieux de trente-cinq ans : le « pacte de Bagdad ». Après avoir enregistré deux succès stratégiques — l'adhésion de la Turquie à l'OTAN en 1951 et le renversement en Iran en 1953 du D. Mossadegh qui avait conduit une politique nationaliste visant à la reprise en main par son pays de ses richesses pétrolières, — les Etats-Unis essuient un échec avec le « pacte de Bagdad ».

Cette alliance fut d'abord conclue à Bagdad le 24 février 1955, sous la forme d'un traité entre l'Irak et la Turquie, auquel adhéreront successivement le Royaume-Uni, le 4 avril, le Pakis-

A la Ligue arabe

Un diplomate libanais assure l'intérim du secrétariat général

TUNIS

de notre correspondant

Le diplomate libanais Assaad Al Assad assure, depuis mardi 4 septembre, l'intérim du secrétariat général de la Ligue arabe, après la démission de M. Chedli Klibi (le *Monde* du 5 septembre).

M. Assaad Al Assad, qui est âgé de soixante-dix ans, a été désigné en sa qualité de plus ancien des quatre secrétaires généraux adjoints de la Ligue. Il avait déjà assuré l'intérim du secrétariat général en 1979 entre

la démission de l'Égyptien Mahmoud Riad, lors du transfert du Caire à Tunis du siège de l'organisation, et l'élection de M. Klibi.

M. Assaad Al Assad a inauguré ses nouvelles activités en recevant l'ambassadeur d'Égypte à Tunis. Celui-ci lui a demandé d'adresser des invitations aux vingt et un membres de la Ligue pour assister, le 10 septembre au Caire, à la réunion du conseil ministériel qui doit décider le transfert immédiat du siège de l'organisation.

M. D.

Le projet de conférence internationale sur le Proche-Orient

Israël rejette catégoriquement la proposition soviétique

JERUSALEM

de notre correspondant

Le rejet est catégorique. Le gouvernement de M. Itzhak Shamir se refuse toujours à participer à une conférence internationale sur le Proche-Orient, que celle-ci se limite au conflit israélo-arabe ou aborde aussi la question du Golfe, comme l'envisage l'URSS.

Aussi, la proposition du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Egorov, Chevardnadze, de convoquer une telle conférence devant s'attaquer simultanément à tous les problèmes du Proche-Orient, a-t-elle été sèchement repoussée, mardi 4 septembre, à Jérusalem.

Que M. Chevardnadze ait offert une reprise des relations diplomatiques entre les deux pays au cas où Israël souscrirait à son projet ne change rien à l'affaire. « Il n'y a pas de lien entre la crise du Golfe et le conflit israélo-arabe », a dit le ministre des affaires étrangères, M. Benyamin Netanyahu, tout effort pour lier les deux problèmes est une déformation de la réalité qui joue en faveur de Saddam Hussein ».

Pour des négociations directes

Crise du Golfe ou pas, le parti de M. Shamir (le Likoud, droite nationaliste) n'entend pas que la question israélo-arabe fasse l'objet d'un règlement dans le cadre d'une conférence qui imposerait une

stricte application des résolutions de l'ONU sur le retrait des territoires occupés. Il s'en tient à la formule de Camp David : négociations directes avec les pays arabes et « des » Palestiniens sur une étape intermédiaire d'autonomie pour la Cisjordanie et Gaza avant les pourparlers sur leur statut final.

M. Shamir a redit, de son côté, qu'Israël ne voulait pas être partie à la crise du Golfe. La proposition soviétique pouvait être rapprochée de celle avancée, il y a quelques semaines, par M. Saddam Hussein qui voulait traiter en même temps de « toutes les occupations » au Proche-Orient. C'est une approche que l'on redoute particulièrement à Jérusalem, car elle mettrait sur le même pied l'occupation du Koweït par l'Irak et celle de la Cisjordanie et de Gaza — territoires occupés par Israël après l'entrée en guerre de la Jordanie contre l'Etat hébreu en juin 1967.

En clair, on craint qu'un retrait du Koweït n'accroisse les pressions pour un retrait israélien de Cisjordanie et de Gaza. M. Netanyahu, un des « durs » du Likoud, envisage cette perspective en expliquant mardi soir que les pays arabes pourraient bien demander un « prix » politique pour leur coopération avec les Etats-Unis dans la crise du Golfe et qu'il pourrait bien revenir à Israël d'avoir à payer ce « prix ». « Nous (Israël) allons être jetés en pâture » quand la crise sera réglée, a poursuivi M. Netanyahu.

ALAIN FRACHON

La France réagit très prudemment à l'idée de M. Chevardnadze

M. Roland Dumas a déclaré mardi 4 septembre que la France n'était pas hostile au principe d'une conférence internationale sur les problèmes du Proche-Orient, dont l'idée avait été avancée la veille par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze. « La France », a dit M. Dumas, est plutôt favorable, d'une façon générale, à l'idée de la conférence, puisqu'elle a été pour une conférence internationale sur le problème palestinien. De là à passer à l'ensemble des problèmes du Proche et du Moyen-Orient, il n'y a qu'un pas ».

Malgré ce ton plutôt positif du ministre, on n'en observe pas moins à Paris une grande prudence envers cette idée que l'on attribue au désir des Soviétiques de se refaire « une identité diplomatique ». M. Dumas avait déclaré la veille, sur Antenne 2, qu'il était selon lui difficile de lier ces problèmes dont les origines sont différentes et dont le seul point commun est d'affecter la même région. Il avait estimé, d'autre part, que relancer la recherche d'une solution au problème palestinien serait un moyen d'enlever une carte des mains du président Saddam Hussein qui joue sur « l'inquiétude » engendrée par ce problème dans le monde arabe. On ajoute au Quai d'Orsay que l'idée avancée par M. Chevardnadze, et qui avait déjà été évoquée entre les délégations française et soviétique lors de la visite de M. Dumas à Moscou, n'est pas suffisamment précise pour donner lieu à plus amples

commentaires, qu'elle appelle la prudence et qu'on ne veut pas donner le sentiment à M. D'après-prover un amalgame entre des problèmes dont chacun a sa spécificité.

La visite à Paris de M. Brady

A l'Elysée on déclare que la France ne veut strictement pas se lier à l'idée qu'une telle conférence pourrait se substituer à l'application des résolutions adoptées par l'ONU contre l'Irak : « Cette application est un préalable. Qu'après il puisse y avoir une ou des conférences internationales traitant des différents problèmes du Moyen-Orient, pourquoi pas ? ».

M. Roland Dumas s'est entretenu mardi, après M. Bérégovoi, avec M. Nicholas Brady, le secrétaire américain au Trésor, chargé par le président Bush de persuader les alliés de contribuer à compenser les pertes entraînées pour certains pays par l'embargo contre l'Irak. M. Brady s'est déclaré « très satisfait » de cette rencontre. De source française il a été précisé que l'aide aux pays les plus touchés par les conséquences de l'embargo se décide dans le cadre de la CEE, qui devait annoncer mercredi des décisions à ce sujet. On précise également que M. Brady n'a pas soulevé la question d'une participation de la France au financement de l'opération militaire américaine dans le Golfe. M. Dumas avait souligné la veille que la France avait dans le Golfe la deuxième présence militaire.

صلى الله عليه وسلم

LA CRISE DU GOLFE

Le déploiement américain et ses conséquences

Washington dément toute friction avec Ryad sur la conduite des affaires militaires

Une réunion de coordination entre les différents ministères impliqués dans la région du Golfe se tiendra à Bahrein dimanche 9 septembre 4-0 on apprit, mardi 4 septembre, au ministère français des affaires étrangères.

Selon le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, « elle se tiendra sous la présidence de la France et des Etats-Unis, la France étant à l'heure actuelle présidente de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), seule instance européenne compétente en matière de défense ».

Par ailleurs, les neuf pays membres de l'Union de l'Europe occi-

dentale prévoient, selon un communiqué du Quai d'Orsay, de déployer durant le mois de septembre plus d'une trentaine de navires de guerre dans la région du Golfe.

De leur côté, les Etats-Unis ont démenti mardi 4 septembre l'existence de toute friction avec l'Arabie saoudite concernant le commandement des forces américaines et alliées dans le Golfe.

Selon le Washington Post, le président Bush est personnellement intervenu la semaine dernière dans une dispute entre le commandant en chef des forces armées de Ryad, le général Khalid ben Sultan, et le

commandant des forces américaines dans la région, le général Norman Schwarzkopf, portant sur la nécessité, pour le commandement américain, de demander l'autorisation de l'Arabie saoudite avant de monter une opération offensive à partir de ce pays.

Le porte-parole de la Maison Blanche a démenti les informations du quotidien de Washington, affirmant que « le niveau de coopération est élevé (entre Américains et Saoudiens) et il n'y a pas de conflit. Nous avons d'excellentes relations de travail avec le gouvernement saoudien ».

Le Salon de l'aéronautique de Farnborough est gagné par la morosité

La crise du Golfe est un peu l'Arlesienne du Salon 1990 de l'aéronautique à Farnborough, près de Londres, qui s'achève à la fin de la semaine : tout le monde y pense, mais personne n'en parle, de moins dans les conversations officielles. Pour cette vingt-neuvième exposition britannique, qui se tient en Angleterre tous les deux ans en alternance avec le Salon du Bourget, les organisateurs avaient invité et les matériels de dernière technologie et les responsables, civils et militaires, d'une centaine de pays. En fin de compte, circonstances internationales obligent, les uns et les autres ont bougé, parce qu'ils étaient probablement plus utiles ailleurs.

Aux côtés des Mirage, le même constructeur français a dévoilé la maquette de son nouvel avion de liaison intercontinentale, le Falcon 2000, à la production duquel les Italiens ont décidé de s'associer pour un quart du financement.

En dehors de ces quelques innovations et des confirmations, par quatre compagnies aériennes, de leurs commandes d'avions à Boeing, McDonnell-Douglas et Airbus Industrie pour environ 13,5 milliards de dollars au total (le Monde du 5 septembre), les expositions à Farnborough s'accroissent à reconnaître que le temps est plutôt à la morosité.

On ne le dit pas carrément, dans les allées du Salon. Mais on le suggère à mots couverts : la crise du Golfe et ses « retombées » économiques ne vont pas arranger les affaires. D'abord, le prix du kérosène est déjà en passe de doubler pour tout le monde, compagnies aériennes et armées de l'air, avec tout ce qui s'ensuit sur les coûts d'exploitation.

Ensuite, la baisse du dollar, qui est traditionnellement la monnaie internationale de l'aéronautique, ne facilite pas la rédaction des contrats en matière civile (l'Aérospatiale et la SNECMA française en savent quelque chose pour l'Airbus et les

moteurs), quand elle n'a pas beaucoup d'effet dans le domaine militaire (où les tractions se font en francs français, parce que le gouvernement l'exige).

Un tarissement des marchés

Mais là où le bât blesse dans le secteur militaire, de l'aveu de la plupart des fournisseurs, c'est la formidable pression que ne vont pas manquer d'exercer les Etats-Unis sur la clientèle proche-orientale, dès lors qu'ils lui seront apparus comme son ultime rempart avec leur opération « bouclier du désert ».

A cette occasion, les Américains ne vont pas se priver de mélanger action diplomatique-militaire et promotion de leurs matériels. Quitte, de surcroît, à abandonner sur place une partie de l'arsenal qu'ils y ont déposé pour, le jour où ils devront partir, réarmer ainsi à moindre frais leurs alliés arabes du Golfe.

Cette crainte d'un tarissement des marchés est omniprésente à Farnborough, même si elle s'exprime avec quelque prudence.

Du côté des Français, elle se double d'une autre inquiétude. Le concurrent du Rafale, l'avion de combat européen EFA, est encore loin d'avoir décollé. Des rumeurs font état d'un possible retrait de l'Allemagne - pour des raisons d'économie budgétaire - de ce programme mené conjointement avec la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne. Si ce devait être le cas, les Britanniques croient pouvoir avancer que l'Arabie saoudite serait prête à prendre financièrement le relais de Bonn.

Voilà une perspective qui n'enchantait pas les industriels français concernés. Monnet, l'EFA laisserait la voie libre au Rafale, même si le fait de n'avoir aucun rival sur l'américain à l'exportation n'est pas forcément une situation confortable pour Dassault. Mais, rassuré de la sorte, l'avion européen risquerait de disparaître à l'exportation les quelques parts du marché proche-oriental où il peut encore espérer rompre le monopole des Etats-Unis.

JACQUES ISNARD

Selon une revue de Hongkong Des entreprises indiennes ont fourni à l'Irak des produits permettant la fabrication d'armes chimiques

La RFA et les pays développés ne sont pas les seuls à avoir fourni l'Irak en produits lui ayant permis de se doter d'un armement chimique. Selon l'hebdomadaire *Far Eastern Economic Review* de Hongkong, l'Inde fournit depuis des années à Bagdad des milliers de tonnes de produits chimiques dont la combinaison permet la fabrication de gaz de combat, ainsi que des équipements industriels et l'expertise permettant leur production.

Il s'agit en particulier de produits à usage double, civil et militaire. Ainsi, par exemple, les sociétés United Phosphorus de Baroda et de Bombay et Transpec ont-elles livré à l'Irak 5 400 tonnes de trichlorure phosphoreux, d'oxychlorure phosphoreux, d'hydroxy chlorure, de sulfure phosphoreux et de cyanure de sodium. La Cyanide and Chemicals du Goudjerat a vendu 1 000 tonnes de cyanure de sodium.

La société Exomet Chemicals de

Bombay, qui a aidé l'Irak à développer ses mines de phosphore à Al-Qaim, est également impliquée dans ce commerce. Un homme d'affaires allemand d'origine irakienne, M. Kamal Saudi, apparaît derrière cette compagnie. Il dirige aussi la Kim Khaleej Pte basée à Bagdad et à Singapour, à travers laquelle passent les lettres de crédit servant à payer ces achats. Une autre société indienne a servi d'intermédiaire pour la vente à l'Irak de produits sensibles à la Nishio Shoji de Tokyo.

Ce lucratif commerce se serait poursuivi cette année, ajoute la revue. Les sociétés incriminées affirment que tout cela est légal. Interrogé sur cette affaire, le ministre indien des affaires étrangères a déclaré que son pays « s'opposait à la production, au stockage et au déploiement d'armes chimiques », mais qu'il était aussi contre les « propositions d'interdire l'exportation de produits chimiques, car cela nuirait à l'industrie indienne ».

Aide alimentaire d'urgence

Sur le terrain, l'Egypte a dépêché mardi un deuxième contingent de troupes auprès de la force multinationale pour prévenir toute attaque irakienne. La Grande-Bretagne, l'Italie et le Portugal ont accepté de mettre à la disposition des Etats-Unis des navires civils pour transporter les troupes et le matériel aquatique britanniques, belges, hollandais et allemands. Aujourd'hui, nous effectuons nos contrôles et « visites » en mer de nos clients habituels, entendez les navires que nous soupçonnons de pouvoir violer l'embargo.

Par « clients », il faut entendre les navires les plus suspects et que les douaniers appellent les « vecteurs de stupéfiants ». Les garde-côtes ont dans la zone des 12 000 à 24 000 milles marins mesurés à l'ordonnée (ordre de stopper), droit d'accès à bord pour contrôler le manifeste du navire et l'identité des personnes, droit de visite des navires de moins de 1 000 tonnes de jauge brute.

Mais depuis le 7 août dernier, les stupéfiants ne sont plus leur seul souci. Le contrôle des produits dits stratégiques s'est surajouté à leur mission. Il s'agit évidemment des matériels de guerre, matériels aéronautiques, produits chimiques, nucléaires, soumis à la licence d'exportation, produits destinés à la guerre chimique, poudres et substances explosives.

« Il s'agit d'une surveillance élargie et d'une vigilance accrue, et non pas d'une révolution », dit à Paris, M. François Lubrano, sous-directeur à la direction générale des douanes. Sur place, à Rouen, on considère au COD que « la charge

Sur la façade maritime française

Les gardes-côtes mobilisés par l'embargo

Depuis le 7 août dernier, 0 heure, l'administration des douanes a reçu mission du gouvernement de faire respecter l'embargo sur le commerce avec l'Irak et le Koweït à la suite de la résolution 661 du Conseil de sécurité des Nations unies appliquée par la CEE. Les douanes font respecter la prohibition, « à titre absolu », de toute marchandise en provenance ou à destination des deux pays. Elles ont cependant dû intervenir à plusieurs reprises. A la date du 30 août dernier, quarante-six opérations d'importation ou d'exportation ont été refusées, dont celles de produits « sensibles ». Sur les façades maritimes le dispositif aéronaval douanier est mobilisé.

ainsi vingt-six navires. « Un jour creux », selon l'équipage, parfaitement rodé à ce type de mission de surveillance, mais qui accorde depuis le 7 août une « attention particulière » aux navires marchands « pour lesquels il existe une doute sur l'embargo ». A fortiori, s'il est immatriculé à Koweït.

De fait, quelques minutes auparavant, le bimoteur venait de reconnaître, sans davantage s'y attarder, un navire immatriculé à Cap-Town. Mais l'embargo sud-africain est apparemment sorti de l'actualité.

Une charge de travail accrue

L'équipage de l'avion a achevé sa mission. Elle consistait à « localiser » le navire koweïtien. A Rouen, l'officier de permanence du centre opérationnel des douanes

(COD), l'un des quatre bureaux aéronavals des douanes avec Nantes, Marseille et Fort-de-France, en charge du dispositif de surveillance de la façade maritime qui va du mont Saint-Michel à la frontière belge, sait déjà par ses collègues portugais que le *Trident Beauty* a quitté le Portugal. A son bord, une cargaison de charbon pour la Belgique.

« Ce que nous faisons aujourd'hui, grâce à nos quatre vedettes garde-côtes et notre brigade aérienne, est le contrôle des flux vers l'Europe du Nord », dit M. Le Brun, responsable du COD. Notre zone de surveillance agit à la manière d'un filtre. La Manche, l'autoroute maritime la plus chargée du monde, est une nasse, laquelle, de manière interactive, nous permet de tenir informés nos collègues belges, hollandais et allemands. Aujourd'hui, « visites » en mer de nos clients habituels, entendez les navires que nous soupçonnons de pouvoir violer l'embargo.

Par « clients », il faut entendre les navires les plus suspects et que les douaniers appellent les « vecteurs de stupéfiants ». Les garde-côtes ont dans la zone des 12 000 à 24 000 milles marins mesurés à l'ordonnée (ordre de stopper), droit d'accès à bord pour contrôler le manifeste du navire et l'identité des personnes, droit de visite des navires de moins de 1 000 tonnes de jauge brute.

Mais depuis le 7 août dernier, les stupéfiants ne sont plus leur seul souci. Le contrôle des produits dits stratégiques s'est surajouté à leur mission. Il s'agit évidemment des matériels de guerre, matériels aéronautiques, produits chimiques, nucléaires, soumis à la licence d'exportation, produits destinés à la guerre chimique, poudres et substances explosives.

« Il s'agit d'une surveillance élargie et d'une vigilance accrue, et non pas d'une révolution », dit à Paris, M. François Lubrano, sous-directeur à la direction générale des douanes. Sur place, à Rouen, on considère au COD que « la charge

de travail a doublé depuis l'embargo ». C'est ainsi que le contrôle du navire koweïtien a mobilisé dans l'après-midi de samedi 1^{er} septembre outre l'avion, deux vedettes garde-côtes éclairées par un hélicoptère. Si le doute avait persisté, un arraisonnement ou un hélicoptère était envisagé. Les douanes sont habilitées à employer la force.

Au Havre, en revanche, où transitait chaque année quelque 900 000 conteneurs, la visite sur le quai de l'Europe d'un conteneur, cette même journée, destinée au port d'Alexandrie fut rendue presque cocasse : voulant vérifier, par des indices, la conformité de son contenu comme sa destination réelle, les inspecteurs de visite ont trouvé un stock de robinets-mélangeurs pour salle de bains fabriqués en France. Exportateur : Pont-Mousson. Importateur : Saudi Auger (groupe saoudien). Caractéristique : robinetterie plaquée de trois onces d'or.

JEAN MENANTEAU

Les réactions dans la classe politique

Le PCF compte sur M. Gorbatchev pour faire prévaloir une solution politique

L'Humanité du mercredi 5 septembre publie un article de M. André Lajoinie, intitulé « Halte à la guerre : négociations » qui est un appel à la raison lancé à M. Mikhaïl Gorbatchev, et qui reprend la thématique utilisée, la veille à RTL, par M. Georges Marchais.

« Au moment où les chances de préserver la paix s'amenuisent, il est urgent d'inverser l'insupportable logique qui se met en place », écrit le dirigeant du PCF, en évoquant le prochain sommet Bush-Gorbatchev sur la crise du Golfe. Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale relève que « les Etats-Unis s'installent aujourd'hui durablement » pour des raisons économiques et militaires « dans cette partie du monde arabe jouxtant l'Union soviétique ».

Il ajoute que « l'URSS devrait saisir cette occasion pour réaffirmer qu'il n'y a pas d'alternative mili-

taire aux problèmes posés, que toute escalade dans ce sens est insupportable et que la voie d'une solution politique doit être recherchée de manière intense et exclusive, et avancer des propositions dans ce sens, en accord avec les pays arabes et tous les autres Etats membres de l'ONU ». Pour le député de l'Allier, membre du secrétariat du comité central, « une telle attitude, et elle seule, serait conforme aux intérêts de tous les peuples de la région et du monde ainsi que, au-delà, aux intérêts de la paix ».

M. Marchais avait espéré « fermement » que M. Gorbatchev profiterait de cette rencontre avec M. Bush « pour faire pression sur lui pour le bon sens ». Le secrétaire général du PCF avait accusé le gouvernement français de faire, « pour la troisième fois, le coup du choc pétrolier » pour prendre des mesures économiques et sociales qui « avaient été prévues avant ».

EN BREF

□ L'UPF contre « un processus consensuel ». — Parlant mardi 4 septembre au nom de l'Union pour la France, M. Alain Juppé a affirmé « que tout en continuant à faire preuve du sens des responsabilités, l'opposition n'était pas décidée à se laisser engler dans un processus consensuel ». Selon le secrétaire général du RPR, la situation exige « une politique libérale », car il y a « une faiblesse économique grave après deux ans d'inaction gouvernementale ». Au nom de l'UPF encore, M. Alain Madelin a réclamé une baisse des dépenses publiques, une diminution des impôts et la poursuite des privatisations.

□ M. Soisson : prudence. — « Le temps n'est pas à la rigueur, ni à l'austérité, mais à la prudence », a déclaré, mardi 4 septembre, M. Jean-Pierre Soisson. « Il est nécessaire de prendre des mesures pour limiter au maximum les effets de la crise du Golfe sur l'emploi et

muscler davantage l'appareil productif. Le gouvernement doit faire en sorte que le pays ne soit pas pris au dépourvu », a ajouté le ministre du travail qui s'est dit « persuadé » que les événements du Golfe contribueraient à une redistribution de la carte politique.

□ M. Gérard Fuchs (PS) : « Seul le durcissement des sanctions peut éviter l'escalade ». — M. Gérard Fuchs, secrétaire national du PS chargé des questions européennes et de sécurité, a déclaré, mardi 4 septembre, que « devant l'intransigeance et l'inhumanité manifestées par Saddam Hussein, seul un durcissement des sanctions déjà décidées par la communauté internationale dans le cadre des Nations unies peut permettre d'éviter une escalade militaire incontrôlable ». « Ceux qui critiqueraient le durcissement des sanctions, voire des sanctions déjà prises, favoriseraient la logique de guerre et non la logique de paix », a ajouté M. Fuchs.

MACINTOSH PLUS

5490 F
T.T.C.*

GARANTIE 2 ANS
dans la limite du stock disponible

KI

L'INFORMATIQUE DOUCE
14, rue Magellan - 75008 Paris
TEL. (11) 47 23 72 00
OUVERT DU LUNDI AU VENDREDI

LA CRISE DU GOLFE

Le clan des Takritis, enfants terribles du Baas irakien

Originaires de la ville natale de M. Saddam Hussein, ils contrôlent l'appareil du parti et de l'Etat

Petite ville située sur les bords de l'Euphrate à quelque 150 kilomètres au nord-ouest de Bagdad, Takrit est devenue au fil des ans l'un des hauts lieux du Baas irakien. C'est là qu'en plein pays sunnite est né en 1937 celui qui deviendra quarante-deux ans plus tard le président Saddam Hussein.

Takrit n'était alors qu'un gros village de quelques milliers d'habitants, une modeste agglomération où régnait la misère et qui est devenue l'un des foyers de l'agitation nationaliste contre l'occupation britannique. C'est dans cette ambiance qu'a grandi le jeune Saddam. Ce n'est que plus tard, vers 1957, qu'il adhéra au parti Baas à Bagdad, entraînant dans son sillage bon nombre des membres de sa famille restée à Takrit.

Peu à peu, le nombre des Takritis installés aux postes-clés du parti s'accroît. Le Baas prend alors presque l'allure d'une entreprise familiale. Au point qu'en 1977 la plupart des Takritis « oublient » leur nom patronymique pour ne pas encourir le reproche d'avoir constitué une coterie au sein du parti. Saddam Hussein et Takriti devient désormais Saddam Hussein tout court. Il n'empêche qu'il s'entoure toujours de Takritis, membres de sa famille ou de sa ville, en qui il a toute confiance.

Les Takritis sont surtout nombreux dans tous les services qui touchent de près ou de loin la défense, la sécurité et le renseignement. Son cousin, le général Adnan Khairallah, dont il a épousé la sœur Sajida, est rapidement nommé au poste de ministre de la défense. Son demi-frère, Barzan Ibrahim el Takriti, devient le chef de la toute-puissante organisation des renseignements politiques et extérieurs.

Personnage à la fois ambitieux et léger, ce dernier mécontente l'armée où il essaie de placer ses hommes et indispose le parti par son train de vie peu compatible avec les normes baasistes. La mort, en août 1983, de la mère du président Saddam Hussein, qui est également la sienne, le prive d'une haute protection qui, à plusieurs reprises, l'avait tiré d'une mauvaise passe. Il est bientôt relevé de toutes ses fonctions et se retrouve hantant les couloirs du palais que le président a fait construire pour sa mère à Takrit.

Cette localité n'est plus la modeste bourgade où avait vécu le jeune Saddam, mais une ville moderne parsemée de riches résidences et de fermes cossues appartenant aux Takritis qui ont profité du régime.

Takrit est également un lieu d'exil où les « frustres » et les « déçus » du

Baas rongent leur frein en attendant des jours meilleurs. Le président, qui ne pardonne jamais à ceux qui ont trahi sa confiance, reste pourtant souvent très indulgent à l'égard des membres de sa famille. En souvenir de sa mère, qui portait une affection particulière à Barzan, il ne prendra aucune mesure contre son demi-frère qui ne se borne pas à rassurer sa rancœur, mais également sortit vers le début de 1986 une sorte de sédition larvée contre le pouvoir à Bagdad en canalisant le vent de fronde soufflant à Takrit.

A l'origine du mécontentement des enfants terribles de Takrit jusqu'au point de rébellion, c'est la prise par le régime du pouvoir par le président Saddam Hussein contre les agissements frauduleux de certains membres de sa propre famille, dont le patriarche du clan des Takritis, Khairallah Tolfah, qui est à la fois son père adoptif, son beau-père et son oncle maternel.

« M. Cinq-pour-cent »

Connu sous le sobriquet de « M. Cinq-pour-cent », M. Tolfah se livrait avec certains de ses proches, comme lui originaires de Takrit, à de juteuses affaires à l'étranger et s'était trouvé rapidement à la tête d'une immense fortune. Ancien gouverneur de Bagdad, il avait également apporté une modeste mais originale contribution à la doctrine du Baas en écrivant un article à forts relents racistes intitulé « Trois choses que Dieu n'aurait pas dû créer : les Perses, les Juifs et les mouches ».

Il y expliquait que les Perses étaient des « animaux que Dieu a créés sous la forme d'êtres humains », les Juifs un « mélange de la bête et des résidus de différents peuples » et les mouches une création insignifiante « dont nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi elles ont été créées par Dieu ».

Les incidents de Takrit du début de 1986 avaient dégringolé. Plusieurs des amis de Khairallah Tolfah particulièrement vindicatifs se seraient opposés, les armes à la main, aux gardes du corps du président voulant faire respecter la loi. M. Omar Hazzak, qui avait été commandant militaire de Bagdad au cours des années 1968-1969 et passait pour un des proches de l'ancien chef de l'Etat, le général Hassan el Bakr lequell, dans les dernières années de sa vie avait pris ses distances à l'égard de son beau-frère Saddam Hussein, semble avoir disparu dans la tourmente. Sa résidence et celles d'une vingtaine de ses amis furent rasées au bulldozer, avant que le calme ne revienne

à Takrit. Khairallah Tolfah n'a apparemment pas été sanctionné, puisqu'il présidait tout récemment encore l'association des anciens combattants. Quand à Barzan Ibrahim el Takriti, il a été nommé ambassadeur d'Irak auprès des Nations unies à Genève, où il représente son pays à la commission des droits de l'homme. Il a tout récemment encore joué un rôle important dans les discussions avec son homologue iranien Cyrus Nasseri - qui ont abouti à la normalisation des relations avec Téhéran. Il semblerait, selon certaines informations, qu'il ait toujours son mot à dire dans les affaires de renseignement.

Depuis l'éviction de Barzan el Takriti de son poste des renseignements politiques et extérieurs, plusieurs Takritis lui ont succédé, dont un autre cousin du président Saddam Hussein, M. Ali Hassan Majid, qui a assumé la direction de la sécurité intérieure avant d'être nommé ministre de l'administration locale, et M. Fadel Barak el Takriti.

Ce dernier, récemment accusé de malversations, a été arrêté puis relâché. Il occupe à l'heure actuelle le poste de conseiller auprès du président pour les affaires de renseignement. Ce constant défilé de responsables chargés des principales organes de la sécurité nationale rend également au souci du président d'assurer une rotation afin d'éviter l'apparition d'une espèce de Fouché, un super-policier qui constituerait un danger pour le régime, même s'il appartient à la famille des Takritis.

Affaire de famille

Il n'empêche que c'est toujours parmi les Takritis que sont choisis les principaux responsables de la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat. Actuellement, les renseignements extérieurs sont confiés à Wadban Ibrahim Takriti et les renseignements intérieurs à Sabahou Ibrahim Takriti, tous deux demi-frères du président.

Après la disparition tragique du ministre de la défense, le général Adnan Khairallah, beau-frère de Saddam Hussein, mort en mai 1989 dans un accident d'hélicoptère demeuré mystérieux, c'est un général apolitique, Abdel Jabbar Chachal, qui a été nommé pour lui succéder, apparemment pour apaiser les militaires.

Mais c'est un autre Takriti, M. Hussein Kamel, qui contrôle le

refait leur apparition. Neuf produits sont concernés : le riz, élément essentiel de la cuisine irakienne, le sucre, l'huile de cuisine, le lait pour enfant, les haricots, le thé, la boisson principale, la farine ou le pain, le savon et les détergents.

Le retour des prisonniers de guerre

Déjà dans les rues de Bagdad à toute heure les files d'attente s'allongent devant les boulangeries. Les pâtisseries ont été fermées pour économiser le sucre. Le rationnement, qui est loin pour l'instant d'être drastique, apparaît à ce stade surtout comme un moyen d'éviter que les familles ne stockent trop, ce qu'elles avaient commencé à faire dans de grandes proportions à la paix, les gens ont accueilli ce geste avec un immense soulagement affirmant à cet égard un professeur se disant d'abord, de ce côté-là, c'est fini.

Dans cette ambiance morose, l'offre de paix faite par le président Saddam Hussein à l'Iran a été accueillie dans la population comme une bonne nouvelle sans trop de réflexion sur les conséquences d'un embargo dont les effets se font pas encore véritablement sentir dans le domaine alimentaire.

Dans cette ambiance morose, l'offre de paix faite par le président Saddam Hussein à l'Iran a été accueillie dans la population comme une bonne nouvelle sans trop de réflexion sur les conséquences d'un embargo dont les effets se font pas encore véritablement sentir dans le domaine alimentaire.

La paix avec l'Iran, c'est aussi le retour tant attendu des soixante-dix mille prisonniers de guerre. Il est significatif que contrairement à ce qui s'était passé dans le cas des premières libérations où les prisonniers subissaient en Irak un lavage de cerveau de crainte qu'ils n'aient été contaminés par la propagande iranienne, ils sont cette fois immédiatement rendus à leur famille. Ces retours après une aussi longue période ne se font d'ailleurs pas sans drames,

tentaculaire ministère de l'industrie des armements et pourrait bientôt remplacer le général Chachal au ministère de la défense. Encore un affaire de famille, puisque M. Hussein Kamel et son frère Saddam sont tous deux mariés aux deux filles du chef de l'Etat.

Toutes les affaires de famille des Takritis ne se terminent cependant pas d'une manière aussi heureuse. Les démentis entre M. Saddam Hussein et son épouse semblent avoir été à l'origine du drame au cours duquel le fils du chef de l'Etat, Ouday, prenant le parti de sa mère, na en octobre 1988 au cours d'une bagarre l'un des gardes du corps de son père.

Eclaircie la fin de la brillante carrière politique à laquelle semblait promettre le jeune et impétueux Ouday? Une fois de plus, la solidarité familiale semble avoir joué et le fils meurtrier a été pleinement réhabilité par son père et réintégré au sein de la famille. Le chef de l'Etat, en février 1990 à son poste de président du Comité olympique irakien. Aux dernières nouvelles, il occuperait également les fonctions d'adjoint au chef des renseignements intérieurs.

En dehors des organisations de sécurité, tout l'appareil de l'Etat est occupé aux différents échelons par les Takritis. Dans les ambassades à l'étranger, un diplomate Takriti est souvent plus puissant que le titulaire du poste. Les Takritis ont été en outre les principaux bénéficiaires de la politique de privatisation mise en application en Irak à partir de 1987.

Il n'est pas aisé de des prix raisonnables les actions des sociétés privatisées pour les revendre à des prix prohibitifs à des hommes d'affaires et des industriels, faisant ainsi de substantiels et rapides profits. Une certaine rivalité s'est même créée dans ce domaine particulièrement lucratif entre les deux branches des Takritis, les Tolfah (la lignée maternelle) et les Majid (la lignée paternelle).

M. Saddam Hussein semble privilégier pour l'instant les Tolfah au détriment des Majid. Le chef de l'Etat lui-même ne pratique pas la corruption, mais il semble l'encourager et l'utiliser pour mieux contrôler ses fidèles. Dans certains cas, trop évidents, il se montre impitoyable et il arrive que le coupable perde sa tête, comme cela a été le cas récemment pour le maire de Bagdad.

Au début de 1990, M. Thar el Majid (un Takriti de la lignée des Majid) et son associé M. Mouaffak el Hadithi, accusés d'avoir gardé des devises à l'étranger, ont été plus humbles à la télévision, ils ont tout de même eu la vie sauve.

JEAN GUEYRAS

ASIE

CORÉE : la rencontre entre les deux premiers ministres

Un dialogue difficile dans une atmosphère détendue

Les premiers pourparlers entre les délégations du Nord et du Sud ont commencé mercredi 5 septembre à l'hôtel Intercontinental de Séoul dans une atmosphère détendue. Si des points d'accord se sont fait jour en vue de réduire la tension dans la péninsule, des différences profondes n'en demeurent pas moins dans les approches comme dans les priorités.

transformer la zone démilitarisée en zone de paix.

Selon M. Yon, deux questions doivent être résolues en priorité : l'entrée conjointe des deux Corées aux Nations unies et la libération des personnes emprisonnées au Sud pour être allées illégalement au Nord. Liant implicitement la poursuite du dialogue à la suspension des manœuvres américano-sud-coréennes, il a déclaré : « Leur poursuite a une grande influence sur le dialogue Nord-Sud et contribue à accroître la tension. »

SÉOUL

de notre envoyé spécial

La délégation nord-coréenne, qui ne semble guère disposée à faire preuve de flexibilité sur certains points, a demandé dès son arrivée à rencontrer les familles des dissidents arrêtés pour s'être rendus illégalement à Pyongyang, ainsi que la libération des détenus politiques. Elle a, en outre, implicitement lié la poursuite du dialogue entre les deux premiers ministres à la suspension des manœuvres militaires auxquelles se livrent chaque année les forces américaines et sud-coréennes.

Le chef du gouvernement nord-coréen a également demandé au Sud d'abolir les lois sur la sécurité nationale qui entravent la réunification. Bien que Pyongyang et Séoul continuent de tenir des langues différentes, qui rendent d'entrée de jeu tout dialogue difficile, c'est la première fois que les deux pays s'asseyent à la même table et échangent des propositions, notamment en matière de contrôle des armements.

Pour Pyongyang, la priorité est la réduction de la confrontation militaire. Le premier ministre du Nord, M. Yon Hyong-Muk a proposé que les deux pays signent un pacte de non-agression et que les Etats-Unis passent un traité de paix avec la Corée du Nord. Sur la question des armements, le premier ministre nordiste a repris la proposition faite le 31 mai dernier par Pyongyang d'une réduction progressive des forces au cours des trois prochaines années, jusqu'à 100 000 hommes de part et d'autre. Il a proposé également de

Un plan en dix points

Dans ses propositions, le premier ministre du Sud avait mis l'accent sur la reconnaissance réciproque et la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre partie. Parmi les mesures préconisées par le Sud dans son plan en dix points pour créer un climat de confiance mutuelle, M. Kang a proposé :

- 1) l'arrêt de la propagande de part et d'autre de la zone démilitarisée ;
- 2) l'établissement de bureaux de liaison dans les deux capitales ;
- 3) l'échange de personnel militaire ;
- 4) l'échange systématique d'informations dans le domaine de la défense ;
- 5) un système d'information préalable des manœuvres militaires et des mouvements de troupes ;
- 6) l'établissement d'une ligne téléphonique directe entre les ministères de la défense du Nord et du Sud ;
- 7) la transformation de la zone démilitarisée en zone de paix.

Sur ces deux derniers points, il semble y avoir une convergence des vues. M. Kang a enfin proposé de transformer les appareils militaires offensifs des deux pays en des systèmes défensifs. Le Nord et le Sud doivent réduire leurs armements et intégrer la péninsule coréenne dans un système régional de sécurité incluant ses voisins.

PHILIPPE PONS

M. Chevardnadze à Tokyo

Les diplomates japonaise et soviétique pourraient se rapprocher

Le ministre soviétique des affaires étrangères est arrivé mardi 4 septembre à Tokyo, venant de Vladivostok, où il avait prononcé le matin même un important discours sur la politique asiatique de l'URSS (le Monde du 5 septembre).

Destiné essentiellement à préparer la visite au Japon, l'année prochaine, de M. Gorbachev, les entretiens que M. Chevardnadze a entamés à Tokyo devraient permettre un rapprochement des positions japonaise et soviétique. Une relative flexibilité est en tout cas notable de la part des Japonais, soucieux de tenir compte de l'évolution des équilibres internationaux.

En ce qui concerne les questions de sécurité, le Japon, qui, pour la première fois, ne compte plus mentionner la traditionnelle « menace soviétique » dans l'édition 1990 de son Livre blanc sur la défense, serait prêt à entamer des négociations avec l'URSS en vue de créer un « environnement de confiance mutuelle » dans le domaine militaire.

Tokyo envisagerait d'organiser des échanges de personnels entre l'Agence de défense et l'armée rouge, de négocier un accord permettant aux navires des deux pays de relâcher dans leurs ports respectifs et d'assurer un maximum de transparence, sur une base de réciprocité, en matière d'information militaire. Si ce projet se concrétise, il marquera un incontestable tournant dans la politique défensive de Tokyo, jusqu'à présent essentiellement orientée contre la menace soviétique.

Cette évolution pourrait modifier profondément le contexte des relations avec Moscou. Jusqu'à présent, en effet, les Japonais possèdent en préalable à toute négociation visant à réduire la tension le règlement du contentieux sur les quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles, occupées par les Soviétiques depuis la fin de la guerre, et

une réduction unilatérale des forces déployées par Moscou en Extrême-Orient.

Il semble désormais que les Japonais acceptent de replacer la question de ce qu'ils nomment les « territoires du Nord » dans le cadre plus global des questions de sécurité, comme le souhaitent les Soviétiques : dans une récente interview au quotidien *Asahi*, M. Chevardnadze a notamment déclaré qu'il convenait de « réfléchir à la mise sur pied d'un mécanisme de négociations globales destinées à faire émerger des solutions concrètes aux problèmes existant entre les deux pays ».

Les milieux d'affaires font pression sur le gouvernement pour qu'il abandonne le lien traditionnel établi entre la politique et l'économie. Selon M. Eiji Suzuki, président du Nikkeiren, l'une des organisations patronales, citée par le quotidien *Mainichi*, « il ne faut pas refuser de coopérer avec l'URSS dans le domaine économique tant que le contentieux territorial ne sera pas résolu ».

Il ne semble cependant pas que les Japonais soient prêts à se stader à faire beaucoup de concessions en ce domaine, même s'ils se démarquent de la position de leurs partenaires occidentaux, plus disposés à aider financièrement l'URSS. C'est la l'unique carte dont ils disposent à l'égard de Moscou, qui souhaite attirer les capitaux nippons en Sibérie. Tokyo maintient qu'une plus large coopération dépend d'une solution satisfaisante de la question territoriale.

Autre domaine dans lequel il semble y avoir une convergence de vues entre Tokyo et Moscou : la crise au Proche-Orient. Au cours des négociations préparatoires à la visite de M. Chevardnadze, accord de principe s'est dégagé sur la nécessité pour les deux pays d'une action concertée sur la base des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

Ph. P.

« Le Koweït oui, mais à quel prix ? »

Suite de la première page

Si la conquête du Koweït effectuée par des éléments de la garde présidentielle n'a duré que quelques heures, l'armée est de nouveau en vedette, et ses effectifs qui étaient retombés à environ sept cent cinquante mille hommes sont redevenus ce qu'ils étaient pendant la guerre avec l'Iran. Un million d'hommes sont sous les drapeaux. Six classes d'âge, de 1961 à 1966, ont été remobilisées à ce jour ainsi que quatre promotions d'officiers de réserve et tous les engagés volontaires libérés depuis le 1^{er} janvier.

L'armée populaire, quant à elle, ossature de la milice du parti Baas, a remobilisé ses effectifs, soit environ quatre cent cinquante mille hommes auxquels s'ajoute l'appel des volontaires. Elle attendrait elle aussi un million d'hommes. De source officielle, on affirme que plus de cinq millions de personnes ont répondu à son appel.

C'est l'armée populaire qui occupe le Koweït et qui serait responsable des nombreuses exactions dénoncées par les réfugiés et non l'armée régulière, plus disciplinée et mieux encadrée. Déployés sur trente kilomètres en retrait de la frontière saoudienne, celle-ci forme en revanche la première ligne de défense face aux troupes américaines, saoudiennes et arabes, avec cent cinquante mille hommes environ du troisième corps d'armée qui ont remplacé la garde présidentielle.

Fer de lance du régime, plus puissante et plus mobile que les autres unités, la garde présidentielle est aujourd'hui déployée en deuxième ligne, dans la région de Zoubir-Bassorah, soit le long de la frontière irako-koweïtienne,

mais du côté irakien. Toujours au sud, une troisième ligne de défense, constituée d'unités prélevées sur le front iranien, qui reste bien garni puisque l'Irak y maintient vingt-cinq divisions, a été installée dans la région de Nassiriya. Au nord, deux divisions ont basculé du front iranien à la frontière turque, renforçant le potentiel défensif. A l'ouest, le long de la frontière syrienne, aucune troupe supplémentaire n'aurait en revanche été déployée. Malgré l'engagement de Damas aux côtés de l'Arabie saoudite, Bagdad ménage la Syrie. Si l'Arabie saoudite et l'Egypte sont les cibles quotidiennes de la propagande irakienne, aucune attaque n'est proférée ni contre la Syrie ni contre le président Assad.

A cette remobilisation qui n'est déjà pas très populaire, en particulier au sein des classes moyennes et des milieux intellectuels, s'ajoute la suppression des maigres améliorations enregistrées très progressivement depuis le cessez-le-feu avec l'Iran comme le retour du téléphone automatique et surtout l'autorisation de sortie du territoire. Celle-ci, qui avait provoqué la ruée des Irakiens condamnés par la guerre à huit ans d'exil intérieur, n'aura donc duré que six mois environ. « La prochaine fois, affirmait, amer, un professeur, je n'attends pas, je sors et je ne reviens plus. J'ai trente-cinq ans, et j'ai passé la moitié de ma vie dans l'armée ou dans l'inquies-tude de ce qui allait arriver. Je veux vivre et élever mes enfants normalement. Je veux que eux au moins aient un avenir. »

Les Irakiens se voient replongés dans une période d'austérité dont ils étaient à peine sortis. Les coupons de rationnement ont

150 من الرجال

rationnels depuis lundi 3 septembre dans le département roumain de Dimbovitza (80 km au nord de Bucarest), où ces produits de première nécessité étaient « *deficitaires ces derniers mois* », a indiqué mardi l'agence officielle Rompres. La préfecture a proposé de délivrer un kilo de sucre par mois par habitant. En ce qui concerne le pain, les autorités indiquent que les habitants des villages en recevront 500 grammes par jour, ceux des villes 400 grammes et les travailleurs des industries minières et pétrolières 800 grammes. — (AFP).

AMÉRIQUES

CHILI : le transfert des cendres de l'ancien président Salvador Allende

Les funérailles de la « réconciliation »

En transférant ses cendres à Santiago pour des funérailles nationales, le Chili a rendu hommage, mardi 4 septembre, au président socialiste Salvador Allende, mort les armes à la main au cours du coup d'État militaire de 1973 qui allait porter au pouvoir le général Pinochet. A cet hommage s'étaient joints, dans la foule des invités, MM. Michel Rocard, Laurent Fabius et M^{me} Danielle Mitterrand.

SANTIAGO

de nos envoyés spéciaux

C'est dans le sévère palais de la Moneda qu'occupa pendant trois ans Salvador Allende et où M. Rocard a rendu visite, mardi matin, au président démocrate-chrétien, M. Patricio Aylwin, qu'un photographe anonyme a fixé le dernier moment du leader de l'Unité populaire, coiffé d'un casque militaire, une arme à la main. Salvador Allende est mort tandis que les insurgés bombardaient le palais présidentiel. A-t-il été tué, comme on l'a d'abord cru ? S'est-il suicidé, comme c'est plus probable ? L'intellectuel aux lunettes épaisses qui montre la photo avait en tout cas refusé de se rendre.

Devenu ce jour-là une figure emblématique de la démocratie, il fut inhumé en catimini par les nouveaux maîtres du Chili dans une tombe anonyme d'un cime-

tière de Vina del Mar. Sa dépouille repose depuis mardi dans un mausolée, au cimetière central de Santiago, où elle a été portée en début d'après-midi après une cérémonie à la cathédrale. L'hommage de l'Eglise à ce franc-maçon marxiste pourrait faire sourire ; mais l'archevêque de la capitale a rappelé que Salvador Allende avait tenu à célébrer son entrée en fonctions par un Te Deum oecuménique.

Sur le parvis s'était rassemblée une foule fervente et bruyante qui agita des drapeaux et des drapeaux rouges à l'emblème du Parti socialiste, son parti. Des poings se sont levés et des larmes ont coulé lorsque la veuve de Salvador Allende, M^{me} Hortensia Bussi, altière et fragile dans sa veste de deuil, a gravi les marches de la cathédrale, saluée par des milliers de « *Se sienta, Allende esta presente* » (on le voit bien, Allende est présent).

« Allende est vivant ! »

Tombé des cimes enneigées de la cordillère des Andes, un pâle soleil d'hiver austral éclairait Santiago quand le cortège funéraire a pris la route du cimetière. La foule pleurait et criait encore sa joie et sa peine, ses espoirs et son ressentiment. « *Pinochet, on va te tuer* », promettaient les plus exaltés, cependant que les parents des victimes du régime militaire s'en prenaient à la loi

d'amnistie décrétée en 1978, derrière laquelle s'abritaient les auteurs des crimes contre les droits de l'homme. Des pétales de fleurs volaient autour du cercueil, escorté, le long du trajet, par d'innombrables « *Allende vit, Allende est vivant !* ». M^{me} Mitterrand et M. Fabius sont arrivés à pied, un œillet rouge à la main. M^{me} Bussi les a embrassés avant que M. Rocard monte à la tribune, seul orateur étranger à prendre la parole. Le Chili, « *réconcilié avec lui-même* », comme l'a dit le premier ministre français, attendait pour ce transfert des cendres le président de l'Internationale socialiste, M. Willy Brandt, et le Prix Nobel de littérature, M. Gabriel Garcia Marquez. Ceux-là et d'autres se sont excusés. Les Français ont ainsi brillé par le nombre et le rang, mêlant hommages et encouragements au Chili d'avant-hier et à celui d'aujourd'hui.

M. Rocard a eu des accents militants pour toucher la foule, tenue à distance respectueuse par des carabiniers aux visages fermés. Elle a éclaté en applaudissements lorsqu'il a salué en Salvador Allende l'homme qui, « *porté au pouvoir par le vote de ses compatriotes* », a choisi de « *mourir les armes à la main, simplement pour défendre le respect du suffrage universel* ».

Puis ce fut le tour de l'hommage le plus attendu, celui de M. Patricio Aylwin à son ancien adversaire. Le chef de l'Etat

n'avait pas la tâche facile : la droite avait critiqué sa participation, la jugeant excessive, aux obsèques de son ancien adversaire, alors que nombre de militants de gauche nourrissent une vieille rancune contre le dirigeant démocrate-chrétien, qui fut un ennemi déclaré du régime de l'Unité populaire alors qu'il occupait la présidence du Sénat.

Aussi les huées fusèrent lorsqu'il affirma que « *si les mêmes circonstances se reproduisaient, je serais, comme hier, un opposant* ». Mais désormais habitués à ces manifestations hostiles, et décidé à y faire face, le président de la République fit taire ses détracteurs en leur rappelant que « *seule la vérité permettra de nous réconcilier* » et que son opposition à Salvador Allende « *ne fut jamais dénuée de dialogue et d'amitié* ».

La fin de la cérémonie fut plus houleuse, la foule, évaluée à plusieurs dizaines de milliers de personnes, ayant le plus grand mal à se frayer un passage à travers l'impressionnant dispositif policier qui contrôlait l'accès au cimetière. Des incidents sans gravité éclatèrent en fin d'après-midi, mettant aux prises des groupes de jeunes aux forces de l'ordre, à quelques centaines de mètres du mausolée couvert de fleurs et de drapeaux, dernière offrande du peuple de gauche à son mytique leader.

GILLES BAUDIN et BERTRAND LE GENDRE

POLITIQUE

Les jeunes radicaux de gauche dénoncent l'« intégrisme écologique »

MONTPELLIER

de notre correspondant

Raviver la flamme de 1983 qui a permis de reconduire M. François Mitterrand à la présidence de la République, en reconquérant une jeunesse qui tourne le dos à la politique : tel est l'objectif que se sont assigné les jeunes radicaux de gauche réunis en université d'été du 31 août au 2 septembre à Mèze et au Cap-d'Agde (Hérault).

Les partis politiques traditionnels faisant l'objet d'un rejet de la part d'une jeunesse démotivée, observent-ils, seuls le Front national et les Verts savent aujourd'hui tirer leur épingle du jeu.

Le premier représente un danger par ses idées simplistes et xénophobes, et les seconds sont un leurre, car ils sont engoncés dans un mode de fonctionnement contestable et érigent « *l'intégrisme écologique* » en système politique.

M. Thierry Brailard, président du Mouvement des jeunes radicaux de gauche, voit dans la « *France unie* » de M. Jean-Pierre Soisson une possibilité de « *sortir des clivages qui empoisonnent aujourd'hui la vie politique* ».

Les jeunes radicaux déplorent les « *guerres de courants qui déchirent le Parti socialiste* », même s'ils pensent que le PS s'est « *singulièrement rapproché d'eux ces dernières années, et non l'inverse* ».

Les jeunes radicaux jugent « *positif* » le bilan du gouvernement de M. Rocard, mais pensent qu'il est « *trop timide à l'égard des étudiants* ». Ces der-

niers, affirment-ils, ont besoin qu'on leur consacre plus de moyens (locaux, bourses, prêts gratuits, etc.), si l'on veut que les jeunes Français aient accès en masse à l'enseignement supérieur.

Ils jugent insuffisantes les mesures prises par M. Jospin en faveur de l'université, « *toujours menacée par une violente explosion qu'il faudrait prévenir de toute urgence* ».

J. M.

□ Un nouveau président pour les jeunes sociaux libéraux. — M. Pierre Christophe Baguet, adjoint au maire de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), a été élu le 2 septembre président des jeunes militants du PSD, les jeunes sociaux libéraux (JSL), en remplacement de M. Patrick Trémège, au cours de l'université d'été de ce mouvement au Touquet. M^{me} Emmanuelle Bouquillon, dirigeante d'entreprise, devient secrétaire générale en remplacement de M. Renaud Guillot Corail.

□ Agriculture : M. Mégret (FN) critique l'aide au tiers-monde. — M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, a dénoncé, mardi 4 septembre, « *l'aide de la France à certains régimes du tiers-monde* », qui, selon lui, « *augmente de façon considérable* » le pouvoir de la République, « *ne propose aucun soutien significatif aux agriculteurs français frappés de plein fouet par la politique agricole bruxelloise* ».

Bibliographie

Naissance d'une revue de droit constitutionnel

Les constitutionnalistes étaient les enfants pauvres de la grande famille des spécialistes du droit public français. Il faudra attendre le mois de septembre pour que se tienne, à Strasbourg, le premier congrès français de droit constitutionnel. Alors que les politologues ont créé l'Association française de sciences politiques dès 1949, l'Association française des constitutionnalistes n'a été fondée qu'en 1980. Alors que chaque branche scientifique dispose de sa revue, le premier numéro de la *Revue française de droit constitutionnel* vient tout juste de voir le jour.

Elle est dirigée conjointement par M. Louis Favoreu, professeur à l'Université d'Aix-Marseille III, président de l'Association française des constitutionnalistes, et par M. Didier Mauss, administrateur civil, secrétaire du Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de V^e République.

Longtemps il a semblé que la science politique était seule capable d'expliquer les évolutions institutionnelles, le droit constitutionnel étant qu'une branche de celle-ci, tout juste bonne à détailler « *la norme* » de départ. Ce temps est révolu. Dans un récent numéro de

Pouvoirs, la revue qui justement s'efforce d'avoir une vision globale de ce vaste ensemble, M. Pierre Avril expliquait qu'il était temps que le droit constitutionnel fasse « *appel du procès en paternité gagné par la science politique en première instance* ».

Il en prévoyait même le résultat puisqu'il annonçait « *trente ans après les débuts de la V^e République, une revanche du droit constitutionnel* ». M. Favoreu, dans un article du numéro un de sa revue, va dans ce sens en écrivant : « *Non seulement le bouleversement des données fondamentales du droit public a été confirmé, mais encore on peut dire que l'ensemble des branches du droit est en train de subir l'influence de la Constitution et de son droit* ».

« Le droit de la liberté »

Le principal responsable de cette évolution est, bien entendu, le Conseil constitutionnel et l'abondante jurisprudence qu'il a produite. Aussi, en dehors d'études de fond, chaque numéro de cette nouvelle revue trimestrielle, y consacrerait-elle de longues analyses.

Mais comme le Conseil n'est pas le seul à dire le droit constitutionnel, seront aussi présentés les arrêts ou décisions, intervenant dans cette matière, d'autres juridictions, comme la Cour de cassation et le Conseil d'Etat. Surtout, à un moment où la construction de l'Europe amène à réfléchir à ce que pourrait être un futur droit constitutionnel européen, où les démocraties naissantes de l'Est découvrent les mérites du droit occidental, des chroniques régulières seront consacrées à la situation des pays étrangers. Ainsi pourra se vérifier ce principe posé par les deux co-directeurs dans leur éditorial : « *Le droit constitutionnel redécouvre le droit de la liberté* ».

THIERRY BRÉHIER

► Revue française de droit constitutionnel, PUF. Quatre numéros par an : 115 F le numéro, 400 F l'abonnement annuel.

LA BOURSE, EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivre en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

CANADA : le conflit d'Oka

La situation devient de plus en plus précaire pour les derniers Mohawks assiégés

MONTREAL

de notre correspondante

Même par météo, l'armée canadienne a continué mardi 4 septembre à resserrer son étau à Oka, village du nord-ouest de Montréal, autour du dernier bastion d'Amérindiens mohawks refusant toujours de rendre leurs armes, au cinquante-sixième jour d'une crise aux allures de guerre d'usure.

Tenue de camouflage kaki et masque noir tout près des yeux, les « *guerriers* » les plus radicaux ne sont plus qu'une vingtaine à se relayer jour et nuit dans quelques tranchées, entourés d'une trentaine de femmes et d'enfants mohawks. Tous semblent aux abois dans la zone de plus en plus réduite (environ 200 mètres sur 800) à laquelle ils s'accrochent, autour d'une bâtisse qui servait de centre de désintoxication aux membres de leur communauté, avant le début des incidents.

Sur fond de tam-tam et de chants enregistrés qu'ils diffusent par haut-parleurs, ils se livrent à des provocations verbales, à l'encontre des soldats imperturbables postés tout autour d'eux. Dans ce siège, l'armée ne laisse passer qu'un minimum de vivres et de médicaments dûment contrôlés. Les trois « *chefs spirituels* », dont la présence a été autorisée pour « *calmer les esprits* », voire tenter de

faciliter une reddition pacifique, ont de plus en plus de mal à prévenir l'usage des Kalachnikovs que les « *guerriers* » portent souvent en bandoulière.

Refus de toute négociation

L'opération militaire, entamée samedi dernier avec le démantèlement progressif des barricades installées à proximité du terrain de golf que les Mohawks revendiquent, approche vraisemblablement de son dénouement. Les gouvernements canadien et québécois se cantonnent en effet - officiellement du moins - dans leur refus de reprendre toute négociation tant que l'ordre ne sera pas rétabli. Par ailleurs, la situation a failli de nouveau dégénérer à Kahnawake, la réserve mohawk de la banlieue de Montréal, où une entente avait pourtant permis le 29 août dernier la levée des nombreux obstacles érigés par les Amérindiens sur les routes d'accès à l'un des ponts menant au centre-ville de la métropole. Après plusieurs incidents, l'armée et les policiers du Québec ont, dans la nuit de lundi à mardi, arrêté deux personnes et saisi huit armes, dont une mitrailleuse lourde et trois fusils semi-automatiques, au siège du « *gouvernement traditionneliste* » de la réserve.

MARTINE JACOT

CUBA : la fin de la « crise des ambassades »

Les deux derniers réfugiés ont quitté la représentation diplomatique espagnole

MADRID

de notre correspondant

La « *crise des ambassades* » à La Havane a pris fin... faute de réfugiés. Les deux derniers citoyens cubains installés dans la représentation diplomatique espagnole l'ont quittée dans la nuit du mardi 4 au mercredi 5 septembre. Trois autres étaient partis dans l'après-midi de mardi. Durant les semaines antérieures, les autres réfugiés avaient quitté l'ambassade par petits groupes. Un accord en trois points entre les autorités espagnoles et cubaines prévoit que les réfugiés ne feront l'objet d'aucunes représailles, qu'ils pourront se maintenir périodiquement en contact avec les diplomates espagnols et qu'ils seront autorisés à demander à sortir du pays, sans garantie, toutefois, d'y parvenir.

La crise aura donc duré près de deux mois. C'est à la mi-juillet en effet que neuf Cubains avaient forcé l'entrée de l'ambassade espagnole à La Havane afin d'obtenir le droit d'émigrer à l'étranger. Quelques jours plus tard, alors que l'ambassade était encerclée par d'importantes forces de police, un autre groupe de neuf Cubains réussissait malgré tout, dans des circonstances peu claires, à y pénétrer à leur tour. Ces derniers - qui ressemblaient, au dire des diplomates espagnols, à des « *utilités professionnelles* » - furent toutefois soupçonnés d'avoir agi de connivence avec les autorités cubaines.

L'affaire avait provoqué une vive tension dans les relations, pourtant traditionnellement cordiales, entre Madrid et La Havane. M. Fidel Castro avait très mal pris la chose et accusé publiquement l'Espagne socialiste de « *complicité avec l'impérialisme yankee* », tandis que le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, se voyait qualifié des pires épithètes dans un communiqué officiel des autorités cubaines. Le gouvernement espagnol, tout en rappelant pour consultation son ambassadeur à La

Havane - une mesure qui vient d'être rapportée il y a quelques jours - avait préféré ne pas répondre à ces virulentes diatribes. Ce qui lui avait valu d'être accusé de faiblesse dans les milieux de l'opposition. Madrid voulait négocier discrètement une solution d'ensemble. Celle-ci s'est révélée impossible, les Cubains se refusant absolument à autoriser le départ pour l'étranger des réfugiés.

Pourquoi ces derniers ont-ils malgré tout décidé de quitter l'ambassade ? Dans les milieux diplomatiques espagnols, on souligne que leur départ a été volontaire et qu'ils n'ont été soumis à aucune forme de pression. La lassitude face à l'intransigence de La Havane a apparemment joué son rôle, certains réfugiés devant en outre faire face à l'insistance de leurs familles. Il devenait clair, par ailleurs, que leur mouvement n'avait pas fait tache d'huile. Quant aux « *athlètes professionnels* », ils se sont contentés de quitter un par un l'ambassade au fur et à mesure que les autres réfugiés faisaient de même.

THIERRY MALINIAC

AUJOURD'HUI
SI VOUS NE CONNAISSEZ PAS
LES RÈGLES DE L'EMPLOI
VOUS SEREZ VITE
HORS JEU

Le Monde
INITIATIVES
CAMPUS • EMPLOI
CHAQUE MARDI (numéro daté mercredi)



150 م.الاحد

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION 8

10 L'an 8 de la sécheresse
La mort de Marc Ancel

11 Enseignants : le vertige de la rentrée
Le chantier des classes préparatoires

12 Retraite active au Burkina-Faso
La rentrée de A à Z

Lors de l'inhumation des victimes non identifiées Une « piste syrienne » est évoquée dans l'attentat contre le DC-10 d'UTA

La Syrie est-elle le commanditaire de l'attentat contre le DC-10 d'UTA Brazzaville-Paris qui avait provoqué la mort de cent soixante-dix passagers, au-dessus du désert du Ténéré, le 19 septembre 1989 ? C'est ce qu'a sous-entendu, mardi 4 septembre, l'avocat des familles des victimes, M. Patrick Quentin, lors de l'inhumation collective, au cimetière du Père-Lachaise à Paris, de cinquante-six victimes non identifiées. Réagissant aux révélations de l'hebdomadaire *le Point* du 27 août qui mettait en cause « une prise en main libyenne » des exécutants de l'attentat, l'avocat a accusé les services secrets de « manipuler » l'opinion afin d'épargner la Syrie, compte tenu de son engagement auprès des pays occidentaux dans le conflit du Golfe. Dans son édition du 4 septembre, le quotidien britannique *The Times* affirme que « les conclusions du rapport d'enquête ont été escamotées pour éviter de perturber les liens diplomatiques avec la Libye et la Syrie ». Les familles des victimes ont déploré les conditions de précipitation de cette cérémonie d'inhumation.

Malaise, mardi, au cimetière du Père-Lachaise. Alors que les obsèques officielles s'achevaient en présence de M. Edwige Avice, ministre délégué auprès de M. Roland Dumas, l'avocat des familles des victimes, M. Patrick Quentin, n'était pas loin d'évoquer la raison d'Etat pour expliquer la divulgation soudaine, trois semaines après le déclenchement de la crise du Golfe, des premières conclusions de l'enquête judiciaire sur l'attentat du DC-10.

« Je pense que le choix de la désignation de Kadhafi comme coupable est parfaitement opportun en ce moment, compte tenu de nos alliances dans le Golfe. On a essayé de faire avaler la Libye au juge d'instruction Jean-Louis Bruguière depuis le début. Il a cherché et ce qu'il a trouvé n'aboutit pas à la Libye mais à un autre Etat du Proche-Orient », accuse l'avocat de SOS-Attentats.

Une manœuvre de « sous-traitance »

Sur la base des premiers éléments de l'enquête de la PJ et de la DST, l'hebdomadaire *le Point* avait, en effet, impliqué Tripoli dans l'organisation de l'attentat exécuté par trois opposants congolais. Interpellé le 20 janvier 1990, l'un d'eux, Bernard Yang, avait formellement accusé le diplomate

libyen Abdallah Elazrag, en poste à l'ambassade de Brazzaville, de les avoir aidés. *Le Point* n'avait pas exclu une manœuvre de « sous-traitance » des Libyens au profit de la Syrie ou de l'Iran. La France avait, selon l'hebdomadaire, « à l'époque provoqué la colère de l'Iran et de la Syrie en envoyant des bateaux militaires au large du Liban afin de recueillir des blessés. Une opération strictement humanitaire menée par le secrétaire d'Etat Bernard Kouchner ». Tout en les confirmant, les autorités judiciaires et policières françaises s'étaient déclarées « embarrassées » par ces révélations (*le Monde* du 30 août). L'ambassade de Libye à Paris opposait, quant à elle, un démenti à « ces informations mensongères ».

The Times affirme, lui, que les responsables de l'attentat seraient conjointement le président syrien Hafez el Assad, le colonel libyen Mouammar Kadhafi et le responsable du Front populaire pour la libération de la Palestine Ahmed Jibril. « Les conclusions du rapport d'enquête ont été escamotées pour éviter de perturber les liens diplomatiques avec la Libye et la Syrie. Leur publication mettrait aussi dans l'embarras l'Amérique car la Syrie a envoyé un contingent de 2 000 hommes en Arabie saoudite », explique le quotidien britannique.

Le traitement du sida

L'AZT pourra être administré à un plus grand nombre de séropositifs

Le ministère de la santé a décidé, le 29 août, d'étendre les indications de l'AZT (zidovudine), un médicament antiviral utilisé dans le traitement du sida, à certains patients séropositifs ne présentant pas de symptômes.

Les nouvelles indications prévues par le ministère de la santé s'inspirent directement du rapport officiel d'un groupe d'experts rendu public en juillet dernier (*le Monde* du 4 juillet) sur la prise en charge et le traitement des personnes séropositives. Ce rapport, rédigé sous la direction du professeur Jean Dormont, formulait une série de recommandations, compte tenu de l'efficacité thérapeutique de l'AZT, mais aussi de ses risques toxiques.

En mars 1987, l'AZT avait été autorisé, pour les manifestations sévères des infections à HIV, chez les patients atteints de sida

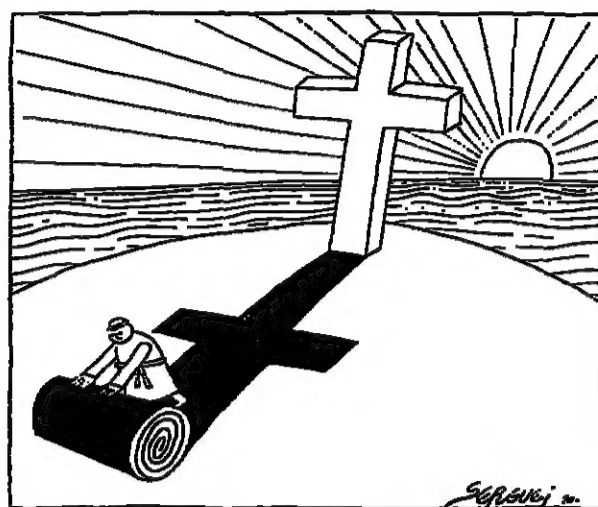
ou d'ARC (un ensemble de signes cliniques caractéristiques qui précèdent habituellement le développement du sida). Aujourd'hui, le ministère de la santé décide d'étendre les indications de ce médicament à certaines personnes infectées par le virus, mais qui ne présentent pas forcément de symptômes. Plus précisément, les personnes concernées sont, d'une part, celles qui présentent des manifestations précoces de l'infection par le virus HIV (amaigrissement, candidose buccale, diarrhée inexpliquée et persistante,...), dont le taux de lymphocytes T4 est inférieur à 500 par millimètre cube; d'autre part, ce sont les patients totalement asymptomatiques, mais dont les marqueurs biologiques de l'évolution de la maladie sont en progression, en particulier lorsque les lymphocytes T4 sont inférieurs à 200 par millimètre cube ou lorsqu'ils sont compris entre 500 et 200 par millimètre cube et en diminution rapide.

Choléra : grave épidémie au Maroc. — Le ministère de la santé marocain a annoncé, lundi 3 septembre, qu'une grave épidémie de choléra sévissait dans le pays, mais il s'est refusé à donner de plus amples informations, en particulier quant au nombre exact de personnes décédées. En revanche, plusieurs journaux de l'opposition font état de plusieurs centaines de cas et d'au moins trente morts, principalement dans les provinces de Fès, Taza et Meknes. Pour leur

part, les autorités sanitaires de Ceuta, une enclave espagnole située au nord du Maroc, ont recommandé aux habitants de s'abstenir de voyager au Maroc, « tant que l'Organisation mondiale de la santé n'aura pas déterminé la dimension réelle de l'épidémie ». Les autorités de Ceuta ont, en outre, recommandé à la population de s'abstenir de consommer des aliments en provenance du Maroc. (AFP, Reuters.)

Cinquante ans d'histoire d'une communauté monastique

Le demi-siècle de Taizé



Des manifestations sont prévues à Taizé (Saône-et-Loire) pour marquer le cinquantième anniversaire de la fondation de la communauté, au cours de l'été 1940, par frère Roger, prêtre. Le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, a participé à la première manifestation commémorative, le 1^{er} septembre. Frère Roger a reçu des télégrammes de Jean-Paul II, de Mgr Runcie, archevêque de Cantorbéry, ainsi que du patriarche orthodoxe Dimitrios de Constantinople.

TAIZÉ (Saône-et-Loire)
de notre envoyé spécial

Frère Roger a beau rappeler le souper aux orbes, le ramassage des escargots, les longs hivers froids et solitaires de ses premières années de guerre et de misère à Taizé, il n'est pas homme à ressasser le passé. « Nous sommes encore au départ », murmure-t-il à ses visiteurs. Le lac bleu au fond de ses yeux s'anime. Le visage se plisse dans les rides et le sourire. Un mince filet d'eau s'échappe à l'extérieur, de l'autre côté de la fenêtre ouverte.

Le bois craque sous le pied, dans le corps de ferme acheté il y a cinquante ans pour une bouchée de pain, en pleine guerre, par ce jeune théologien suisse qui, sur son lit de tuberculeux, avait eu le temps de mûrir sa vocation. Bercé dès l'enfance par les lectures familiales sur Port-Royal et Angélique Arnauld, Roger Schutz ne se sentait pas une âme à restaurer un ordre religieux. « J'avais trop peur de m'installer », répond-il à ceux qui lui demandent pourquoi, l'été 40, il avait choisi un « trou » comme Taizé, en pleine guerre, à deux pas de la ligne de démarcation, pour y faire mûrir son projet de réconciliation entre les familles chrétiennes séparées depuis tant de siècles.

Dès le début, son vœu de vie commune avec des frères, protestants ou catholiques, des jeunes,

des pauvres, est arrêté, loin de cette tradition réformée qui lui sera rappelée, sans succès. Des frères sont venus le rejoindre, à quatre, puis à dix. « Nous ne voulions pas être plus de quinze », dit-il. Cinquante ans après, ils sont quatre-vingt-dix, originaires d'une vingtaine de pays, moines des temps modernes, artisans de rassemblements à Londres, Paris, Berlin, Madras en Inde, Pécet en Hongrie, Wrocław en Pologne, Prague à Noël prochain. Ou, plus discrètement, soulageant des pauvres dans les ghettos new-yorkais, les bidonvilles du Brésil ou du Bangladesh.

La réconciliation des chrétiens ? Le fondateur de Taizé avait prévu ses frères et ses amis. En substance : « La première génération de l'œcuménisme ne verra rien. Ce sera la génération sacrifiée. » C'est le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, qui le premier lui dit : « Il faut que vous alliez à Rome. » De là, date un compagnonnage avec l'Eglise catholique, qui ne cessera de s'amplifier. De Jean XXIII, Roger Schutz parle encore avec émotion : « Sa mort, c'est comme si la terre s'était effondrée. J'ai mis plusieurs jours à me consoler. C'est lui qui le pre-

mier avait vidé notre cœur de ses inquiétudes. »

A la tombée de la nuit, c'est l'heure du dernier office. Un disque rouge se fonde, à l'horizon, dans le moutonnement des collines bourguignonnes. Un éclair de chaleur déchire le ciel. Quelques milliers de jeunes gens et filles s'engouffrent dans une église dont le narthex a été supprimé, pour laisser la place à des chapiteaux, qui s'emboîtent les uns dans les autres, quadruplant la capacité du lieu. Ils viennent de Berlin ou d'Italie, de Riga ou de Delhi, de Varsovie, de Santiago et, pour la première fois cette année, de Moscou. Ils rêvent d'un monde unifié et d'une chrétienté réconciliée.

« Il y a à Taizé une aventure spirituelle qui a pris des dimensions que nous n'avions jamais soupçonnées. Nous sommes dans l'étonnement, aujourd'hui comme hier », reconnaît frère Roger. Mais l'étonnement n'est pas ce qui est encore, au rythme de cinq mille par semaine, soixante mille jeunes au total, originaires d'une soixantaine de pays, soient passés à Taizé. Il est dans la durée d'un phénomène, dont on dirait que, depuis cinquante ans, il a traversé toutes

les tempêtes et les crises : de la guerre froide au post-communisme ; de l'Eglise qui s'ouvre au Concile Vatican 2 à celle qui se recroqueville ; de la jeunesse révoltée de 1968 à la jeunesse rangée qui a suivi ; de l'œcuménisme flamboyant d'hier au dialogue mou d'aujourd'hui. Le monde tourne, la vie bouge et Taizé reste Taizé.

Pourquoi ? La question n'a pas fini de tarauder le prêtre et ses frères. Ces jeunes ne viendraient-ils pas simplement exprimer leur « passion d'une attente », s'interroge frère Roger. Attente de Dieu, d'amitié et d'absolu, recherche d'un sens à la vie, qui traversent toutes les générations et surmontent toutes les crises.

Avant 1968, Taizé était devenu l'un des derniers lieux d'Eglise pour une génération déçue. Mais l'effervescence contestataire des années 70 a disparu. On vient à Taizé pour prier, non plus pour s'enivrer de parole. Pour apprendre des textes qui n'ont pas été transmis, et non pour critiquer le fonctionnement des Eglises, qui laisse plutôt indifférent. Pour rencontrer d'autres jeunes chrétiens du bout du monde, porteurs des mêmes valeurs et d'une égale soif de solidarité, ainsi qu'une communauté monastique qui a toujours su résister aux modes — hier le doute et la contestation, aujourd'hui l'affirmation identitaire — et la tentation de faire de Taizé un ghetto.

Et pourtant, « nous sommes encore au départ », va répétant frère Roger. Depuis cinquante ans, l'intuition première n'a pas varié d'un pouce. « Suis-je parvenu à exprimer assez que Dieu ne veut pas la souffrance et ne s'impose pas par des volontés menaçantes, mais qu'il aime tout être humain sans exception ? », se demande encore le prêtre de Taizé. « La confiance, dit-il et écrit-il (1), est au commencement de tout. »

HENRI TINCQ

(1) Le dernier livre de frère Roger s'intitule *Amour de tout amour*. Les sources de Taizé, distribué au Seuil, 125 p., 44F. Aux presses de Taizé.

REPÈRES

INONDATIONS
400 000 sinistrés
en Ethiopie
et au Soudan

Environ 300 000 Ethiopiens et 100 000 Soudanais ont été chassés de leurs terres et de leurs habitations par les crues de trois rivières tributaires du Nil blanc, qui se sont produites ces derniers jours dans l'ouest de l'Ethiopie et dans l'est du Soudan. Selon l'agence de presse éthiopienne ENA, la ville de Gambella (à quelque cinq cents kilomètres) au sud-ouest d'Addis-Abeba serait totalement inondée. Des représentants du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies seraient déjà dans la région sinistrée pour évaluer les besoins des populations. (Reuters.)

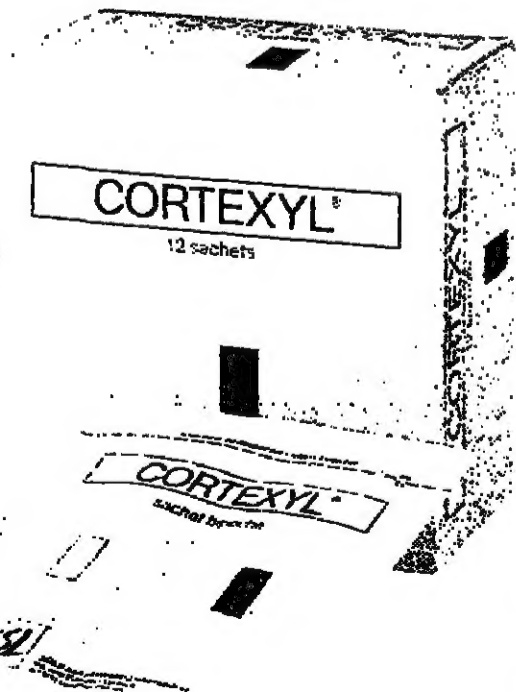
PRISONS
Gardiens en colère
dans les Bouches-du-Rhône

Des gardiens de la prison des Baumettes à Marseille et de la nouvelle maison d'arrêt de Tarascon (Bouches-du-Rhône) ont protesté, mardi 4 septembre, contre « le mutisme du gouvernement et de l'administration pénitentiaire devant les agressions commises par les détenus contre les surveillants ». A l'appel de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), une quinzaine de gardiens des Baumettes se sont opposés au passage de deux fourgons cellulaires, perturbant également les parloirs et les formalités d'écrou. A Tarascon, des gardiens, membres de l'UFAP, s'étaient fait porter malades. Les autres syndicats de surveillants n'ont pas suivi le mot d'ordre de blocage des écrous.

POUR RETROUVER VOTRE FORME PHYSIQUE ET INTELLECTUELLE: CORTEXYL®

Cortexyl est un antiasthénique dit psychostimulant : il est donc indiqué dans les asthénies fonctionnelles avec fatigue intellectuelle.

Contre-indications : grossesse, allaitement. Ce médicament contient du sodium : à éviter en cas de régime limité en sel. Demandez conseil à votre pharmacien.



SOEKAMI-LEFRANCO laboratoires
94, rue Edouard-Vaillant 92300 Levallois-Perret

SOCIÉTÉ

L'an II de la sécheresse

III. - Les cultures sur le grill

Productions abîmées, déficits de récoltes, envol des coûts : les agriculteurs sont sans doute les principales victimes de la deuxième année consécutive de sécheresse que subit la France. Si toutes les régions et toutes les productions ne sont pas également atteintes, cette sécheresse entretient le désarroi de certaines catégories d'agriculteurs et d'éleveurs (le Monde daté 19-20 août et 4 septembre). La France dispose de substantielles réserves d'eau, mais celles-ci ont besoin d'une gestion moins anarchique (le Monde du 5 septembre), à l'heure où les agriculteurs inventent des techniques nouvelles (informatique, prévisions météo et surtout irrigation) pour faire face aux aléas climatiques.

Sous le soleil, rien de nouveau. La sécheresse et les vaches maigres de l'été 1990 montrent qu'en cette fin de siècle technologique et spatiale la maîtrise de la terre et de l'eau reste le talon d'Achille de l'humanité. On le savait pour le tiers-monde. On semble le redécouvrir dans les pays riches et tempérés depuis la grande sécheresse de 1988 aux États-Unis, et celle qui frappe la France depuis deux ans. Parler



de la pluie et du beau temps à la campagne n'a jamais été une banalité d'usage, mais la traduction d'un souci permanent : savoir si, oui ou non, la récolte sera bonne. « Il n'existe pas de gène contre la sécheresse », explique-t-on à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique). Intempéries après

intempéries, l'agriculteur est toujours aussi démuné face à l'aléa climatique. Au moment de choisir son emblavement, il ne dispose pas d'éléments pour deviner le ciel des prochains mois. Aujourd'hui comme hier, semer demeure un pari.

Au cours des dix dernières années, les chercheurs ont orienté leurs efforts vers la mise au point de variétés dites plus « rustiques », c'est-à-dire capables de limiter les dégâts avec des rendements corrects en dépit des coups de sort que sont les maladies et les caprices du temps. En réduisant la période de végétation, on peut ainsi permettre aux plantes de bénéficier plus tôt des eaux disponibles, puis avancer les dates de récolte. C'est le cas des orges d'hiver ou de certaines variétés de blé.

Le secours de l'informatique

En collaboration avec l'ITCF (Institut technique des céréales et des fourrages), l'INRA a mis au point un logiciel destiné aux agriculteurs irrigants, afin de les aider à choisir leurs productions en fonction de leurs parcelles, de leurs objectifs de rendement, de leurs possibilités d'arroser et de la vulnérabilité climatique de la zone. Pour évaluer cette dernière, les informaticiens se réfèrent aux années antérieures comme « scénarios possibles ». Ce logiciel, baptisé Lora, écarte les hypothèses jugées non rentables. « Il permet l'aide à la décision », explique M. Pascal Leroy à l'INRA, mais des inconnues subsistent : le prix de vente et le climat.

S'appuyant sur une évidence mise au jour bien avant Jean de Florette, il n'y a pas d'agriculture sans eau. En période de sécheresse, plus que d'ordinaire, la maîtrise des ressources hydriques est donc un impératif vital. « L'eau est avant tout un facteur de production en agriculture », notait M. Jean-Yves Olivier dans les *Annales des Mines* de juillet-août 1988. L'espace rural représentant plus de 80 % de la surface du territoire national, les relations entre l'eau et l'agriculture sont étroites. En 1986, indique cet ingénieur des eaux et forêts, la surface équipée pour l'irrigation était estimée à 1,7 million d'hectares, soit deux fois plus qu'en 1970, le rythme annuel d'accroissement des surfaces équipées progressant de 25 000 à 30 000 hectares l'an.

Les nouvelles techniques d'irrigation

Dans le Lot-et-Garonne, les agriculteurs ont créé depuis 1959 la seule station météorologique adaptée à leurs besoins spécifiques, l'ACMG (Association climatique de moyenne Garonne). Grâce à son assistance technique sur le terrain pour l'irrigation, les exploitants sont informés dans les meilleurs délais sur l'état de leur végétation et sur la nécessité de l'arroser. Deux bulletins météo quotidiens et le recours à la télédétection permettent d'assurer un suivi permanent des zones cultivées. En observant les profils racinaires, l'ACMG tire des enseignements sur l'évolution de la réserve en eau des plantes. Certaines peuvent en manquer sans que cela se constate à l'œil nu, et vice-versa. Guidés par les conseils de l'association, les agriculteurs dosent leur irrigation et déplacent leur matériel (travaux, rampes) au moment le plus propice. Les tours d'eau pour l'arrosage des maïs ont ainsi pu être ramenés de dix à quatre pour des rendements inchangés.

L'action de l'ACMG mise à part, d'autres techniques ont été éprouvées, mais leur usage reste le plus souvent expérimental. A Marzac (Charente), M. Jean-Luc Fouchier a installé dans ses champs de maïs un

système de goutte-à-goutte qui lui permet d'économiser 20 à 30 % des quantités d'eau normalement nécessaires. Tous les deux rangs, il a installé une ligne de goutteurs dans lesquels passe l'eau, mais aussi l'azote. « Il y a 6 000 goutteurs pour un hectare », précise M. Fouchier. Cet équipement, mis à sa disposition par la coopérative agricole de la Charente, a un inconvénient : son prix. Il s'agit d'un matériel israélien dont le coût est supérieur d'environ 40 % aux installations classiques d'irrigation. « Tant que les prix ne baisseront pas, ce projet restera dans les cartons », regrette l'agriculteur charentais.

Au fil des années, d'autres moyens ont été éprouvés, comme l'endossement de sacs collinaires (utilisés tant pour l'élevage que pour le tourisme) ou l'irrigation au goutte-à-goutte à partir de cours d'eau. A Noirmoutier (Vendée), les agriculteurs ont créé, il y a dix ans, un syndicat d'irrigants pour utiliser les eaux épurées dont nul ne voulait. « Nous avons une réserve de 200 000 mètres cubes pour 300 hectares », explique l'un de ses membres M. Jean Gendron. « Nous n'avons pas ressenti du tout la sécheresse. Cette eau est bonne pour toutes nos productions de primeurs, même pour les salades. Il n'y a jamais eu de problème, sauf un excès de salinité en 1981, à la suite

d'une grande marée. » Chaque semaine, des contrôles sont effectués sur la qualité de l'eau. Les producteurs profitent de cette ressource constante pour écaler dans le temps leur production et profiter des meilleurs prix avant l'arrivée sur les marchés des primeurs du Maroc.

Depuis longtemps, la FNSEA comme le ministère de l'Agriculture encouragent les exploitants à forer des puits et à stocker l'eau. Les syndicats d'exploitants réclament la construction de nouveaux barrages, en particulier dans le Massif Central et les Cévennes. La course aux rendements des deux dernières décennies a fait prendre à l'agriculture française un tournant intensif qui s'accompagne d'un accroissement des besoins en eau. Si elle ne tombe plus du ciel, il faudra compter sur la sagesse des hommes. Aussi aléatoire que la pluie ?

ÉRIC FOTTORINO

PROCHAIN ARTICLE
La situation dans les pays européens

JUSTICE

Théoricien d'une politique pénale humaniste

Le juriste Marc Ancel est mort

Membre de l'Académie des sciences morales et politiques et président de chambre honoraire à la Cour de cassation, le juriste Marc Ancel est décédé, mardi 4 septembre, à Grasse (Alpes-Maritimes), à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Peu connu du grand public, il a grandement influencé la politique pénale menée en France depuis la Libération. Publié en 1954, réédité deux fois et traduit en huit langues, son ouvrage-phare la *Défense sociale nouvelle* (Cujas) plaide pour « une politique criminelle humaniste », prônant l'individualisation des peines et croyant à la réhabilitation des condamnés. M. Robert Badinter, garde des Sceaux, sous le premier septennat de M. François Mitterrand, aimait à se présenter comme le « disciple » de Marc Ancel.

[Né le 14 juillet 1902 à Izeste (Pyrénées-Atlantiques), Marc Ancel entra dans la magistrature en 1929 comme substitut à Valenciennes (Nord). Détaché l'année suivante à la chancellerie, où il fit partie pendant plusieurs années du cabinet du garde des Sceaux, il fut en 1936 secrétaire général du parquet de la Cour de cassation, puis en 1940 juge au tribunal de la Seine.

On le retrouve en 1944 vice-président de ce même tribunal, puis en 1946 conseiller à la cour d'appel de Paris et en 1951 président de chambre à la Cour de cassation. En 1953, il accéda à la Cour de cassation en qualité de conseiller, dont il présida à partir de 1968 la première chambre civile.

Élu à l'Académie des sciences morales et politiques en 1970, Marc Ancel fut également président du Centre français de droit comparé et du Centre de recherches de politique criminelle. Membre en 1946 du Comité européen d'experts des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, il fut de 1957 à 1962 membre puis président du Comité européen pour les problèmes criminels du Conseil de l'Europe, président entre 1966 et 1968 de l'Association internationale des sciences juridiques constituée à l'UNESCO, et enfin membre en 1972 du Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale.

Marc Ancel est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment la *Common law en Angleterre* (1927), *L'adoption dans les législations modernes* (1943), *La Défense sociale nouvelle* (1954), *Introduction comparative aux codes pénaux européens* (1956), *Introduction au système de droit pénal soviétique* (1962), *La Peine de mort dans les pays européens* (1962), *La Peine capitale* (1963), *Le Juge du divorce* (1977), *La Défense sociale* (1985).

Lecteur de la procédure et convention des Droits de l'homme

Le tribunal de Lyon ordonne la mise en liberté de deux prévenus

LYON

de notre bureau régional

La cinquième chambre du tribunal correctionnel de Lyon, présidée par M. Marcel Lemonde (1), a remis en liberté deux des vingt-cinq détenus qui étaient appelés à comparaître, mardi 4 septembre, dans une affaire d'escroquerie au crédit automobile, renvoyée pour la troisième fois devant cette juridiction.

Les magistrats lyonnais ont pris leur décision, après un long délibéré, en s'appuyant notamment sur un rapport de la convention européenne des Droits de l'homme condamnant les abus de la détention préventive en France. Le représentant du ministère public, M^{re} Corinne Cheminet, avait émis un avis défavorable.

Les deux hommes, Jean Goutte-noire et Jean Theret, étaient en détention depuis quatorze mois. L'affaire pour laquelle ils sont poursuivis, avec une quarantaine d'autres prévenus, avait été renvoyée une première fois le 28 juillet, une seconde fois le 26 août. Motif : plusieurs des avocats concernés étaient, chaque fois, en vacances. A l'audience de mardi ce sont les magistrats qui ont estimé qu'ils n'étaient pas en mesure d'examiner ce volumineux dossier

avant le 5 décembre. L'ordonnance signée par le tribunal, rappelle, en substance, que « la liberté est la règle », et « la détention, exceptionnelle ».

Jean Goutte-noire, condamné à deux ans de prison dans une autre affaire, est resté en prison, mais son compagnon a été libéré le soir même.

B. E.

(1) M. Marcel Lemonde est un des douze membres de la commission Delmas-Marty qui vient de proposer une réforme de la procédure pénale.

□ RECTIFICATIF : Christian Ramucci n'est pas le dernier condamné à mort exécuté. — C'est par erreur que nous avons présenté, dans notre article intitulé « La seconde mort de Christian Ramucci » (le Monde du 4 septembre), Christian Ramucci comme le dernier condamné à mort exécuté avant l'abolition de la peine capitale en 1981. En réalité, deux autres exécutions ont suivi celle de Ramucci, le 28 juillet 1976, le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing ayant refusé d'accorder son droit de grâce pour Jérôme Carrein, guillotiné à la prison de Donat le 23 juin 1977, et pour Hamida Djendoubi, exécuté à la prison des Baumettes le 10 septembre 1977.

PARADIS LATIN

LE CARNIVAL DE PARIS



Viva Paradis

PARADIS LATIN

LE CARNIVAL DE PARIS



Viva Paradis

PARADIS LATIN

LE CARNIVAL DE PARIS



Viva Paradis

PARADIS LATIN

LE CARNIVAL DE PARIS



Viva Paradis

PARADIS LATIN

LE CARNIVAL DE PARIS



Viva Paradis

PARADIS LATIN

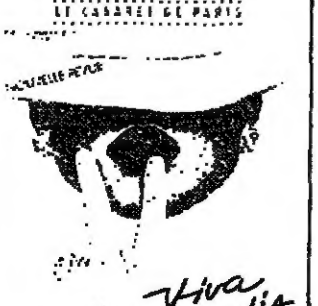
LE CARNIVAL DE PARIS



Viva Paradis

PARADIS LATIN

LE CARNIVAL DE PARIS



Viva Paradis

Régime sans eau pour les truites bretonnes

Les pisciculteurs souffrent particulièrement de la sécheresse. En Bretagne, les professionnels s'attendent à une chute de 20 % de leur production.

BRASPARTS (Finistère)
de notre envoyé spécial

Ecrasée sous un soleil sans vergogne, la Douphine glisse le long des flancs du Mont-Saint-Michel, puis se traîne, asphyxiée, vers Pleyben, au cœur du Finistère. A la hauteur du Moulin de la Marche, sur les terres de la commune de Braspart, elle n'est plus qu'un mince filet d'eau, presque famélique. En ce début septembre, les truites de M. Régis Thomas sont au régime sec.

« L'eau est morte, explique-t-il. Elle manque d'oxygène et elle est beaucoup trop chaude. » Chaque été, la Douphine connaît bien une poussée de fièvre, jusqu'à 18, voire 19 degrés. Cette année, les truites trempent dans un bouillon à 23,5 degrés. « Plus il fait chaud, plus elles manquent d'oxygène. Alors parfois elles s'asphyxient. Quand un bassin se met à paniquer, en cinq à six minutes, des milliers de truites peuvent se retrouver le ventre à l'air. »

Sur ses quarante bassins, la salmoniculture (les truites sont des salmonidés) du Moulin de la Marche ne peut en exploiter qu'une petite quinzaine, pour une population de 20 tonnes de truitelles (de six à huit mois) et 3 tonnes de truites arc-en-ciel. L'an dernier à la même époque, on recensait 33 tonnes de truitelles et 17 tonnes de truites. Le manque de poissons de jeune âge est la préoccupation majeure des pisciculteurs bretons, qui pronostiquent déjà, par la voix de leur président, M. Jean-Yves Colléter, une baisse de 20 % de leur production pour 1991.

La colère des écologistes

A Braspart, la Douphine, exsangue, ne concède plus qu'un maigre débit de 60 litres par seconde (pour près de 3 500 litres par seconde en hiver). Une eau « fatiguée », qui convient pourtant encore aux truites en sursis, revigorées grâce à des oxygénateurs dans chaque bassin. Cependant, pour l'élevage (le repeuplement des eaux), la rivière est trop tiède.

Afin de dénicher des poches d'eau plus claires et surtout plus fraîches, M. Régis Thomas vient de faire effectuer deux forages d'une centaine de mètres de profondeur. Pour un résultat inattendu : un débit de 8 mètres cubes d'eau par heure (2,22 litres par seconde)... et un gisement d'ardoise noire comme de la cendre.

« Le poisson tient plus ou moins la route » dans les salmonicultures du Finistère, du Morbihan et des Côtes-d'Armor, reconnaît pourtant M^{re} Françoise Peschador, secrétaire générale de la Fédération française d'aquaculture. Mais à quel prix ? Celui de la détérioration des cours d'eau, accuse M. Jean-Claude Pierre, vice-président de l'association Eau et rivières de Bretagne. Le non-respect des « débits réservés » prévus par la loi pêche de juillet 1984 est le principal grief porté par les écologistes. Ce texte impose de laisser, en toutes circonstances, un dixième de son débit moyen à chaque cours d'eau. Mais en période de sécheresse, il n'est pas respecté.

Au Moulin de la Marche, M. Régis Thomas ne nie pas l'évidence : il détourne la Douphine, ou ce qu'il en reste, de 95 % de son débit pour « arroser » ses truites. « Les pisciculteurs amputent littéralement les rivières par leurs détournements d'eau », proteste M^{re} Régine Deras, déléguée générale d'Eau et rivières pour le Morbihan.

M^{re} Roger Le Moal, secrétaire général du Syndicat des pisciculteurs et avocat au barreau de Nantes, répond que la loi de 1984 n'est juridiquement pas opposable aux pisciculteurs. Pour lui, la sécheresse constitue un cas de « force majeure » et autorise les exploitants piscicoles à prélever l'eau nécessaire à la survie de l'élevage. « D'après la loi, il ne serait possible de détourner, selon les endroits, que 40 % ou 50 % des cours d'eau, dit M^{re} Le Moal. Mais 50 % de rien, c'est rien ! »

Au Moulin de la Marche, cette « force majeure » est visible à l'œil nu. Entre le canal d'amenée, qui détourne le précieux liquide vers les bassins, et le canal de sortie, qui le restitue au lit de la rivière, la Douphine est littéralement mutilée. Et seul un ruisseau, squelettique, se faufile encore entre les galets. Cet été, les saumons ne remonteront pas frayer dans la Douphine.

OLIVIER LUCAZEAU

150 من المال

Enseignants : le vertige de la rentrée

Premier jour, première heure, première rencontre. Pour 320 000 instituteurs et 310 000 professeurs, la rentrée est un délicat examen de passage

ACCABLÉS ou joyeux, traînant derrière eux des cartables déjà trop lourds, treize millions d'élèves franchiront, le 10 septembre, les portes des écoles, des collèges et des lycées. Si nombreux, dans la fièvre de la rentrée, qu'ils en feraient presque oublier les quelques six cent mille enseignants qui les auront précédés vendredi 7 septembre. Après deux mois de liberté provisoire, instituteurs et professeurs auront quitté l'ombre de leur parasol, leur guide touristique ou leurs lectures estivales pour affronter un public qui n'est jamais acquis d'avance. Plus que dans toute autre profession, la « rentrée » correspond, pour eux, au retour sur une scène où l'année se joue en quelques heures.

Tous les enseignants le disent et beaucoup le redoutent : les élèves jugent le professeur dès le premier contact. Le lever de rideau décisif pour une représentation qui durera trois trimestres, sans tremblement de terre ou dépression nerveuse. « Il vaut mieux ne pas rater cette première rencontre lorsqu'on est condamné à vivre ensemble sans procédure de divorce possible », explique Dominique Padovani, professeur d'histoire dans un lycée de Villefranche, près de Lyon.

D'où le trac bien compréhensible de ceux qui s'avancent seuls, dans une arène peuplée d'élèves exigeants et beaucoup moins dociles qu'autrefois, selon Claude Maurer, qui enseigne l'anglais en collège depuis trente et un ans. « Les gosses ont moins d'appréhension le jour de la rentrée, moins de respect et infiniment plus de culot », affirme-t-elle. Dans une société où l'école n'est plus la source unique du savoir et où les enseignants ne bénéficient plus du même prestige, les élèves sont prompts à déceler les faiblesses de ceux qui les gouvernent. « Il faut doser gentillesse et sévérité », souligne Claudine Alexandre, institutrice à Paris. Pendant la première semaine, les enfants testent le maître et font les guignols pour savoir jusqu'où ils peuvent aller.

Lever de rideau décisif

Rares sont les enseignants qui ne possèdent pas, dans leur armoire aux mauvais souvenirs, l'expérience d'une erreur initiale, immédiatement enregistrée par trente ou quarante paires d'yeux et lourde de conséquences désagréables. Du pire au meilleur, la rentrée est un sport extrême qui peut avoir des suites catastrophiques. Ainsi d'une jeune femme du Nord qui s'est laissée enfermer, le premier jour, dans un cercle tracé à la craie sur le sol, avec l'intention d'en sortir. « Cela a duré jusqu'à la fin de l'année », se souvient-elle. L'administration était totalement impuissante. Cette séquence d'observation se déroule comme un western italien : le premier qui relâche son attention est perdu.

Tous les établissements ne sont pas difficiles et de nombreux professeurs abordent le jour J sans angoisse aiguë. Mais la plupart d'entre eux

se sentent aussi que ces quelques heures exigent de leur part un effort très particulier. « On peut être fatigué en cours d'année mais pas le jour de la rentrée », remarque en souriant Elisabeth Tardif, professeur de français à Paris. « Chaque fois, il faut remettre la foca en route », observe Catherine Yelnik, professeur d'anglais. C'est déjà épuisant quand on aime, mais ça devient insoutenable quand on en a marre.

Certains enseignants n'en dorment pas la nuit qui précède. D'autres soignent leur personnage pour se montrer sous leur jour le plus avantageux. Dans l'assemblée, et sans prétendre jouer les Zorro des salles de classe, ils ont bien souvent l'impression de se couler dans un rôle qui ne leur correspond pas forcément. Comme dans toute rencontre, l'aspect physique peut être déterminant. « Aujourd'hui, les jeunes attachent de l'importance à la tenue vestimentaire et je ne conseillerais pas à un professeur d'arriver débraillé ou mal rasé », observe Michel Quinton, enseignant et adjoint de direction, à l'Institution Conception de Lavaud. Dans tous les cas, le jeu de séduction mutuelle a son importance et ses règles, parfois imprévisibles. Pour Claude Maurer, cinquante-neuf ans, l'âge est un handicap qu'il faut tenter de faire oublier. « Les élèves portent mal les yeux, soupçonnés de ne pas être dans le coup », explique-t-elle. Alors il faut s'efforcer de donner une image jeune et dynamique, d'être bien coiffée, de perdre des kilos pour qu'ils ne vous trouvent pas d'emblée laid et ennuyeux.

Le déroulement de la première heure de classe est, en somme, un examen auquel il s'agit de ne pas se laisser tenter. Pour occuper ce pénible moment, les stratégies sont variables. Passé l'obligatoire questionnaire d'identification, certains enseignants choisissent de jurer le temps en faisant plus ample connaissance avec leur classe. Solution dangereuse, au dire de beaucoup. « Les élèves travaillent en fonction de la somme d'énergie qu'ils prêtent à l'enseignant », remarque Dominique Padovani. Dès les premières heures, ils voient si un cours est solide, préparé ou si le professeur n'est pas vraiment pressé de commencer. « Partant de ce principe, les plus précoces s'écrit immédiatement les bouquins. « J'ai bien les rentrée à la fois », explique Michel Quinton. Il vaut mieux commencer sérieusement avec même un petit contrôle de connaissances, mais sur des choses qui intéressent les élèves. Laurence Durand, professeur de lettres au lycée d'Ambrévières dans l'Ain, est catégorique : « Je ne fais travailler dès le départ avec une fiche de lecture ou un résumé. Ça les réveille ».

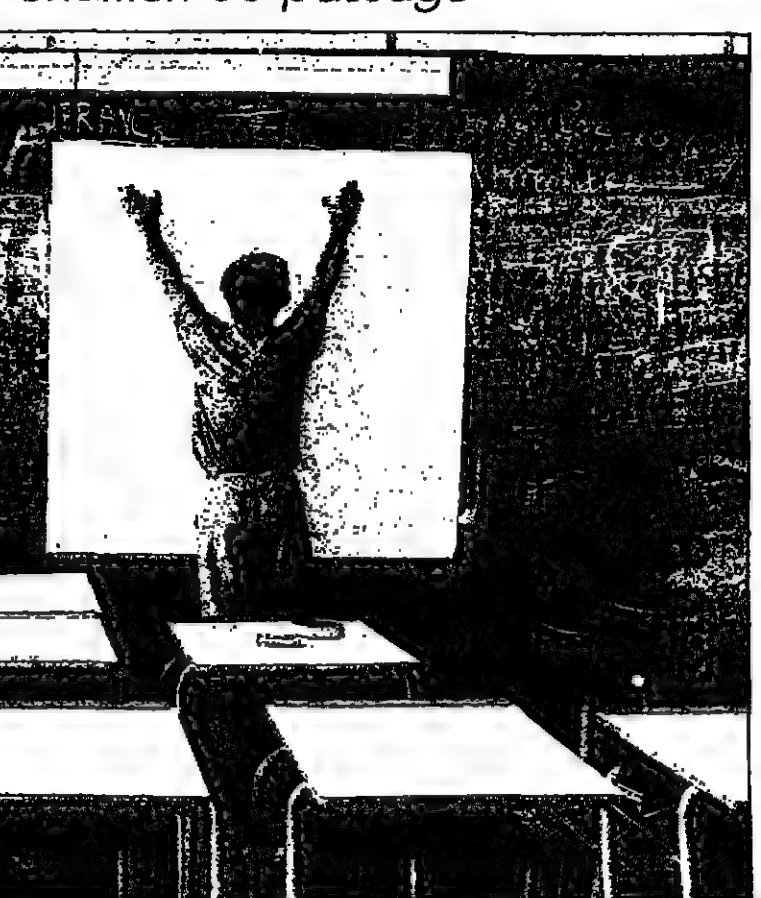
La tension peut être d'autant plus grande que les élèves mêlent à leur agresseur latente une forte demande affective. Catherine Serre, institutrice dans une classe d'adolescents sourds, le sait bien. Ses élèves, à qui elle mène une partie des cours, sont plus inquiets encore que les autres face aux changements de professeurs car ils ont besoin d'être sécurisés. Dans les petites classes, les institutrices passent beaucoup de temps à rassurer les enfants, à les réhabituer au doucement à l'école. C'est là une des tâches principales de la rentrée pour Antoinette Boyer, qui s'apprête à prendre sa première classe à Borne, près de Marseille. « Il faut accueillir les enfants et leurs parents pour leur éviter des angoisses », explique-t-elle. Pour cette mère de famille de trente-six ans, fraîche épouse de l'école normale, les souvenirs de parents d'élèves sont encore vivaces.

Une prestidigitation subtile

Elle regrette que les conseils dispensés par les professeurs d'école normale soient restés très théoriques. Le jour de la première rentrée, bien des enseignants voudraient avoir appris quelques « trucs » pour éviter la panique de dernier moment. Si tous ne sont pas revenus chez eux le dos constellé de taches d'encre comme telle jeune enseignante lyonnaise, beaucoup gardent un souvenir mitigé de leur prise de fonction. Un enseignant parisien raconte ainsi son premier quart d'heure mouvementé dans un collège de banlieue. « J'étais absolument comme un amateur dans un concours d'improvisation, raconte-t-il. Au bout de quelques minutes, j'ai senti que le radi-crochet n'allait pas marcher. Plusieurs élèves sifflaient de façon presque impitoyable entre leurs dents et l'un d'eux a été épouvanté ».

L'habitude aidant, les rentrées s'ajoutent aux rentrées, le vertige des premiers instants s'estompe et le professeur se familiarise avec la prestidigitation subtile qui lui permettra de calmer le jeu en cas de besoin. Sur-tout, il apprend à « sentir » un groupe. « On s'aperçoit vite qu'une classe sera difficile si elle contient des enfants contestataires, bagarreurs, qui s'interrompent tout haut le premier jour », indique Nathalie Bozzato, institutrice à Aix-en-Provence. Sans oublier néanmoins que les jugements à l'emporte-pièce ou les évaluations instantanées peuvent être trompeurs. Au-delà des intuitions initiales, la plupart des enseignants estiment que les élèves ne forment une vraie collectivité qu'au bout d'un certain temps et qu'il vaut mieux attendre la Toussaint pour se faire une idée exacte de l'atmosphère et du niveau d'une classe. Également trompeurs peuvent être les bruits et les rumeurs qui circulent parmi les enseignants. Ce sont de véritables conseils de guerre qui se tiennent souvent, le jour de la rentrée, dans les salles des professeurs. « Ah ! tu as hérité de cet élève, so glisse-t-on en aparté. Méfie-toi, il est coriace » Et d'ajouter quelques recettes circonstanciées pour nuancer le récalcitrant en puissance.

Scénario inverse dans les cours de récréation, où les élèves ne se privent pas de colporter les moindres rumeurs sur les enseignants. Grossi de bouche en bouche, agrémenté de sombres détails et de précisions accablantes,



Tous les enseignants le disent : les élèves jugent le professeur dès le premier contact.

ce bruit de fond peut enfler jusqu'à créer de terribles réputations que les professeurs craignent comme la peste. « Dans les classes, on a souvent des frères et sœurs et le bouche à oreille fonctionne très vite », explique Elisabeth Tardif. On peut être suivi pendant des années par une réputation, bonne ou mauvaise.

La dimension humaine

Une triste réputation ou des élèves agités ne sont pas les seules avanies qui guettent les enseignants le jour de la rentrée. Il y a aussi l'attribution des célèbres emplois du temps, dont la répartition donne lieu chaque année à des empoignades plus ou moins féroces. Un horaire déséquilibré peut contraindre les professeurs, qui habitent parfois loin, à opérer des contorsions épuisantes pour assurer leurs cours. Sans parler des mutations intempestives et tardives, supposant déménagement et adaptation d'un nouvel établissement. La découverte de l'équipe enseignante, son atmosphère et le degré de solidarité qui règne en salle des professeurs, ont aussi leur importance. « Si les collègues ne se parlent pas, colportent des ragots ou jettent chez eux des cours achevés, on peut se sentir terriblement seul », constate une jeune femme.

La rentrée, ce sont enfin des impressions physiques, lors du retour dans des bâtiments souvent dégradés

et inconfortables où le regard du professeur s'étend parfois sur un océan de bureaux sculptés et de chaises banales. Ces aléas découragent quantité de candidats, comme l'explique Patrick Regnault, professeur d'allemand à Lille : « On voit malheureusement de jeunes certifiés leur démission au bout de quinze jours pour rentrer aux PTT ou ailleurs, affirmant : « Cela n'était pas le cas si y a quinze ou vingt ans. »

Et pourtant, beaucoup d'enseignants continuent d'attendre la rentrée avec impatience. Bonnes résolutions, projets germés pendant les vacances, idées de méthodes pédagogiques différentes et dose renouvelée d'enthousiasme, tout peut contribuer à créer une certaine « excitation », comparable à celle des écoliers qui étreignent un carabane neuf. Surtout, les retrouvailles avec leurs élèves et la découverte de personnalités inconnues les intéressent, les attendrissent même. « Si je changeais de profession, ce moment me manquerait », explique Nathalie Bozzato. Il y a deux ans, j'étais dans mon lit le jour de la rentrée et ça a été terrible. Il se dégage de ces heures une émotion très particulière.

Comme à l'embarquement pour un très long voyage, les professeurs scrutent leurs jeunes compagnons de traversée. Et même lorsque le mal de mer survient par la suite, la dimension humaine reste l'élément le plus passionnant de leur travail.

RAPHAËLE REROLLE

GUIDE
Bordas
DES
MÉTHODES
DE TRAVAIL

Michel Coeffé

UN GUIDE POUR
TOUTES VOS
ÉTUDES

125F

Le chantier
des classes préparatoires

Filières, programmes et horaires sont au centre des réflexions en cours

Le débat sur l'avenir des classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs est désormais sérieusement engagé. Et il ne tourne pas seulement autour d'espérances gracieuses ou de francs-tireurs. Depuis plusieurs mois, ce sont en effet les principaux acteurs du système : responsables d'écoles, Polytechnique en tête, professeurs des classes préparatoires et experts du ministère de l'Éducation, qui planchent discrètement sur la nécessaire mutation de ces filières prestigieuses mais de plus en plus inadéquates.

Leur malheurisme a longtemps été le principal reproche adressé aux « prépas ». Il y a quelques mois, encore, le président de la République dénonçait la « chasse gardée » des grandes écoles dans le paysage universitaire français et les invitait à doubler leurs efforts. Or il ne fait pas de doute que les écoles et le ministère ont amorcé cette évolution depuis plusieurs années. Entre 1986 et 1990, le nombre des élèves de classes préparatoires est passé de

49 000 à 63 000, soit une augmentation proche de 10 % par an. Les soixante-dix sept classes supplémentaires de math sup, de math spé ou de prépas commerciales créées pour cette rentrée dans les lycées publics permettent de prévoir une progression du même ordre en 1990-1991.

Aujourd'hui le débat est donc ailleurs. Moins sur l'élargissement du recrutement que sur les faiblesses de la formation dans les classes préparatoires et les écoles. M. Maurice Bernard, directeur de l'enseignement et de la recherche à l'Ecole polytechnique, le souligne sans ménagements. « À côté d'avantages bien connus, le système des grandes écoles induit deux perversions majeures. Sur le plan de la méthode scientifique, la déduction l'emporte sur l'induction, et la connaissance théorique sur le fait expérimental, alors même que la culture scientifique est basée sur l'expérience ».

GÉRARD COURTINIS
Lire la suite page 15

PRÉPAREZ VOS EXAMENS AVEC L'ÉCOLE UNIVERSELLE

ÉTUDES SECONDAIRES 2 CYCLE
Termiales A.B.C.D.E.G.I.G2
G3.F.I.F3.F4.H

ÉTUDES DE DROIT
Capacité en droit • D.E.U.G. droit
• D.E.U.G. sciences économiques

ÉTUDES DE SCIENCES
D.E.U.G. sections A et B • P.C.E.M
1^{re} année de pharmacie

B.T.S.
Préparation aux principaux B.T.S.

GRANDES ÉCOLES
• Math sup • Math spé • Ecoles
vétérinaires • Sup. de co • Institut
d'études politiques • Ecoles normales

SOCIAL ET PARAMÉDICAL
Préparation à tous les examens d'entrée
dans les écoles

LANGUES ÉTRANGÈRES
Cambridge • Certificats européens
• Châmbres de commerce • Initiation
• Perfectionnement

ÉCOLE UNIVERSELLE
Institut d'Enseignement Privé par Correspondance soumis au contrôle
du Ministère de l'Éducation Nationale • 28, rue Pasteur • 92011 Saint-Clément
Cedex

Bon pour une documentation gratuite :

NOM : Prénom :
Adresse : Rue :
Code postal : Ville :
Age : Niveau d'étude : Diplôme obtenu :
Quelle formation avez-vous choisie ?
Adressez-nous ce Bon dès aujourd'hui à l'ÉCOLE UNIVERSELLE - 11-OR
28, rue Pasteur • 92011 SAINT-CLÉMENT Cedex. Tél. (1) 47.71.11.11

Depuis longtemps, comme le montrent les élections sur la question de la situation dans les pays européens, la situation dans les pays européens est préoccupante. La situation dans les pays européens est préoccupante. La situation dans les pays européens est préoccupante.

PROCHAIN APTES
La situation dans les pays européens

Ancel est m...

Lyon ordonne...

EDUCATION

REPÈRES

La rentrée de A à Z

ANNÉE SCOLAIRE. La réorganisation du calendrier annuel, décidée l'an dernier, est mise en œuvre cette année : la rentrée des classes sera plus tardive (6 juillet 1991) et les vacances de Noël, d'hiver et de Pâques seront de deux semaines, alternées avec des périodes de sept semaines de travail.

COLLÈGES. 2 476 000 élèves sont attendus dans les 4 892 collèges publics, soit une baisse de plus de 13 000 (-0,7 %) par rapport à l'an dernier. Trente collèges, dont vingt-sept constructions neuves, ouvriront leurs portes cette année. Si l'on ajoute les établissements privés, ce sont 3,1 millions d'élèves qui fréquentent le collège.

CYCLES. La loi d'orientation de juillet 1989 prévoit de substituer au découpage annuel de la scolarité en maternelle et à l'école élémentaire une organisation en trois cycles destinée à mieux prendre en compte le rythme de chaque enfant et à limiter les redoublements.

Parallèlement, le temps de service des instituteurs est modifié. Dans toutes les écoles, à partir de la rentrée 1991, et dans les établissements de 33 départements pilotes, des cycles entiers, les instituteurs n'enseigneront plus que 26 heures hebdomadaires devant leurs élèves, la 27^e heure de leur service devant être consacrée au travail de concertation au sein des équipes pédagogiques.

DÉLÉGUÉS DES ÉLÈVES. Autre mesure d'application de la loi : chaque lycée devra se doter, dès cette rentrée, d'un conseil de délégués d'élèves. Réuni au moins trois fois par an, ce conseil sera consulté sur la vie de l'établissement.

ÉCOLES. Le développement des 18 364 écoles maternelles publiques se poursuit : elles devaient accueillir cette année 2 334 000 élèves, soit 27 000 de plus que l'an dernier. La quasi-totalité des enfants (98 %) sont scolarisés à trois ans, et plus des deux tiers (36 %) à deux ans. A l'école élémentaire (39 600 établissements publics), 3 692 000

élèves sont inscrits cette année, soit un effectif pratiquement identique à celui de l'an dernier. L'ensemble des écoles publiques et privées devrait compter cette année près de 7 millions d'élèves.

EVALUATION. Lancée en 1989, l'opération d'évaluation des élèves du cours élémentaire 2^e année et de 6^e se déroulera sur quatre jours dans la semaine du 17 au 22 septembre.

INSTITUTEURS. Coup d'envoi, cette année, pour la mise en place du nouveau corps des professeurs des écoles qui remplacent progressivement les instituteurs. En attendant le recrutement sur concours à partir de 1992, douze mille emplois d'instituteurs seront transformés, dès 1990, en emplois de professeurs des écoles sur une liste d'aptitude tenant compte de l'ancienneté, des diplômes et de la note pédagogique. Les nouveaux professeurs des écoles auront un statut et un salaire comparables à ceux des professeurs certifiés du second degré.

LECTURE. Afin de renforcer l'apprentissage de la lecture, l'opération *Des livres pour l'école*, dotée d'un crédit de 13,5 millions de francs, permettra de distribuer dans 4 500 écoles une centaine de livres dès la fin du mois de septembre.

LYCÉES. Ils risquent, à nouveau, d'être le point noir de la rentrée. Si la hausse prévue des effectifs est moins impressionnante que les années précédentes, le ministère attend tout de même 1 278 000 élèves dans les lycées, soit 41 000 de plus que l'an dernier et 687 000 élèves dans les lycées professionnels (+ 6 300). Les 48 nouveaux lycées et les 6 nouveaux lycées professionnels qui ouvriront leurs portes le 10 septembre auront bien du mal à absorber cette croissance. Quant aux effectifs par classe, ils resteront bien souvent pléthoriques malgré le recrutement de 4 600 professeurs.

PRIMES. Les indemnités, décidées lors des négociations sur la revalorisation du printemps 1989,

sont créées à partir de la rentrée. L'indemnité de première affectation (12 000 F par an pendant trois ans) sera versée en 1990 à 2 300 instituteurs et 3300 professeurs nommés dans des académies déficitaires. D'autre part, les enseignants exerçant dans des établissements soumis à des contraintes géographiques ou pédagogiques particulières touchent une indemnité de sujétion spéciale de 6 000 F par an. Une indemnité pour activités péri-éducatives, rémunérée (à raison de 120 F par heure) les enseignants assurant des activités sportives ou culturelles en dehors des heures de classe. Enfin, tous les personnels d'éducation, d'orientation et de documentation recevront, à partir de cette année, une indemnité spécifique de 3 000 F.

RÉFORME. Celle des lycées devrait être bouclée d'ici à la fin de l'année, si l'on en croit le calendrier fixé par le ministre de l'éducation. Dès le mois d'octobre, le Conseil national des programmes devrait rendre son avis sur le remodelage des filières et des programmes des lycées et, par conséquent, sur l'avenir du baccalauréat. Vaste et délicat chantier. Si le calendrier est respecté, la réforme serait mise en œuvre en 1992, pour les programmes de seconde, et en 1993 pour le baccalauréat.

ZEP. Le ministère a décidé de relancer la politique des Zones d'éducation prioritaire (ZEP), créées en 1981. Moins nombreuses et mieux coordonnées avec les zones de développement social des quartiers, les ZEP travailleront désormais sur des programmes d'action triennaux. Trois cents postes d'instituteurs en surnombre et un crédit de 21 millions de francs seront consacrés aux ZEP en 1990.

Retraite active au Burkina-Faso

Enseignants sans frontières : quand les « anciens » proposent leur expérience aux pays africains

Un grand gaillard noir se tremousse dans un pagne vert et jaune, entraînant une nuée de jeunes danseurs. Envoyés par le rythme, les enfants, tous blancs, frappent dans leurs mains, des mamies écarquillent les yeux, puis applaudissent. La France profonde découvre le Burkina-Faso... à Deux (Eure-et-Loir).

L'homme qui mène la danse s'appelle Koulibi Koala. Professeur d'anglais, il a créé une « école diffuse » à Koudougou, au cœur du Burkina-Faso, ville jumelle de Deux. Chaque été depuis huit ans, il emmène une vingtaine de jeunes d'ouais en tournée à travers l'Afrique : la recette de leurs spectacles finance la scolarité des quatre-vingt-sept élèves de l'école de Koudougou, baptisée Benébouma (« un seul doigt ne peut laver tout le visage »).

Koulibi Koala n'éprouve guère de tendresse pour l'école burkinabé classique, dont il juge l'enseignement, donné entièrement en français, « inadaptable » car « très théorique, ignorant le corps et les besoins des villages » et « qui fait comme si tous les élèves allaient devenir fonctionnaires ». Tout naturellement, il a sympathisé avec les enseignants français militants de l'innovation pédagogique.

Monique, Roger, Rolande, Joseph et quelques autres ont au moins trois choses en commun : la passion d'enseigner, le refus du conformisme pédagogique et l'âge. Bien sûr, ou déjà sexagénaires, ils composent la première « promotion » d'enseignants à la retraite qui ont décidé de se mettre au service du Burkina-Faso sous la houlette de Gabriel Cohn-Bendit du Gabon, frère aîné du leader de mai 68. Père fondateur en 1982 du lycée expérimental de Saint-Nazaire, il l'avait quitté en 1987 pour enseigner l'allemand au lycée français de Ouagadougou. Un an plus tard, Gaby revenait en France avec un nouveau projet : une association d'enseignants retraités, volontaires pour aider le tiers-monde. « Il est aberrant, s'exclame-t-il, de mettre au rancard des enseignants expérimentés qui ont encore

envie de mener une vie active. » En mai dernier, le Groupement des retraités éducateurs sans frontières (GREF) a donc été créé avec la bénédiction active de la Fédération de l'éducation nationale et des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation actives (CEMEA) auprès de qui Gabriel Cohn-Bendit a été mis à disposition par l'éducation nationale.

Cent quarante élèves par classe

Et c'est ainsi qu'en cette rentrée 1990 quatre enseignants retraités vont s'envoler pour le Burkina-Faso, où ils travailleront pendant trois mois avant d'être relayés. Ils s'attacheront aux trois premiers projets du GREF : l'introduction d'une formation à la lutte contre la désertification dans les écoles primaires avec le soutien de la CEE, la formation continue d'animatrices de « garderies populaires », et celle des enseignants de l'école Benébouma à Koudougou.

Rolande Millot, soixante ans, et son mari Raymond, soixante-quatre ans, sont du voyage. De l'école expérimentale de la rue Vitruve à Paris à celle du quartier de la Villeneuve à Grenoble, ils ont ensemble parcouru leur carrière à construire une « autre » école, ouverte sur la réalité et accueillante pour les enfants des milieux populaires. « Je ne peux pas me résoudre à aller planter mes salades car j'ai la conviction que nous survivons seulement si le tiers-monde s'en sort », explique Rolande. Lors d'un premier séjour au Burkina, elle a constaté « les énormes inconvénients en matière de formation » et critiqué un système scolaire « hérité de la colonisation, qui reproduit celui de la 1^{re} République ».

Du pain béni pour des enseignants qui ont passé leur vie à servir de poil à gratter à notre éducation nationale : « Comment pourrions-nous faire marcher là-bas un système que nous avons essayé de faire fonctionner ici ? », interroge son sans

malice Rolande Millot. Pourtant il n'est « pas question de jouer les mouches du coche mais de soutenir les innovations menacées faute de méthodes et d'expérience ». « Nous ne prenons la place de personne, nous n'avons rien à exporter », répète en chœur les retraités en partance pour l'Afrique.

Monique Lacroix, cinquante-trois ans, jeune retraitée pour cause de famille nombreuse, a été frappée de voir un instituteur faire face à une classe de cent quarante élèves et de constater combien le moindre morceau de craie s'apparente à un trésor dans ce pays où l'école est « obligatoire dans la mesure du possible », autrement dit fréquentée par seulement 27 % des enfants, dont... 12 % passent en sixième. Les classes africaines pléthoriques n'effraient pas ces professeurs convaincus depuis longtemps que les problèmes pédagogiques ne se résument pas à la question des effectifs d'élèves. « Plutôt que de prendre en charge la moitié d'une classe, ce qui ne change rien à terre, nous allons réfléchir avec les instituteurs à une pédagogie du grand nombre. »

Voilà qui va dépayser Joseph Portier, cinquante-cinq ans, instituteur dans la Manche pendant un quart de siècle et adepte de l'enseignement individualisé inspiré de Freinet. Sensible aux questions de développement « depuis l'Algérie », il va lui aussi bonifier ses bagages pour le Burkina. Suivront sans doute M. et M^{me} Marchand. Elle est une institutrice spécialiste de la littérature enfantine ; lui, le doyen du groupe, un ancien professeur de mécanique, intéressé par le transfert en Afrique de machines-outils des lycées professionnels normands vers leurs homologues burkinabés et togolais. A soixante ans bien passés, ils s'efforcent tous de travailler à Koudougou ou ailleurs « si on a besoin de nous ».

PHILIPPE BERNARD

► Groupement des retraités éducateurs sans frontières (GREF) 28, boulevard Bonne-Nouvelle 75010 Paris Tél : (1) 45-23-10-81.

**“Bien dans mon lycée,
bien dans la vie.”**



Cette année, nous créons
20 nouveaux lycées
et nous en rénovons
150 autres.

**CONSEIL REGIONAL
ILE-DE-FRANCE**
VOYONS LOIN, VIVONS MIEUX

سكننا من الامم

Classes préparatoires
CARRIÈRES INTERNATIONALES
Le Monde
EDUCATION
LA MATERNELLE
EN DANGER
BREVETÉ CHEZ VOTRE MARCHÉ

EDUCATION

Le chantier des classes préparatoires

Suite de la page 11

« Sur le plan de l'épanouissement personnel, poursuit-il, les savoirs requis des candidats n'apparaissent pas en liaison avec les problèmes de la nature, de la vie ou de la société, mais comme des acquis en soi, utiles seulement à la réussite des concours. »

Autocritique confirmée par M. Jean Herr, directeur de l'Ecole supérieure des télécommunications de Paris. La sélection se fait actuellement sur le critère des mathématiques et de la puissance de travail. « Ces qualités sont nécessaires, estime-t-il, mais ce ne sont pas les seules aptitudes requises. Il est souhaitable de développer chez nos élèves davantage de sens pratique, d'imagination et de sens de la communication. »

En outre, comme le regrette Jean-Louis Ovaert, inspecteur général de mathématiques et chargé de mission à la direction des lycées du ministère de l'Éducation, le poids des mathématiques a progressivement dénaturé la réforme de la classe de math spé introduite il y a une quinzaine d'années : au lieu d'apparaître comme des filières d'excellence spécifiques, les classes M et P sont devenues des filières de second rang. Enfin, tout le monde s'accorde sur la lourdeur excessive des horaires dans les classes préparatoires. Les 31 heures de cours de math spé et jusqu'à 40 heures dans certains math spé technologiques favorisent un bachotage frénétique au détriment du travail personnel ou en équipe. Une critique qui ne fait pas fuir Pascal Ponty, secrétaire général de l'Union des professeurs de spéciales : « Nous sommes favorables à tout ce qui permettrait de donner plus d'initiative aux élèves des prépas. »

Diversifier les concours

Depuis quelques mois, ce diagnostic fait l'objet d'un consensus général. Et si chacun rappelle qu'il ne faut pas « casser la barrique », tout le monde admet qu'une sérieuse rénovation est nécessaire. Pour tenter d'en tracer les grandes

lignes, la Conférence des grandes écoles a constitué, au printemps dernier, un groupe de réflexion présidé par M. Jean Herr. Les travaux, aujourd'hui bien avancés, vont dans le sens des suggestions formulées depuis un an, au nom du ministère, par M. Ovaert. Et ils pourraient déboucher, à terme, sur une réforme significative des classes préparatoires scientifiques.

La première proposition consiste à supprimer les filières existantes en math spé (M, M', P, P') et à les remplacer par trois filières bien identifiées conduisant à des concours mieux adaptés aux profils souhaités par les écoles. La filière « mathématiques et techniques de l'ingénieur » (MTI) serait la grande innovation de cette réforme : elle offrirait un programme ambitieux de sciences de l'ingénieur et de technologies et un programme de mathématiques plus appliquées.

La filière mathématiques-physique (MP) serait la plus proche des actuelles math spé mais avec un équilibre différent entre les disciplines, et en particulier une réduction des horaires de maths. Enfin la filière physique-chimie (PC) aurait pour ambition de redonner ses lettres de noblesse à la chimie, parent pauvre des prépas scientifiques, bien que cette discipline permette, aux yeux de tous, de faire l'apprentissage du raisonnement expérimental.

La deuxième proposition porte sur les emplois du temps. Du ministère aux directeurs d'école et même aux enseignants, l'accord de principe est unanime : il est indispensable de limiter les cours à 28 heures par semaine. Cet objectif serait modulé pour les formations à dominante expérimentale ou technologique où les travaux pratiques occupent une place importante. Cet allègement des horaires suppose évidemment une réduction des programmes. Délicate opération !

Enfin, le groupe de travail envisage, dès le milieu de l'année de math spé, l'introduction de matières à option. Il s'agirait à la fois de ménager un espace de plus grande liberté dans l'emploi du temps et de permettre aux élèves d'avoir un avant-goût de la filière

qu'ils choisiraient de suivre en math spé. Toutefois, cette notion d'option fait encore l'objet d'interprétations très différentes : pour certains, elle permettrait aux élèves de réaliser un petit travail de recherche, ce qui poserait cependant d'épineux problèmes d'évaluation au moment des concours ; pour d'autres, comme M. Bernard à Polytechnique, ces options devraient reposer sur un programme spécifique afin de ne pas être grignotées par les enseignements fondamentaux ; les enseignants de l'UPS, pour leur part, conçoivent plutôt ces enseignements optionnels comme l'occasion d'approfondir une partie du programme.

Le rôle-cléf de Polytechnique

Les discussions de ces derniers mois ont donc permis d'aboutir à un premier canevas. Mais il est probable que le plus dur reste à faire. Ainsi le groupe de travail de la Conférence des grandes écoles prévoit, d'ici la mi-octobre, de préciser les maquettes et les programmes des trois filières qu'il a définies. Comme toujours en pareil cas, et plus encore dans l'hypothèse d'une réduction d'horaires, on peut imaginer des crispations corporatives que cela risque de provoquer, chaque discipline s'efforçant de renforcer ou de préserver son poids particulier.

Une fois les maquettes précisées, le groupe de travail envisage d'ouvrir, d'ici la fin de l'année, une consultation auprès des écoles, pour qu'elles prennent position et affinent le nombre de places qu'elles s'engagent à offrir pour chacun des concours. Il s'agira en

somme de vérifier que les trois filières sont crédibles et que ne se reconstitue pas immédiatement une hiérarchie implicite, comme c'est le cas actuellement. Ce sera donc le moment de vérité. Or dès à présent, si l'Ecole supérieure des télécoms ou l'Ecole centrale semblent favorables à la nouvelle filière MTI, l'Ecole polytechnique, en revanche, a fait savoir qu'elle limiterait son recrutement aux filières plus classiques (maths-physique et physique-chimie). Compte tenu du rôle déterminant de l'X, cela risque de compliquer sérieusement les projets de réforme.

Restera enfin à obtenir les arbitrages favorables du ministère de l'Éducation, qui a la tutelle des classes préparatoires. Dans les prochaines semaines devrait être mis en place sous la houlette du ministère un groupe de pilotage, associant les responsables d'école, les enseignants de prépas et l'inspection générale. Or, si les réflexions en cours rejoignent les propositions formulées depuis plusieurs mois au ministère par Jean-Louis Ovaert, leur mise en œuvre soulève des problèmes délicats de coût et d'organisation des concours. Elles s'inscrivent enfin dans une réflexion plus large, menée actuellement par la Commission nationale des filières du lycée et du baccalauréat. Dans un cas comme dans l'autre, avant comme après le bac, il s'agit de savoir si l'on parviendra à faire émerger – à côté des mathématiques – plusieurs critères et disciplines d'excellence. Une ambition déjà partagée, sans succès, par bon nombre de ministres de l'Éducation.

GÉRARD COURTOIS

GROUPE DES ECOLES PARISIENNES DE GESTION N°1 de la Formation en Management

7 filières d'excellence :

- Ecole Supérieure de Gestion
- Ecole Supérieure de Gestion et Finances
- Ecole Supérieure de Gestion et Commerce International
- Ecole Supérieure de Gestion et Communication
- Ecole Supérieure de Gestion et Négociation
- Ecole Supérieure de Gestion et Informatique
- IEPC (classes prépa HEC)

• Inscriptions en 1ère, 2ème et 3ème année Titulaires de BAC ou diplômes de 1er et 2ème cycle

• Inscriptions en 3e cycles ESG (Masters de "Management et Marketing Européen" et "Finances et Marchés de Capitaux") pour les diplômés de 2ème cycle et Grandes Ecoles

DATE LIMITE DU DEPOT DES CANDIDATURES POUR LA SESSION DE SEPTEMBRE : 12/09/90

Groupe EPG : 25, rue Saint-Ambroise 75011 PARIS Tél. : 43.55.44.44.

Les Millésimés Bordas

TOUS LES SUJETS DU BAC 90 Un volume par série

+ Les sujets corrigés du Bac et du Brevet, chaque volume

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

Département de formation permanente

- ★ cours d'américain ★
- ★ nouvelles sessions ★
- ★ inscriptions immédiates ★

Intensif : 30h
9h - 12h sur 2 semaines
début : 17 sept., 1 oct.
en cours du soir : 40h
lun. / mer., 19h - 21h
début : 1 oct.
en weekend : 40h
samedi, 9h - 13h
début : 6 oct.

American Language Institute
B.P. 41-40
34, avenue de New-York
75116 Paris. Tél. : 40.20.44.99.

EUREGOLE la première à Paris

- Enseignement multilingue
- Équilibre sports-arts-études
- tous les jours sports en Anglais, arts en Allemand, disciplines de base en Français.

Inscriptions encore possibles de la maternelle à la 7^e

Informations Inscriptions

5, rue de Lubek 75116 PARIS • Tél. : 40.70.12.61



INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Établissement privé d'enseignement supérieur
12, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS
Tél. 42-96-51-48

Fondé en 1948, l'IERI offre une formation répartie sur 4 ans aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux :

CARRIÈRES INTERNATIONALES

- 1^{er} CYCLE : enseignement pluridisciplinaire.
- 2^e CYCLE : deux options. 1) Relations internationales ; 2) Économie, Commerce et Gestion internationale.
- 8 langues étrangères - Informatique
- Stages obligatoires en France et à l'étranger.

1^{re} année : Baccalauréat exigé - 2^e année : DEUG ou équivalent. Recrutement sur dossier après entretien et tests - Statut étudiant.

Le diplôme permet l'obtention d'équivalences avec des titres universitaires de 2^e cycle (arrêté ministériel du 16-2-1967) et l'accès aux études de 3^e cycle.

Le Monde L'ÉDUCATION

SEPTEMBRE 1990

ENQUÊTE

LA MATERNELLE EN DANGER ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

INFORMATIQUE L'EXISTENT
UN TIROIR, SEULE CYCLO
OU UN CHANGEMENT
LES DONNÉES DU PROBLÈME

Devenez concepteur de systèmes informatiques

Accessible aux étudiants Bac + 4 et aux cadres. L'INIG permet au titulaire du Diplôme de Concepteur de Systèmes Informatiques de Gestion (DCS) par son système d'option sectorielle, l'INIG permet aux diplômés Bac + 3 en informatique ou Cadres Informaticiens de s'ouvrir au secteur bancaire.

L'INIG, c'est 10 unités d'enseignement, 100 heures de cours, 100 heures de travaux pratiques, 100 heures de stage, 100 heures de recherche, 100 heures de gestion, 100 heures de formation continue, 100 heures de perfectionnement, 100 heures de mise à jour, 100 heures de veille technologique, 100 heures de veille juridique, 100 heures de veille économique, 100 heures de veille sociale, 100 heures de veille culturelle, 100 heures de veille scientifique, 100 heures de veille artistique, 100 heures de veille littéraire, 100 heures de veille philosophique, 100 heures de veille spirituelle, 100 heures de veille humaine, 100 heures de veille divine, 100 heures de veille éternelle.

LA VALEUR AJOUTÉE ABSOLUE

ECOLE PARISIENNE D'HÔTELS ET DE TOURISME

Portes ouvertes les 6 et 7 septembre 1990

- ANNÉE PROFESSIONNELLE
Cours accélérés. Admission niveau Bac.
- BT TOURISME
Admission niveau 3^e, 2^e, 1^{re}.
- BTS TOURISME
Admission Bac ou niveau.
- SUP 3 TOURISME
Année de spécialisation. Admission : BTS ou Niveau.

PARIS - TÉL. : (1) 42.61.58.51 - 41, Bd des Capucines, 75002 (M^o OPÉRA, MADELINE, DES ALIBIS)

LYON - TÉL. : (16) 78.30.56.99 - 18, Rue Joseph-Serlin, 69001 (M^o HÔTEL DE VILLE - LOUIS PRADEL)

Pourquoi pas l'INFORMATIQUE ? Associé à l'IUT d'Orsay, SOLERI-CIGEL RÉMUNÈRE votre FORMATION

Vous êtes jeune, non-informaticien, mais diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 3 minimum) dans une discipline scientifique ou de gestion...
Vous êtes prêt à vous passionner pour l'INFORMATIQUE...
Vous souhaitez accéder au monde des grands systèmes IBM...

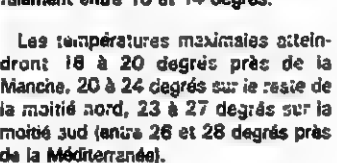
Contactez-nous RAPIDEMENT, les places sont comptées...
Téléphonez immédiatement au 47.78.13.85
ou consultez le service MINITEL au 36.05.04.25 (appel gratuit)



SOLERI-CIGEL

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ► signal dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

[illegible]

1. TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document tiré du cours technique spécial de la Fédération nationale)

(Continuer d'écouter avec le support technique spécial de la diffusion de l'émission)

M 6

20.35 Téléfilm : *Finnegan remet ça.*
De Joan Micklin Silver, avec Mary Taylor
Moore, Robert Preston.
*Déformation professionnelle d'un spécialiste
du courrier du cœur.*

22.30 Téléfilm :
La fille brésilienne.
Un divorce de la série « Les cœurs »

18.30 Dessins animés : Ça cartoon.
Présenté par Philippe Dana.

18.50 Top suburbs.
Présenté par Marc Tessa.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Glod et
et Antoine de Cumes.

20.30 Cinéma : Imagemaker.
Film américain de John Badham (1986). Avec
Michael Nouri, Anne Thorneycroft, Jarry Orbach.

22.00 Flash d'informations.

22.05 Cinéma : La loi de la jungle. ☐
Film américain de Clay Borish (1988). Avec
James Bearn, Andrea Coleman, Howard,
Daphné Astorino.

23.25 Cinéma : Judie et Judie.
Film italien de Peter Del Monte (1977). Avec
Kathleen Turner, Sting, Gabriel Byrne (v.o.).

3.35 Série : Amicalement vôtre.
4.30 Série : L'enquêteur.
5.25 Série : Kung fu.
6.30 Dessins animés.
8.00 Sport : Tennis.
Quart de finale de l'US Open 1990.
8.50 Journal images.
9.00 Sport : Tennis (suite).
9.45 Journal.

Audience nationale, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	44,1	Santa Barbara 18,5	McGyver 7,9	Actual. rég. 13,7	Nulle part 1,9	J. c. sur toi 1,6	Exploit. mobile 1,6
19 h 45	48,2	Fame female 20,2	McGyver 9,7	19-20 info 10,7	Nulle part 3,9	Journal 2,4	Dis-donc papa 1,6
20 h 16	60,6	Journal 26,0	Journal 14,0	La classe 9,2	Nulle part 3,0	Journal 3,8	Mad. serv. 57
20 h 55	65,6	Instp. Labovna 31,9	H. du présid. 14,8	D. Copperfield 5,9	Karaté Kid 2,4	Police story 7,5	Fantôme com. 4,2
22 h 55	51,1	Instp. Labovna 25,1	H. du présid. 12,8	D. Copperfield 6,2	Karaté Kid 2,5	Tamela 1,9	Fantôme com. 16,2
23 h 40	29,5	20-20 12,0	N. du présid. 12,0	D. Copperfield 5,2	Les bas noirs 1,3	Tamela 9,2	Danger d'été 2,6

22.30 (en simultané avec FR3) : *Mozart*
Lescaux, opéra en quatre actes de Puccini
livret de Praga, Oliva et Illica, par le Chœur
et l'Orchestre du Royal Opera House, dir.
Giuseppe Sinopoli ; sol. : Kim Te Kanawa,
soprano, Plácido Domingo, Robin Leggat,
ténors, Thomas Allen, baryton, Felicia
Robinson, Georges Macpherson, b2b3c5
0 58 Les vagues de l'été

LA SEPT

- 15.30 Cours d'italien (13).
- 16.00 Série : Médécine des hommes (Liban : Le pays du miel et de l'encens, de Maroun Bagdadi).
- 17.30 Moyen métrage : Joppet Piccas. De Ivo Butum.
- 18.00 Documentaire : Figures de la foi (Roumanie).
- 18.50 Série : Portraits (la maternelle). D'Alain Cavalier.
- 19.05 Concert : Couleur Brésil (1^{re} partie).
- 20.00 Documentaire : Histoire de la bande dessinée (1).
- 20.30 **Op** : Série : Objectif amateur (1).
- 21.00 **Op** : Les soldats. De Bernd Alois Zimmermann.
- 22.50 Série : Gracie (Sans Intimid).
- 23.00 Documentaire : Tours du monde, tours du ciel (6).
- 23.55 Série : Gracie (Anders Zorn).

FRANCE-CULTURE

0.30 Festival d'Avignon 1990. Cabinet de lectures.

1.30 Profil perdu.
Jacques Doucet.

2.40 Nuits magnétiques. Quatre nuits magnétiques. 4. La nuit on istrie est glogotique.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Philip Dick.

FESTIVAL-MUSIQUE

0.30 Opéra (donné le 27 juillet lors du Festival de Bayreuth) : L'or du Rhin de Wagner, par l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Daniel Barenboim ; sol. Jörn Tennstedt, Söbo Brinkmann, Kurt Schrottmayer, Graham Clark, Matthias Hoste, Philip Kang, Gunter von Kannen, Helmut Peppschütz, Linda Finnie, Eva Johansson, Anna Gjevning, Hilde Zedend, Annina Kustennanz, Jens Türes.

3.15 Nuits chaudes Dans le ciel... Les étoiles. 0.58 Les princes de l'échec.

Le tou

ARTS • SPECTACLES



HUGUES DE WURSTENBERGER/UV

ECLECTISME AU QUARANTE-SEPTIÈME FESTIVAL DE VENISE

Le tout-cinéma à la Mostra

Il y a dans l'Adriatique, du côté du Lido de Venise, un vieux serpent de mer qui resurgit chaque année à la fin de l'été. Il radote un peu, répétant que l'actuel Palais du cinéma, trop petit, trop vieux, trop mussolinien, va être détruit, et qu'un autre palais, tout fier, spacieux et fonctionnel, le remplacera enfin. Ce n'est pas encore pour cette fois.

Si les polémiques byzantines entre le président de la Biennale, Paolo Portoghesi - la Mostra du cinéma faisant partie intégrante de la grande manifestation pluridisciplinaire - et les édiles vénitiens continuent d'alimenter la chronique, elles ne parviennent toujours pas à développer de nouveaux crédits, à imposer de nouveaux statuts, à désenclaver la Mostra du cinéma, lui offrant par exemple asile dans une partie de l'arsenal de Venise en voie de restauration (cette hypothèse étant un jeune serpent de mer, fils du vieux serpent de mer!).

Tant et si mal que le directeur de la Mostra, le très doux, très cinéphile Guglielmo Biraghi, s'est vu contraint, faute d'espace et faute de moyens supplémentaires, de resserrer la programmation de la 47^e édition du Festival - le premier a eu lieu en 1932 - et même d'en supprimer certaines sections. Il est donc le premier à se réjouir qu'un concours international d'architecture ait cependant été lancé pour l'édification d'un nouveau palais. Qui dit concours ne dit pas forcément chantier, mais c'est un début. Parmi les dix projets reçus, ceux des Italiens Carlo Aymonino et Aldo Rossi, du Suisse Mario Botta, du Norvégien Sverre Fehn, du Japonais Fumihiko Maki, du Français Jean Nouvel...

Moins de films, donc, cette année. Une trentaine. Sans compter ceux de la rétrospective consacrée au « Cinéma russe d'avant les codes », c'est-à-dire d'avant les diktats stérilisateurs de l'ère stalinienne (lire l'article de Michel Cournot page 21), ceux de la section « document » où l'on attend l'insolite portrait de Bokassa par Werner Herzog, intitulé *Echos d'un sombre empire*, et ceux de la semaine de la critique.

Le jury que préside l'écrivain Gore Vidal (scénariste entre beaucoup d'autres du *Ben Hur* de William Wyler) et où l'on note, écumenisme de bon aloi, la présence du délégué général du Festival de Cannes Gilles Jacob, aura sans doute du mal à se départager, tant la compétition, toute « restreinte » qu'on la présente, paraît intrigante, d'un éclectisme brillant.

Il y a bien sûr du bon, du beau, du gros, pour tout dire de l'américain (trois films en première mondiale), avec, dans les rôles des athlètes de tête, Scorsese, Spike Lee, Warren Beatty (lire nos articles pages 18 à 20). Mais, remarque aussi, sans vouloir y faire un sort - démodé et sexiste - la présence rigoureuse des femmes dans la sélection officielle.

Le Festival s'ouvre avec l'Africaine, dernier travail d'une habituée du Lido, Margaret von Trotta. Toujours en compétition, le deuxième long métrage de Claire Denis nocturne et lumineux, *S'en fout la mort*; la nouvelle exploration au cœur du malaise adolescent de la Néo-Zélandaise Jane Campion, *An Angel at my Table*; tandis que sera projetée hors compétition, la promenade pleine de lucidité et de chaleur de la Canadienne Cynthia Scott sur la planète des vieux, *The Company of Strangers* (lire nos articles

pages 16 et 17). Sans oublier la fugue maternelle en tendresse majeure de Nicole Garcia déjà sorti en France, *Un week-end sur deux*.

A attendre également, du « littéraire » : Tom Stoppard met en scène sa pièce *Rosencrantz et Guildenstern sont morts*; Philip Kaufman tente de ressusciter Henry Miller et Anaïs Nin dans *Henry and June*, ou le Paris de l'entre-deux-guerres, revisité aussi par M. et M^{me} Paul Newman dans *Mr and Mrs Bridge*, de James Ivory, adapté des deux romans de Evan S. Connell, *Mr Bridge* et *Mrs Bridge*...

Le cinéma du réel aura aussi sa place à Venise. Et même un cinéma de l'histoire immédiate. Avec *Rasputin* (la *Décomposition*), le cinéaste soviétique Mikhail Belikov décrit précisément les atteintes physiques et morales d'une famille ukrainienne après Tchernobyl. Et, avec *Requiem pour Dominic*, l'Autrichien Robert Dornhelm (né à Timisoara...) raconte l'histoire vraie, tournée à chaud en Roumanie avec « certains » acteurs du drame, de Dominic Paraschiv, son ami d'enfance, accusé à tort d'être « le boucher de Timisoara », lynché pour ses crimes, déclaré innocent et réhabilité quatre mois plus tard.

Rien de plus gai? Si, on décernera à la fin de la 47^e Mostra du cinéma un Lion d'or à Marcello Mastroianni « pour l'ensemble de son œuvre ». La seule récompense dont on est sûr, à l'heure qu'il est, qu'elle fera l'unanimité.

DANIEL HEYMANN

Femmes entre elles 16 et 17



Toujours en minorité, les femmes cinéastes sont pourtant mieux représentées que d'ordinaire avec cinq films à la Mostra. De la réalisatrice chevronnée Margaret von Trotta aux débutantes Cynthia Scott et Nicole Garcia en passant par Claire Denis et Jane Campion, elles explorent toutes les couleurs de l'intimisme.

Dans la jungle des villes 18 et 19



Chroniqueur inspiré et virtuose des mœurs italo-américaines, Martin Scorsese retrouve Robert De Niro pour signer avec *les Affranchis* un thriller éblouissant. Et *Mo Better Blues*, consacré à un trompettiste de jazz, poursuit l'ombrageuse défense de la communauté noire entreprise par Spike Lee.

L'étoffe d'un héros 20



Devant et derrière la caméra, Warren Beatty réussit le difficile pari de donner vie à un personnage de bande dessinée, le mythique Dick Tracy. Tandis que son détective met à mal une bande de malfaiteurs emmenée par Madonna, Al Pacino et Dustin Hoffman, le réalisateur de *Realis* continue d'entraîner son personnage d'homme à part du système hollywoodien.

LIRE PAGES 22 A 24
LES SÉLECTIONS CINÉMA
MUSIQUES, ARTS

FESTIVAL DE VENISE

« S'EN FOUT LA MORT »,

L'homme est un coq

Après le succès de *Chocolat*, Claire Denis a eu besoin de tourner à nouveau, vite. Et, à nouveau, avec Isaac de Bankolé. Avec *S'en fout la mort*, en compétition officielle, elle plonge dans le monde clandestin des combats de coqs à Rungis. La négritude, encore. Les Antilles intérieures, près de Paris.

C'EST un film de nuit et de plumes affolées, un film abyssal et sub urbain où clignote le fanal essentiel de l'amitié. *S'en fout la mort* est le deuxième long métrage de Claire Denis, en compétition officielle à Venise. Après *Chocolat*, une petite fille en Afrique, le fardeau crânement porté du récit autobiographique, après un détour réussi par le documentaire avec *Man No Run*, la tournée du groupe rock camerounais des Têtes brûlées, la négritude à nouveau. Claire Denis n'en démord pas.

Et cette fois, plus encore, négritude rime avec solitude. La solitude terrible dans le presque silence de l'Antillais Jocelyn (Alex Descas), beau et pauvre à la fois, avec ses lunettes sérieuses, sa tête à la Patrice Lumumba, sa science magique du coq de combat.

Il arrive un soir en camion dans le *no man's land* luisant de Rungis. Avec lui, son ami, Dah, l'Africain (Isaac de Bankolé), chœur antique à lui tout seul, qui commentera d'une voix égale, chaleureuse et navrée, le destin exemplaire de l'homme des îles déraciné, porteur d'un message indéchiffrable. Dans le « pitt », arène clandestine nichée dans le cœur souterrain d'un restaurant louche, cercle rouge surpeuplé d'hommes hurlant leurs paris, Jocelyn caresse ses coqs, nourrit ses coqs, parle à ses coqs, surtout le plus beau d'entre eux, le bien nommé « S'en fout la mort », mène ses coqs à la bataille. Les coqs, le plus souvent, meurent. et Alex, à la fin, se laissera devenir coq.

La cause est entendue. Claire Denis, ancienne assis-



Le premier voyage à Venise de Claire Denis

tante de Wim Wenders, de Jim Jarmush, est un cinéaste, un vrai. C'est fou les progrès réalisés depuis *Chocolat*, qui avait des raideurs, des naïvetés. Ici, bon sang ! c'est du solide, du poignant. Des décors naturels tellement symboliques qu'ils ont l'air inventés. Notamment un hôtel, un vrai, sur un terrain vague. Pas un arbre. Des alvéoles où l'on pénètre avec une carte magnétique. Personne, pas de personnel, juste une chambre grande comme une boîte à chaussures, avec la télé. Il paraît que c'est toujours plein, que les gens viennent s'y reposer, y passer leur dimanche...

Les acteurs, tous formidables. Ne pas oublier Brialy, que Claire Denis avait aimé dans les films de Tchénoï. Dans le rôle du patron de boîte, bien visqueux, bien touchant, parlant faux parfaitement juste, il est l'égal des grands lâches d'avant-guerre, les Brasseur, les Dalio.

Et l'image au grain un peu sale, grossi, toute craquante des soires de la nuit... Un drôle de pari tout de même, filmer des Noirs dans le noir, tout le temps... Claire Denis rit : « Surtout qu'Isaac porte une chemise blanche ! C'est vrai, a priori, je voulais le faire en 16 mm, ce film, je voulais le tourner très vite. J'ai renoncé, mais gardé l'idée de le faire caméra à l'épaule, parce qu'il s'agissait de montrer des mains, des visages. Je voulais une caméra qui soit avec les gens. Tourner comme ça, j'ai compris que c'était comme une drogue. A certains moments, j'oubliais la scène, je suivais Agnès Godard qui portait la caméra, il y a une aspiration par l'image. Où va-t-on ? C'en est ravageant, délicieux en même temps. »

Claire Denis, petit soldat en campagne. Sac à dos vide. Pataugas. L'air chiffonné par une insomnie, sourire brutal comme une éclaircie. Venise, elle n'y est jamais allée de sa vie, et ça l'amuse que la première fois ce ne soit pas pour son voyage de noces. Lorsqu'on lui fait remarquer que les femmes sont nombreuses cette année à la Mostra, elle dit très bas de sa voix joiment rouillée : « A tel point qu'on ne parlera bientôt plus des femmes dans le cinéma. »

A propos, dans *S'en fout la mort*, les femmes sont à peu près absentes. Solveig Dommartin incarne un archétype un peu lointain, une étrangère tentante, c'est tout. Claire Denis dit : « Oui, c'est une histoire

« AN ANGEL AT MY TABLE », DE JANE CAMPION

Chronique d'une solitude

Jane Campion pourrait être la cinéaste du malaise. Après avoir brossé le portrait d'une débile légère dans *Sweetie*, elle retrace dans *An Angel at my Table*, la vie de l'écrivain Janet Frame : les peurs, les cauchemars d'une adulte en devenir.

JANET est une petite boule que l'on cache dans des pulls trop larges, des jupes crasseuses. Elle a une tignasse rousse, botte de foin indomptable sur la tête. Il lui manque un frère jumeau, mort si tôt qu'elle n'a pu partager avec lui ses jeux d'enfant. Elle écrit des poèmes.

Dans les années 30, en Nouvelle-Zélande, le talent de cette étrange fille de fermiers dérange le monde feutré de la littérature. Admiratif, son professeur de lettres préfère l'envoyer se « reposer » dans un hôpital psychiatrique plutôt que de la faire publier. Pendant huit ans les médecins affirmeront qu'elle est schizophrène. Janet racontera son enfer avec la pudeur d'un être à bout de nerfs. Janet Frame deviendra un grand écrivain.

La campagne humide. D'une voix « off », hésitante, Janet Frame annonce son état-civil. Dès les premières images de *An Angel at my Table*, Jane Campion s'immerse dans un récit douloureux qui suit pas à pas l'autobiographie de l'écrivain, traduite en français sous le titre *Parmi les buissons de Matagouri* (1).

Dans *Sweetie*, son premier film, Jane Campion avait brossé le portrait d'une débile légère. Elle avait juré de tourner ensuite un film plus léger, plus romantique, un film en costumes, disait-elle. Avec *An Angel at my Table*, elle explore à nouveau l'univers flou qui sépare la folie de la normalité.

La tentation était trop grande, la nécessité de filmer la vie d'une adulte en devenir trop pressante, pour que Jane Campion, cinéaste du malaise, ne trouve pas dans l'œuvre de Janet Frame de quoi alimenter ses thèmes de prédilection : la gêne, les complexes, l'adolescence.

Jane Campion, cinéaste néo-zélandaise a trouvé dans l'autobiographie de Janet Frame tous les thèmes qui tissent son monde de cinéma.



« Je suis née en Nouvelle-Zélande, dit-elle. J'ai donc été nourrie des histoires de Janet Frame. Lorsque j'ai lu son autobiographie, je me suis surprise à rire, à pleurer, presque étonnée d'être si émue par un livre si simple, si candide. »

« Et puis j'ai rencontré Janet Frame. J'ai commencé alors à percevoir les raisons de mon émotion. Il y a chez elle un incomparable mélange de spontanéité, de fraîcheur enfantine, d'intelligence. J'ai lu tous ses livres et j'ai voulu la faire connaître, tant sa façon d'explorer l'adolescence et la vie a fait ressurgir en moi de nombreux souvenirs, douloureux ou drôles, qui, grâce à son courage et à son honnêteté, ne m'ont semblés ni cruels ni embarrassants. »

Jane Campion suit donc pas à pas cette jeune fille mal dans sa peau, par petites touches, des images insignifiantes qui, de minute en minute, prennent leur sens, leur force. On voit des jeux d'enfants, des

gamins brimés par les caïds, des profs qui humilient avec délice un élève chapeleur. Et Janet, réfugiée dans sa chambre, examiner son corps ingrat devant le miroir. Le destin refuse toute échappatoire à Janet : sa sœur aînée se noie ; un bel étudiant américain lui fait l'amour pour la première fois et repart soudain ; un vieil homme excentrique la recueille le temps qu'elle écrive et publie un premier livre, puis la pousse à s'enfuir. *An Angel at my Table* pourrait être un documentaire sur une vie mal partie.

Là-bas, aux antipodes, Jane Campion filme un monde « où la famille est inévitable », dit-elle. *Sweetie* comme Janet sont ballottées par une existence sur laquelle elles n'ont aucune prise. Jane Campion sait faire résonner les gestes, les hésitations, chaque épisode du quotidien, qui conditionnent une existence.

Inévitable aussi, cette folie qui frôle et menace chacun, illustrée par quelques images furtives, dérobées à ses personnages : les yeux d'un fou qui se

balance sur le banc d'une gare, un enfant épileptique dont on cache les crises à ses frères et sœurs, l'errance de Janet dans les hôpitaux psychiatriques. Jane Campion aime ces personnages effarés qu'elle saisit avec lucidité.

Janet Frame et Jane Campion sont jumelles, déchirées entre l'émerveillement et la terreur des souvenirs amers, conscientes de l'intrusion de l'irréel dans le quotidien.

Dans *An Angel at my Table*, Jane Campion est une militante aussi, tout entière attachée à faire découvrir son continent. Après le désert de la trop vaste Australie, elle contemple les cieux pesants, le grésil collant, l'herbe grasse de la Nouvelle-Zélande. Le refuge de Janet Frame, qui est retournée au pays après sa fuite en Europe. Elle y vit toujours, apaisée.

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) *Parmi les buissons de Matagouri*. Editions Hommes et groupes (Paris). 222 pages. 87 F.

سكرا من الرجل

FESTIVAL DE VENISE

DE CLAIRE DENIS

pour l'homme

d'hommes. Cette relation d'amitié entre deux hommes saute assez vite aux yeux d'une femme. Je pense parfois que nous sommes de bons témoins, et qu'à regarder, à voir, on trouve égoïstement une jouissance. Regarder ce qui m'est étranger me plaît. Elle ajoute : « Quand les hommes ne sont pas heureux, il n'y a pas de raison que ça se passe très bien avec les femmes. Pour que deux mondes se côtoient avec harmonie, il faut qu'il y ait harmonie. »

Claire Denis précise aussi que son film n'est pas un documentaire sur les combats de coqs, qu'il parle seulement de l'une des activités que peut exercer un Guadeloupéen ou un Martiniquais à Paris, la plus grande ville antillaise du monde. « Un Antillais peut aussi bien être avocat à la Cour ou vendre de la drogue à Strasbourg-Saint-Denis. Mais il y aura toujours chez lui une blessure, une légitime violence. » De toute façon, ce qu'elle voulait surtout, avant tout, c'est retravailler avec Isaac de Bankolé qui avait été le boy sculptural et renversant de Chocolat.

« Alex était un ami d'Isaac, dans la vie. Comédien au Théâtre noir pendant des années. Sa caractéristique c'est aussi d'avoir été longtemps un extraordinaire acteur, au chômage. Il y en a, n'est-ce pas ? Râlant de savoir qu'ils passent leur temps à repeindre des appartements. Stimulants de leur proposer quelque chose. »

Comment Alex Descas a-t-il pu jouer de façon si intense, si évidente, son identification au coq ? « Jean-Paul Forgeau (mon scénariste) et moi avions lu le texte d'un ethnologue américain qui, je crois, était un élève de Margaret Mead. Il a passé vingt ans de sa vie à Bali pour étudier les combats de coqs. Il paraît que là-bas on voit des hommes au bord des routes, avec l'animal. Ils ont avec lui un contact très physique, ils le tiennent entre leurs cuisses. Lors du combat, le vaincu doit donner son coq mort au vainqueur, peut-être pour qu'il le mange. Certains préfèrent dépecer leur coq battu encore vivant et l'avalier comme ça. Cette lecture m'avait impressionnée. C'était seulement suggéré dans le scénario, et Alex a su tout récupérer. »

Dans S'en fout la mort, les combats sont filmés comme des tableaux en train de se faire, les plumes, telles des coups de pinceaux furieux, une violence

esthétique, intime, mais peu de sang, finalement. D'ailleurs, les âmes sensibles sont rassurées. Un carton du générique indique que les bêtes n'ont pas souffert.

Claire Denis raconte que, en effet, pendant les semaines de tournage à Rungis, couvés par leur dresseur, Yvon Drama, surveillés et endormis brièvement par un vétérinaire, leurs cuisses épilées ointes de rhum, miel et clou de girofle, les cinquante volatiles étaient dans leurs barriques de chantier chauffées,

comme des coqs en pâte. Equipés de faux éperons en plastique, pour ne pas se blesser...

« Au début, je ne pensais pas prendre tant de soin. Tant pis, ils vont mourir, c'est le destin des coqs, j'étais assez cynique avec ça, dit-elle. De toute façon, je n'avais jamais beaucoup aimé la volaille, ni même tellement les oiseaux. Et puis, je les ai vu arriver, ils étaient si beaux. J'ai appris à les saisir, c'est difficile, à les prendre contre moi pour les apaiser. C'est un ani-

mal brûlant, très palpitant. J'avais rattrapé mon sujet. » Quand l'entretien est fini, Claire Denis s'en va comme si elle avait un grand chemin à faire, c'est pas tout ça, au revoir, je ne suis pas arrivé. Quelques minutes plus tard, elle téléphone : « Je ne suis pas sûre de vous avoir assez parlé du travail d'Isaac de Bankolé. De sa générosité d'acteur qui a laissé le champ libre au talent d'Alex... » Si, si, on en avait parlé. Elle insiste. « Pas assez. »

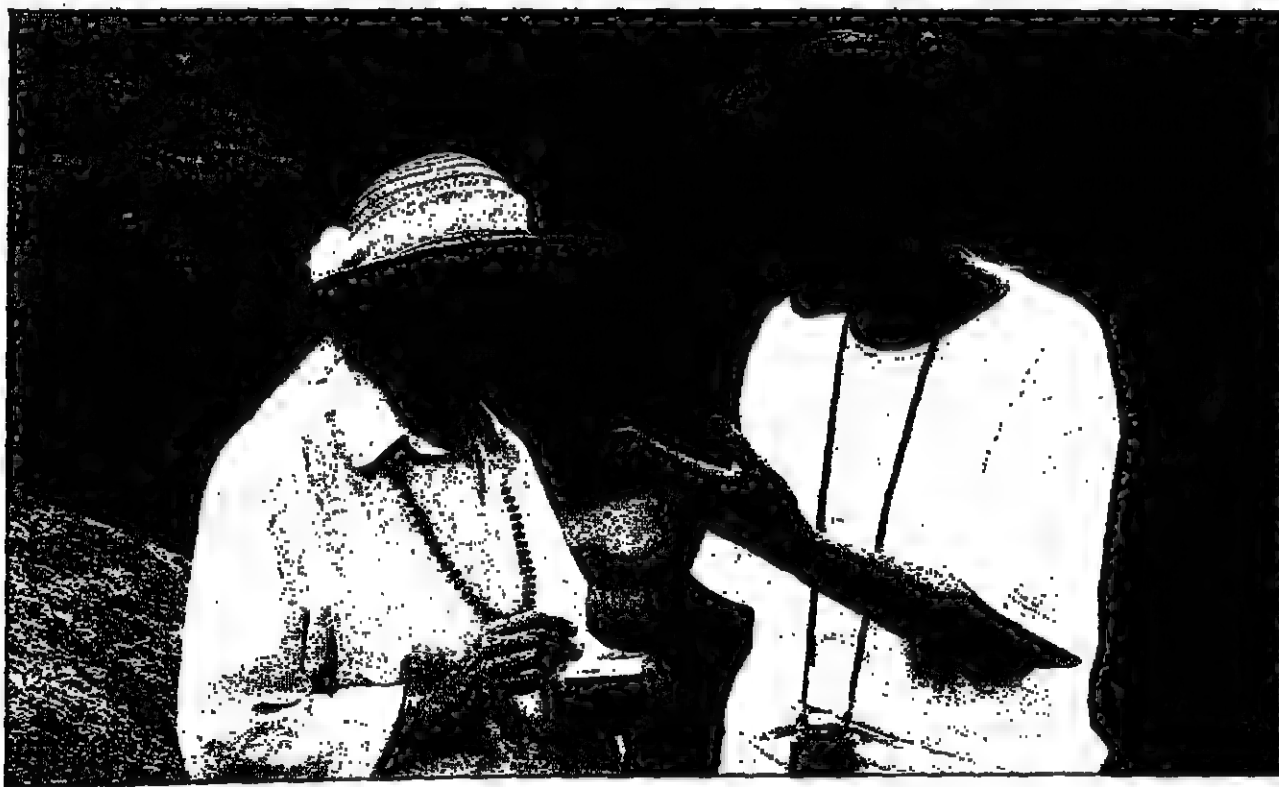
DANIELE HEYMANN

Joeefyn (Alex Descas) tient dans ses bras son coq préféré, « S'en fout la mort », avant le combat dans le « pitt » où des hommes hurleront leurs paris clandestins.



« THE COMPANY OF STRANGERS », DE CYNTHIA SCOTT

La vieillesse est un sauvetage



Cynthia Scott (à droite) emmène sept vieilles dames sur le Mont-Tremblant et les ramène des profondeurs de la solitude vers des plaisirs oubliés. Une renaissance.

Cynthia Scott, réalisatrice canadienne, titulaire d'un oscar pour un court métrage sur le tango, emmène pour son premier long métrage sept vieilles dames en autocar. La promenade vaut le détour.

QUAND le gros autocar jaune tombe en panne dans cette campagne trop verte, on sait déjà qu'on est ailleurs. C'est alors que sortent les passagères. Elles sont sept. Elles n'ont plus beaucoup de féminité. Elles n'ont plus vraiment d'identité. Ce sont des vieilles, qui sans doute excursionnaient. Seule la conductrice est jeune, plantureuse, noire, et se tord la cheville. C'est la vie de ce groupe bloqué plusieurs jours sans vivres, ou presque, dans une ferme délabrée, que Cynthia Scott décrit avec une tendresse et une fermeté

remarquables. Cynthia Scott donne avec *The Company of Strangers* son premier long métrage. Scénariste, réalisatrice et productrice au réseau anglais de Radio-Canada, avant de rejoindre l'Office national du film, elle est passionnée de danse. Un de ses courts métrages, *Flamenco* à 5 h 15, a reçu huit récompenses internationales dont un oscar, en 1984. Un critique canadien a très bien résumé l'envoûtement que provoque *The Company of Strangers* : « Il ne se passe rien pendant vingt minutes, on se dit : pourvu qu'il ne se passe rien. Et après une heure et demie, alors qu'il ne s'est rien passé, on voudrait que ça ne finisse jamais. »

La benjamine a soixante-neuf ans, l'aînée quatre-vingt-huit. Ce ne sont pas des comédiennes, seulement des vieilles dames, extraordinaires. Cynthia Scott les a sélectionnées après en avoir auditionné quatre cents, dans leur milieu naturel, maisons de retraite, organismes sociaux, clubs du troisième âge. Elles ne vou-

laient pas parler, elles avaient perdu jusqu'à la conscience d'exister. « C'est tout le sujet du film », dit Cynthia Scott. Dont elle avait eu l'idée il y a plusieurs années, lorsque, responsable d'un casting, on l'avait chargée de recruter quelques vieux acteurs non professionnels. « J'avais rencontré alors la vérité de ces existences effacées, niées, annulées par notre société. Les vieux, surtout en Amérique du Nord, me semblent-ils, n'ont aucun pouvoir, on ne les veut plus, tout simplement. Lorsque j'ai commencé à travailler sur *The Company of Strangers*, j'ai eu beaucoup de mal à convaincre les femmes que je rencontrais de participer à l'expérience. « Qui peut bien s'intéresser à nous, nous ne sommes pas intéressantes », répétaient-elles. »

La suite leur prouva le contraire. Cynthia Scott a donc embarqué ses stars anonymes en pleine canicule du côté du Mont-Tremblant, au Québec, et leur présence, leurs confidences, ont enrichi le scénario, modifié

le cours du film, révélé des personnalités exceptionnelles. On ne sait plus où commence la fiction, où finit la réalité de ces vies tricotées de bonheurs enfuis, de désirs inassouvis, de talents inexploités, de chagrins inconsolables.

Mais on sait qu'on les adore vite, qu'on les adore toutes, ces vieilles, filmées avec un tact constant, mais sans le moindre apitoiement offensant. Ces vieilles que la promiscuité, que la disette, à leur grande surprise, vont rapprocher, les ramenant depuis les profondeurs immondes de la solitude vers des plaisirs oubliés : parler à quelqu'un, écouter quelqu'un, rire, danser, vivre.

« Au début, rappelle Cynthia Scott, Alice Diabo était la plus timide. Elle avait peur que son anglais ne soit pas à la hauteur. Alice est une Indienne Mohawk, elle a vécu longtemps dans la réserve Kahanawake, près de Montréal. Elle s'est révélée une actrice d'une vigueur incroyable. » C'est vrai. Il faut voir Alice confectionner une nasse attrape-truites avec le collant d'une de ses compagnes. Et réaliser que toutes les anciennes coutumes de survie dans la nature ne sont pas si faciles à réactualiser. La scène désopilante où elle tente en vain de lancer les fameux signaux de fumée si familiers aux Indiens de cinéma en témoigne...

Il y a la divine Cissy (soixante-seize ans) qui rit tout le temps et qui a pourtant eu une attaque cérébrale. Il y a Mary (soixante et onze ans) et Catherine (soixante-neuf ans), les seules à ne pas s'être mariées, l'une parce qu'elle est lesbienne et l'autre parce qu'elle est bonne sœur. Il y a Beth, quatre-vingt ans. Elle a perdu son fils de vingt-sept ans, elle dit avec un si joli sourire : « Je n'ai plus jamais été heureuse depuis. »

Avant qu'un petit hydravion vienne les rechercher, les naufragées du Mont-Tremblant auront découvert qu'elles avaient encore des yeux pour voir la beauté des choses, leur reflet tremblant dans l'eau claire, le jour qui se lève. Parfois leurs peurs les rattrapent : « J'ai peur de tout perdre, que personne ne veuille plus de moi », dit l'une. « Je vais bientôt mourir », dit l'autre. Mais une troisième réplique : « Moi, je ne vais pas mourir. Pour l'instant, je vais pêcher. »

C'est là l'ambition réussie de *The Company of Strangers*, éviter tout pathétique gratuit, réhabiliter des âmes fortes dans des corps usés, parler du passé au présent. Donner à chacun de nous une leçon d'humanité.

D. H.

FESTIVAL DE VENISE

« LES AFFRANCHIS »,

La règle du jeu dans les rues italiennes

Avec son nouveau film *Good Fellas* (les *Affranchis*), Martin Scorsese retrouve l'atmosphère et les personnages des quartiers italiens de New-York, Queens, où il est né, la Petite-Italie, où il a grandi et qui, depuis *Mean Streets*, ont servi de décors à plusieurs de ses films. Le cinéaste italo-américain sera également présent à Venise avec son documentaire consacré au couturier milanais Giorgio Armani.

par Martin Scorsese

« Marty est cinéma et Marty est italien. » (George Lucas, au cours d'une récente émission diffusée par le réseau PBS)

« Il y a très longtemps, bien avant *Mean Streets*, j'avais tourné un court-métrage, *It's not just you, Murray*, qui racontait la vie d'un petit gangster de 1922 à 1963 et que j'avais tourné dans les rues de la Petite-Italie à New-York. Même intrigue que les *Affranchis*, même fil conducteur : l'ascension puis la chute d'un homme. Quelqu'un de totalement innocent qui s'engage progressivement dans le crime et en paie le prix. A force de répéter la même histoire, je finissais bien par savoir la raconter !

» J'ai souvent dit qu'étant italo-américain, je refusais l'assimilation de cette communauté au syn-

dicat du crime et ne ferai jamais un « film sur la Mafia » au sens traditionnel du terme. Les *Affranchis* représentent pour moi une sorte de documentaire dramatique – et en même temps assez drôle – sur une culture qui a ses règles, son code, ses croyances. Une épopée du quotidien, telle que je l'ai connue, telle que je l'ai vécue dans la rue. Les gens se rendent compte, à la façon dont le Don prend une tasse de café, qu'ils sont fichus. C'est cela que je voulais montrer, d'une manière aussi authentique que possible.

« La Teresa de *Mean Streets* voulait quitter le quartier. Pas le personnage de Harvey Keitel. Pour moi, c'est là l'illustration la plus directe du dilemme personnel de Marty. » (L'actrice-productrice Amy Robinson, qui jouait Teresa)

« On peut arracher quelqu'un à son quartier, on ne lui arrachera jamais le quartier du cœur. Je suis né dans le faubourg de Queens à Corona, ce qui signifie « couronne », et j'y ai vécu jusqu'à sept, huit ans. Puis mon père a eu des problèmes d'emploi. Il a perdu beaucoup d'argent, nous avons mis le mobilier au garde-meubles et sommes allés nous installer chez ma grand-mère, sur Elizabeth Street, en plein cœur de la Petite-Italie. Dans trois pièces : une pour mes grands-parents, une pour mes parents, une pour mon frère et moi. La sœur de mon père vivait sur le même palier, l'appartement d'à côté, avec son mari et leur bébé de six mois.

» Six mois plus tard, nous trouvions à nous loger un peu plus bas, toujours sur Elizabeth Street. Il a fallu vingt ans, que mon frère se marie et que je quitte la maison, dans les années 60, pour que mes parents déménagent et s'installent... dans l'immeuble d'en face. Le quartier a beau tenir du mouchoir de poche, la sociogéographie en est terriblement complexe... Les immigrants siciliens étaient originaires de petites villes. Mon grand-père venait de Pulizi Generosa. Ceux de Pulizi s'installaient Elizabeth Street, disons : au 232. Aussitôt que des appartements se libéraient

dans l'immeuble, ils faisaient venir des gens de leur village. Ceux de Cimino – ma grand-mère maternelle – avaient leur immeuble un peu plus bas. Un Sicilien allait rarement s'installer Mulberry Street, territoire napolitain.

» Chacun importait la mentalité et la structure, la vieille structure féodale de son village. Au village, le Don faisait office d'arbitre et de juge de paix. Un jour, une de mes tantes s'est enfuie avec un homme. Pour mon grand-père, elle n'existait plus, elle était morte. Pendant six mois, on a porté le deuil à la maison. Puis le Don qui représentait son village est venu prendre le café, ma grand-mère lui avait demandé d'intervenir pour que ma tante puisse rentrer ; après tout, elle l'avait épousé, son amoureux, la situation était différente. Et le Don a résolu le problème. Il intervenait de la même manière pour régler les différents financiers entre familles.

» A l'échelon du village, le système fonctionnait. Pour deux ou trois pâtés de maisons sur Elizabeth Street, il fonctionnait. C'est quand le Don se mêle d'étendre son emprise sur le West Side, lorsque débarquent les sangues – « Raque ou je te fous la boutique en l'air » – que se posent les problèmes. Je n'ai pas jusqu'à justifier le système, mais je comprends pourquoi ces gens se méfient des gouvernements et surtout de la police. Leur esprit n'est pas adapté à ce système.

» Quand vous avez huit ou neuf ans, vous ne connaissez pas autre chose que l'endroit où vous habitez. Rien n'existe en dehors de deux ou des trois pâtés de maisons. J'avais dix-huit ans quand j'ai pour la première fois franchi la frontière pour entrer dans Greenwich Village. D'ailleurs, pourquoi aller ailleurs ? On avait tout dans le East Side, on détestait l'Ouest.

» Les gosses de mon âge ne paraissent pas de gangs mais de bandes. On s'habillait « propre ». Les blousons de cuir étaient très mal vus. Surtout après Brando et *l'Équipée sauvage*, ça faisait déclassé. Pour les adultes aussi : ils portaient des costumes de soie et des mobairs. Plus ils étaient haut placés, plus ils étaient discrets. Je me souviens d'un pique-nique de mon enfance. Il y avait, comme d'habitude, des mouflets partout, on était toujours dans les pattes des

grands. Les hommes mangeaient tranquillement des saucisses et des poivrons. Plusieurs années plus tard, j'ai compris que c'était... une rencontre au sommet. Ils avaient tous des têtes d'oie.

» Mes copains étaient des voisins. Des vrais durs, qui vous tapaient dessus pour vous mettre à l'épreuve. « Taper dessus » est un bien grand mot : deux ou trois coups de poing au bras. Mais j'encaissais sans piper – ce qu'ils appréciaient – et puis on passait à autre chose. D'avoir un frère plus âgé de six ou sept ans m'avait entraîné. La rue, c'était plus facile... Question de survie. Si on n'était pas très costaud – ce qui était mon cas, puisque j'étais asthmatique – il fallait trouver autre chose : je les faisais rire, j'organisais leurs surbouts, je faisais même le programme de disques – je commençais toujours par un Chuck Berry, qui est sicilien comme chacun sait. Et je participais aux activités de l'église et de l'école paroissiale au coin de Moti Street.

» C'est un cliché de le dire, mais c'est vrai, et ça l'était surtout dans les années 50 : pour qui naît dans la Petite-Italie, le choix est simple, on se fait curé ou on devient gangster. Je voulais être prêtre, j'aspirais à entrer à l'université jésuite de Fordham mais j'avais de trop mauvaises notes. Je suis donc allé à NYU, l'université de New-York, pour étudier le cinéma.

» Ma mère adorait le cinéma. Le premier film dont je me souviens est *Duel au soleil*. A la fin, j'étais si terrifié que je m'étais planqué sous mon siège. Jennifer Jones racontait le flanc de la montagne et tirant sur Gregory Peck sous un soleil de plomb – ils s'aimaient tellement qu'ils s'entre-tuaient – et elle qui hurlait : « Je suis une traînée, je suis une traînée ! ». Ma vie amoureuse en a été marquée.

» *Duel au soleil* était refusé par l'Eglise, mais en général, je faisais très attention. Quand j'ai abordé mes études de cinéma, j'ai expliqué au prêtre – à confesse ! – que je m'étais senti obligé de voir *Sourires d'une nuit d'été* d'Ingmar Bergman et que, l'ayant vu, je ne comprenais pas très bien où était le problème. Et le curé m'a dit : « Nous ne pouvons pas autoriser ça à l'ensemble de notre troupeau. Mais si c'est pour ton travail... » On ne devait pas être très nombreux, dans le Lower East Side à vouloir aller voir un Bergman.

« MO'BETTER BLUES »,

Mélodie en sous-sol dans

s quartier



Ici le quartier s'appelle souvent ghetto. Giant (Spike Lee) et Peter (Ruben Blades, au civil l'un des pères fondateurs de la salsa moderne) dansent toute la nuit rien qu'avec du café ?

Après *Do the Right Thing*, Spike Lee consacre son nouveau long métrage, *Mo'Better Blues*, à un trompettiste de jazz. Aujourd'hui, le cinéaste se défend d'être devenu le porte-parole de la communauté noire, sans renoncer à plaider la cause de celle-ci. Mais, encore une fois, le film a soulevé de nombreuses polémiques. Après l'avoir dénoncé pour appel à la haine raciale, les ligues le taxent aujourd'hui d'antisémitisme.

« D'ES l'âge de trois ou quatre ans, mon père me traînait dans toutes les boîtes où il passait – Le Village Vanguard, le Bitter End, le Blue Note. La maison était constamment remplie de musiciens, nous jouions tous d'un instrument... Il y a longtemps que je voulais faire un film sur le jazz. »

Portant une casquette *Mo'Better Blues* et le tee-shirt du groupe Public Enemy (*Fight The Power*, chanson omniprésente dans *Do the Right Thing*), Spike Lee fait remonter à son enfance les origines de son « jazz movie ». Denzel Washington y est un trompettiste obsédé par son art, qui fait passer au second plan les conflits entre les membres de son quintet (Spike Lee incarne son manager) et surtout entre les deux femmes auxquelles il accorde des parcelles de son temps. Un film « intimiste » et musical donc, sans préoccupation politico-sociale.

« *Do the Right Thing* est une croix que je porterai jusqu'à la fin de mes jours, soupire Spike Lee. Même s'il reste deux cents films à faire sur le racisme, je n'entends pas consacrer toute ma carrière aux problèmes sociaux. » (Il y revient pourtant avec *Jungle Fever*, histoire d'amour entre un architecte noir et une Italo-Américaine de Bensonhurst, faubourg de New-York qui a récemment connu de graves incidents raciaux.) « Par ignorance, haine de soi ou manque

مسرحنا من الامم

FESTIVAL DE VENISE

E MARTIN SCORSESE

le New-York

« Ce n'est pas à l'église
mais dans la rue qu'on paie
pour ses péchés. »
(Première réplique de *Mean Streets*,
prononcée par Scorsese)

» Le premier homme que j'ai vu se faire descendre... j'ai assisté à des fusillades, mais je ne restais pas longtemps pour voir qui allait encaisser. Un jour, mec s'est fait descendre, il avait la tête dans leiveau, c'était la nuit. Jimmi le flic lui a enfoncé un yon dans le trou qu'il avait dans la nuque. « Il est mort. »

» En fait, les mecs se faisaient descendre ailleurs se faisaient ensuite larguer sur Mulberry - geste symbolique de je ne sais pas très bien quoi, - le plus vent de nuit, juste à côté de la petite église russe... tait courant, surtout le week-end.

» J'ai failli me faire tuer, un jour, dans une voiture. Le gars qui se fait tuer sur la banquette arrière de *Mean Streets* vient de là. J'étais avec Joe, mon meilleur copain à l'époque, un samedi, il était 11 heures du matin. Et comme on n'aimait pas beaucoup le gars qui nous promenait en voiture, on lui a demandé de nous lâcher à Elizabeth Street, où il habite. C'était un flic hors service, et il avait un revolver. Donc, il fait le tour du bloc et se trouve nez à nez avec une grosse voiture noire garée double file, deux types y bavardaient. « Déplace ta voiture. - Vous ne voyez donc pas que je suis en pleine version ? » Le flic qui se croit dans un western sort son revolver. « Vous tenez vraiment à sortir les films ? » lui demande l'autre calmement. C'était octobre 1963, Joe et moi étions blottis l'un contre l'autre sur la banquette arrière.

» La voiture noire s'en va, le flic nous lâche à Elizabeth Street. Astor Plaza, une voiture noire leint et le canard. Dieu sait ce qui nous serait arrivé oe et moi étions restés avec ce con. Mais ce sont choses qu'on apprend très vite à flâner. Dès que l'un fait l'imbécile, « non, merci, je rentre. » ■

Jimmy Conway
(Robert De Niro),
Henry Hill
(Ray Liotta)
au diner du coin.
Les *Affranchis*,
un film
de quartier
où le linge
sale se lave
(énergiquement)
en famille,
sans jamais
sortir
du voisinage.



E SPIKE LEE

es quartiers noirs d'Amérique

éducation, nous les Noirs n'accordons pas assez de sur à notre héritage culturel. Longtemps, aux États-Unis en tout cas, le blues a été assimilé à de la musique, donc rétrograde. Je voulais montrer que le blues est bien autre chose : une véritable forme d'art. Parti pour être un « film simple et tranquille », *Better Blues* vient de soulever une violente controverse. Spike Lee, qui s'était estimé « volé de Palme » à Cannes en 1989, va-t-il une fois de plus crier racisme ?

« J'ai entendu dire et répéter que, dès qu'on me le moindre critique, je crie au racisme. C'est faux. deux ou trois fois, j'ai dit que certains commentaires étaient racistes. Pourquoi n'y a-t-il pas de que dans *Do the Right Thing* ? C'est une question vous poseriez à Mike Nichols pour *Working Girl* ? ou un journaliste écrit que *Do the Right Thing* sera trente millions d'Afro-Américains à mettre le dans la rue, à l'époque où les journaux regorgent de faits divers commis par des bandes de res, ou pendant le procès de la joggresse violée dans tral Park, désolé, mais je trouve ça raciste. »

ET AUTOUR DE MINUIT :
5 FILMS RACISTES ?

Autour de minuit et *Bird* sont les deux têtes de de Spike Lee : « trop de Blancs, trop de nuit, de pluie et pas assez d'humour », dit-il et, aut de la boutade, il trouve malhonnête la manière t Bertrand Tavernier et Clint Eastwood montrent s jazzmen.

« Ni l'un ni l'autre ne font état de leur génie musical. Même Amadeus le faisait pour Mozart, tout en lui nant un comportement odieux. Le Dale Turner xer Gordon) de *Around the Minuit* se comporte en unt ; il faut qu'un Français le tienne par la main. hétique. Rien dans *Bird* ne vous indique que Char Parker avait changé le visage de la musique. Non : « un drogou ». Peu de films, sinon aucun, ont été sacrés aux figures du jazz qui ont connu une ide - et longue - carrière : Gillespie, Duke Elling- Count Basie, Ella Fitzgerald. Par commodité dra- que, le cinéma préfère « l'artiste maudit » dévoré ne, de préférence par une muse qu'il ne peut satis- : qu'à coups de drogues et d'alcool.

» L'héroïne et l'alcool étaient plus répandus dans

la vieille génération - aux sociologues d'expliquer pourquoi. Mais ce n'est plus le cas. Branford Marsalis, Wynton Marsalis, Terence Blanchard, Donald Harrison ne boivent pas, ne se droguent pas. Je voulais montrer quelque chose qui peut prendre des décisions, mener une vie de famille, gérer son budget - et surtout qui s'entraîne. Branford Marsalis s'exerce six heures par jour.

» Je ne vais pas me comparer à Martin Luther King, que cela soit très clair. Mais il n'aspireait nullement à devenir un leader politique. Il voulait diriger sa petite église et mener une vie tranquille. Et puis il se retrouve à la tête du boycottage des autobus à Montgomery. Le reste appartient à l'Histoire. A ma petite, toute petite échelle, je n'ai pas demandé non plus à être le porte-parole de trente millions d'Afro-Américains. Seulement, à cause de la puissance du médium cinéma, on me colle une armée de micros sous le nez des que des Noirs sont mêlés à quoi que ce soit. Il y a des choses sur lesquelles je tiens à m'exprimer. Mais je ne suis pas un homme politique, je fais des films, un point, c'est tout.

Les attaques viennent aussi de la communauté noire, dit-il. « On a trop tendance à faire d'un seul être le sauveur... Chaque fois que j'annule une conférence ou même un simple rendez-vous, c'est comme si je laissais tomber la race noire tout entière. C'est grotesque. »

TUÉ POUR UNE PAIRE
DE CHAUSSURES...

Récemment, les journaux américains et les télévisions montraient le visage ravagé d'une femme - noire - regardant sur ses genoux une paire de chaussures de sports : son fils, un adolescent, venait de se faire tuer dans une rue de New-York pour avoir refusé de les céder à un voyou. L'opinion publique a fait endosser la responsabilité de ce meurtre à Spike Lee qui, associé avec le basketteur vedette Michael Jordan et reprenant son personnage de *Do the Right Thing*, avait réalisé les spots publicitaires pour la firme Nike.

« Je ne crois pas que les tenniss soient le problème, répond-il. Les gens tuent parce qu'ils sont gavés de « commercialisme ». « Achète, achète, achète, achète. » Si je dois me faire accuser, alors achète, achète et

supprimons toute forme de publicité. Car enfin, s'ils avaient du fric, ils les achèteraient, leurs putains de tenniss, ou le blouson de cuir. Vous croyez vraiment qu'on se balade dans la rue à la recherche de la bonne taille ou de la bonne pointure ? Tiens, une taille 42, je t'en prie ? C'est absurde !

» Le problème est que toute une génération de jeunes blacks ne se voient aucun avenir, détestent ce qu'ils sont, ont le sentiment qu'ils ne valent rien. Alors, pour se sentir un peu comme des êtres humains, ils attachent du prix à une chaîne en or, un blouson ou une paire de godasses. Et s'en est-on pris aux ahliètes blancs qui font l'éloge de telle marque de cigarettes ou de telle marque de bière ? Malgré le nombre de gamins qui meurent au volant ? Chaque fois que des Noirs atteignent un certain niveau de célébrité, ou « font trop d'argent » ou ont trop de pouvoir, neuf fois sur dix déclarent les attaques.

LES NOUVEAUX
SHYLOCKS

Dans *Mo' Better Blues*, le portrait que Spike Lee fait de Josh et Moe Flatbush, directeurs du club de jazz où se produit le quintet, lui a valu d'être taxé d'antisémitisme, ce qu'il réfute. De « *Vampires transylvaniens* » (*New York Post*) au « *Shylocks* » de *Newsweek*, la composition des acteurs (et frères) John et Nicholas Turturro relève de la caricature : leur appétit au gain est inséparable de leur identité de juifs, et parce qu'ils sont les seuls du film, presque automatiquement, ils symbolisent le « juif ». (Il y avait plus de diversité dans la bigoterie chez les Italiens de *Do the Right Thing*.) La Ligue antidiffamation déplore que « soit ressorti ce dangereux stéréotype », et s'avoue « déçue » que le coup vienne d'un cinéaste « dont le succès est largement dû aux efforts déployés pour abattre les préjugés raciaux », et qui « adopte ici les méthodes qu'ailleurs il déplore ».

« Mon père a travaillé en majorité dans des night-clubs tenus par des juifs, répond Spike Lee. Mon film ne les incrimine pas. Je voulais montrer que les artistes black devaient lutter contre l'exploitation dont ils font l'objet. » Plus loin, il dit encore : « Vous croyez que Lew Wasserman, Sidney Sheinberg et Tom Pollock, les pontes de Universal et MCA, m'auraient laissé tourner un film antisémite ? Mais, à la télévision, il ajoute

calmement : « La majorité de ceux qui dirigent Hollywood sont juifs, et c'est un fait. » Le même mois, l'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur (NAACP) se plaint publiquement du « racisme juif » qui barre la route du cinéma aux artistes noirs.

« Ma position est que la lutte doit être menée sur deux fronts, poursuit Spike Lee. D'une part, il faut maintenir la pression sur Hollywood pour que soient engagés davantage de cadres supérieurs noirs, en particulier au niveau de la production. Mais, d'autre part, nous n'avons pas besoin de tout attendre de Hollywood. On peut faire des films ailleurs. En faisant par exemple appel au gros capital black. »

CITIZEN
SPIKE

Le 22 juillet 1990, à midi, était inaugurée la boutique de Spike Lee, *Spike's Joint*, au 1, South Elliott Place, à Fort Green, dans Brooklyn. Construite par une entreprise dirigée par un Noir, dans un local situé en plein quartier noir et obtenu auprès d'un agent immobilier noir, la boutique, gérée par un Noir, est, outre les Nikes et les T-shirt Michael Jordan, entièrement réservée aux affiches, scénarios, livres, portecigars, T-shirts, cartes postales portant le label Spike Lee.

La diversification est astucieuse : elle évite la cooptation par les grandes entreprises (souvent dirigées par des Blancs), et Spike Lee peut traiter d'égal à égal avec Universal, Nike ou les jeans Levis. « Je peux paraître présomptueux mais tant pis... Si je n'avais pas de talent, si je ne faisais pas du bon travail, Nike et Levis ne m'auraient jamais abordé. Mais j'ai le sentiment - et je le prouve - qu'on peut travailler avec l'Amérique du capital blanc sans rien perdre de sa dignité, en cherchant à maintenir le plus grand contrôle possible sur les revenus de ce talent et de ce travail. Il nous faut réaliser davantage de films, il nous faut plus de directeurs de salle, de cinéastes, et d'écrivains susceptibles d'écrire pour une foule d'acteurs noirs bourrés de talent mais qui ne trouvent pas d'emploi... »

» Et on pourrait commencer par monter nos propres épiceries au lieu de râler contre les Coréens... »

Propos recueillis par
HENRI BEHAR

LES AFFRANCHIS »,

Aliennes

... me paraissent tranquillement des... Plusieurs années plus tard, ... une rencontre au sommet, ... d'Oncle.

... étaient des voisins. Des vrais durs, ... pour vous mettre à l'épreuve, ... en un grand mot : deux ou trois ... Mais j'encaissais sans piper - ... et puis on passait à autre ... plus âgé de six ou sept ans ... c'était plus facile... Question ... pas très costaud - ce qui était ... il fallait trou- ... je les faisais rire, j'organisais leurs ... même le programme de disques - ... par un Chuck Berry, qui est ... Et je participais aux acti- ... de l'école paraissait au coin de

... de le dire, mais c'est vrai, et ça ... les années 50 : pour qui naît dans ... on se fait curé ou ... Je voulais être prêtre, j'aspirais à ... de Fordham mais j'avais ... Je suis donc allé à NYU, ... pour étudier le cinéma.

... Le premier film ... A la fin, j'étais ... sous mon siège. Je- ... de la montagne et tirant ... de plomb - ils s'as- ... et elle qui ... je suis une traînée... a été marquée.

... par l'Eglise, mais en ... Quand j'ai abordé ... j'ai expliqué au prêtre - à ... - que je n'étais pas obligé de ... d'espérer l'église et que j'étais ... Et ... pas d'être un ... Mais ... très nombreux dans ... un bourgeois

MO'BETTER BLUES »,

ous-sol dans

Après *Do the Right Thing*,

le film de Spike Lee

sur le racisme

est bien autre chose : une véritable forme d'art.

Parti pour être un « film simple et tranquille »,

Better Blues vient de soulever une violente contro-

verse. Spike Lee, qui s'était estimé « volé de Palme »

à Cannes en 1989, va-t-il une fois de plus crier racisme ?

« J'ai entendu dire et répéter que, dès qu'on me le

moindre critique, je crie au racisme. C'est faux.

deux ou trois fois, j'ai dit que certains commentaires

étaient racistes. Pourquoi n'y a-t-il pas de que dans

Do the Right Thing ? C'est une question vous poseriez à

Mike Nichols pour *Working Girl* ? ou un journaliste écrit que

Do the Right Thing sera trente millions d'Afro-Américains à mettre le

dans la rue, à l'époque où les journaux regorgent de faits divers

commis par des bandes de res, ou pendant le procès de la joggresse violée dans

tral Park, désolé, mais je trouve ça raciste. »

ET AUTOUR DE MINUIT : 5 FILMS RACISTES ?

Autour de minuit et *Bird* sont les deux têtes de

de Spike Lee : « trop de Blancs, trop de nuit, de pluie et pas assez

d'humour », dit-il et, aut de la boutade, il trouve malhonnête la manière

t Bertrand Tavernier et Clint Eastwood montrent s jazzmen.

« Ni l'un ni l'autre ne font état de leur génie musical. Même

Amadeus le faisait pour Mozart, tout en lui nant un comportement

odieux. Le Dale Turner xer Gordon) de *Around the Minuit* se comporte en unt ; il faut qu'un

Français le tienne par la main. hétique. Rien dans *Bird* ne vous indique que Char Parker avait

changé le visage de la musique. Non : « un drogou ». Peu de films, sinon

aucun, ont été sacrés aux figures du jazz qui ont connu une ide - et

longue - carrière : Gillespie, Duke Elling- Count Basie, Ella Fitzgerald.

Par commodité dra- que, le cinéma préfère « l'artiste maudit » dévoré

ne, de préférence par une muse qu'il ne peut satis- : qu'à coups de

drogues et d'alcool.

» L'héroïne et l'alcool étaient plus répandus dans

FESTIVAL DE VENISE

« DICK TRACY », DE ET AVEC WARREN BEATTY

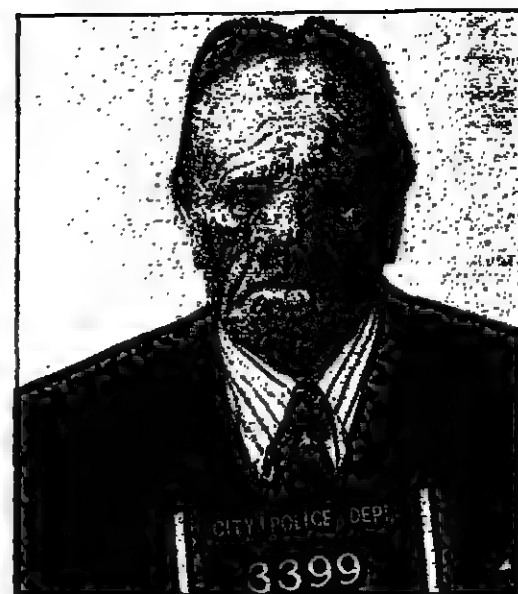
Le bon, les brutes et les commerçants



Bille à plat/Flattop (William Forsythe)



Le Pruneau/Pruneface (R. G. Armstrong)



Dick Tracy devait être un « petit » film réalisé entre deux « grands » projets : *Reds*, sur le journaliste John Reed, et un autre sur Howard Hughes. Le hasard en a décidé autrement. **Dick Tracy** est un film ambitieux dont la distribution comprend Warren Beatty dans le rôle du légendaire détective de B.D., Glenn Headly dans celui de son éternelle fiancée, Al Pacino, Dustin Hoffman, Madonna et bien d'autres y incarnent une galerie de gangsters.

— La bande dessinée de Chester Gould était originellement en noir et blanc.

— Pendant la semaine. Le dimanche, le *Chicago Tribune* la publiait en couleurs. Quand j'étais gamin, le noir et blanc, c'était l'intrigue, l'intrigue, mais le dimanche, ouaahhh! l'explosion.

— Avez-vous envisagé de tourner **Dick Tracy** en noir et blanc?

— Bien sûr, mais ça a duré cinq minutes. Le film devait être en couleurs. Mes couleurs du dimanche, celles de la bonne vieille technique de la rotogravure. Couleurs fondamentales, émotions fondamentales. Bleu, rouge, jaune. Je tenais à limiter la palette, à rendre les choses plus tranchées, plus radicales, ce à quoi le chef décorateur, Richard Sylbert, et la créatrice des costumes, Milena Canonero, n'étaient pas habitués. J'étais aussi très conscient du piège à éviter.

— C'est-à-dire les angles délibérément bizarres? L'épate à bon compte?

— Oui. Pour moi, filmer un visage la caméra sur le lampadaire ou sous l'essieu d'une voiture à un côté « moi-moi-moi » qui freine totalement le déroulement d'une intrigue. Dans **Dick Tracy**, les scènes sont courtes, comme le réclame le scénario d'une bande dessinée : il se passe ceci, qui conduit à ceci, qui entraîne cela...

— Vous retrouvez cette année Martin Scorsese à Venise. Il devait vraiment réaliser **Dick Tracy**?

— Oui.

— Avec vous?

— Avec moi. Au départ, John Landis devait le faire et m'a demandé de jouer le rôle. A cause de l'accident pendant le tournage de *Twilight Zone* et des ennuis qui ont suivi, Walter Hill a repris le projet. Puis il m'est revenu, et j'ai demandé à Marty. Mais nous avions tous deux des engagements antérieurs, le temps a passé, et je m'étais fait une idée si précise de ce que devait être le film que je me suis résolu à le mettre en scène moi-même.

— Quel était le concept de Scorsese?

— Je ne sais pas. Nous ne le saurons jamais.

— Vous avez donné à ce film un aspect comédie musicale.

— J'aime beaucoup Vincente Minnelli et j'ai toujours été sensible à la naïveté du grand musical hollywoodien.

— Avec des figures grotesques, en particulier chez Al Pacino, qui s'est fait une tête entre Hitler et Arturo Ui...

— Il a joué *Arturo Ui* au théâtre. Ceux qui ne l'ont pas vu sur scène n'imaginent pas à quel point il peut être drôle. Profondément drôle. Parce qu'il ne tringue pas, il ne vise pas au-dessous de la ceinture.

— Allez-vous reprendre votre projet de film sur Howard Hughes?

— Il est toujours en cours, je le ferai, mais pas tout de suite. Je commence ces jours-ci, en tant qu'acteur uniquement, un film sur le gangster Bugsy Siegel, écrit par James Toback (*Fingers*) et réalisé par Barry Levinson (*Rain Man*). Comme l'a dit un jour Maria Callas : « Il est temps de piocher dans mes intérêts et de laisser reposer mon capital. » Je ne sais pas si elle avait raison de le dire quand elle l'a dit, mais enfin...

— Aux Etats-Unis, **Dick Tracy** vient de dépasser les 100 millions de dollars de recette...

— J'en suis ravi, mais... c'est un alliage difficile à manier, l'art et le commerce. On en arrive trop vite à mettre en équation mérite culturel et rentabilité financière.

— Ou y est déjà!

— Mais c'est le cas dans tous les domaines, non? Madonna n'avait pas tort : « It's a material world. » C'est l'essence même de cet âge de cupidité incarné par Ivan Boesky et non pas suscité mais illustré par Reagan. Un manque d'inspiration sociale et une pléthore d'inspiration narcissique.

— Vous faites partie de ce monde, et vous n'êtes pas tenu pour le plus naïf des négociateurs...

— Je suis aussi corrompu que les autres. Enfin presque. (*Rires*) Plus lucide en tout cas.

— Au fronton de Jérusalem, une boutique new-yorkaise vendant des articles liés à la tradition juive, un panneau indique : « Kids, courez aujourd'hui acheter, ici... »

— ... vos calottes **Dick Tracy**? On me l'a dit. Je tire ma calotte aux gens de chez Disney (distributeur du film) : ils sont experts dans le merchandising.

— Ne dépasse-t-on pas cependant les limites de la saturation? Disney n'est pas le seul — les *Dents de la mer* et *Batman* en sont la preuve — mais, depuis *Roger Rabbit*, il semble impossible de faire un film sans tee-shirts, casquettes, chaussures, parc d'exposition et campagnes avec McDonald's ou Coca-Cola...

— Ce n'est plus tout à fait mon domaine. J'ai les moyens de ne plus travailler jusqu'à la fin de mes jours — encore que ça peut changer — mais de faire autre chose. Cette énergie consacrée au merchandising part de la même source que celle utilisée pour raconter une histoire, créer un film — ou une recette de cuisine. Quelles que soient les méthodes, si elles suscitent davantage de films et y sensibilisent le public, tant mieux. Le vrai problème, c'est nous, pas ceux qui essaient de faire de l'argent.

— Vous-même comparez récemment les films d'aujourd'hui à du fast food, disant espérer que « le succès des hamburgers financerait des plats plus originaux » mais craignant qu'il ne serve en fait qu'à « financer d'autres hamburgers ».

— C'est vrai. Puisque l'argent suit l'argent... Le problème est en nous, qui disons : « Cette petite œuvre extrêmement personnelle, ce sera pour plus tard. Faisons d'abord la suite d'une suite d'une suite, ça me rapportera plus d'argent. » Tout le monde est corrompible — ou presque; il y a simplement des degrés dans le prix et le niveau de corruption. Le cinéma fait aujourd'hui plus d'argent que jamais, et il le fait plus vite que jamais.

— Trop vite?

— Comme dirait Gertrude Stein, « la question n'est pas de répondre tout de suite à la question », elle est de découvrir quelle est la question. A vivre dans une société — américaine, française, allemande — plongée dans un état d'ennui aussi avancé que la nôtre, grasse, narcissique, contente d'elle-même, riche, mais ayant perdu le sens de l'orientation, on se dit que la société capitaliste ne fait pas très bien le ménage chez

elle. La « mort du communisme » — et il y aurait beaucoup à dire sur le détournement de ce terme — n'est pas une victoire de la libre entreprise. Lorsque nous nous penchons à nouveau sur nous-mêmes pour redécouvrir les vraies iniquités sociales, les vrais conflits de société, certains d'entre nous se diront : « Tant pis pour le fric, j'ai une chose précise à dire, j'en retirerai plus de plaisir et plus de respect de la part de mes pairs qu'en gagnant de telles sommes. » Alors, peut-être, certes, nous ferons moins d'argent, mais les films redeviendront meilleurs.

— Chaque fois qu'on vous demande si vous envisagez de vous lancer dans la politique, vous répondez non. Et aujourd'hui?

— Ma réponse est : « Non non non non non non. Et non! »

— Parce que votre vie privée ne supporterait pas un examen fouillé, et — l'affaire Gary Hart pour qui vous faisiez campagne le prouve — l'Amérique semble exiger aujourd'hui de ses personnalités publiques et politiques presque de la sainteté.

— Lorsque vous dites que ma vie privée ne supporterait pas une curiosité d'entomologiste, je ne suis pas sûr que vous ayez raison. Je suis un homme qui n'a jamais trompé sa femme...

— C'est facile, vous n'en avez pas.

— Qui vous dit que c'est facile? ... Dans l'affaire que vous évoquez, il s'agissait d'un homme pris en flagrant délit d'hypocrisie par la société la plus intensément hypocrite, en particulier dans ce domaine du sexe, qui oblitère d'emblée tout le reste. Il me paraît tout à fait possible que quelqu'un dont le style de vie est peu conventionnel se présente devant les électeurs. S'il le fait sans hypocrisie — et avec une certaine habileté, coupant court à cette orgie de plaisir malsain à laquelle nous participons tous, presse, public, vous et moi — il pourra réussir. Si nous nous rabattons sur les « vies privées », c'est parce que nous n'entendons plus rien aux questions économiques. Avec un bon usage de la technologie, nous finirons peut-être par comprendre et par dire : « Peu importe avec qui vous couche, sortez-nous simplement de ce merdier. » Le ferais-je? Si l'on faisait pression sur moi, et si ça me paraissait nécessaire, oui.

— Que faudrait-il pour vous convaincre?

— Enormément de tendresse! (Il rit.)

Propos recueillis par HENRI BEHAR



Le Gratteur/Itchy (Ed. O'Ross)



L'Influence/Influence (Henry Silva)



150 من الاصل

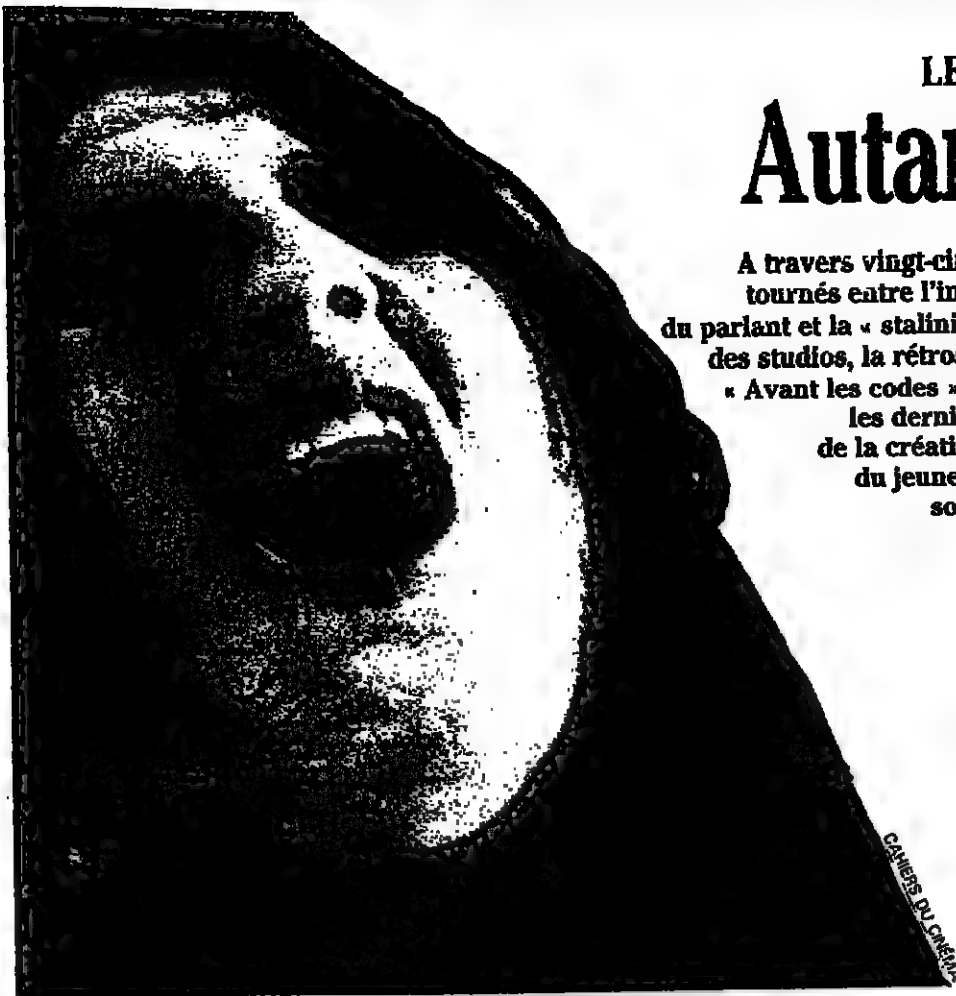
50

FESTIVAL DE VENISE

LE CINÉMA SOVIÉTIQUE DE 1929 À 1935

Autant en emporte Staline

A travers vingt-cinq films tournés entre l'invention du parlant et la « stalinisation » des studios, la rétrospective « Avant les codes » évoque les derniers feux de la créative école du jeune cinéma soviétique



Le Cuirassé Potemkine, d'Eisenstein (1925)



La Mère, de Poudovkine (1926)

« Le cinéma est un sportif. Il n'a pas froid aux yeux. Le cinéma est un tueur d'esthétique. Le cinéma invente enfin la poésie. » Cette déclaration, entre cent autres, de Vladimir Maïakovski donne le ton de l'enthousiasme que provoque le cinéma en Russie quand les soviets prennent les rênes. C'est normal. Écrivains, peintres, musiciens, dramaturges, tous les « artistes », ceux du moins qui prennent feu et flamme pour la Révolution, n'ont qu'une idée fixe, qu'un espoir : faire du neuf.

Et le neuf de l'art, en 1920, c'est le cinéma. Même si de très beaux films ont été tournés en Russie avant 1917, même si l'historien Jay Leyda décompte trois cents salles de cinéma à Petrograd au moment d'Octobre (ne pousse-t-il pas un peu ?), salles où l'on projetait, surtout, quand même, des films français, allemands, américains, il n'en reste pas moins que roman, théâtre, opéra, dans un premier temps, sont vieux jeu, et qu'après Octobre seul le cinéma semble branchable sur un monde nouveau.

Mais pas n'importe quel cinéma ! Pas le « vieux » cinéma. Un cinéma autre, que l'on définit par affiches, manifestes. « Poésie de l'optique », « langue du mouvement », « vie à l'improviste », « matériau flagrant », « aimantation-montage », « films-non-récits », « films-non-jeu », « ciné-émotionnalisateur », tels sont quelques-uns des mots d'ordre. A la limite, le rêve absolu est « cinéma-non-pellicule », ce qu'il est d'ailleurs devenu avec la vidéo, mais chez les soviétiques de 1920 l'expression a un autre sens.

Tout ce programme est défini, avec énergie et beauté, par les jeunes, Dziga Vertov, Lev Koulechov, Eisenstein, et aussi par quelques anciens, Vladimir Gardine, Alexandre Ivanovski, ou Jakob Protazanov quand il réintègre la Russie après s'être carapaté dans un premier mouvement.

La fièvre va durer un temps. « Un film, interprété par des acteurs, avec une fiction d'histoire racontée qui altère le réel, est de droite ; un film non joué par des acteurs, sans la fiction d'une histoire qui altère le réel, est de gauche. » Ces postulats ne permettent de réaliser que des prises de vues sur le vif et des montages d'agitation. Pas d'œuvres d'imagination. Les studios, non, pardon, les ateliers (le mot « studio » est réac), sont vides. Les salles de cinéma aussi. Le désastre.

Mais en 1921, Lénine décrète la NEP, la nouvelle politique économique. Les grands mentors de l'écran neuf, même Vertov, admettent qu'ils ont exagéré, que si seuls des films sans scénario, sans acteurs, sont capables d'aider à la construction d'une poésie neuve et d'un univers socialiste, alors les seuls vrais cinéastes en Union soviétique sont les opérateurs français des actualités Pathé, installés en Russie dès avant Octobre.

Il est curieux de voir à quel point l'Histoire se répète : de même que la Russie de Gorbatchev suscite et recherche des participations financières extérieures, celle de Lénine, en 1921, cherche des contributions étrangères pour l'achat ou le don de quantité de films, et de matériel, caméras, lampes, et aussi de pellicule. Dans le même temps, les avant-gardistes du non-jeu, c'est-à-dire en fait du refus des expressionnistes langoureux et regards lourds des mélos, se réclament de l'étranger : Chaplin, Mack Sennett, Stroheim, et les films français de Feuillade, que le public russe aimait à la folie.

De cette alliance entre les moyens techniques, la liberté et le talent de plusieurs grands artistes va naître un vrai cinéma soviétique : *Aelita*, de Protozanov (1924), *la Grève*, d'Eisenstein (1924), *le Cuirassé Potemkine*, d'Eisenstein (1925), *la Mère*, de Poudovkine (1926), *le Manteau*, de Kozintsev et Trauberg

(1926), *le Quarante et unième*, de Protozanov (1926), *la Fin de Saint-Petersbourg*, de Poudovkine (1927), *Octobre*, d'Eisenstein (1927), *la Jeune Fille au carton à chapeau*, de Boris Barnet (1927), *Zvenigora*, de Dovjenco (1927), *Tempête sur l'Asie*, de Poudovkine (1928)...

Interviennent alors deux facteurs de crise qui caractérisent la célèbre période 1929-1935, celle que met en lumière la remarquable rétrospective programmée par Giovanni Buttafava.

Premier facteur : l'arrivée des plans quinquennaux, et son accompagnement : l'intervention plus présente de l'Etat.

A la différence du cinéma occidental, qui repose sur une mise en jeu, toujours risquée, de l'argent, en Union soviétique, celle-ci n'est pas déterminante. Formellement, pour respecter la paranoïa des bureaux, les studios demandaient au cinéaste de présenter son projet de scénario entièrement découpé, avec, en face de chaque plan, le minutage prévu, et le coût. Mais c'était là une pièce fictive, par obsession du « plan ». L'argent n'entrait pas en ligne de compte, les films coûtaient les yeux de la tête, les caprices de l'opérateur attendant patiemment la lumière de ses rêves pouvaient prolonger un tournage de six mois, l'Etat casquait. Ce qui change néanmoins, avec les plans quinquennaux, c'est que le ministère se met à désirer que les copies servent à quelque chose, que les films ne fassent pas fuir le peuple, comme cela a eu lieu en 1921, 1922...

Deuxième facteur : le poids de l'Etat sur le propos, l'esprit, la facture du cinéma n'est pas déterminant à l'Ouest, alors qu'en Union soviétique le cinéma était tenu par Lénine, Staline et leurs successeurs comme une force déterminante de la construction du socialisme. Et cela dès le début des années 20, si bien qu'il est un peu inexact de dater l'emprise de l'appareil des années 35, de Jdanov, comme le fait Buttafava.

Dès 1921, des films comme *Sur le front rouge*, *Histoire de la guerre civile*, *Proletaires de tous les pays, la faucille et le marteau* sont du cinéma d'action politique, du cinéma jdanovien avant la lettre, alors qu'après le rappel à l'ordre de Staline et de Jdanov un film comme *Au loin une voile*, un chef-d'œuvre, est libre d'esprit.

Ce qui est grave, en 1935, c'est que le succès mondial des films d'Eisenstein et autres Vertov avait retenu, jusque-là, le pouvoir soviétique d'intervenir, c'est-à-dire d'obéir à la loi paradoxale qui veut qu'une révolution ne s'accommodent que d'un art antirévolutionnaire, d'un art académique, pompier. A partir de Jdanov, Staline ne se sent plus freiné par l'opinion mondiale.

L'ennui est que la sévérité de l'Etat intervient juste au moment où les créateurs, justement, veulent respirer. Car, jusque vers les premières purges, l'orientation socialiste des grands cinéastes russes se faisait d'elle-même, sans pression, par enthousiasme, par espérance. C'est de lui-même, et non par discipline, qu'en 1927-1928 Eisenstein se consacre au projet aberrant de réaliser un film d'après *le Capital*, de Marx. Alors que quelques années plus tard il critiquera la politique agraire dans *le Pré de Béjine*, et le culte de la personnalité dans la deuxième partie d'*Ivan le Terrible*.

Un autre événement capital dicte le choix de la rétrospective de Giovanni Buttafava, c'est l'arrivée du parlant.

Et, là, nous retrouvons la fièvre « filmique », les espérances des créateurs soviétiques du début des années 20. D'une part, des chercheurs travaillent,

comme ailleurs, avec un petit retard, à la découverte technique du cinéma sonore, à l'inscription du son sur la pellicule même : ce sont les travaux de Tager à Moscou, de Sorin à Leningrad. Mais, d'autre part, les auteurs du grand cinéma soviétique, jusqu'alors muet, et qui avaient élevé le muet en tant que muet au sommet d'un art, s'insurgent comme un seul homme contre les risques du parlant.

Ces risques, ils les ont vus immédiatement. Risques d'un retour au cinéma-roman, au cinéma-théâtre, à un cinéma qui ne sera que des histoires psychologiques traditionnelles, des images naturalistes, reportées sur pellicule – le cauchemar.

Ils se donnent donc pour mot la dislocation de l'image et du son, la discontinuité de l'image et du son, un asynchronisme systématique, la recherche d'un contrapuntisme sonore qui ne sera pas imitatif. S'il s'agit de recopier en cinéma des gens qui viennent, vont, et qui causent, l'art du cinéma est perdu.

Les musiciens Chostakovitch, Feldman, les cinéastes Vertov, Youtkevitch, Protozanov, Trauberg, entre autres, vont un temps essayer de lutter pour un cinéma sonore non esclave du synchronisme. Ils devront ou s'incliner, ou abandonner. Le cinéma russe va devenir, dans l'ensemble, comme les autres, un cinéma parlant aux dialogues synchrones, ce qui implique beaucoup de servitudes contraires à une vraie liberté du filmage et du montage.

Du moins un grand artiste, dont la célébrité monte à présent de jour en jour, le scénariste Alexandre Riechevski, s'ingéniera-t-il à rechercher un lien fort, dense, pluridimensionnel, et intrinsèque, entre l'image, le montage, la musique, le son et la parole, par l'entremise de l'écriture du scénario. Riechevski va être ainsi le scénariste de films de Poudovkine, de Chergelata, et du *Pré de Béjine*, d'Eisenstein.

L'intérêt des films réunis par Giovanni Buttafava est donc considérable. Les spectateurs de Venise, au

fur et à mesure des projections, pourront toucher les points forts, les folles espérances, les accomplissements de l'aventure du cinéma soviétique.

La Voile noire, de Youtkevitch, c'est la vision d'une ciné-poésie neuve. *Ivan*, de Dovjenco, c'est la tentative si brûlante de cinémas de culture nationale des Républiques soviétiques. *Seule*, de Kozintsev et Trauberg, c'est la recherche d'une richesse contrapuntique du son par Chostakovitch. *Un simple cas*, de Poudovkine, c'est l'un des premiers scénarios de Riechevski. Ainsi de suite.

Les moins bons films du réalisme socialiste ne sont pas là. Giovanni Buttafava vous en dispense, il ne les aime pas. Nikita Khrouchtchev ne les appréciait pas non plus : « *Staline*, disait-il, ne connaissait la campagne et l'agriculture que par le cinéma. Tous ces films lui montraient des kolkhozes où les tables s'élevaient sous les dindons et les oies. A la longue, Staline prit les films pour argent comptant... »

MICHEL COURNOT



La Fin de Saint-Petersbourg, de Poudovkine (1927)



La Jeune Fille au carton à chapeau, de Boris Barnet (1927)

CINÉMA

TOUS LES FILMS
NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans *Le Monde* du mardi (date mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Alberto Express
de Arthur Joffé
avec Nico Manfredi,
Marie Trintignant,
Marc Messer,
Thomas Langmann,
Michel Aumont,
Jeanne Moreau,
François (1 h 30).

Voir notre photo légendaire.
Ciné Beaucourt, handicapés,
3* (42-71-52-36) ; U.G.C.
Odéon, 5* (42-25-10-30) ;
U.G.C. Montparnasse, 6* (45-
74-84-84) ; U.G.C. Biarritz, 9*
(45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra,
9* (45-74-95-40) ; U.G.C. Lyon
Bastille, 12* (43-43-01-59) ;
U.G.C. Gobelins, 13* (45-61-
94-95) ; Mistinguette, handicapés,
14* (45-39-23-43) ; U.G.C.
Convention, 15* (45-74-
93-40) ; Pathé Wapler, 18*
(45-22-47-94).

**Guerriers
et Captives**
de Edgardo Cozzani,
avec Domingo Sando,
Federico Luppi,
Leslie Caron,
China Zorrilla,
Gabriella Tresselt,
Selva Alemán,
Franco Sestini-Argandoña.

Vue à travers les aventures
d'un groupe d'hommes et de
femmes, c'est la naissance
d'une nation chaotique, que
le destin semble vouer aux
déchirements. C'est l'Argentine
d'avant le tango.

VO : Égée de Bois, 5* (43-87-
57-47).
Robocop 2
de Irvin Kershner,
avec Peter Weller,
Nancy Allen,
Daniel O'Hanley,
Belinda Bauer,
Tom Noonan,
Américain (1 h 57).

Dans le premier *Robocop*, un
policeur laissé pour mort était
rapassé en forme de robot
vengeur, et débarrassait la
ville de ses malfrats obscurs.
Mais la mauvaise graine
reparaît toujours et le film
métallique reprend sa tâche.

VO : Forum Horizon, handicapés,
pés, 1* (45-08-57-57) ; 14
Juillet Odéon, 6* (43-25-59-53) ;
George V, 8* (45-62-41-48) ;
U.G.C. Normandie, 8* (45-63-
18-16).
VF : Rex, 2* (42-36-
33-53) ; U.G.C. Montparnasse,
dolby, 6* (45-74-94-94) ;
Saint-Lazare-Pasquier, 6* (45-87-35-43) ;
Paramount Opéra, 9* (47-42-
56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille,
dolby, 12* (43-43-01-59) ;
U.G.C. Gobelins, 13* (45-61-
94-95) ; Mistinguette, 14* (45-39-
23-43) ; U.G.C. Convention, 15* (45-74-
93-40) ; Pathé Wapler, 18* (45-22-
47-94).

S'en fout le mort
de Claire Danes,
avec Jean-Claude Béraud,
Alex Dumas,
Jean-Claude Brialy,
Solveig Dommartin,
Christopher Buchholz,
Valérie Mounet,
Françoise (1 h 31).

Deux amis, un Africain prag-
matique et un Américain irra-
tionnel, roquent à Rungis et
révisent de fortune, grâce aux
combats de coqs. Différences
de culture, contradictions,
humour, voyage dans des zones
mal connues des banlieues de
Paris. Voyage dans toutes les
périphéries.

Gaumont Les Halles, handi-

pés, 1* (40-26-12-12) ; Gau-
mont Opéra, 2* (47-42-
60-33) ; Racine Odéon, 6* (43-
26-19-58) ; Gaumont Cham-
pigny, 8* (43-59-04-67) ; La
Bastille, handicapés, 11* (43-
07-48-60) ; U.G.C. Gobelins,
13* (45-61-94-95) ; Gaumont
Alésia, handicapés, 14* (43-
27-84-50) ; Blenheim Mont-
parnasse, 15* (45-44-25-02) ;
Gaumont Convention, 15* (45-
28-42-27) ; Pathé Wapler, 18*
handicapés, 18* (45-22-
47-94).

Tout pour réussir

de John Boorman,
avec Deney Coleman,
Uma Thurman,
Joanna Cassidy,
Craig Glover,
Sue Arns,
Christopher Plummer,
Américain (1 h 50).

Le Britannique Boorman

lâché dans New-York : un
entrepreneur en démolition
en a assez de voir ses trois
enfants jouer aux pures
artistes et manifestent en
faveur des bâtisses qu'il doit
abattre. Il les largue à Broo-
oklyn, dans une maison qui
tient à peine debout, avec
trop peu de dollars. A eux de
prouver qu'ils sont capables
de se débrouiller seuls. Ce
qu'ils font. D'ailleurs, en com-
pagnie de quelques excentri-
ques, dont un lichard légè-
rement sorcier. L'histoire que
le père, ruiné par le krach des
rejoins. Et tout finit bien.

VO : Forum Horizon, handicapés,
pés, 1* (45-08-57-57) ; Pathé
Impérial, handicapés, 2* (47-42-
60-33) ; U.G.C. Gobelins,
13* (45-61-94-95) ; Gaumont
Alésia, handicapés, 14* (43-
27-84-50) ; Blenheim Mont-
parnasse, 15* (45-44-25-02) ;
Gaumont Convention, 15* (45-
28-42-27) ; Pathé Wapler, 18*
handicapés, 18* (45-22-
47-94).

film le *Château de ma mère*
doit sortir en octobre. On
retrouve la Belle Époque de
l'enfance, une Provence idéal-
isée, l'odeur des herbes, le
soleil, les querelles du curé et
de l'instituteur, l'accent...
C'est du Faguel.

Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12) ; Gaumont
Opéra, 2* (47-42-60-33) ; Rex, 2* (42-36-
33-53) ; Bretagne, 6* (42-22-57-97) ; Publics Saint-
Germain, 6* (42-22-57-97) ; U.G.C. Danton, 6* (42-25-10-30) ; La Pagode,
7* (47-05-12-15) ; Gaumont
Ambassade, 8* (43-59-04-67) ;
Saint-Lazare-Pasquier, 6* (45-87-35-43) ;
Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31) ;
U.G.C. Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59) ;
U.G.C. Gobelins, 13* (45-61-94-95) ;
Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50) ;
Blenheim Montparnasse, 15* (45-44-25-02) ;
Gaumont Convention, 15* (45-28-42-27) ;
Pathé Wapler, 18* (45-22-47-94) ;
Le Gambetta, 20* (46-36-10-86).

SÉLECTION

**A la poursuite
d'Octobre rouge**
de John McTiernan,
avec Sean Connery,
Alfred Molina,
Scott Glenn,
Sam Neill,
James Earl Jones,
Joss Ackland,
Américain (2 h 15).

C'était encore la guerre
froide, et l'URSS lançait un
sous-marin atomique ultra-
sophistiqué. Les services
secrets américains sont sur le
pied de guerre, quand ils
apprennent que le capitaine
chargé des premiers essais en
mer a abattu son commis-
saire politique et détourné le
bâtiment vers les États-Unis.
Ruse ou espionnage ? Avec
Sean Connery, on peut s'at-
tendre à tout.

VO : Gaumont Les Halles,
dolby, 1* (40-26-12-12) ; Gau-
mont Opéra, 2* (47-42-60-33) ; U.G.C. Odéon, 6* (43-26-19-58) ;
George V, 8* (45-62-41-48) ;
U.G.C. Montparnasse, 8* (45-63-18-16) ;
U.G.C. Biarritz, 9* (45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9* (45-74-95-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13* (45-61-94-95) ; Mistinguette, 14* (45-39-23-43) ; U.G.C. Convention, 15* (45-74-93-40) ; Pathé Wapler, 18* (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20* (46-36-10-86).

Gremlins 2
de Joe Dante,
avec Zach Galligan,
Phoebe Cates,
John Glover,
Robert Prosky,
Robert Picardo,
Christopher Lee,
Américain (1 h 49).

Six ans après le premier
déclenchement des abominables
prédateurs lubriques, arrive
la seconde génération, dans
une tour hypersophistique,
qui rappelle celle de l'ineffa-
ble Trump. Ils flânquent un
désordre somptueux, mena-
cent New-York, mais cette
fois, Joe Dante laisse de côté
le fantastique pour le burles-
que. Une sorte de *Halloween*
qui ramasse tous les pas-
sages du genre.

VO : Forum Horizon, handicapés,
pés, 1* (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 6* (43-26-19-58) ;
George V, 8* (45-62-41-48) ;
U.G.C. Montparnasse, 8* (45-63-18-16) ;
U.G.C. Biarritz, 9* (45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9* (45-74-95-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13* (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50) ; Blenheim Montparnasse, 15* (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15* (45-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18* (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20* (46-36-10-86).

**La Gloire
de mon père**
de Yves Robert,
avec Philippe Caubère,
Noémie Roussel,
Didier Daurat,
Thérèse Liotard,
Français (1 h 45).

Yves Robert a adapté avec
respect et amour les deux
premiers tomes des souvenirs
de Marcel Pagnol (le second

film le *Château de ma mère*
doit sortir en octobre. On
retrouve la Belle Époque de
l'enfance, une Provence idéal-
isée, l'odeur des herbes, le
soleil, les querelles du curé et
de l'instituteur, l'accent...
C'est du Faguel.

Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12) ; Gaumont
Opéra, 2* (47-42-60-33) ; Rex, 2* (42-36-
33-53) ; Bretagne, 6* (42-22-57-97) ; Publics Saint-
Germain, 6* (42-22-57-97) ; U.G.C. Danton, 6* (42-25-10-30) ; La Pagode,
7* (47-05-12-15) ; Gaumont
Ambassade, 8* (43-59-04-67) ;
Saint-Lazare-Pasquier, 6* (45-87-35-43) ;
Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31) ;
U.G.C. Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59) ;
U.G.C. Gobelins, 13* (45-61-94-95) ;
Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50) ;
Blenheim Montparnasse, 15* (45-44-25-02) ;
Gaumont Convention, 15* (45-28-42-27) ;
Pathé Wapler, 18* (45-22-47-94) ;
Le Gambetta, 20* (46-36-10-86).

**La liberté,
c'est le paradis**
de Sergueï Bodrov,
avec Volodia Koryas,
Alexander Burevov,
Svetlana Gaitay,
Viktoriya Tomkova,
Soviétique (1 h 15).

Sacha passe son temps à
s'échapper du centre de
redressement. Il veut rejoind-
re ses parents. Il va chez sa
mère, mais elle se cherche un
bonheur, et se débarrasse de
l'enfant. Il entend le nom du
camp où son père est prison-
nier, et y part. Traverse les
immenses espaces désolés.
Rencontre des gens enfermés
dans leur solitude, mais capa-
bles d'une sorte de générosité
indifférente, comme ça, en
passant, sans un regard. C'est
ainsi qu'il arrive au camp où
est son père. Sacha attendait
un vieux soldat malin. Père
et fils auront une journée
pour se parler, puis chacun
retournera dans sa prison.
Une histoire savée du médi-
um par les interprètes et par le
style précis, dur, presque hau-
tain du cinéaste.

VO : Cosmos, 6* (45-44-28-80).

**Le Soleil
même la nuit**
de Vittorio
Pavone,
avec Julian Sands,
Charlotte Gainsbourg,
Massimo Bonetti,
Margherita Lozano,
Patricia Maffard,
Italien (1 h 52).

Les frères Taviani aiment
filmer l'Italie. Ils savent en
faire ressortir le mystère, la
violence, la sensualité. Ils
aiment raconter les voyages
initiatiques, ils racontent ici
la vie d'un jeune noble ambi-
tieux qui par déception se
fait moine, puis ermite,
résiste à la tentation - aux
femmes - et qui, revenu sur
sa terre, se retrouve enfin.

VO : Gaumont.

Reprises
de Tod Browning,
avec William Ford,
Oleg Basilovna,
Lella Hyams,
Américain, 1932, noir et blanc
(1 h 05).

Légendaire histoire du ver de
terre amoureux d'une étoile.
En l'occurrence, un maître de
cirque, fou d'une belle aco-

22-46-01) ; La Gambetta,
dolby, 20* (46-36-10-86).

**Pat Garrett
et Billy the Kid**
de Sam Peckinpah,
avec James Coburn,
Kris Kristofferson,
Bob Dylan,
Américain, 1973 (2 h 02).

Ils étaient deux amis. L'un
est devenu policier, et l'autre,
hors-la-loi. C'est la légende
funeuse de Pat Garrett et
Billy le Kid, enfin en version
intégrale. Lors de sa sortie, le
film avait été censuré par les
studios de la MGM.

VO : Action Rive Gauche, 5*
(43-25-44-40).

Taxi Driver
de Martin Scorsese,
avec Robert De Niro,
Jodie Foster,
Peter Boyle,
Américain, 1975 (2 h).

Au moment où le dernier
film de Scorsese, *L'Affair-
chi*, est présenté au Festival
de Venise il n'est pas mau-
vais de revoir l'une de ses
œuvres les plus maîtrisées,
l'un de ses personnages les
plus étranges, ce chauffeur de
taxi de nuit qui se croit
investi d'une mission sacrée...

VO : Cinéchoix, handicapés, 6*
(46-33-10-82).

Vera-Cruz
de Robert Aldrich,
avec Gary Cooper,
Burt Lancaster,
Doris Day,
Américain, 1953 (1 h 32).

Un classique du western,
presque désuet, c'est-à-dire
que les héros ne prennent
plus tellement au sérieux
leurs personnages et leurs
aventures. Il y a le nombre
requis de bagarres, de pour-
suites, de beaux paysages, et
par dessus tout ça, il y a de
l'humour. Plus une distribu-
tion magnifique, avec Gary
Cooper et Burt Lancaster
particulièrement attrayants.

VO : Les Trois Lumières, 6*
(46-33-37-77) ; Les Trois Bal-
zacs, 8* (45-61-10-80).

Viva la Muerte
de Fernando Arrabal,
avec Annick Fejic,
Nadia Expert,
Mehdi Chouh,
Jean-Henri Drouot,
Franco-tunisien, 1971
(1 h 30).

C'était le premier film d'Ar-
rabal, qu'il a lui-même
adapté de son roman auto-
biographique : l'histoire d'un
garçon à la fin de la guerre
civile, obsédé par sa mère,
qui pense-t-il a livré son père
aux franquistes. Une réalité
redessinée par Arrabal, le
baroque, le provocateur, le
tendre pervers, le poète des
désirs.

Académie, 5* (46-33-88-88).

La sélection « cinéma »
a été établie par :
Colette Godard.

Le Monde

NUMERO HORS SERIE

DE GAULLE



« C'était à moi d'assumer
la France »

Charles de Gaulle

A l'occasion du centième anniversaire
de sa naissance et de cinquantième anni-
versaire de l'appel du 18 juin, *Le Monde*
consacre un numéro hors série au général
de Gaulle.

Peu de personnalités ont marqué
comme lui de leur empreinte notre his-
toire contemporaine. Pour mieux com-
prendre l'homme, sa fascination pour la
France, ses convictions, la portée de son
action politique, *Le Monde* a effectué une
sélection d'articles parus dans ses
colonnes depuis sa création.

Le Monde retrace tous les grands
moments de la vie du général : son enga-
gement militaire, son combat pour la
France libre, sa volonté de redonner un
rang mondial à la nation, son rôle dans la
création de nos institutions. *Le Monde*
relate aussi ses treize années au pouvoir,
la décolonisation, sa détermination dans le
choix d'une force nucléaire de dissuasion.
Enfin, il évoque la crise de mai 68, l'échec
du général de Gaulle au référendum de
1969 et l'héritage qu'il a légué aux
hommes politiques d'aujourd'hui.

« DE GAULLE », un numéro hors
série de *Le Monde*, pour revivre l'homme
exceptionnel d'un grand homme d'État.

30 FRANCS
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX
OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : DE GAULLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____
PAYS : _____
FRANCE (métrétrie uniquement) : _____ Nombre d'ex. : _____ x 30 F (port inclus) = _____ F.
DOM-TOM et ÉTRANGER : _____ Nombre d'ex. : _____ x 40 F (port inclus) = _____ F.
Souscrire et régulariser à l'avance : _____
Le Monde, service vente au numéro, 15, rue Falguère, 75001 Paris cedex 15 - France. LMI 1/4

L'AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

SESSIONS INTENSIVES : 17-28 Septembre
1er TRIMESTRE : 1er Octobre-22 Décembre

Conversation
Civilisation
Cours spécialisés
Préparation au TOEFL et au Bac.

Did you say
you wanted
your eggs
scrambled,
sunny side up
or over-easy?

J'aurais
pu passer
par l'American
Center
avant

**COURS
D'AMÉRICAIN**

Centre Franco-Américain
1 place de l'Odéon, 75006 Paris
M° Odéon Tél. 46 33 15 52

Perthuis Hall
49, rue Pierre Charron, 75008 Paris
M° Georges V. Tél. 42 50 25 49

INSCRIPTIONS
MAINTENANT

La sélection « cinéma »
a été établie par :
Colette Godard.

150 من الاصل

NOUVELLES
EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Art-Spectacles.

La rentrée
des galeries

Les galeries d'art rouvrent leurs portes. Une quarantaine d'entre elles du quartier Beaubourg, des Halles, du Marais organisent leur vernissage le samedi 8 septembre de 14 heures à 20 heures. Certaines seront également ouvertes le dimanche 9 septembre. Au programme, pour le moins éclectique : des peintres sévères de la génération des années 70 comme Antonio Semeraro (chez Jean Fournier) ou Christian Sorg (galerie Olympe) ; des jeunes de la figuration des années 80 (galerie Beaubourg, et Yvon Lambert qui expose des œuvres récentes de Barcelo) ; l'italien Sandro Chia, qu'on n'a pas vu depuis longtemps à Paris (galerie Templon) ; le conceptuel On Kawara (Ghislain Hussenot), un Américain dont c'est la première exposition à Paris : Troy Brauntuch (galerie Durand-Dessert) ; Michael Craig-Martin (galerie Claudine Papillon) ; Abraham David Christian (galerie Philippe Casini) ; Carmen Perrin et Thomas Ruff (galerie Laage-Salomon).

Harry Callahan

Première rétrospective en France de ce vétéran de la photographie américaine dont l'œuvre se répartit en quatre pans : les portraits de sa femme Elanore, hymne à l'amour, semblable à celui de Stieglitz pour Georgia O'Keeffe, les recherches en couleur, les paysages urbains et naturels, formalistes et rigoureux, proches des allégories calligraphiques de Twombly.

Centre Georges-Pompidou, galerie du forum, place Georges-Pompidou, Paris-4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 6 septembre au 21 octobre.

En train

Première des quatre expositions sur les moyens de transport cette évocation retracée cent-cinquante ans d'histoire du chemin de fer. De l'architecture à la technologie, du mouvement à la mythologie, cet engin fantasmagorique, indissociable au progrès, a été traité dans tous les styles, sous formes de relevés topographiques ou d'expérimentation plastique, pour la mode ou la publicité, par une nuée de photographes. (Voir notre photo légendée).

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Du 7 septembre au 10 novembre. 25 F (compréhension l'ensemble des expositions).

Perpignan
Vive 90
pour l'image

Capitale du reportage, Perpignan propose durant huit jours un cocktail d'une trentaine d'expositions. A noter plus particulièrement, les célèbres chasseurs de miel d'Eric Valli, une collection critique de portraits politiques, les derniers travaux de Susan Meiselas, les clichés choc sur la guerre de Patrick Hauvel, et un hommage au grand photographe allemand Alfred Eisenstaedt, sans oublier six soirées accueillies au Palais des Rois de Majorque.

Couvent des Minimes, La Castellet, chapelle Saint-Dominique, Hôtel Pam's, CCI, Musée Rigault, Palais des congrès, 66000. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Du 5 septembre au 10 octobre.



SÉLECTION PARIS

Albert Kahn

et le Japon

L'exposition (cent quarante documents et films sélectionnés) est l'occasion de découvrir la passion du banquier et mécène pour le Japon. Mais aussi, dans la touffeur parisienne de l'été, la fraîcheur de ce merveilleux jardin de Boulogne où Albert Kahn avait juxtaposé les paysages, les arbres et les fleurs qu'il aimait.

Espace départemental Albert Kahn, 14, rue du Port et 1, rue des Abondances, Boulogne.

82100. Tél. : 46-04-62-80. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures (jusqu'au 30 septembre), de 11 heures à 18 heures (à partir du 1^{er} octobre). Jusqu'au 30 décembre. 10 F.

Carnets de croquis

Les architectes contemporains aussi dessinent. La preuve ? Ces trois architectes qui, pour trois raisons différentes, avançaient jusqu'à présent masqués : Huidobro, dans l'ombre de Chemetov, Ripault dans celle de sa jeunesse, Andren dans celle,

planante, de ses aéroports et celle, lourde à porter, de l'Arche de la Défense.

Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillet, Paris 18. Tél. : 40-70-01-65. Tous les jours sauf samedi, dimanche et lundi, de 15 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Go West

Prises lors de missions géographiques, ethnologiques, scientifiques, les vues documentaires, sociales ou picturales de Muirbridge, Watkins ou Jackson traduisent la découverte mythique de l'Ouest américain. A voir aussi pour les portraits d'Indiens réalisés par Curtis durant quarante ans.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre. 25 F (compréhension l'ensemble des expositions).

Un choix d'art
minimal dans la
collection Panza

Remodelant les trois étages du musée, des installations et des environnements de Carl Andre, Dan Flavin, Sol LeWitt, Robert Morris, Bruce Nauman, Richard Nonas, James Turrell et Lawrence Weiner. Soit un très grand ensemble d'art minimal, du plus immatériel au plus plastique.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf lundi et jours fériés, de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 4 novembre. 25 F.

Andy Warhol

Et si l'œuvre toute en surface du pape de la pop culture était moins superficielle qu'on ne le pense généralement ? Qui nous renvoie en pleine figure l'image d'un monde vidé par la multiplication des images, d'un monde désincarné, coupé du monde, sur lequel la mort plane.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 10 septembre.

Au même titre qu'il fixa dans la brume la gare de Provens en 1942, ou le train fantôme, en hommage à Turner, Raymond Voinquel, cofondateur du studio Harcourt, réputé pour ses portraits posés d'acteurs, a fixé la mobilité de cette locomotive. La « Dame du rail » (1938) - année de la naissance de la SNCF - figure parmi les 200 documents de l'exposition consacrée au train qui s'ouvre jeudi au palais de Tokyo.

Musée d'Untermynd, 88000. Tél. : 89-41-85-23. Tous les jours de 9 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. 22 F.

Sables-d'Olonne

Georg Baselitz

« Image », ou la figure humaine dans l'œuvre du peintre allemand Georg Baselitz, depuis 1965. Qui en a fait son cheval de bataille de la différence (par rapport à l'abstraction ambiante, au temps de sa formation, dans les années 70), et le lieu d'un « expressionnisme formel ».

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100. Tél. : 61-32-01-16. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 16 septembre.

Moriaki

Jean Grenier

Un hommage à Jean Grenier (1898-1971), critique d'art, philosophe, écrivain, ami de Paulhan, Max Jacob, Guillemet, Catus et de beaucoup d'autres. A travers ses écrits et un vaste choix d'œuvres des peintres dont il a parlé, en particulier les non-figuratifs dont il a aimé la quête.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 39000. Tél. : 90-55-63-48. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 octobre. 20 F.

Nantes

Howard Hodgkin

Accrochés dans le patio blanc du musée, les précieux tableaux d'un Anglais d'aujourd'hui, que tout, dans l'exercice de la peinture, sus-

RÉGIONS

Ahlbi

Robert Combas

Robert Combas, l'un des héros, sinon le héros de la peinture française des années 80, a été invité quelques temps à Ahlbi, chez Lantier. Ce qu'il a tiré de cette rencontre ? Des tableaux bien sûr, beaucoup de tableaux juteux, que les prudes d'aujourd'hui qualifieront d'obscènes et scandaleux, comme ceux d'Inuit devant les grands écuries du Comte Henri.

Musée Toulouse-Lautrec, 81003. Tél. : 63-54-14-09. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Henri Laurens

Où la sagesse, la mesure, la perfection d'une sculpture claire, qui a mûri au fil des décennies, gagnée en souplesse, en tendresse suggérée par le corps de la femme, mais non perdue de sa rigueur. Une rigueur tout droit venue du temps du cubisme dont Henri Laurens fut l'un des plus dignes représentants. Une importante rétrospective.

Château de Biron, 24540. Tél. : 53-22-82-01. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 septembre. 22 F.

Caen

Les Vanités dans la

peinture au XVIIe

Au Musée des beaux-arts de Caen, on aime explorer la peinture du dix-septième siècle, en éclairer les images, montrer les sens cachés. Bref s'occuper d'iconologie, par exemple de l'allégorie de la Charité ou de la symbolique des fleurs. Ou encore, comme cette fois, présenter les tableaux de Vanités.

Musée des beaux-arts, 14000. Tél. : 31-85-28-83. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre. 8 F.

Colmar

Collages,

collections

des musées

de province

Une bonne idée du Musée d'Untermynd, qui vient de réaménager sa section d'art moderne. Au programme : cent pièces choisies dans les collections des musées de province, et mille morceaux rapprochés à toutes sortes de fins depuis les papiers collés des cubistes, jusqu'aux œuvres des artistes d'Arte Povera.

Musée d'Untermynd, 88000. Tél. : 89-41-85-23. Tous les jours de 9 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. 22 F.

Sables-d'Olonne

Georg Baselitz

« Image », ou la figure humaine dans l'œuvre du peintre allemand Georg Baselitz, depuis 1965. Qui en a fait son cheval de bataille de la différence (par rapport à l'abstraction ambiante, au temps de sa formation, dans les années 70), et le lieu d'un « expressionnisme formel ».

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100. Tél. : 61-32-01-16. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 16 septembre.

Moriaki

Jean Grenier

Un hommage à Jean Grenier (1898-1971), critique d'art, philosophe, écrivain, ami de Paulhan, Max Jacob, Guillemet, Catus et de beaucoup d'autres. A travers ses écrits et un vaste choix d'œuvres des peintres dont il a parlé, en particulier les non-figuratifs dont il a aimé la quête.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 39000. Tél. : 90-55-63-48. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 octobre. 20 F.

Nantes

Howard Hodgkin

Accrochés dans le patio blanc du musée, les précieux tableaux d'un Anglais d'aujourd'hui, que tout, dans l'exercice de la peinture, sus-

cine : cadre, espace, motif, couleurs et coups de brosse. Et qui le dit à sa façon, très persuasive.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-85-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45. Dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Orion

La guerre de Troie

n'aura pas lieu

Pour la deuxième année consécutive, le beau château d'Orion accueille des œuvres du Fonds national d'art contemporain (de Richard Bagley à Jeff Wall, en passant par Daniel Buren, Toni Grand, Richard Long...). Quant au titre de l'exposition, c'est une façon de rappeler l'existence, à Orion, de l'exceptionnelle décoration maniériste traitant de la guerre de Troie. Tout en confirmant qu'il ne saurait être question d'instaurer des rapports d'hostilité entre l'art contemporain et l'art ancien.

Château d'Orion, 79100. Tél. : 49-56-57-42. Tous les jours de 10 heures à 19 heures jusqu'au 31 août, de 10 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Jusqu'au 31 octobre. 16 F.

Saint-Paul

Joan Miró

Une très grande rétrospective faite d'œuvres majeures venues de partout, qui prend Miró à ses racines terribles et catalanes, le montre au mieux de sa forme, crevant le plancher des étoiles, plongeant sans fillets dans le bleu, le vide, l'infini et la nuit, tarabustant les monstres de ses pensées sauvages, pour en tirer des formes et des couleurs inévitables.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-63. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 octobre.

Toulouse

Picasso

Têtes de femmes triangulaires ou lunatiques peintes vers 1940, portraits d'hommes célèbres dessinés à l'emporte-pièce, eaux-fortes enfin : celles particulièrement réjouissantes de la série (complète) des Degas dans la maison Teller.

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 89430. Tél. : 86-75-78-33. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. 10 F.

Toulon

Vienne aujourd'hui

Le Musée de Toulon a entrepris de faire le tour des capitales européennes pour en présenter l'art d'aujourd'hui. Après Berlin et Lisbonne, c'est le tour de Vienne, dont les plasticiens sont d'ailleurs assez mal connus en France. A l'exception d'Arnulf Rainer, l'héritier le plus direct de Schiele et Kokoschka.

Musée de Toulon, 113, boulevard du Général-Lacour, 83000. Tél. : 94-93-15-54. Tous les jours de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Troyes

Sculpture

contemporaine

espagnole

Gonzales, Picasso, Chillida, Gargallo, Miró, Oteiza. Soit le moyen classique-moderne de la sculpture espagnole contemporaine, que la région de Champagne-Ardenne a entrepris d'exposer cet été en sept lieux, à Troyes (Cadran solaire et Passages), à Reims (Palais du Tau et FRAC), à Val-de-Vesle (centre Sio), à Charleville-Mézières (Musée Rimbaud).

Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 25-80-57-30. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 septembre.

La sélection

« Arts »

a été établie par

Geneviève Bressette.

Sélection « Photo » :

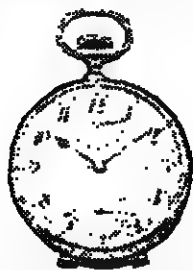
Patrick Roegiers.

MUSEE BOURDELLE
16, rue Antoine Bourdelle 75015 Paris - M^o Montparnasse
DES ARTISTES A LA COUPOLE
Montparnasse 1918 - 1940
Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40
Du 1^{er} juin au 30 septembre

SOTHEBY'S
FOUNDED 1744

Le numéro un mondial des ventes aux enchères
Ventes d'Automne à Genève

MONTRES ET
MONTRES-BRACELETS



Rare et belle montre en or à Réserve de Marche, Patek Philippe vers 1910, vendue à Genève 65.000 FF (soit 260.000 FF).

Les personnes désireuses d'obtenir des estimations en vue des ventes de novembre à Genève pourront rencontrer notre spécialiste, à Paris sur rendez-vous

lundi 10 et mardi 11 septembre

Contacteur :
Agnès Léger, Sotheby's
3, rue de Miromesnil, 75008 Paris
Tél. : (1) 42 66 40 60

GRAND PALAIS
avenue Winston-ChurchillFIGURATION
CRITIQUE 90

de 11 heures à 19 heures
jusqu'au 24 septembre

Miró

L'Atelier de Gravure

Galerie Lelong

15 & 16, rue de Téhéran, Paris 8^e

LIEU-DIT
atelier floral

Sur un coup de cœur
Sur un coup de fil
Nos bouquets de fleurs
des champs... et de ville

à l'acheter ou sur commande
21, avenue du Maine
75015 Paris

Tél. : 42 22 25 94

1500 من المال

150

Le Monde

ÉCONOMIE

SECTION D

26 Les pays occidentaux et les richesses du Golfe
27 La restructuration du groupe Adidas

27 L'immigration en France
34 Accord entre les caisses d'épargne françaises et russes

34 Marchés financiers
35 Bourse

Le géant néerlandais se retire partiellement de JESSI

De la base au sommet

De l'infiniment petit à l'infiniment grand, les constructeurs japonais continuent de marquer des points sur leurs concurrents européens et américains dans le domaine de l'informatique et de l'électronique. Tout en bas de l'échelle : les composants. Lancé il y a deux ans à grand renfort de milliards de francs, le projet JESSI devait permettre de contrer les Japonais, qui contrôlaient alors près de 50 % du marché, grâce à la triple alliance du hollandais Philips, de l'allemand Siemens et du franco-italien SGS-Thomson. Aujourd'hui le trépied commence à être déséquilibré. Certes, Philips ne se retire que partiellement de JESSI, mais le secteur qu'il abandonne, les mémoires statiques S-DRAM, sont stratégiques pour les produits électroniques de l'avenir. Qu'il s'agisse de micro-ordinateurs ou des téléviseurs haute définition, les six premiers producteurs de ce marché évalué à 15 milliards de francs sont des firmes japonaises.

A l'autre extrémité de l'échelle : les grands ordinateurs. Au début des années 70, IBM était le maître incontesté de ce marché. A tel point que des sociétés américaines, comme Amdahl ou National Advanced System (NAS), furent créées pour fabriquer des ordinateurs compatibles avec ceux du numéro un. Aujourd'hui, Fujitsu détient 48 % de Amdahl, et Hitachi contrôle NAS. Combien de l'ironie, ces derniers n'attendent même plus qu'IBM annonce ses machines pour présenter les leurs, bousculant la stratégie de Big Blue. Aujourd'hui IBM doit dévoiler les premiers modèles de sa gamme Summit. Quatre mois après Hitachi. Et... vingt-quatre heures après Fujitsu, numéro deux du marché depuis son acquisition du britannique ICL. Un comble...

En dépit d'un léger ralentissement au deuxième trimestre

La croissance économique reste forte en RFA

Le PNB (produit national brut) de la RFA a augmenté de 3,4 % au deuxième trimestre par rapport à la même période de 1989 alors que la croissance annuelle avait été de 4,5 % au premier trimestre. Le ralentissement que traduisent ces chiffres est habituel, s'expliquant en grande partie par des effets de calendrier (jours fériés, jours ouvrés...). De plus le premier trimestre avait bénéficié d'un temps particulièrement doux.

Si l'unification économique allemande est un moteur important d'activité, son financement pose encore problème. Le Fonds pour l'unité allemande créé en juillet et qui doit - à partir d'emprunts - fournir une partie des capitaux nécessaires à la modernisation de l'économie est-allemande (une centaine de milliards de DM sur dix ans) n'a pas le succès escompté. Faute de propositions intéressantes, la Bundesbank a retiré mardi 4 septembre une adjudication portant sur

3 milliards de DM (une dizaine de milliards de francs). A quatre semaines de la réunification allemande, la huit cent vingt-cinquième Foire de Leipzig se tient jusqu'au samedi 8 septembre. Traditionnel point de passage des relations commerciales entre l'Ouest et l'Est, la Foire de Leipzig sera prochainement transformée, une douzaine de manifestations sectorielles spécialisées devant voir le jour.

La dernière vraie foire de Leipzig

LEIPZIG
de notre envoyée spéciale

Il y a un an, lors de la tenue de la traditionnelle foire d'automne, seuls des petits drapeaux célébrant le quarantième anniversaire de la RDA dévotaient un peu la grisaille de Leipzig. Cette année, les rues sont toujours aussi tristes, et la RDA est en voie de disparition.

Pour la première fois, le nombre d'exposants de RFA représentés à Leipzig est supérieur à celui de RDA, avec 1 481 stands contre 1 000. L'an dernier, 2 800 stands est-allemands présentaient les produits industriels de la République socialiste, alors que 593 entreprises ouest-allemandes seulement étaient présentes. Habituellement, 6 000 exposants environ participent à la Foire d'automne. Cette année, seuls 4 500 sont au rendez-vous, un grand nombre de firmes de RDA n'ayant pas jugé bon de se présenter, ne sachant même pas à quoi elles ressembleraient dans quelques mois, une fois que la Treuhandschaft

tail, la société fiduciaire chargée de la privatisation de quelque 8 000 entreprises est-allemandes, aura accompli sa tâche. Cette année, le site de la Foire, battu par la pluie, est quasiment désert. Le prix du ticket d'entrée a été considérablement augmenté (12 marks contre 3 marks par le passé) et les entreprises ont cessé d'envoyer leurs employés par autobus entiers. Les habitants de Leipzig semblent prendre peu goût aux sorties en ce moment, puisqu'ils ont également bouddé le concert de Tina Turner le week-end dernier.

La dernière Foire de printemps avait été marquée par l'euphorie de la préparation de l'union monétaire, et l'espérance d'affaires prometteuses avec les nouveaux partenaires de la RDA. Aujourd'hui, on parle surtout de fermetures d'entreprises, de chômage, et de protectionnisme allemand. « Avant, mon principal client était une centrale d'achat. Elle a maintenant éclaté en une dizaine d'entreprises, présentes à la Foire. Je

prends contact avec toutes, mais je suis qu'une ou deux seulement subsistent », explique un industriel français. « Mes clients du passé sont maintenant vendeurs chez Mannesmann, l'un de mes concurrents », soupire un autre.

Rançon des industriels français

La rançon des industriels français était au cœur des entretiens entre M. Jean-Marie Rausch, le ministre français du commerce extérieur, en visite à Leipzig mardi 4 septembre, et ses interlocuteurs allemands. Depuis la chute du mur de Berlin, de nombreuses entreprises françaises ont vu leurs contrats résiliés. Certaines, comme l'entreprise Sabatier qui avait préparé la fourniture d'unités d'emballage métallique pour une valeur de 133 millions de francs, s'interrogent sur leur survie.

Mais ce n'est pas tant le passé que l'avenir qui inquiète les Français. Ils accusent la société fiduciaire, de ne

pas maîtriser la situation, et surtout de désavantager systématiquement les candidats étrangers au rachat d'entreprises est-allemandes. L'air liquide, l'un des seuls groupes ayant réussi à signer un contrat de rachat intéressant, fait aujourd'hui l'objet de poursuites de la part d'un concurrent ouest-allemand, Linde. Internormac accuse la société fiduciaire d'avoir biaisé le processus d'appels d'offres pour la vente de supermarchés, et a lancé un recours à Bruxelles.

Les Français ne sont pas les seuls à perdre pied sur le marché est-allemand. Seuls 150 exposants soviétiques contre 450 l'an dernier ont eu le courage - ou les finances, car ils doivent désormais payer leur stand en devises - de se présenter à Leipzig cette année. Lors de la prochaine Foire de printemps, Leipzig aura bel et bien perdu sa position de contact privilégiée entre l'Ouest et l'Est. Elle sera l'une des six principales Foires de l'Allemagne unifiée.

FRANÇOISE LAZARE

Les économies d'énergie et le dispositif anti- crise

Des accords de modération remplaceront le blocage des prix des carburants

Le blocage des prix de l'essence n'aura vécu que le temps d'un été. Il y a peu de chances en effet que le gouvernement prolonge cette mesure « exceptionnelle et temporaire » adoptée le 8 août et qui expire le 15 septembre, estiment les milieux pétroliers.

Après de multiples consultations, le ministère des finances s'est, semble-t-il, laissé convaincre des inconvénients d'un système trop rigide qui, pour protéger les consommateurs, pénalise les petits distributeurs indépendants dans les zones d'accès difficile, et isole relativement la France des marchés internationaux, empêchant une adaptation immédiate des prix intérieurs aux cours mondiaux.

Au blocage pur et simple devrait succéder, assure-t-on au ministère de l'Industrie, des engagements de modération contractés avec les grandes compagnies pétrolières. Toutes désireuses de sortir du blocage, celles-ci ont manifesté leur bonne volonté la semaine dernière en répercutant immédiatement la baisse des cours mondiaux à la pompe sans même attendre les nouveaux barèmes imposés. « Il ne faut pas recourir à la réglementation », estime M. Serge Tchuruk, président de Total. La concertation est préférable. Tout le monde a un intérêt à ce que les choses se passent bien.

Cette décision presque acquise devrait clore le débat qui oppose d'un côté le ministère des finances, soucieux au nom de la défense de l'indice de limiter l'impact des hausses du pétrole et de ses dérivés sur les prix intérieurs, et de l'autre le ministère de l'Industrie, attentif à ne pas couper l'économie française des marchés mondiaux, et qui souhaite laisser au contraire l'envolée des cours internationaux se répercuter librement sur les prix intérieurs afin de décourager la consommation.

Elle laisse entier le problème du dispositif anti-crise étudié actuellement par les pouvoirs publics. Inquiet des menaces de pénurie pesant sur le marché pétrolier au cours des mois à venir, le ministère de l'Industrie qualifie la situation de « lourde de menaces ». Il a préparé une panoplie de mesures d'urgence plus ou moins coercitives correspondant à plusieurs scénarios d'inegalité gravité.

Elles touchent pour l'essentiel le secteur des transports, qui absorbe 49 % des produits pétroliers consommés dans l'Hexagone. Elles permettent sur trois mois de réduire la demande de 4 % à 10 % selon les hypothèses retenues. Du simple appel au civisme et au respect des règles

mentations existantes en matière de limitation de vitesse ou de contrôle de la carburant dans le scénario le plus favorable, ces mesures vont, dans le scénario extrême, jusqu'à un rationnement de certains produits, en passant par une étape intermédiaire où les règles de limitation de vitesse sont renforcées (de 120 à 110 km/h sur autoroute et de 60 à 50 km/h en agglomération) et diverses mesures comme le « covoiturage » (partage d'un même véhicule) envisagées.

Outre ces mesures à très court terme destinées à faire face à une vraie menace de pénurie si elle se confirme, le ministère de l'Industrie plaide aussi pour une relance de la politique de maîtrise de l'énergie mise en sommeil depuis le contre-choc pétrolier de 1986.

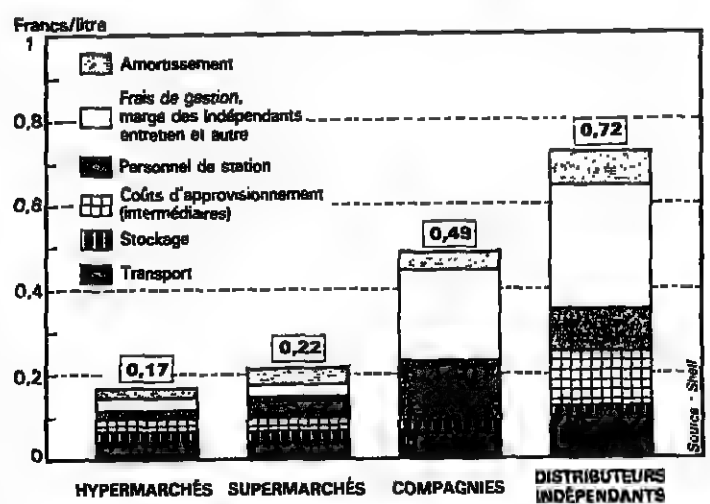
Il se heurte sur ce point aux réticences budgétaires habituelles, la plupart des mesures efficaces ayant un coût pour l'Etat. Ainsi l'extension aux locataires de logement des déductions fiscales pour travaux d'économies d'énergie, jusqu'à réserves aux propriétaires, ou l'amortissement à 100 % des mêmes travaux dans l'industrie réduiraient-ils les rentrées fiscales. De la série de mesures envisagées, seule l'obligation de répartir les frais de chauffage au prorata de la consommation réelle dans les immeubles collectifs, toujours en suspens en raison de l'opposition des gestionnaires d'immeubles, relève du seul domaine réglementaire.

A ces mesures techniques, d'ailleurs pour la plupart proposées depuis un certain temps et auxquelles ne manquent que la volonté politique, s'ajoutent d'autres, destinées soit à aider les entreprises, notamment petites et moyennes, comme la déductibilité de 30 % de la TVA sur le flou domestique, soit à assurer la bonne volonté des écologistes, comme la création d'une grande Agence regroupant l'AFME (économies d'énergie), l'ANRED (recupération des déchets) et l'AQA (qualité de l'air), poussée par M. Rocard.

Reste un dernier débat non tranché : celui portant sur l'utilisation éventuelle des stocks détenus par les compagnies pour calmer l'envolée des prix intérieurs. Frisée en sourdine par le ministère des finances, toujours au nom de l'indice, cette suggestion est combattue par le ministère de l'Industrie, qui argue de la prudence nécessaire en cas de crise et souligne les dangers d'une utilisation prématurée des réserves, lesquelles pourraient s'avérer indispensables en cas d'aggravation de la situation dans le Golfe.

VÉRONIQUE MAURIS

Marges de distribution : les petits indépendants pénalisés



Le blocage des prix de l'essence, mis en place début août, a fortement pénalisé les petits distributeurs indépendants. Il bloquait en effet la marge de distribution à un niveau correspondant à la moyenne nationale soit 37 centimes par litre pour le super. Or comme le montre le graphique, les coûts de distribution varient largement d'un point de vente à l'autre, en fonction du débit.

Dans les très grandes stations appartenant aux hypermarchés qui débitent 12 000 mètres cubes/an et compriment au maximum leurs frais de gestion, ce coût est réduit au minimum, soit 17 centimes par litre. Au sein des réseaux de

grandes compagnies, lesquels débitent en moyenne 2 000 mètres cubes/an, les coûts sont certes supérieurs à la moyenne mais les compagnies peuvent faire des péréquations à l'intérieur de leurs réseaux.

En revanche, les petits distributeurs indépendants, dont le débit est très faible et qui sont approvisionnés par des intermédiaires grossistes, supportent des frais énormes. En temps normal, ils survivent en pratiquant des prix très élevés qui justifient leur isolement et l'absence de concurrence des grandes surfaces.

ÉCONOMIE

Les pays occidentaux et le contrôle des richesses du Golfe

Mossadegh ou les leçons d'une fausse défaite

« Je suis pour un embargo efficace », a déclaré, lundi 3 septembre lors de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, M. Roland Dumas, le ministre français des affaires étrangères. Il a, à ce sujet, évoqué le précédent de l'Iran en 1951. L'histoire de cet embargo montre effectivement qu'il est aussi difficile de forcer un blocus strictement appliqué que de résister à ses conséquences immédiates.

Le *Mary-Rose*, un petit cargo battant pavillon du Honduras et transportant 1 000 tonnes de pétrole, avait beaucoup fait parler de lui en juin 1952. Affrété par une firme italienne - l'EPI - le bateau avait forcé le blocus de la Royal Navy avant d'être immobilisé à Aden.

Si le *Mary-Rose* est d'actualité en ce début de septembre 1990, ce n'est pas à cause de la semi-provocation qu'il avait alors réalisée. Mais la crise du Golfe, les intentions déclarées de M. Saddam Hussein - nationalisme et maîtrise des richesses pétrolières - la forme de la réplique des grandes puissances décidant un blocus redonnent une véritable actualité à la crise qui suivit la nationalisation du pétrole iranien en mai 1951, crise qui vit triompher les positions occidentales, mais qui eut pour conséquence d'étendre, et pour longtemps, la guerre froide au Proche-Orient (1).

A quarante ans d'intervalle, le pétrole, la maîtrise de sa production, la liberté de sa commercialisation et de son transport restent un formidable enjeu et la source de tensions internationales que sont loin de provoquer les autres matières premières.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Grande-Bretagne avait conservé de très solides positions au Proche-Orient, des positions qu'avait dû abandonner la Turquie, vaincue en 1918 en

même temps que l'Allemagne. C'est ainsi qu'on retrouvait en Iran l'AIIOC (l'Anglo-Iranian Oil Company) qui avait construit la première raffinerie d'Abadan après avoir repris en 1909 à l'ingénieur anglo-australien Knox d'Arcy une concession obtenue en mai 1901 pour soixante ans.

Le brut iranien a maintenant une longue histoire : il a assuré à la Grande-Bretagne pendant la première, mais surtout la seconde guerre mondiale, un approvisionnement régulier pour ses navires et ses avions. Il a permis à la marine britannique de délaissier progressivement le charbon au profit du fioul et de rester maîtresse des mers dans sa guerre contre l'Allemagne nazie. Il a ensuite permis à l'Iran de se moderniser, puis de résister à l'Irak, puissamment armé, au cours d'une longue guerre qui vient de s'achever. Mais, avant d'en arriver là, Téhéran a dû conquérir le droit d'exploiter son pétrole.

L'URSS évincée

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les choses avaient déjà failli mal tourner. S'appuyant sur un traité de 1821, les Soviétiques, en 1941, envahissent le nord de l'Iran pour empêcher les Allemands de s'y installer, tandis que les Anglais ont la haute main sur le reste du pays. Quand la guerre prend fin, les troupes alliées évacuent l'Iran. Les Soviétiques qui voudraient, comme les Britanniques, disposer de concessions pétrolières restent sur place.

La riche province iranienne d'Azerbaïdjan, au nord-ouest du pays, entre à cette époque en dissidence, avec l'appui du parti communiste iranien Tudeh. Il faudra que le président des États-Unis, Harry Truman, se fâche et que le gouvernement iranien russe pour que les troupes soviétiques s'en aillent en mai 1946 sans rien obtenir.

Dans le voisinage du nouveau souverain iranien, Mohammed Reza, qui a succédé en 1941 à son

père le chah Reza obligé d'abdiquer, pense et agit un nationaliste aussi intransigent qu'incorruptible, le Dr. Mossadegh, grand bourgeois cultivé et grand propriétaire terrien.

Le jeune souverain, qui n'a que vingt-deux ans, n'a pas les mêmes conceptions politico-économiques que celui qui deviendra, en avril 1951, son premier ministre. Pour le souverain, l'appropriation des puits de pétrole par l'AIIOC n'est pas un problème (2). Le premier ministre qu'il a nommé en juin 1950, le chef d'état-major Haj Ali Razmara, est certainement convaincu de la nécessité de réformes profondes. S'il ne l'était pas, les États-Unis où il est allé se charger d'ailleurs de le lui rappeler, car on s'inquiète beaucoup à Washington du climat de violence qui règne en Iran. Le jeune chah n'a-t-il pas échappé à un attentat en février 1949 ? Mais, Ali Razmara, tout partisan qu'il soit du progrès, ne croit pas l'Iran capable d'exploiter seul son pétrole et voit dans les projets de nationalisation de Mossadegh « la plus grande des trahisons ».

Beaucoup plus tard, le chah reconnaîtra que Mossadegh « avait eu raison dans sa politique d'indépendance pour la récupération de l'économie iranienne ». Mais, à la fin des années 40, le principal souci de Mohammed Reza est d'acquiescer plus de revenus pour moderniser l'Iran, c'est-à-dire un meilleur partage des richesses pétrolières, comme cela a été obtenu avec l'accord Gass-Golshayan de 1949, qu'une commission parlementaire présidée par Mossadegh refuse de ratifier.

La tension est grande entre partisans et adversaires de la nationalisation. L'accord Gass-Golshayan, défendu par le général Razmara, prévoit grosso modo un doublement des royalties qui ne représentent qu'environ 10 % de la valeur du pétrole extrait. Mais le Venezuela et l'Arabie saoudite ont obtenu des sociétés américaines le « fifty-fifty » qui va progressivement devenir la règle dans le

monde. Les Iraniens se sentent bafoués et, le 7 mars 1951, le premier ministre est assassiné à la grande mosquée du Bazar. Le Dr. Mossadegh qui lui succède à la fin du mois d'avril 1951 sous la pression de la rue est âgé (personne ne connaît exactement sa date de naissance, mais il doit avoir soixante-dix ans), très cultivé (il a fait ses études de droit en Suisse, puis en France) et très riche. Intelligent et lucide, il est conscient de l'état de pays colonisé dans lequel vit l'Iran, et le dit. A travers l'exploitation du pétrole, la Grande Bretagne mais aussi les États-Unis règlent la vie politique du pays, sa police, sa justice. C'est cela qu'il faut faire cesser, et l'augmentation des royalties n'y pourra rien.

Jusqu'à la chute

Le Dr. Mossadegh, qui fait capoter l'accord de 1949 avec l'Anglo-Iranian Oil Company, a déjà exercé le pouvoir. Descendant par sa mère de la dynastie des Kadjars qui a régné sur l'Iran jusqu'en 1925, il a été ministre des finances. Lorsque le chef de la brigade cosaque Reza Pahlavi, le père du chah qui va régner jusqu'à la révolution de 1979, détrône le souverain régnant, Mossadegh doit quitter la scène politique pour vivre loin de la capitale, en résidence presque surveillée. Cette très longue absence prend fin en 1941, quand le jeune souverain arrive au pouvoir et le rappelle. C'est donc déjà Mossadegh, depuis en 1943, qui fait voter une loi interdisant l'octroi de nouvelles concessions pétrolières sans l'approbation du Parlement, cela pour couper court aux visées de Staline. C'est lui encore qui va pousser le souverain à signer l'acte de nationalisation du pétrole le 2 mai 1951. L'affrontement entre l'Iran et la Grande-

Bretagne va durer un peu plus de deux ans.

Londres s'adresse d'abord à la Cour internationale de La Haye, mais n'obtient pas satisfaction. Les choses vont alors aller vite. Les techniciens britanniques refusant de travailler pour la nouvelle Société nationale de pétrole iranien (SNPI) sont expulsés en septembre 1951, après que le gouvernement anglais eut commencé à dérouter les cargos chargés d'évacuer le brut iranien. Après avoir tenté de débarquer des troupes et en avoir été fermement dissuadé par les États-Unis, Londres va réaliser un blocus presque parfaitement étanche des côtes iraniennes. C'est à cette époque que des petits cargos tenteront de forcer le passage, mais sans succès.

La puissance des pays occidentaux va l'emporter, incapable de vendre son pétrole, l'Iran, progressivement asphyxié, va résister quelque temps, encore soutenu par une Amérique qui craint l'avancée soviétique. Truman, qui mène la guerre de Corée, accordera en mars 1952 un prêt à Mossadegh considéré comme un rempart contre le communisme.

Irrésistiblement entraîné dans sa logique nationaliste, le premier ministre iranien va multiplier les erreurs en repoussant toute concession. C'est ainsi qu'il refusera d'indemniser l'AIIOC, idée pourtant proposée par Harry Truman à la demande de Churchill, en échange de quoi pourraient reprendre les achats de pétrole iranien. Téhéran ira jusqu'à rompre les relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, en octobre 1952.

Eisenhower, élu président des États-Unis en novembre, après avoir vu lui aussi pendant quelques mois en Mossadegh « le seul espoir de l'Occident en Iran », changera d'attitude à partir de mai 1953. Exaspéré par les déclarations du premier ministre iranien qui parle de « pillage » des richesses nationales en même temps qu'il lance des appels menaçants aux États-Unis, Eisenhower va laisser

faire la CIA. Celle-ci organise et finance une insurrection en août 1953, qui va emporter le premier ministre. Arrêté, jugé, condamné à mort et gracié par le chah, Mossadegh, après trois années de prison, se retirera dans ses terres où il mourra en 1967.

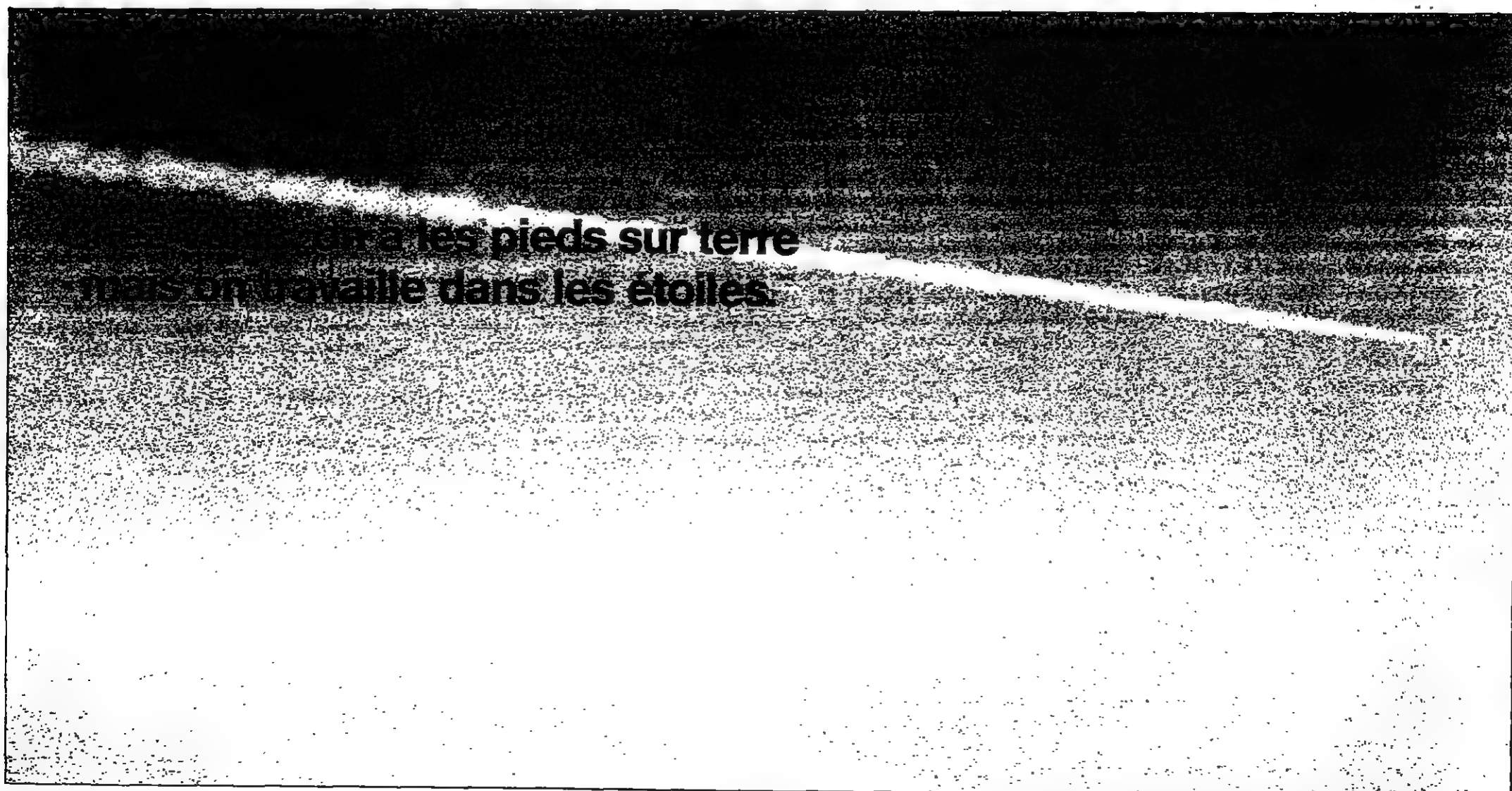
L'aventure de l'homme qui nationalisa le pétrole iranien - décision sur laquelle le chah ne reviendra pas - jette une lumière crue sur les événements actuels du Golfe. Les immenses ressources énergétiques de la région suscitent en permanence la tentation du contrôle : un contrôle qui fut largement assuré, et pendant longtemps, par la Grande-Bretagne, qui tenta l'Union soviétique et explique la politique des États-Unis dans la région depuis le pacte de Bagdad (3), que Washington encouragea, jusqu'à l'intervention du mois d'août 1990 en Arabie saoudite. Les États-Unis sont maintenant présents dans une zone qu'ils contrôlaient mal. Les mois qui viennent diront s'ils rapatrieront leurs troupes une fois passé le danger irakien ou si - trop heureux de l'occasion qui s'est présentée à eux - ils resteront sur place, dans cette zone essentielle de la planète.

ALAIN VERNHOLLES

(1) Histoire de la guerre froide par André Fontaine, T. II. Fayard et Points-Seuil.

(2) Voir dans le *Monde* du 6 mars 1967 l'article de Gaston Fournier. Voir aussi dans le *Monde* des 18-19 décembre 1983, l'article de Paul Bada.

(3) Le 24 février 1955 fut signé, à Bagdad, un traité pour la sécurité et la stabilité, réunissant l'Irak et la Turquie, puis la Grande-Bretagne, le Pakistan et l'Iran. « Pour Le Caire, cette nouvelle sonna comme un défi » (Histoire de la guerre froide, par André Fontaine).



Relever les défis technologiques, c'est dans la nature de Volvo.

Fournisseur de réacteurs pour les avions de l'armée de l'air suédoise, Volvo travaille aujourd'hui surtout pour l'aviation civile avec des partenaires prestigieux comme General

Electric, Pratt & Whitney, Garrett et Rolls Royce.

Depuis le début des années 70, Volvo est présent dans l'espace à travers la fusée Ariane dont il produit les chambres de combustion.

"L'avion de l'espace" sera la prochaine grande

étape de la course aux étoiles. Les Européens y travaillent activement. Projet ambitieux, il constitue une nouvelle aventure à laquelle Volvo a naturellement toutes les chances de participer.

Rendez-vous aux alentours de 2010...

VOLVO: Effectif: 79.000 personnes. Chiffre d'affaires: 91 milliards de SEK*. Secteurs d'activité: voitures, camions, bus et cars, moteurs marins et industriels, aéronautique, travaux publics, agro-alimentaire et santé. Volvo est l'un des principaux groupes industriels dans le monde. Il doit sa position à ses exigences de qualité, de sécurité, d'éthique et de respect des personnes et de l'environnement.

* 1 SEK = env. 1 FF

VOLVO

صدا من الرحمن

LES BI
F
COMPTES
PUBLIES
SO
DEJA DIS
SUR M
AU 36.2
LA VERITE
ATTEN

ÉCONOMIE

Les sacrifices de la rentrée

Suite de la première page

En outre, la hausse du taux salaire horaire ouvrier (+ 3,2 % en rythme annuel pour une inflation de 3 %), renforce la méfiance du patronat. Pour sa part, M. Michel Rocard a répété que le gouvernement utilisera comme prévu l'anneau du SMI si les discussions ne donnent pas les résultats escomptés.

Pour 1990, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, revendique des revalorisations générales de 3,5 %. Objectif pour le moins ambitieux au regard des capacités de mobilisation des syndicats. Les efforts déployés par la FEN et la CFTD pour cultiver les convergences entre « réformistes » dans la perspective d'une éventuelle reconstitution du paysage syndical n'ont toujours pas débouché sur des résultats tangibles. En revanche, le raidissement de FO est de plus en plus perceptible et laisse perplexes pouvoirs publics et patronat. Quant à la CGT, elle aborde la rentrée avec un profil plutôt bas sans pour autant renoncer à ses objectifs.

Le patronat ne peut perdre de vue qu'une partie des augmentations de salaire découle des insuffisances de

la formation, à l'origine de déficits de main-d'œuvre qualifiée dans de nombreux secteurs. La nécessité de donner un second souffle à la formation professionnelle permettra peut-être aux partenaires sociaux de se retrouver sur un terrain plus consensuel. M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, leur a en effet proposé de se mettre d'accord sur les mesures nécessaires pour y parvenir. Les discussions débiteront en principe le 2 octobre et pourront déboucher sur un projet de loi.

Dans la fonction publique, le dialogue social est en panne. Les syndicats de fonctionnaires font de l'apaisement de l'accord salarial 1988-1989 un préalable à une reprise des discussions, mais le gouvernement, soumis aux fortes contraintes budgétaires qu'engendrent les incertitudes macroéconomiques, considère que le débat est clos. Les multiples mesures catégorielles, rappelle-t-il, portent à 3,6 % la progression de la masse salariale depuis le début de cette année. En cas de blocage persistant, les pouvoirs publics — ils souhaitent que la croissance soit retenue parmi les variables commandant l'évolution

des salaires des fonctionnaires — devront tout de même prévoir une mesure salariale complémentaire. Au titre de 1990, les fonctionnaires n'ont reçu sous forme d'augmentation générale qu'une revalorisation de 1,2 % en avril alors que l'inflation va s'accroître en fin d'année. Quant à l'enveloppe variable, selon l'activité économique prévue dans le cadre de la réforme de la grille de la fonction publique, elle sera nulle en 1990. Une telle rallonge ne doit en effet intervenir qu'à partir d'une progression de 3 % du PIB.

Une possible reprise du chômage

Bien qu'il assure que la « nouvelle étape sociale » demeure d'actualité, le gouvernement sait fort bien que la première conséquence d'un ralentissement de l'activité pourrait bien être une reprise du chômage. Aussi le traditionnel plan emploi de l'automne — ce sera le troisième du gouvernement Rocard — prend-il un relief particulier. Le 13 septembre, M. Soisson devrait présenter aux partenaires sociaux une série de mesures comportant notamment une relance du crédit d'impôt formation et un dispositif de prévention des licenciements pour les salariés en fin de carrière.

Au terme de longs débats au sein du gouvernement et du Parti socialiste, la contribution sociale généralisée (CSG) va probablement voir le jour dans les semaines qui viennent. La CSG n'aggraverait pas le niveau des prélèvements obligatoires (le 0,4 % sur les revenus imposables sera supprimé et la cotisation d'assurance-vieillesse des salariés sera allégée), mais elle sollicitera davantage les revenus moyens et supérieurs de même que les bénéficiaires de certaines prestations sociales (retraites et allocations chômage) au-delà d'un certain seuil. Contestée par la quasi-totalité des syndicats, cette réforme va permettre de réorienter le financement de la Sécurité sociale, qui pèse presque exclusivement sur les salariés.

Le dossier des retraites, qui a donné lieu cet été à une vive polémique à l'occasion de la publication sous l'égide de l'INSEE d'une étude insistante sur les sombres perspectives de l'assurance-vieillesse à l'horizon 2005, fera l'objet d'un Livre blanc présenté devant le Parlement par M. Claude Evin, ministre de la solidarité. Néanmoins, le débat qui suivra ne sera pas destiné à déboucher sur des décisions concrètes.

Sur le terrain, il y aura dès la ren-

trée quelques points chauds. Le plus important concerne les organismes de Sécurité sociale et, plus particulièrement, les déroulements de carrière. Après la caisse primaire de Bobigny (Seine-Saint-Denis), celle d'Evry (Seine-et-Marne) s'est mise en grève, bloquant près d'un million et demi de dossiers. Le mouvement pourrait s'étendre. Ce différend apparaît d'autant plus délicat à résoudre qu'à l'UCANSS (Union des caisses nationales de Sécurité sociale), dont les administrateurs patronaux ont démissionné, les caisses primaires et l'Etat se renvoient la balle. En outre, le conflit traverse FO, qui assure avec le CNPF la gestion des 180 000 salariés de la Sécu mais dont les militants sont très actifs dans le conflit. D'autre part, un mouvement de grève lié à la réforme du statut du personnel paralysait plusieurs blanchisseries des hôpitaux de l'Assistance publique à Paris.

Dans le secteur privé, le climat paraît calme. Ce qui ne signifie pas pour autant que les risques de conflit soient totalement exclus. Notamment sur la question des salaires.

JEAN-MICHEL NORMAND

Les statistiques du ministère du travail

Le nombre de travailleurs immigrés permanents a augmenté de 27,8 % en 1989

Globalement, 80 514 travailleurs étrangers, hors de la CEE, sont entrés sur le marché du travail français en 1989, selon des statistiques publiées lundi 3 septembre par le ministère du travail. Parmi ceux-ci, le nombre de travailleurs permanents, qui s'élève à 18 646, est en augmentation de 27,8 % par rapport à 1988.

Ainsi est confirmé un retournement de tendance à la hausse engagé depuis 1986 alors que le volume annuel des entrées officielles n'avait cessé de diminuer de 1974 à 1985. Les plus fortes progressions sont enregistrées avec les Polonais, les Libanais, les Algériens et les Yougoslaves.

Elles correspondent à des pénuries catégorielles de main-d'œuvre et sont liées à la situation de reprise économique puisqu'elles font l'objet d'autorisations, parfois à titre provi-

soire (16 %). Plus importante, avec 61 422 étrangers, l'immigration saisonnière baisse régulièrement, et plus encore en 1989 (- 12 %). Composée pour l'essentiel d'Espagnols et de Portugais, cette main-d'œuvre est surtout utilisée par l'agriculture, à l'occasion des vendanges et de la récolte des fruits et légumes.

Ces chiffres ne comprennent pas les 61 422 nouvelles demandes d'asile acceptées en 1989 et qui ont pratiquement doublé par rapport à l'année précédente. On y trouve beaucoup de Turcs, de Zaïrois, de Maliens et de Sri-Lankais. Ils ne tiennent pas compte non plus de l'immigration familiale, dont 34 594 personnes ont bénéficié en 1989 au titre du regroupement familial.

Cette mesure, qui profite aux conjoints, s'applique désormais en majorité aux enfants mineurs. Enfin, ces données ne permettent pas de connaître la part de l'immigration clandestine.

INDUSTRIE

Une restructuration avant l'introduction en Bourse

Arena, Pony et Le Coq sportif vont quitter le groupe Adidas

Le sort de Sarregan, le holding d'Adidas, qui regroupe les chaussures de sport Pony (1 milliard de chiffre d'affaires en 1989), les maillots de bain Arena (630 millions de francs) et les articles Le Coq sportif, est désormais scellé. La direction du groupe, qui compte porter l'essentiel de ses efforts sur la griffe Adidas, a en effet décidé de « rendre son autonomie » à ses trois marques accessoirées.

« Nous devons mettre fin à la pression qu'exercent ces sociétés sur les résultats d'Adidas », a expliqué M. René Jaeggi, le président du directoire, intervenant lors du grand rendez-vous annuel des

fabricants d'articles de sport, la Foire ISPO de Munich. Une décision pure et simple semble difficilement envisageable dans l'immédiat. En mauvaise santé financière, ces trois sociétés dont on ne connaît pas les résultats (ceux-ci n'apparaissent pas, étant consolidés avec l'ensemble des résultats du groupe) trouveraient difficilement preneur. M. René Jaeggi nous confie qu'il y a une semaine que l'ensemble Sarregan perdait de l'argent depuis « au moins dix ans » et que « Pony n'était maintenu en vie qu'artificiellement » grâce aux augmentations de capital d'Adidas.

Un détachement trop brutal de Sarregan risque en outre de soulever de sérieuses difficultés. Les milieux sportifs ne devraient pas manquer d'exiger des garanties.

Arena ne finance-t-elle pas grâce à ses accords de parrainage et de partenariat l'essentiel des grands événements internationaux de natation ?

De fait, la direction d'Adidas, qui envisage de dissocier les trois marques, pourrait transférer certaines d'entre elles (Arena et Le Coq Sportif précisément) à un holding dans lequel Bernard Tapie Finance serait majoritaire. Rien n'est tranché à l'heure actuelle. L'objectif des dirigeants de la firme est d'introduire Adidas en Bourse d'ici trois ans. Adidas devrait procéder à une augmentation de capital de « 60 à 100 millions de marks », soit 200 à 300 millions de francs, d'ici à la fin de l'année 1991, à par ailleurs précisé M. Jaeggi.

C. M.

**LES BILANS
ET
COMPTES ANNUELS
PUBLIES EN 1990
SONT
DEJA DISPONIBLES
SUR MINITEL
AU 36.29.11.11.
LA VERITE NE PEUT
ATTENDRE.**

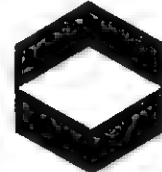
Sans attendre, vous pouvez connaître la vérité sur vos clients, vos fournisseurs ou vos concurrents : les bilans et comptes annuels, les chiffres-clés des Entreprises (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs), les extraits de Registre du Commerce et des Sociétés, les renseignements sur les défaillances d'Entreprises. Les copies de ces documents peuvent être commandées par Minitel 36.29.11.11. et payées par Carte Bancaire.



INFOGREFFE



LA SOURCE DE L'INFORMATION SUR LES ENTREPRISES.
SCM INFOGREFFE - 1, quai de Corse 75181 Paris cedex 04 - Tél. : (1) 43.29.06.75



PETROBRAS
PETRÓLEO BRASILEIRO S.A.

AVIS DE PRÉQUALIFICATION CONSTRUCTION ET MONTAGE DE LA CONDUITE DU PIPELINE REPLAN/BRASILIA

Le bureau d'études (Serviço de Engenharia/SEGEN) de PETROBRAS rend public un avis de préqualification des entreprises pour la construction et le montage de la conduite principale du pipeline reliant la raffinerie de Paulinea (REPLAN), située sur le territoire de la municipalité de Paulinea, dans l'Etat de São Paulo, à la ville de Brasília, district fédéral, Brésil, avec une extension de 995 km environ, composée des trajets suivants :

REPLAN — Ribeirão Preto — 18" extension 190 km
Ribeirão Preto — Uberlândia — 16" extension 280 km
Uberlândia — Goiânia — 16" extension 300 km
Goiânia — Brasília — 10" extension 185 km

Les entreprises intéressées doivent solliciter les documents pour la préqualification jusqu'au 30 septembre 1990, par télex à envoyer à :

PETROBRAS/SEGEN
Télex : (21) 40491 PETRA BR
Réf. : Pré-qualificação para Contratação do Projeto Executivo, Construção e Montagem do Oleoduto REPLAN/BRASILIA

Le télex doit contenir l'adresse complète de l'entreprise pour l'envoi des documents par PETROBRAS.

La PETROBRAS informe que la participation à cette préqualification ne garantira pas la future invitation à prendre part à la demande des prix.



groupe nationale
elf aquitaine

ELF AQUITAINE : comptes consolidés du premier semestre 1990

Les résultats consolidés du Groupe ELF AQUITAINE pour le premier semestre 1990 traduisent le maintien des performances financières du Groupe à un niveau élevé en dépit de l'évolution défavorable pour le Groupe, du cours du dollar dont la valeur moyenne s'établit à 5,69 F. pour 6,43 F. au premier semestre 1989 et également du yen, au cours de cette période.

en milliards de francs	Premier semestre 1990	Premier semestre 1989	Année 89
Chiffres d'affaires	82,3	72,8	149,8
Marge brute d'auto-financement	11,6	12,4	23,8
Résultat opérationnel			
Exploration-production	5	4	8,5
(après exploration passée en charge)	0,9	0,3	1,2
Raffinage-distribution-négoce pétrolier	3,7	3,4	2,3
Chimie	0,6	0,7	1,4
Santé-Beauté-Bio-activités			
TOTAL	10,2	8,4	13,4
Autres produits et charges non ventilés ⁽¹⁾	(4,9)	(3,5)	(8,0)
Intérêts minoritaires	(0,4)	(0,5)	(0,2)
Résultat net (part du Groupe)	4,9	4,3	7,2
Résultat par action (en francs)	40	41	67

(1) Cet ensemble recouvre le résultat des sociétés mises en équivalence, les frais financiers nets, les impôts et les charges non ventilés du holding.

Tous les secteurs du Groupe connaissent une augmentation du chiffre d'affaires entre le premier semestre 1989 et le premier semestre 1990. L'essentiel de cette croissance provient toutefois de la chimie, du fait de la prise en compte des activités d'Orkem et de Pennwalt dans les comptes 1990. Le bénéfice net consolidé atteint 4,9 milliards de francs contre 4,3 au premier semestre 1989, soit une croissance de 15%. Ce résultat prend en compte, d'une part, la plus-value de cession de la société de peinture La Seignurie pour un montant de 620 millions de francs, et d'autre part, le résultat pour le premier semestre des activités d'Orkem dévolues au Groupe, pour un montant net d'intérêts minoritaires de l'ordre de 300 millions de francs, montant qui confirme ceux qui ont été indiqués lors des opérations d'apport.

Même si des incertitudes fortes subsistent sur la conjoncture à venir, les réalisations du 1^{er} semestre et le début du second semestre, permettent donc de confirmer la croissance du résultat net de l'année antérieurement annoncée. Les évolutions par secteur d'activité ont été les suivantes⁽²⁾:

(2) Le Groupe retient dorénavant la notion de résultat opérationnel pour exprimer le résultat de chacun des secteurs. Le résultat opérationnel s'entend comme le résultat avant produits et charges financières, impôts et intérêts minoritaires. Cette présentation retenue par la plupart des compagnies pétrolières internationales reflète mieux la rentabilité propre de chaque secteur d'activités et correspond à l'organisation financière et fiscale du Groupe. Elle conduit à faire disparaître le secteur holding.

EXPLORATION-PRODUCTION

Ce secteur a connu une nouvelle et importante croissance des productions d'huile qui atteignent 14,9 millions de tonnes contre 11,5 millions de tonnes pour la même période de l'année dernière. La production de gaz est, elle, en légère décroissance, à 7,4 millions de tep contre 8 millions de tep.

Le prix du brut, pour cette période antérieure à la crise du Moyen-Orient, s'est établi à 17,9 dollars par baril pour le Brent, niveau très voisin de celui du premier semestre 1989 et de l'année 1989 dans son ensemble. Mais la baisse du dollar américain a eu un effet négatif sur les comptes en francs, qui a réduit en partie les effets positifs de la hausse des productions. Le Groupe a d'autre part maintenu un effort d'exploration important, au niveau atteint au 1^{er} semestre 1989, soit 2,3 milliards de francs.

Au total, le résultat opérationnel de ce secteur atteint 5 milliards de francs. Il est en croissance de 24% par rapport au 1^{er} semestre 1989.

RAFFINAGE-DISTRIBUTION-NÉGOCE

Les efforts de restructuration du Groupe ont porté leurs fruits dans ce secteur qui a poursuivi son redressement dans un contexte général plus favorable pour le raffinage européen. Elf France a accru la part de marché de son réseau grâce notamment au développement de l'essence sans plomb. Un important plan d'investissements a été engagé afin de répondre à l'évolution qualitative et quantitative de la demande en carburants. Ainsi le résultat opérationnel a évolué de façon très satisfaisante, passant de 300 à 900 millions de francs, même si la rentabilité demeure encore modeste au regard de la valeur des actifs.

CHIMIE

De manière globale, l'évolution de cette branche a été celle d'une chimie équilibrée, entre pétrochimie, chlorochimie et engrais d'une part, chimie fine et de spécialités d'autre part. La diminution des prix de vente dans la chimie de base s'est confirmée, sans d'ailleurs s'amplifier, au premier semestre de 1990. Il faut toutefois rappeler que pour ces activités le premier semestre 1989 constitue une référence exceptionnellement élevée. Les spécialités ont maintenu quant à elles, des résultats satisfaisants pénalisés cependant par la baisse du dollar et du yen. De manière générale, enfin, la chimie du Groupe a souffert du ralentissement de la croissance américaine.

Au total, le résultat opérationnel y compris la plus-value de la Seignurie mais avant prise en compte des effets de l'intégration d'Orkem, s'est établi à 3 milliards de francs contre 3,4 au premier semestre 1989.

SANTÉ-BEAUTÉ-BIO-ACTIVITÉS

Les activités de ce secteur ont été particulièrement pénalisées au cours du premier semestre par la baisse du dollar et du yen par rapport au franc. Les bio-activités ont par ailleurs subi le faible niveau du prix des protéines. Enfin les comptes du semestre ont supporté les surcoûts liés aux acquisitions réalisées aux Etats-Unis au début de l'année. Mais la progression de l'activité est restée en revanche satisfaisante, dans la santé humaine principale activité de SANOFI.

Au total, le résultat opérationnel de la branche atteint 600 millions de francs pour 630 millions de francs au premier semestre 1989.

Le Groupe a maintenu durant les premiers mois de l'année une politique d'investissements soutenue, que ce soit en poursuivant le développement de gisements pétroliers, en engageant de nouveaux projets industriels ou en effectuant de nouvelles acquisitions. En ce qui concerne la croissance externe, outre la reprise d'une partie des activités d'Orkem dans la chimie, le Groupe a engagé plusieurs opérations importantes dans le secteur des hydrocarbures:

- rachat des actifs d'exploration-production de BP en France et de ceux de Coparex en Norvège et au Cameroun,
- mise en œuvre de la politique d'internationalisation de l'aval qui s'est traduite par l'acquisition des actifs de raffinage-distribution d'Amoco en Grande-Bretagne et par la décision de prendre une participation de plus de 20% dans le groupe pétrolier espagnol CEPASA. Ces opérations devaient être effectives dans le courant du 2^e semestre.

COMPTES SNEA MAISON-MÈRE

Le bénéfice de la SNEA maison-mère s'élève au 30 juin 1990 à 2,9 contre 4 milliards de francs pour le premier semestre 1989. La différence entre les deux premiers semestres s'explique pour l'essentiel par un report de certaines remontées de dividendes des filiales sur le second semestre.

Pour information sur minitel, composez 36-16 - CLIFF.

Un grand Groupe pétrolier français se développant dans le monde entier.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Méga-projet pour l'an 2006

L'ensemble aéro-portuaire de Hongkong coûterait 16 milliards de dollars

Au lendemain du massacre de la place Tiananmen, qui porta un coup sévère à l'économie de Hongkong - ou sans doute à cause de cela, - la colonie britannique a décidé de se doter d'un nouvel aéroport et d'installations portuaires destinées à faire face aux besoins du prochain millénaire.

HONGKONG

de notre envoyé spécial

Peut-être pour conjurer le mauvais sort qui l'avait fait vaciller, Hongkong a vu gigantesque. La stratégie de développement du port et de l'aéroport (connue par ses initiales anglaises de PADS) s'étend sur quinze ans avec une première phase qui doit s'achever peu avant que la colonie ne retourne dans le giron de la Chine, le 30 juin 1997. Annonce il y a un an, la PADS devrait coûter 127 milliards de dollars Hongkong (16,3 milliards de dollars US) au taux de 1989.

Au-delà des nécessités économiques - l'aéroport de Kaitak, ouvert en 1925, sera saturé entre 1992 et 1995, - la PADS découle aussi de considérations politiques. Il s'agit de consolider la confiance, ébranlée, dans l'avenir par un projet grandiose et à long terme, engageant aussi les futures autorités de la colonie. Car, si l'économie locale ne continue pas son expansion, la confiance, qui est à la base de sa prospérité, s'effritera bien avant 1997.

Mais le fait même que la décision ait été prise au lendemain de la répression à Pékin a conduit les dirigeants chinois à contester un projet dans lequel ils croyaient voir des « arrière-pensées » inquiétantes. D'autant que, selon des hommes d'affaires de Hongkong comme M. Helmut Sohmen, le gendre de l'armateur YK Pao, la décision a été prise sans consultations suffisantes avec Pékin, qui s'inquiète d'engagements financiers considérables. « Le gouvernement de Hongkong s'est mis dans une position dans laquelle l'aéroport peut être utilisé comme un atout de négociation », nous a-t-il déclaré.

Et de regretter qu'« on ait perdu cinq ans parce que le gouverneur précédent était braqué contre le projet », déjà mis à l'étude en 1982 et qui avait alors, en raison d'un environnement économique et financier défavorable, été oublié dans un tiroir. D'autres hommes d'affaires regrettent que le nouvel aéroport ne soit pas construit en territoire chinois, ce qui aurait coûté moins cher.

Amador

Pékin

Quoi qu'il en soit, le pari a été pris sur l'avenir d'un Hongkong centre de communications entre la Chine du Sud et une zone Asie-Pacifique en pleine expansion. L'autorité provisoire chargée de l'aéroport - qui sera situé à Chep Lap Kok, au nord de l'île de Lantau, encore relativement sous-développée - a été nommée, les plans tracés, le premier contrat attribué (à une firme chinoise de travaux publics), et il est trop tard pour reculer. Une garantie chinoise est néanmoins indispensable pour obtenir des engagements financiers privés ou étrangers. Les officiels interrogés se disent confiants que Pékin se laissera séduire.

Sur ce point, l'un des principaux agents de change de la place estime que les Chinois sont en train de changer d'attitude. En particulier parce que les responsables de Canton les auraient convaincus de la nécessité de construire un port qui puisse accueillir des navires de plus de 20 000 tonnes, le maximum capable de remonter la rivière des Perles. Mais la mauvaise communication, la méfiance de Pékin et les trop longues hésitations de Hongkong ont rendu la réalisation du projet plus délicate.

Car la PADS, de par son ampleur, est l'un des plus vastes projets de travaux publics au monde, tout à fait comparable au tunnel sous la Manche par son coût : l'aéroport, dont la première piste devra être opérationnelle au printemps de 1997, est prévu pour accueillir en 2011 entre 50 et 80 millions de passagers par an (contre 16,2 actuellement) et 2,6 à 4,4 millions de tonnes de cargo (730 000 en 1989). Quand la seconde piste sera construite, séparée de 960 mètres de la première

sur un terrain dont 1 000 hectares auront été gagnés sur la mer, l'aéroport pourra traiter soixante-dix avions à l'heure, vingt-quatre heures par jour. Tout cela pour un coût estimé à 7,7 milliards de dollars US.

Il était temps. Ceux qui ont utilisé Kaitak - coincé entre des HLM et la mer, ce qui fait que l'atterrissage et le décollage tiennent parfois du *scenic railway*, avec une seule piste toujours à la merci d'un accident, ses comptoirs d'embarquement et d'immigration engorgés, son trafic augmentant de 15% par an - peuvent témoigner qu'il n'est plus à la mesure de Hongkong, deuxième aéroport d'Asie après Narita. Le nouvel ensemble disposera des facilités les plus modernes et d'un réseau de communications sophistiqué avec l'île de Hongkong et la zone commerciale et touristique de Kowloon. Qui plus est, deux villes nouvelles, l'une de 150 000 habitants et l'autre de 110 000 seront bâties pour le personnel, s'ajoutant aux six autres en construction (1).

C'est au sud-est de Lantau que sera situé le nouveau port, qui fera passer les capacités de Hongkong de 85 millions de tonnes en 1989 à 450 en 2011. Il s'agit d'un projet entièrement financé et géré par le secteur privé. Tout comme les huit terminaux pour conteneurs déjà existants ou le neuvième prévu, qui font de Hongkong l'un des premiers ports pour conteneurs avant Rotterdam ou Singapour, avec 4,46 millions d'équivalents TEU l'an dernier.

60 % de financement privé

Pour l'instant cet ensemble, des voies express reliant Lantau à Kowloon et au nouveau territoire par un pont dont l'arche devrait être l'une des plus longues du monde (1 410 mètres), un nouveau tunnel vers Hongkong, une nouvelle ligne de métro avec trains rapides seront construits. Pont et voies express devraient être opérationnels avant l'ouverture de l'aéroport.

Les premiers appels d'offres seront lancés au cours des mois prochains, sur la base d'une concurrence internationale dans laquelle plusieurs firmes françaises qui ont réussi à Hongkong (Dragages ou Solfrance) sont bien placées. Mais on peut penser que, pour des considérations politiques et pour amadouer Pékin par des compensations financières, une partie des contrats seront attribués à des compagnies chinoises. Les travaux pourraient commencer dès la fin de 1991, financés à 60% par le secteur privé. La firme américaine Bechtel a été chargée de la coordination, les sociétés Mott MacDonald et Shankland Cox, et Wilbur-Smith and Associates ont été choisies comme consultants.

Avec la PADS, gouvernement et milieux d'affaires parient sur l'avenir de Hongkong. Ils misent gros sur ce projet, déjà bloqué, ou si la Chine refusait de jouer le jeu, le résultat pourrait être désastreux. Mais s'il réussit, il propulsera la future zone administrative spéciale vers le vingt et unième siècle.

PATRICE DE BEER

(1) Ainsi qu'un vaste projet pour gagner des terres sur la mer face au centre de Hongkong, entre les quartiers d'affaires de Central et de Wanchai.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-22-20-20

Imprimerie
du Monde

17, rue de Valenciennes
94012 Ivry-sur-Seine Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-89

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif

FRANCE

SUBS. PÉL. LUXEM.

AUTRES PAYS

1 an

6 mois

3 mois

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

COMMUNICATION

La concentration dans l'achat d'espaces publicitaires

Le « non, mais... » de M. Bérégovoy laisse une marge de manœuvre à Carat et Eurocom

La prudence des réactions à l'arrêté de M. Bérégovoy du 3 septembre interdisant l'achat d'espaces en commun en France par les groupes Carat et Eurocom s'explique par l'ambiguïté de la décision, l'absence de pressions politiques qui l'ont précédée, et l'attente d'une investigation plus globale du secteur menée par le Conseil de la concurrence.

« C'est une décision sage et responsable », commente M. Francis Gross, un des dirigeants de Carat, résume la satisfaction tranquille des deux groupes publicitaires français, Carat et Eurocom, auxquels un arrêté du ministre des finances vient pourtant d'interdire de rapprocher toutes leurs activités d'achat d'espaces en France (le Monde du 5 septembre). On retrouve le même ton mesuré chez les concurrents de Carat, pour autant farouchement opposés à ce rapprochement. Ainsi M. Maurice Lévy, PDG de Publicis, nous a-t-il déclaré : « C'est une bonne décision, mais pour le marché. » Mais il ajoute aussitôt : « Elle aurait pu être excellente. Je regrette que le ministre n'ait pas suivi totalement l'avis du Conseil de la concurrence. »

Car c'est bien la divergence entre l'avis du Conseil de la concurrence, fermement négatif, et la décision ministérielle, nettement plus ambiguë, qui explique le soulagement de Carat et Eurocom. L'arrêté publié, tout en interdisant le regroupement des activités d'achat d'espaces des deux principaux groupes du secteur, précise que cette interdiction ne s'applique pas dans les cas où sont proposés à l'achat des espaces publicitaires demandés par des annonceurs internationaux et couvrant, à la fois, la France et plusieurs autres pays.

Cette formulation floue autorise au moins deux interprétations. L'une, restrictive, limite ces exceptions à la règle aux supports multinationaux, pour des campagnes internationales encore rares. L'autre permettrait aux deux groupes de traiter en commun

leurs clients multinationaux, du moment qu'ils sont annonceurs dans plusieurs pays. C'est évidemment celle qui est retenue chez Carat et Eurocom. Et, même si d'après leurs estimations seuls 15 % des budgets traités par Eurocom seraient concernés, la porte serait alors suffisamment ouverte pour vider de sa substance l'interdiction ministérielle.

Au-delà de l'ambiguïté, la tonalité mesurée des réactions s'explique aussi par la féroce bataille qui a agité les milieux publicitaires et politiques avant la décision. Récemment entré dans le groupe Eurocom, M. Jacques Pihan, ancien conseiller en communication de MM. Mitterrand et Rocard, a pu, de concert avec M. André Rousselet dont l'influence chez Havas est grande, faire jouer ses appuis politiques en faveur d'un compromis. Publicis, de son côté, avait trouvé dans l'entourage de M. Laurent Fabius des avocats pour tenter d'obtenir une stricte interdiction du rapprochement. C'est un arbitrage final de Matignon qui a abouti à la rédaction définitive ouvrant une large brèche dans l'interdiction de rapprochement entre Carat et Eurocom.

Or le Conseil de la concurrence, au-delà de son avis ponctuel sur l'accord Carat-Eurocom, est lancé dans une investigation poussée de l'ensemble du secteur de l'achat d'espaces. La brigade financière épêche depuis des mois les dossiers et la comptabilité des agences, régies et centrales. L'enquête devrait déboucher courant 1991. S'étant aussitôt mis au dossier, le Conseil pourrait alors prendre des mesures sévères pour limiter les ententes et promouvoir la concurrence. Et les éventuelles sanctions ne passeront plus alors par le filtre du pouvoir politique.

Même s'ils obtiennent quasi-satisfaction dans l'immédiat avec une interdiction formelle mais peu gênante, les géants de l'achat d'espaces savent que cette échéance sera décisive pour la poursuite de leurs activités.

Carat et Eurocom ont, toutefois, d'ores et déjà obtenu deux faveurs pour leur rapprochement : financièrement, leurs liens au travers du holding anglais Agis (qui contrôle 100 % de Carat) vont se resserrer, leurs parts (14,9 % actuellement) devant encore monter à l'avenir, selon M. Francis Gross. Enfin, leurs activités communes hors de l'Hexagone seront rapidement opérationnelles, selon le planning prévu.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Le Conseil de la concurrence ne désarme pas

Le dernier élément qui incite à la prudence tous les protagonistes est sans doute l'avis motivé du Conseil de la concurrence. Car cet avis est sévère pour les pratiques du marché de l'achat d'espaces. Il note ainsi que trois centrales d'achat (Carat, PMS et Eurocom) concentrent entre leurs mains 46,7 % de la demande d'espaces, alors que l'offre est beaucoup plus diluée, deux régies seulement (dont TF1, avec 12,5 %) dépassant le seuil de 5 % du marché. Une situation encore aggravée secteur par secteur : additionnées, les parts de marché de Carat et Eurocom seraient ainsi, selon le Conseil, de 46,5 % en radio, 54,2 % en cinéma, 43 % en télévision, 27,4 % en affichage, 32,7 % en presse. Les deux groupes avancent des estimations plus faibles, respectivement 33,6 %, 35,9 %, 35,7 %, 22,9 %, et 22 %, ne s'attri-

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5341

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

1. Accident de la circulation dû parfois à une conduite imprudente. — 2. Evoque une classe à la hauteur. Etait adorée dans les ports. — 3. Qui ne pensent qu'à la bagatelle. — 4. Lie. A parfois un secret. — 5. Le dernier c'est la grande mode. Peut être mortel quand on se rassure. — 6. Une mouche qui peut piquer du nez. Donnée par le chef. — 7. Valeur du silence. Circule à l'étranger. — 8. De bonnes choses. — 9. Fait circuler comme des livres. Dans le décor. — 10. Proposées par celui qui monte plus haut. — 11. Pas admises.

VERTICALEMENT

1. Qui n'auront aucuns portés. — 2. Hors de combat. Qui ont donc compati. — 3. Exécute. Faire comme un mauvais conducteur sur un circuit. — 4. Fait quelque chose. Figure mythologique. — 5. Donner une couverture. Un mot repoussant. — 6. Traverse plusieurs lacs. Un vrai génie. — 7. Peut amener la discorde. Son roi a été mis en scène. Un peu de terre. — 8. Point de départ. Une bestiole. Parfois mis dans un cornet. — 9. Pas adhérents.

Solution du problème n° 5340

Horizontalement

1. Ravaleurs. — 2. Abandon. — 3. Vite. Ere. Mite. — 4. Ana. Nimbus. — 5. Lino. Os. Rhô. — 6. Esopo. Veau. — 7. Urtiques. — 8. Réo. On. Ut. — 9. Soléil.

Verticalement

1. Remue-ménage. — 2. Abandon. — 3. Vite. Ere. Mite. — 4. Ana. Nimbus. — 5. Lino. Os. Rhô. — 6. Esopo. Veau. — 7. Urtiques. — 8. Réo. On. Ut. — 9. Soléil.

GUY BROUTY

Les éditions Laffont rejoignent le Groupe de la Cité

Annoncée début juillet (le Monde du 3 juillet), l'intégration des éditions Robert Laffont dans le groupe de la Cité devrait être effective avant la fin de l'année. Robert Laffont devenant aux côtés de Bordes, Larousse, Nathan, Presses de la Cité et France-Lesiris, une entité autonome du deuxième groupe d'édition français (5,7 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989).

L'opération, qui se présente essentiellement comme un recassement d'activités au sein du groupe Havas - actionnaire des deux sociétés -, sera précédée par une augmentation de capital du Groupe de la Cité lui permettant de rémunérer les actions qui lui seront apportées. La CLT et l'IP (groupe Havas) qui détenaient 67 % de Robert Laffont, Worms

o PRÉCISION. — Une erreur de transmission nous a conduits, dans le Monde du 5 septembre, à indiquer un mauvais horaire pour la nouvelle émission de l'humoriste Didier Gustin sur Europe 1. Celle-ci - « M6 cé li » - sera programmée chaque samedi de 9 h 15 à 11 heures, et non à 8 h 30 comme indiqué dans l'article. Le créneau de 8 h 30 est, en effet, celui réservé chaque jour à Philippe Auber qui après en avoir donné les titres, dès 7 h 15, clôturera la tranche d'information du matin par une revue de presse.

o Repartition de « Nice-Matin ». — Les ouvriers de l'atelier de typographie du quotidien Nice-Matin, qui avaient empêché, mardi 4 septembre, la sortie du journal, ont repris le travail après avoir obtenu du PDG, M. Michel Bavastro, qu'une réunion se tienne mercredi entre le syndicat du Livre CGT, les représentants du personnel et la direction. Les typographes redoutent que la modernisation en cours du quotidien nipais, soit l'occasion de confier aux journalistes les tâches de mise en page électronique (le Monde du 5 septembre).

VOITURES DE DIRECTION

ALFA ROMEO



Faibles kilométrages, prix intéressants, leasing possible, garantie usine.

GARAGE ROOSEVELT

37-45 quai de la République 93200 Clichy-sous-Bois

TEL. (1) 45.54.97.40

CARNET DU Monde

Naissances

Dahlia et Didier MARTEAU-TANG sont heureux d'annoncer la naissance de **Capucine**, le 27 août 1990.

2, rue Fontaine, 75009 Paris.

— **Thomas PECKRE** et **Véronique LAMBERT** sont heureux d'annoncer la naissance de **Louise Rachel PECKRE LAMBERT** le 26 août 1990, à 6 h 25 mn.

— **Cécile-Cabardès**, Montoliou (Aude), Figeac (Lot).

— **M^{me} Antoine COURRIÈRE**, M. et **M^{me} Raymond COURRIÈRE**, M. et **M^{me} Philippe CALMON**, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Sophie et Jean-Pierre, Mairie de Cuzco-Cabardès (Aude), samedi 8 septembre 1990.

Décès

— **Jean-Eugène Florens**, son père, Isabelle Florens, sa sœur, Et ses amis qui l'ont connu, font part du décès de **Eric FLORENS**, survenu le 17 août à Paris.

— **M. Jean Goffré**, ses enfants, Petits-enfants, Arrivé-petit-fils, M^{me} Geneviève Lemarchand, Les familles Lemarchand, Gajac, Goffré, Bolot, d'Azuc de Lamartine, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de **M^{me} Jean GOFFRÉ**, née Madeleine Lemarchand, survenu le 31 août 1990, dans sa quatre-vingt-unième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 4 septembre, à Bordeaux, en la basilique Saint-Seurin.

8, rue Barrennes, 33000 Bordeaux.

— **Claude Hayem**, son fils, Sa famille, Ses amis, ont la tristesse d'annoncer le décès de **M^{me} Fernande HAYEM**, survenu le 12 août 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— L'équipe des éditions Arlé et Roselyne Chenu ont la douleur d'annoncer la mort de leur ami **José JAVORSEK**, survenu à Ljubljana (Yougoslavie), le 2 septembre 1990.

8, rue de l'Odéon, 75006 Paris.

— **M^{me} Philippe Lecasble**, née Nancy Markhan, Jean et Cécile Lecasble, Valérie Lecasble et Aïry Routier, Cécile Lecasble, Quentin, Ludvine, Nathan, Valentin et Tancrède, son épouse, ses enfants et petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de **Philippe LECASBLE**, survenu le 4 septembre 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, Paris-16.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— On a eu prie d'annoncer le décès de **Agnes MILLERAND**, survenue le 27 août 1990, dans sa quarante et unième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

De la part de **Pierrette Millerand**, Lucien et Renée Michon, Vincent et Christine Michon, Xavier et Anne Michon, Bernard et Marie-Françoise Gausset, Jean et Martine Michon, Christophe et Agnès Michon, Christian et Anne Mathies, Claire Michon et leurs enfants, Michel et Nicole Desvignes, leur enfants et petits-enfants, Hélène Michon, Ser aimé en France et aux Etats-Unis, 107, rue de Rouilly, 75012 Paris.

— **M^{me} Jean Monjou**, son épouse, Christian, Marie-Agnès et Hervé, Jean-Loup, ses enfants, Les familles Monjou, Venhenat, Testut, Cardinau, ont l'immense tristesse de faire part du décès brutal de **M. Jean MONJOU**.

Les obsèques ont été célébrées dans la stricte intimité familiale le 3 septembre 1990, à Barbezies (Charente).

1, rue Montaigne, 33200 Bordeaux.

— **M. et M^{me} Michel Pintard**, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de leur frère, oncle et grand-oncle, l'abbé **Jacques PINTARD**, docteur et professeur en théologie, survenu à Paris, dans sa soixante-seizième année.

L'inhumation a eu lieu à Mauvilliers (Eure-et-Loir), le 28 août 1990.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, rue Monau-Vauthier, 92100 Boulogne.

— **M. et M^{me} Roger Dubert**, Mgr Jean-Louis Tauxan, M. Robert Eymas, M. et M^{me} Bernard Arnould et leurs enfants, M. et M^{me} François Lasserre, Parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de **M^{me} André TAURAN**, née Yvonne Eymas, rappelée à Dieu le 4 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-septième année.

La messe de funérailles sera célébrée le jeudi 6 septembre, à 15 heures, en l'église Sainte-Croix de Bordeaux.

14, place Canteloup, 33000 Bordeaux, Palazzio San Carlo, 00120 Cité du Vatican.

— **Lyon**.

— **M^{me} Georges Trophilme**, son épouse, Alain Dupré, Didier et Catherine Trophilme, Robert et Corinne Trophilme, Catherine Trophilme, ses enfants, Lidvia, Henri-Louis, Charles-Antoine Dupré, Nathalie et Nicolas Trophilme, ses petits-enfants,

Les familles Trophilme, Dumas et Mériton, ont la douleur de faire part du décès de **M. Georges TROPHILME**, ancien député, retraité de l'équipement, survenu à Lyon, le 30 août 1990, à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la stricte intimité familiale le mardi 4 septembre.

Il a rejoint sa fille dans la paix du Seigneur.

M^{me} Alain DUPRÉ, née Hélène Trophilme, décédée accidentellement le 23 décembre 1989, à l'âge de quarante ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Au nom du CERN, le Laboratoire européen pour la physique des particules, à Genève, au nom de ses quatorze Etats membres, des présidents et des délégués du conseil de l'Organisation et de ses comités, au nom du personnel du Laboratoire et de la communauté de ses chercheurs, Le professeur Carlo Rubbia, directeur général du CERN, auquel se joignent ses prédécesseurs, à la profonde tristesse de faire part du décès, survenu le dimanche 2 septembre 1990, à Genève, du professeur **Léon VAN HOVE**, membre du personnel du CERN depuis 1961 et directeur général de la recherche de l'Organisation de 1976 à 1980,

et s'associe très respectueusement au deuil douloureux qui frappe sa famille et le monde scientifique tout entier.

Il y a à Bruxelles le 10 février 1924, spécialiste de physique théorique, M. Léon Van Hove était entré au Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) en 1961, pour y diriger la division des études théoriques (1961-1965), puis le département de physique théorique (1966-1974). Après avoir occupé le poste de directeur général de la recherche du CERN de 1978 à 1981, il était retourné « à la base » comme simple chercheur, avant de reprendre sa retraite en 1988. C'est sous la direction de M. Van Hove que le CERN décide la construction du collisionneur proton/proton, instrument qui devait permettre à deux chercheurs du laboratoire, MM. Carlo Rubbia et Simon Van der Meer d'obtenir le prix Nobel de physique en 1984. M. Léon Van Hove présidait en outre le comité des programmes scientifiques de l'Agence spatiale européenne (de 1984 à 1987), et le conseil scientifique du Centre commun de recherches des Communautés européennes.]

AUTOMOBILE

Climatisation : il n'est jamais trop tard pour la fraîcheur

Bien des automobilistes, avec l'été torride que nous avons connu cette année, ont dû regretter de ne pas avoir fait monter sur leur voiture, lors de leur commande, une climatisation. Une « option » certes coûteuse... tant que la chaleur ne rend pas l'habitacle du véhicule insupportable, mais après... Sur la route des départs en vacances et des retours, combien de fois, immobilisés dans nos chères bagnoles surchauffées avec 40 degrés à l'extérieur et 50 à l'intérieur ne nous sommes nous promus que notre prochaine voiture sera dotée de cet accessoire, en fait indispensable, et livré aux Etats-Unis, depuis belle lurette, en grande série. Tout comme au Japon.

Heureusement pour les imprévus, il est tout à fait possible de faire monter après coup une climatisation sur la plupart des automobiles. Toutes les marques ou presque sont en mesure d'adapter en « deuxième monte » sur les véhicules qu'ils ont vendus, ce système qui permet de maintenir à l'intérieur de la voiture une température agréable voire très fraîche. Bien entendu, le coût de l'opération sera supérieur à celui que le constructeur offrait, mais l'orsait combien, par temps de canicule, les réflexes peuvent apparaître différents.

Quoi qu'il en soit, il faut envisager de 11 000 à 15 000 F en moyenne pour disposer, hors option, d'une climatisation dans sa voiture. L'affaire consiste dans le plus simple des cas à installer sous le capot un condenseur, situé près du radiateur, un compresseur monté sur le bloc moteur et un évaporateur fixé près du système de chauffage du véhicule. Le système de commande électrique réclame, par ailleurs, le démontage du tableau de bord, il va de soi que sur certains types de voitures s'ajoutent des changements de pièces et l'essentiel est de s'assurer que le monteur utilise bien, dans ce cas, des composants d'origine.

Il faut compter trois jours d'immobilisation pour la voiture et sans à dire même un spécialiste, il faut savoir que le travail ne peut être sérieusement fait que par un professionnel.

Outre le réseau des marques, on peut, si l'on veut faire installer ce merveilleux appareillage, s'adresser à des firmes spécialisées dans l'assemblage, la vente et le montage des systèmes de climatisation, qui possèdent leurs propres ateliers. Ainsi par exemple, Diavia-France, installée à Gennepville (1) et agréée par PSA, Renault et la plupart des marques européennes, qui possède en catalogue huit types de climatisation en « kit », adaptables à quelque 450 modèles de voitures. Il s'agit d'une entreprise d'origine italienne qui utilise des compresseurs japonais (Sanden, Seiko-Seiki).

Une autre marque italienne, Autoclima, et une marque allemande, Frigete, peuvent également répondre à la demande.

Ajoutons pour conclure que le montage à bord de votre véhicule d'une climatisation, réduira de huit à quinze chevaux la puissance au moteur. Il faut en tenir compte quand l'on veut la faire monter sur une voiture de petite cylindrée.

C. L.

(1) Renseignements : (1) 47-99-56-11.

Le Centre National d'Etudes Spatiales recherche

CADRE COMPTABLE EXPERIMENTE

pour sa Base Spatiale de KOUROU

De formation BAC + 4 en Comptabilité et Droit, vous maîtrisez parfaitement les règles de la comptabilité publique. Vous assisterez l'Agent Comptable et serez chargé notamment :

- de la tenue et du contrôle de la comptabilité générale, budgétaire et patrimoniale,
- de l'application de la réglementation aussi bien interne qu'externe concernant les opérations comptables,
- de tous travaux comptables d'exécution, de vérification ou de conception,
- de l'exploitation des systèmes informatiques en place,
- des relations avec les autres services de l'Etablissement, les banques, les clients et les fournisseurs.

Avantages financiers liés à l'éloignement. Carrière assurée dans un Centre métropolitain du CNES ou terme du séjour en Guyane.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 90/DG/02 au Chef du Personnel du Siège et Antenne CSG - 2, place Maurice Guérin - 75039 CEDEX 01.

MINITEL 3615 CODE CNESPACE



ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

La Fondation de l'Ecole Internationale de Genève, Suisse

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Pour septembre 1991

La Fondation comprend 3 campus dans la région de Genève et compte 2 600 élèves de trois à dix-neuf ans, représentant plus de 95 nationalités, et 250 professeurs.

A tous les niveaux, les élèves ont le choix entre un enseignement en anglais et en français. Plus de 90 % des étudiants poursuivent leur éducation au niveau secondaire. Le programme d'éducation aboutit aux diplômes du Baccalauréat International ou de la Maturité Fédérale Suisse, avec préparation aussi pour les examens de l'American College Board.

La Fondation cherche à recruter un responsable principal de l'éducation avec une solide formation dans les domaines de l'enseignement et l'administration, une vaste expérience de l'administration des institutions académiques et une facilité de communication.

En outre, le Directeur Général devra avoir une maîtrise parfaite du français et de l'anglais, mais la préférence sera donnée aux candidats maîtrisant les deux langues. La connaissance d'une autre langue est un avantage.

La Fondation offre un salaire compétitif, des allocations de logement et voiture, retraite et assurance-maladie et l'enseignement gratuit pour les enfants d'âge scolaire.

Le contrat initial est de 3 ans, renouvelable.

Pour renseignements supplémentaires et un formulaire de candidature, veuillez envoyer votre CV à :

T. Michael Maybury, Executive Secretary

BOX L.M.

The European Council of International Schools

218 Lavant Street

Petersfield, Hampshire GU32 3EW

Tél : 19-44-730-68244

Fax : 19-44-730-67914

Date limite de réception des candidatures : 31 octobre 1990.

SECRETAIRE COMMERCIALE

Parfaitement bilingue Allemand pour STUTTGART

Nous sommes la filiale d'un puissant Groupe Américain, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de machines à commandes numériques.

Implantée également à STUTTGART en Allemagne, nous souhaitons vous intégrer à notre équipe.

De langue maternelle Allemande ou maîtrisant parfaitement l'Allemand, vous avez un niveau B2.

Riches d'une expérience de plusieurs années, vous connaissez bien les outils modernes du secrétariat : PC et traitement de texte.

Fortes d'une excellente présentation, dynamique, autonome, très relationnelle, vous êtes à même de prendre en charge l'ensemble du secrétariat de l'agence.

Vous souhaitez vous épanouir dans un groupe à dimension internationale?

Alors, adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à :

M. C. CAVIN, EATON LEONARD PLOT S.A.

160, rue Joliot-Curie 69811 TASSIN CEDEX FRANCE.



DIRECTEUR DES VENTES ÉTRANGER

Société américaine alimentaire en pleine expansion cherche un directeur des ventes dynamique pour ses marchés européens. Grande expérience de l'industrie du commerce alimentaire, particulièrement en volailles, France, Espagne, Angleterre et Allemagne seraient nécessaires.

Envoyer CV, photo et lettre de motivation à :

Enver C.V. à M. L. Katz, Dauphin Harris, PO Box 142, Port Royal, PA 17083, USA.

DEMANDES D'EMPLOIS

Étudiante universitaire hongroise (19 ans) parlant bien le français cherche emploi à mi-temps avec logement à Paris. Nicole Molnar, chez Dr L. Luk, 16, rue de Champe, CH-1206 Genève.

Prof. de math. expérimenté, nat. ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

M. 37 ans, docteur Soc. pol., exp. enseignement, comm. internat. de l'org. org. angl. arab. Tél. : (1) 46-51-94-10 matin.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

J.F. 47 ans, ingénieur, ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. M. Pissier.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise un concours sur épreuves pour

INSPECTEURS NUCLEAIRES

im/grade A7/6

pour des missions d'inspection des installations nucléaires parfois d'un séjour prolongé. Conduite d'une voiture nécessaire.

Conditions d'admission :

- avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme ;

- posséder une expérience professionnelle postuniversitaire d'une durée minimale de 2 ans en rapport avec la fonction confirmant une bonne connaissance du cycle nucléaire et les méthodes utilisées dans la gestion et le contrôle des matières fissiles ;

- être né après le 28 septembre 1954 ;

- être ressortissant d'un des Etats Membres de la CE ;

- avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la CE plus une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues.

La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

L'avis du concours détaillé et le formulaire de candidature obligatoire, encartés dans le Journal Officiel des Communautés Européennes n° C 205 du 17 août 1990, peuvent être demandés, de préférence par carte postale, auprès de :

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Unité Recrutement, Ref : COM/7/12, 200 rue de la Loi, B-1049 Bruxelles ; Bureaux en France : Rue des Belles Feuilles 81, F-75782 Paris Cedex 16. C.M.C.I./Bureau 320, rue Henri Barbusse 2, F-13241 Marseille Cedex 01.

Date limite pour l'envoi des candidatures : le 28 septembre 1990.

Les candidats doivent posséder une expérience professionnelle postuniversitaire de plusieurs années dans le domaine de la sécurité des informations appliquée aux télécommunications et, en particulier, une connaissance approfondie d'un ou de plusieurs des domaines suivants :

- technologies des réseaux et des systèmes appliquées à la sécurité des informations ;

- ingénierie des services ;

- génie logiciel, méthodes formelles et tests appliqués à la sécurité des informations ;

- technologies de la sécurité des informations ;

- analyses de risque ;

- de vulnérabilité et gestion des opérations de sécurité ;

- expérience dans le domaine de la normalisation ISO / COTI et connaissance des tendances internationales dans le secteur de la sécurité des informations.

Les candidats doivent être disposés à travailler dans tout lieu d'activité de la Communauté. Pour l'emploi visé dans cette annonce, le candidat retenu sera affecté à Bruxelles.

Conditions générales :

Les candidats doivent :

- être titulaire d'un diplôme universitaire dans l'un des domaines concernés ;

- être ressortissant d'un des Etats membres de la Communauté ;

- avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la Communauté européenne et une connaissance satisfaisante d'une deuxième langue communautaire. Vu l'usage fréquent de l'anglais dans le secteur des technologies, il est demandé aux candidats de maîtriser l'anglais ;

- être âgés de moins de 50 ans (être nés après le 09/10/1940) ;

- posséder une expérience postuniversitaire d'au moins 15 ans dans un ou plusieurs des domaines décrits ci-dessus, et une connaissance approfondie des technologies avancées des télécommunications et des opportunités offertes par le marché, ainsi qu'une expérience confirmée de la gestion de projets et une capacité de négociation attestée ;

- avoir une expérience de travail dans un environnement international.

Les candidats seront convoqués pour une période initiale de trois à cinq ans, avec possibilité de renouvellement. Lors de l'embauche, les candidats recevront toutes les informations complémentaires concernant les conditions de travail.

Les candidats intéressés par cet emploi sont priés d'envoyer un curriculum vitae détaillé, rédigé de préférence en anglais, avec toutes les informations concernant l'expérience professionnelle, les publications et le niveau de responsabilité, accompagné d'une copie du diplôme universitaire. Les candidatures doivent être envoyées à l'adresse suivante, la référence COM/7/12/A/62 figurant sur l'enveloppe :

Commission des Communautés européennes, BREV 12/217, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES. Télécopie : 32-2 2358730.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 09/10/1990 (le cachet de la poste faisant foi).

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

★

Le Monde des Cadres

RADIO FRANCE

recherche

UN CADRE pour son Service Financier

BUDGET ET CONTROLE DE GESTION

Titulaire d'un des diplômes suivants :

Maîtrise de Sciences ECO - Maîtrise de Gestion

Sciences PO - DESCAF

Connaissance et pratique de l'informatique souhaitées.

Les candidats masculins devront être libérés des obligations militaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature

(C.V. détaillé, photo, prétentions) à :

RADIO FRANCE

Service du Personnel - Piste 4617

116, avenue du Président Kennedy

75786 PARIS CEDEX 16

PARIS 1^{re}

Société Crédit Immobilier

recherche

responsables

chargés d'animer une équipe

de correspondants.

Env. C.V. + photo à SMO,

218, rue St-Hippolyte, Paris 1^{re}.

MEDECIN cherche

secrétaire, assistante

Bonne présentation, expé-

rience souhaitée, motivée.

Envoyer CV, photo,

prétentions,

lettre manuscrite

à :

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montessuy,

75007 Paris

J.F. 23 ans, maîtrise D.U. info

comm., angl., all., exp. service

de presse, gestion, ch. poste

ATTACHEE DE PRESSE

Paris ou province.

Envoyer sous n° 021,

Le Monde Publicité,

UN CADRE pour son Service Financier

BUDGET ET CONTROLE DE GESTION

Titulaire d'un des diplômes suivants :

Maîtrise de Sciences ECO - Maîtrise de Gestion

Sciences PO - DESCAF

Connaissance et pratique de l'informatique souhaitées.

Les candidats masculins devront être libérés des obligations militaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature

(C.V. détaillé, photo, prétentions) à :

RADIO FRANCE

Service du Personnel - Piste 4617

116, avenue du Président Kennedy

75786 PARIS CEDEX 16

PARIS 1^{re}

Société Crédit Immobilier

recherche

responsables

chargés d'animer une équipe

de correspondants.

Env. C.V. + photo à SMO,

218, rue St-Hippolyte, Paris 1^{re}.

MEDECIN cherche

secrétaire, assistante

Bonne présentation, expé-

rience souhaitée, motivée.

Envoyer CV, photo,

prétentions,

lettre manuscrite

à :

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montessuy,

75007 Paris

J.F. 23 ans, maîtrise D.U. info

comm., angl., all., exp. service

de presse, gestion, ch. poste

ATTACHEE DE PRESSE

Paris ou province.

Envoyer sous n° 021,

Le Monde Publicité,

UN INGENIEUR

50 100 150

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
3 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 64 m², 5 ^e étage. Terrasse + balc.	7-7 bis, rue St-Gilles SEMIMEG - 43-21-63-21	8 752 + 709	4 PIÈCES Park., 92 m², 2 ^e ét. Immeuble neuf	48, rue de Mouza SAGGEL - 42-66-61-06	7 500 + 1 017	3 PIÈCES Park., 71 m² 3 ^e étage	ISSY-LES-MOULINEAUX 12, rue Diderot AGF - 42-44-00-44 Frais comm.	6 047 + 760 4 698
9 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 109 m², 1 ^e étage	2, square Trudaine GCI - 40-16-28-71	9 000 + 2 025	20 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES Park., 69 m², 5 ^e ét.	LEVALLOIS-PERRET 22, rue Camille-Pelletan SOLVEG - 40-67-06-99	6 173 + 784
10 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES Parking 68 m², 1 ^e étage	41/43, quai de Valmy SAGGEL - 42-66-61-06	5 200 + 786	4 PIÈCES Park., 82 m² 5 ^e étage	19-21, rue d'Annam AGF - 42-44-00-44 Frais comm.	8 734 + 1 210 5 175	3 PIÈCES Park., 70 m², 2 ^e ét. Immeuble neuf	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL 46-06-80-36	6 100 + 928
11 ^e ARRONDISSEMENT								
STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jard.	HOME PLAZZA NATION HOME PLAZZA - 40-08-40-00	5 500 + 825	Faux 2 PIÈCES 48 m², 1 ^e étage	18, rue Lefranc AGIFRANCE - 47-97-95-43	3 430 + 768	2 PIÈCES 55 m², r.-de-ch.	NEUILLY 5-7 av. Sté-Foy AGF - 42-44-00-44 Frais comm.	5 842 + 550 4 556
12 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES Park., 52 m² 2 ^e étage	12, rue de Rambouillet AGF - 42-44-00-44 Frais comm.	4 582 + 528 3 688	78 - YVELINES			5 PIÈCES 110 m², 2 ^e étage	NEUILLY 2, rue de Bagatelle AGIFRANCE - 47-42-17-61	11 809 + 1 586
4 PIÈCES park., 80 m², 3 ^e ét., balc. 10 m²	12, rue de Rambouillet AGF - 42-44-00-44 Frais comm.	7 380 + 648 5 823	STUDIO Parking, 36 m² Rez-de-chaussée	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Ursulines AGF - 42-44-00-44 Frais comm.	3 490 + 340 2 923	4 PIÈCES Park., 107 m², 1 ^e étage	SÈVRES 33, Grande-Rue SOLVEG - 40-67-06-99	7 950 + 1 170
13 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES Park., 57 m², 2 ^e ét.	21, rue Vergniaud SAGGEL - 47-42-44-44	4 550 + 747	3 PIÈCES Park., 75 m² 3 ^e étage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40 quai B, rue des Ursulines AGF - 42-44-00-44 Frais comm.	5 596 + 670 4 385	4 PIÈCES Suresnes 93 m², 2 ^e étage Immeuble neuf	SURESNES 29, av. Georges-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85	6 600 + 1 373
3 PIÈCES park., 80 m², 1 ^e ét.	21, rue Vergniaud SAGGEL - 47-42-44-44	5 400 + 1 085	4 PIÈCES Park., 92 m² 1 ^e étage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42, rue des Ursulines AGF - 42-44-00-44 Frais comm.	7 029 + 770 5 380	5 PIÈCES Park., 109 m² 2 ^e étage	VANVES 114, av. Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44	6 318 + 1 277
16 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 104 m², r.-de-ch.	8, 10, rue Orsède-Cruz SAGGEL - 47-42-44-44	11 500 + 1 379	2 PIÈCES Park., 95 m² 4 ^e étage	VERSAILLES 96, avenue de Paris SAGGEL - 46-08-80-36	3 800 + 631	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
4 PIÈCES 70 m², 5 ^e étage. sans ascenseur	7, rue Vital AGF - 42-44-00-44 Frais comm.	7 887 + 800 5 937	3 PIÈCES Park., 70 m² 5 ^e étage	VERSAILLES 96, avenue de Paris SAGGEL - 46-08-80-36	4 870 + 813	STUDIO Parking 28 m², 5 ^e ét.	PANTIN 19, av. Jean-Louise LOC INTER - 47-45-19-97	2 028 + 273
17 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 70 m², 3 ^e étage + ch. de service	9, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71	7 159 + 1 223	2 PIÈCES Park., 45 m², r.-de-ch. Balcon, cave	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-00-89-89	2 911 + 460	94 - VAL-DE-MARNE		
19 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES Park., 55 m² 1 ^e étage	14, résid. Belleville AGF - 42-44-00-44 Frais comm.	3 290 + 677 2 784	3 PIÈCES Park., 75 m², 2 ^e ét. Balcon, cave	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-00-89-89	5 480 + 1 060	4 PIÈCES Park., 90 m², 2 ^e ét. 1 cave, ch. indiv.	BRY-SUR-MARNE Av., du Général-Leclerc GFII - 45-22-24-24 Poste 414	4 600 + 1 100
2 PIÈCES NEUF 50 m², park., cave	139, rue Marlin SEFIMEG - 45-65-37-02	4 060 + 455	2 PIÈCES Park., 90 m² 1 ^e étage	ASNIÈRES 44, rue du Bac SAGGEL - 47-78-15-85	3 220 + 508	STUDIO Park., 28 m² r.-de-ch.	CHARENTON 158 bis, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	2 475 + 368
2 PIÈCES NEUF 55 m² box, cave	139, rue Marlin SEFIMEG - 45-65-37-02	4 720 + 497	3 PIÈCES Park., 69 m² Rez-de-chaussée	ASNIÈRES 73, rue de Colombes SAGGEL - 47-78-15-85	4 000 + 633	4 PIÈCES Park., 90 m² 1 ^e étage	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	6 525 + 1 118
3 PIÈCES NEUF Imm. neuf, 63 m² box, cave	139, rue Marlin SEFIMEG - 45-65-37-02	5 030 + 566	4/5 PIÈCES 2 park., 105 m², 3 ^e ét. Immeuble neuf	ASNIÈRES 25, rue d'Argenteuil SAGGEL - 47-78-15-85	7 300 + 1 238	5 PIÈCES Park., imm. neuf 106 m², 7 ^e étage	JOINVILLE 4/12, rue Halévy SAGGEL - 47-42-44-44	7 800 + 835
3 PIÈCES NEUF 66 m² Balcon 14 m²	139, rue Marlin SEFIMEG - 45-65-37-02	5 470 + 587	3 PIÈCES Park., 70 m² r.-de-ch.	CLAMART 1, rue de Bâvres SAGGEL - 46-03-30-36	5 000 + 636	4 PIÈCES Park., 85 m² 2 ^e étage	NOGENT-SUR-MARNE 33, rue du Port SAGGEL - 47-42-44-44	4 866 + 808
3 PIÈCES Park., 76 m², 3 ^e ét. Immeuble neuf	48, rue de Mouza SAGGEL - 42-66-61-06	6 650 + 859	2/3 PIÈCES Park., 70 m² 5 ^e étage	CLAMART 1, rue de Bâvres SAGGEL - 46-03-30-36	5 000 + 636	3 PIÈCES Park., 74 m² 5 ^e étage	SAINT-MANDÉ 31, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	5 878 + 837
15 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES Park., 55 m² 1 ^e étage	14, résid. Belleville AGF - 42-44-00-44 Frais comm.	3 290 + 677 2 784	3/4 PIÈCES Park., 85 m², 2 ^e ét. Balcon	GARCHES 13, rue des Suisses CIGIMO - 48-00-89-89	6 100 + 860	3 PIÈCES Park., 74 m² 2 ^e étage	SAINT-MANDÉ 31-33, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	6 252 + 837
2 PIÈCES NEUF 50 m², park., cave	139, rue Marlin SEFIMEG - 45-65-37-02	4 060 + 455	91 - ESSONNE			4 PIÈCES Park., 89 m² 5 ^e étage	SAINT-MANDÉ 31, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	6 788 + 980
2 PIÈCES NEUF 55 m² box, cave	139, rue Marlin SEFIMEG - 45-65-37-02	4 720 + 497	4 PIÈCES Park., 75 m² 2 ^e étage	GIF-SUR-YVETTE Réd. Les Grandes-Coudrines GCI - 40-16-28-70	3 450 + 676	4 PIÈCES Park., 86 m² 4 ^e étage	SAINT-MANDÉ 7, rue Fays LOC INTER - 47-45-19-97	8 033 + 859
3 PIÈCES NEUF Imm. neuf, 63 m² box, cave	139, rue Marlin SEFIMEG - 45-65-37-02	5 030 + 566	92 - HAUTS-DE-SEINE			2 PIÈCES Park., 80 m² 3 ^e étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit-Parc AGF - 42-44-00-44 Frais comm.	5 432 + 600 4 271
3 PIÈCES NEUF 66 m² Balcon 14 m²	139, rue Marlin SEFIMEG - 45-65-37-02	5 470 + 587	2 PIÈCES Park., 80 m² 1 ^e étage	ASNIÈRES 44, rue du Bac SAGGEL - 47-78-15-85	3 220 + 508	3 PIÈCES Park., 74 m² 5 ^e étage	VINCENNES 3, rue Charles-Péché SOLVEG - 40-67-06-99	5 463 + 1 200
3 PIÈCES Park., 76 m², 3 ^e ét. Immeuble neuf	48, rue de Mouza SAGGEL - 42-66-61-06	6 650 + 859	3 PIÈCES Park., 69 m² Rez-de-chaussée	ASNIÈRES 73, rue de Colombes SAGGEL - 47-78-15-85	4 000 + 633	93 - HAUTS-DE-SEINE		
18 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES Park., 55 m² 1 ^e étage	14, résid. Belleville AGF - 42-44-00-44 Frais comm.	3 290 + 677 2 784	4/5 PIÈCES 2 park., 105 m², 3 ^e ét. Immeuble neuf	ASNIÈRES 25, rue d'Argenteuil SAGGEL - 47-78-15-85	7 300 + 1 238	2/3 PIÈCES Park., 70 m² 5 ^e étage	BOULOGNE 791, av. du Général-Leclerc SAGGEL - 46-78-15-85	4 585 + 888
2 PIÈCES NEUF 50 m², park., cave	139, rue Marlin SEFIMEG - 45-65-37-02	4 060 + 455	3 PIÈCES Park., 70 m² r.-de-ch.	CLAMART 1, rue de Bâvres SAGGEL - 46-03-30-36	5 000 + 636	2 PIÈCES Park., 53 m², 2 ^e ét. Immeuble neuf	CLAMART 1, rue de Bâvres SAGGEL - 46-03-30-36	4 000 + 532
2 PIÈCES NEUF 55 m² box, cave	139, rue Marlin SEFIMEG - 45-65-37-02	4 720 + 497	3/4 PIÈCES 95 m², r.-de-chaussée Terrasse	COURBEVOIE 179, rue J.-B. Charcot CIGIMO - 48-00-89-89	8 200 + 1 005	2 PIÈCES Park., 80 m² 3 ^e étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit-Parc AGF - 42-44-00-44 Frais comm.	5 432 + 600 4 271
3 PIÈCES NEUF Imm. neuf, 63 m² box, cave	139, rue Marlin SEFIMEG - 45-65-37-02	5 030 + 566	2/3 PIÈCES Park., 78 m² Rez-de-chaussée	GARCHES 19, rue des Quatre-Vents SAGGEL - 46-03-30-36	3 765 + 1 058	3 PIÈCES Park., 74 m² 2 ^e étage	VINCENNES 21-35, rue du Petit-Parc AGF - 42-44-00-44	7 072 + 800 5 410
3 PIÈCES NEUF 66 m² Balcon 14 m²	139, rue Marlin SEFIMEG - 45-65-37-02	5 470 + 587	3/4 PIÈCES Park., 85 m², 2 ^e ét. Balcon	GARCHES 13, rue des Suisses CIGIMO - 48-00-89-89	6 100 + 860	4 PIÈCES Park., 90 m² 7 ^e étage	VINCENNES 3, rue Charles-Péché SOLVEG - 40-67-06-99	6 463 + 1 200

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



GROUPE GTF



SAGGEL vendôme
GROUPE UAP



LOCATAIRES, VENUE ET GESTION D'IMMOBILIER

MARCHÉS FINANCIERS

Contestant l'une des conditions du tribunal

Cogespar et Altus Finance, choisis pour reprendre Tuffier, pourraient faire appel

Le tribunal de commerce de Paris a retenu mardi 4 septembre le plan de reprise de la société de Bourse Tuffier Ravier Py (TRP) élaboré par la Cogespar en association avec Altus Finance. Toutefois, l'obligation de dernière minute imposée aux repreneurs d'apurer les « suspens » de TRP, ces fameuses transactions boursières non dénouées, ne semble pas du tout leur convenir. Ils disposent de dix jours pour faire appel.

Après avoir reporté une première fois sa décision en fin de semaine dernière, le tribunal de commerce de Paris a finalement retenu mardi 4 septembre le plan de reprise de la Cogespar, société dirigée par M. Francis Lagarde, en association avec Altus Finance, un holding financier présidé par M. Jean-François Hénin et dont les deux actionnaires sont Thomson CSF (49,99 %) et le Crédit lyonnais (50,01 %).

Des quatre repreneurs éventuels, la Cogespar associée à Altus était le seul à présenter une solution globale, les trois autres, la Banque Stern, la Banque internationale de placement et la Caisse centrale des banques populaires n'ayant évoqué que des reprises partielles d'activité de cette société de Bourse en dépôt de bilan depuis le 19 juillet dernier.

Après avoir rappelé que la Société des Bourses françaises (SBF) renonçait à 90 % du montant de sa créance sur TRP, la ramenant à 11 millions de francs (le Monde date 2-3 septembre), et que la Caisse centrale des banques populaires la réduisait à son tour de 80 % à 28 millions de francs, le jugement du tribunal détaillait les modalités de la proposition. La

Cogespar avec Altus Finance est autorisée à reprendre l'ensemble des actifs du groupe, à l'exception de la filiale Plus X finance, pour la somme de 156 millions de francs et à garder 129 emplois sur les 210 actuels. Les repreneurs mettront également à la disposition de la clientèle 135 millions de francs pour les sommes qui lui resteraient dues après l'indemnisation par le fonds de garantie de la Bourse. Ils recapitaliseront aussi le holding. Enfin, et c'est le point du différend, ils devront régler eux-mêmes les suspens existants, « les bons ou mali étant à leur charge ».

Or la facture à payer dans ce cas peut être très lourde. Les repreneurs vont devoir se livrer à un travail minutieux pour tenter de rétablir dans le détail les transactions effectuées principalement en juillet et mettre en face de chaque ordre d'achat ou de vente un vendeur ou un acquéreur pour réduire au maximum le montant des opérations non dénouées.

Selon M. Hubert Lafont, administrateur judiciaire, les suspens à moins de trois mois atteignent le milliard de francs et ceux à plus de trois mois 15 à 16 millions de francs. Ce travail de fourmi devrait nécessiter dix personnes à temps plein pendant un an. Pour M. Lagarde, président de Cogespar, cette responsabilité de prise en charge des pertes résultant des suspens n'est pas de son ressort. Elle incombe au Fonds de garantie de la Bourse, chargé de rembourser les espèces disparues de la clientèle mais aussi les titres manquants. Cette contestation pourrait amener les repreneurs à faire appel du jugement dans les dix jours.

DOMINIQUE GALLOIS

Cherchant à accroître leur autonomie

Les caisses d'épargne de Russie obtiennent l'assistance des caisses d'épargne françaises

Le président de la Sberbank de la République de Russie, M. Zhikoviev, a signé à Paris un accord de coopération avec le CENCEP, l'organe central des caisses d'épargne Ecuveuil.

La Sberbank est l'une des nouvelles banques sectorielles mises en place depuis le 1^{er} janvier 1988 et issues de l'éclatement de la Gosbank, un réseau de caisses d'épargne employant 200 000 personnes avec un bilan représentant l'équivalent de 548 milliards de dollars. La Sberbank de Russie représente environ 60 % de cet ensemble avec 40 agences, 130 000 employés, 110 millions d'éparagants et 26 milliards de roubles (2 600 milliards de francs) de dépôts.

Son problème est simple : sur les autres caisses d'épargne des différentes républiques soviétiques, elle a perdu le monopole des dépôts d'épargne à la suite des dernières réformes, et voudrait conserver ses acquis. Mais, comme l'indique son président, « nous avons pris du retard. Nous ne voulons pas attendre les nouvelles lois bancaires qui vont instaurer une véritable concurrence, notamment avec les nouvelles banques commerciales créées depuis deux ans ». Pour la Sberbank russe, donc les dépôts sont supérieurs à ceux de l'ensemble des caisses des autres républiques, l'étude de l'expérience française,

notamment en matière de crédit au logement, permettrait de rattraper en partie ce retard.

Déjà, le 23 juin 1989, les caisses soviétiques avaient signé un accord cadre de coopération technique sur les échanges d'informations et de savoir-faire. L'accord signé ces jours-ci par la seule caisse d'épargne de Russie s'appliquera dans trois domaines : formation de personnel d'encadrement, diagnostic pour développer en URSS certains produits d'épargne et de crédit, comme l'épargne logement et, pourquoi pas, le plan d'épargne populaire, aide à l'organisation des agences pour une meilleure adaptation du réseau.

Le plus curieux dans cette affaire est que des points de similitude existent entre les caisses d'épargne soviétiques et françaises : même évolution vers l'autonomie, même processus de décentralisation, même développement des responsabilités, avec, naturellement, une forte avance pour la France, où les caisses d'épargne sont en pleine mutation et viennent de signer un accord avec la Caisse des dépôts pour mieux délimiter leurs domaines respectifs. Il leur faut tenir compte du fait que le livret A représente désormais moins de 50 % de leurs ressources. Mais, pour les dirigeants de la Sberbank de Russie, cette expérience est précieuse : « Nous allons connaître les mêmes changements que vous : on se comprend ! ».

F. R.

La COB transmet deux affaires au parquet. — La dernière livraison du bulletin mensuel de la COB (Commission des opérations de Bourse), signale la transmission par cette instance de deux enquêtes au parquet. La première vise un délit d'initié commis sur les titres de la Financière d'Angers par deux intervenants au cours de l'été 1988, avant la cession d'un bloc de contrôle dans le capital de cette firme. La seconde porte sur l'activité des sociétés Energie Services, Fininvest et des entités dont elles assurent la gestion. Les enquêteurs de la COB ont décelé de multiples irrégularités tant dans le démen-

chage que dans l'affectation des fonds collectés par ces entreprises commercialisant depuis 1982 par appel public à l'épargne, des parts de centrales hydroélectriques en construction.

Prêt commercial au Chili. — La NMB, banque des Pays-Bas, a accordé au Chili son premier prêt commercial depuis 1982. Ce prêt d'un montant de 10 milliards de dollars s'étendra sur huit ans, avec un délai de grâce de trois ans. Il est considéré dans les milieux financiers comme le symbole de la réhabilitation du Chili sur la scène internationale.

LONDRES, 4 septembre ↓

Chute

La chute de Wall Street à son tour s'est reflétée dans la Bourse de Londres qui a terminé la journée sur un recul de 0,80 %. L'indice Footsie a fini à 2 148 points en repli de 18,5 points. Malgré une amélioration par rapport à la veille, le volume d'activité est resté très éroit, avec seulement 286,2 millions d'actions échangées. Quasi 220,2 millions de titres avaient changé de mains lundi.

Les incertitudes relatives à la situation dans le Golfe, plusieurs nouvelles résultats de sociétés et une série de prévisions de baisses de bénéfices pour certaines des compagnies les plus importantes, ont pesé sur la tendance. La plupart des secteurs se sont effondrés, notamment les compagnies d'eau, les assurances, les industries et les chimiques. Les brasseries ont été sévèrement touchées notamment Sasse et Grand Metropolitan. En revanche les pétroliers ont terminé sur une note ferme.

Le groupe électronique Thorn EMI a accédé son plus bas niveau de l'année, après l'échec de la vente de sa division d'éclairage à la compagnie américaine GTE. En revanche, le constructeur Polytech s'est rattrapé en fin de séance, tandis que des rumeurs d'OPA ont stimulé le titre du groupe électronique STC.

NEW-YORK, 4 septembre ↓

Léger repli

Une demande sélective du dernier heure a quasiment sauvé la séance de la Bourse de New-York. Au lendemain du Labor Day (fête du travail), l'indice Dow Jones, en retrait de plus de 30 points en cours de séance, a terminé à 2 613,36 en repli d'un point, soit 0,04 %.

Le marché était très calme avec seulement 93 millions d'actions échangées. Le nombre de valeurs en baisse a dépassé celui des hausses : 802 contre 656, 488 titres étant inchangés. Outre le constructeur Polytech s'est rattrapé en fin de séance, tandis que des rumeurs d'OPA ont stimulé le titre du groupe électronique STC.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

VALEURS	Cours de 31 août	Cours de 4 septembre
Alcoa	64 3/8	65 1/4
AT&T	22 3/8	22 1/2
Chrysler	32 1/2	32 1/2
Chrysler	17 3/4	17 3/4
Deere	38 1/2	38 1/2
Du Pont de Nemours	38 1/2	38 1/2
Eastman	50 1/2	50 1/2
Exxon	34 3/4	34 3/4
General Electric	32 1/2	32 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	101 1/2	101 1/2
ITT	61 7/8	61 7/8
Johnson & Johnson	64 1/2	64 1/2
Merck	71 1/2	71 1/2
Pfizer	71 1/2	71 1/2
Schering	84 1/2	84 1/2
Schlumberger	101 1/2	101 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	16 3/4	16 3/4
Westinghouse	32 1/2	32 1/2
Windsor	32 1/2	32 1/2
Xerox Corp.	41 1/2	41 1/2

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

PARIS, 5 septembre =

Mitigée

Après trois séances consécutives de vive bourse au terme desquelles l'indice CAC 40 a perdu 5,8 %, le marché a tenté de se ressaisir mercredi. Dès les premiers échanges, les valeurs s'appréciaient en moyenne de 0,69 %. Toutefois, la tendance s'est effritée très rapidement au fil des minutes. En fin de séance, l'indice devenait même négatif, perdant jusqu'à 0,3 % avant de se redresser. En revanche, à 0,06 % en début d'après-midi, la nouvelle dégringolade de Tokyo (-3,3 %) quelques heures auparavant n'a pas trop impressionné les intervenants, qui ont plus été sensibles au calme de Wall Street la veille. La place new-yorkaise, après un long week-end de trois jours en raison du Labor Day, a débuté lundi, n'a perdu que 0,04 %. Dire que la confiance est revenue serait aller un peu vite en besogne. Les marchés semblent plutôt rester dans l'expectative, s'observant facilement dans le pessimisme, car ils redoutent un enlèvement dans la crise du Golfe. Les intervenants attendent donc les résultats du sommet Bush-Gorbachev, prévu dimanche, sur la question du Moyen-Orient.

Par ailleurs, les commentateurs redoutent fortement des révisions de résultats annoncées par les entreprises et un anticipé d'autres avec les événements actuels. Parmi les plus fortes baisses de la séance mercredi, figuraient Sanofi. Le groupe pharmaceutique, filiale d'Elf-Aquitaine, a publié un bénéfice annuel en baisse de 15,4 % par rapport à la même période de 1989. Ces résultats ont été affectés particulièrement par l'effet déviateur. Le nouveau rattrapement du pétrole, le baril étant à nouveau passé au-dessus de 29 dollars américains, a profité aux compagnies pétrolières Esso, Raffinage et BP France, qui ont enregistré les hausses. En revanche, le métal jaune continuait de se dégrader. Le lingot s'échangeait à 65 450 francs contre 65 750 la veille.

TOKYO, 5 septembre ↓

Dégringolade

La Bourse de Tokyo a clôturé en forte baisse mercredi, l'indice Nikkei cédant : 829,30 vers, soit -3,3 %, à 24 078,34 yen.

La crise dans le Golfe, la hausse des cours du pétrole, la perspective d'un nouveau resserrement du crédit ont encore une fois pesé sur la cote. Le faible montant des transactions n'a pas permis qu'aucun des reculs, déclarant les intervenants qui ne voient pour l'instant pas le fin de la baisse.

VALEURS	Cours de 4 septembre	Cours de 5 septembre
Aldi	880	880
Bidgeman	1 180	1 180
Coca-Cola	1 020	1 010
Deere	1 020	1 010
Exxon	1 020	1 010
General Electric	1 020	1 010
General Motors	1 020	1 010
IBM	1 020	1 010
ITT	1 020	1 010
Johnson & Johnson	1 020	1 010
Merck	1 020	1 010
Pfizer	1 020	1 010
Schering	1 020	1 010
Schlumberger	1 020	1 010
Union Carbide	1 020	1 010
Union Carbide	1 020	1 010
Westinghouse	1 020	1 010
Windsor	1 020	1 010
Xerox Corp.	1 020	1 010

FAITS ET RÉSULTATS

□ J. P. Morgan vend la moitié de son siège londonien à Sunbeam. — La banque américaine J. P. Morgan and Co. a annoncé, mardi 4 septembre, la vente pour 220 millions de livres (22 milliards de francs) d'une participation majoritaire dans le complexe de bureaux qui abrite son futur siège londonien, à la compagnie d'assurance japonaise Sumitomo Life Insurance Company. Sunbeam détiendra une part de 32,5 % dans Morgan Place, le complexe qui fait construire J. P. Morgan sur la Victoria Embankment, dans le centre de Londres. Morgan Place doit être achevé l'an prochain.

□ Calsonic s'associe avec l'allemand Daimler. — Le constructeur routier Calsonic (part du groupe) de 455 millions de francs à la suite de la cession de la totalité de son secteur tyro et pétrole au groupe britannique BPS Industries. Cette opération, qui vient d'être concrétisée, a coûté à BPS Industries quelque 1,28 milliard de francs. Le résultat net exceptionnel dégringolade ainsi par Calsonic s'ajoute au résultat consolidé du groupe qui sera en augmentation par rapport à celui de l'exercice précédent (703 millions de francs) a précisé Poliet. Cette cession permet en outre au groupe de renforcer ses moyens financiers avec un doublement de son capital et de ses capitaux propres consolidés. Poliet, qui est présent dans 5 pays, réalise un chiffre d'affaires annuel de 20 milliards de francs.

□ Berchot devient le numéro deux de la France. — Berchot, l'un des spécialistes français du jouté premier âge poursuit sa politique de croissance externe. Moins d'un an après le rachat de Densoy, cette société familiale basée à Oyonnax se livre au deuxième rang des industriels français du secteur en prenant le contrôle à 100 % de son concurrent français Fave. L'apport de Fave, qui a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 85 millions de francs - devrait permettre à Berchot d'augmenter des ventes consolidées comprises entre 380 et 390 millions de francs. Et de pénétrer deux créneaux sur lesquels la firme de l'Ain était jusqu'à présent absente, à savoir les véhicules porteurs pour enfants et les jeux de croquet. Berchot, qui a récemment ouvert son capital à des investisseurs extérieurs, prévoit de faire son entrée en Bourse sur le second marché à Lyon.

□ Philip Morris contrôle 92 % des droits de vote de Jacobus Schuchard. — Le groupe américain Philip Morris a présenté, mardi 4 septembre, le résultat de son opération d'achat sur Jacobus Schuchard. Il détient désormais 92 % des droits de vote et 85 % du capital du chocolatier suisse. Pour mener cette opération menée le 22 juin dernier (le Monde du 23 juin), le leader mondial du tabac a mis sur la table près de 21 milliards de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

□ Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs. — Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amalco Americas	407	400	WZ	280	280
Arsenal	105	128	U.P.B.M.	129	128
B.A.C.	182	182	L'Or Investis.	305	298
Sip Tarnaud	170	...	Locamot.	105	105
C.I.C.B.	800	800	Mexico Comm.	137	163 80 d
Sabon (Sj)	373	373	Midat-Midwest	186	181
Bobas (Sj)	204	...	Molins	185	180
C&L de Lyon	2848	2780	Norville-Dalmeim	900	884
CAJES de Fr. (C.C.I.)	1148	...	Orclent Logisim	580	580
...	440	445	On. Gas. Fil.	600	590
Canfil	512	600	Poussong	90	90
C.E.E.	340	340	Pratense Assur.	356	347
C.E.B.P.	283 80	284	Paul-Picquart	450	485
C.F.P.	247	254 10	Ravit	587	587
Cinemat O'Day	541	580	Rhone-Alp. Est (Sj)	319	319
C.N.I.M.	1100	...	St-H. Manigout	221	224
Codemar	283	280	S.C.G.P.M.	529	516
Comarg	300	309 50	Serfin (Sj)	285	280
Cosma	873	860	Selco Invest (Sj)	102	103
Cosma	315	315	Seghis	455	440
Dates	210 50	...	S.M.T. Goupil	195	198
Daghigh	575	552	Sopra	190	...
Dominique Worma Co.	575	...	Sopra	180	180
Drequeux et Biol.	245	252	Thama	265 10	265 10
Dumalay	955	...	Thurmond H. (Sj)	280	280
Duval	440	439	Unilog	189 80	185
Delfine	182	181	Union Fin. de Fr.	400	410
Edison Railroad	265	258	Val et Co.	141 70	140
Elysse Invest.	11 20	11 25	Vi. Leclercq Group	875	880
Emp. Production	378 30	367 10			
Finacor	177	...			
Garonor	950	...			
GPT (group. Sim.)	329	306 10			
Grand Livrs	440	428 80			
Groupograph	175 90	178			
Guland	814	800			
Guinet	248 80	240			
I.M.A.	310	310			
Idonova	135	...			
I.M.S.	1100	1057			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15

TAPEZ LE MONDE

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 5 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 48

[illegible]**SICAV** (sélection)

4/9

[illegible]

Marché libre de l'or	
Haribo Riques Zan.....	
Hooqovena.....	

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/9	COURS DES BILLETS achat vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/9	Locations du Mois. Lettres d'Amor.
Etats-Unis (1 unit).....	5 242	5 242					Moins l'Amor.
Est.....	5 242	5 242					Moins l'Amor.
Allemagne (100 dm.).....	335 180	3 944		Or fin (kilo en barre).....	68750	68200	
Belgique (100 fr.).....	16 314	297 400		Or fin (en lingot).....	68750	68300	
Brésil (100 R.).....	28 680	291 400		Napoleon (20R.).....	405	418	
Inde (1000 Rs.).....	4 490	87 500		Pièce 1R (100 Rs.).....	330		
Danemark (100 kr.).....	4 490	87 500		Pièce 50 Suesse (20 R.).....	477	484	
Grèce (100 dr.).....	9 528			Pièce Latine (20 R.).....	381	389	
Grèce (100 drachmes).....	3 385	4 060		Souverain.....	487	488	
Italie (100 li.).....	400 380			Pièce 20 dollars.....	2325	2340	
Spain (100 p.).....	91 200			Pièce 10 dollars.....	1350	1360	
Norvège (100 sk.).....	86 680			Pièce 5 dollars.....	626		
Autriche (100 sch.).....	4 448			Pièce 50 pesas.....	2625	2520	
Eschelon (100 pes.).....	5 355			Pièce 10 florins.....	400	395	
Portugal (100 esc.).....	3 753						
Canada (5 c. can.).....	3 673	3 660	3 660				
Japan (100 yen).....	3 668						

210	Eggs	419 01	407 80
297	Eggs	1156 97	1145 51
		Eggs	542 82	523 90

312	.....	Emancip Leaders	963 30	964 37
240	.....	Eurolink	1111 79	1264 67
580	.....	Euro Gam	8678 98	8612 46
502	805	Eximbank	30 00	30 00
350	.....	Eximbank	1212 38	1212 38
173 90	174	FRANCE GAM	6721 49	6396 86
1995	.....	France Generale	258 20	258 28
310	310	France Investments	431 69	426 97
5322	.....	France Oligo	448 18	443 77
378	.....	France Oligo	439 01	409 62
353 40	385	France Prime	108 54	105 38
380	.....	France-Regions	1224 32	1188 66
958	765 a	Fructo-Association	30 47	30 47

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 433

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

Le soutien financier aux pays de la « ligne de front »

Les Etats-Unis proposent un programme d'aide financière pour la Turquie, l'Egypte et la Jordanie

Les Etats-Unis ne tiennent pas à supporter seuls l'aide aux pays de la « ligne de front » que le coût de leur intervention militaire dans le Golfe. Le secrétaire au Trésor M. Nicholas Brady se trouve actuellement en Europe et a rencontré M. Pierre Bérégovoy mardi 4 septembre pour discuter de ce sujet (lire page 4).

Trois pays se trouvent en ligne de mire. L'Egypte, la Jordanie et la Turquie, qui souffrent non seulement de pertes de recettes liées à l'embargo, mais également de l'afflux de réfugiés et de la flambée des prix du brut. Les Etats-Unis proposent, selon des sources françaises, un plan de soutien financier en deux étapes.

La première porte sur des aides bilatérales et inconditionnelles, et devrait démarrer dès ce mois-ci.

Selon les calculs américains, cette aide devrait porter sur 3 milliards de dollars (16 milliards de francs environ), dont 1,4 milliard pour la Turquie, 900 millions pour l'Egypte et 600 millions pour la Jordanie. Dans une deuxième étape, les pays alliés des Etats-Unis, devraient mettre en place un plan de soutien coordonné, doté de 7 milliards de dollars environ, dont 2,7 milliards pour la Turquie, 2,1 milliards pour l'Egypte, et 1,5 milliard pour la Jordanie.

Par ailleurs, les pays industrialisés étudient la manière d'alléger le fardeau de la dette extérieure de la Jordanie et de l'Egypte (6 milliards de dollars et 50 milliards respectivement). Les Etats-Unis ont déjà proposé le 4 septembre l'annulation de la dette militaire de l'Egypte à leur égard (7 milliards de dollars).

Les conséquences de la sécheresse

Des céréales à bas prix seront distribuées aux éleveurs dans 44 départements

Le ministère de l'agriculture a publié, mardi 4 septembre, la liste des quarante-quatre départements où des céréales à bas prix seront mises à la disposition des éleveurs touchés par la sécheresse et la chute des cours de la viande. M. Henri Nallet a ainsi réparti la quasi-totalité de l'enveloppe de 670 millions de francs débloquée la semaine dernière par son ministère. Le reste de l'enveloppe (environ 21 millions de francs) sera réparti par la suite lors de derniers ajustements.

Trois zones ont été définies :

- Dans la zone 1 (Centre-Ouest), neuf départements recevront une enveloppe de quelque 251,4 millions de francs, soit une aide de l'Etat en moyenne de 190 kilos de fourrage par unité de gros bétail (UGB).

- Dans la zone 2 (Bretagne, Normandie et une partie du Centre-Ouest), seize départements se partageront 262,74 millions de francs, soit une aide de l'Etat en moyenne de 140 kilos de fourrage par UGB.

- Dans la zone 3 (Sud-Ouest, Centre), dix-neuf départements obtiendront 135,14 millions de francs, soit

une aide de l'Etat de 90 kilos de fourrage par UGB.

Le nombre d'UGB (1 UGB = 1 vache ou 5 moutons) retenu par le ministère pour chaque département concerné est le nombre total des UGB bovins et ovins auquel a été retranché l'effectif des vaches laitières du département.

Le système décentralisé permettra aux départements de répartir les aides entre les éleveurs selon les critères définis au niveau national.

(Lire page 10 l'article de Eric Fottorino.)

EN BREF

■ M. Le Pen affirme que les « bombardements américains » sont un « grand danger » pour les usages. - Invité de RTL, mercredi 5 septembre, M. Jean-Marie Le Pen a indiqué, parlant des otages occidentaux retenus en Irak et au Koweït, que « le grand danger qu'ils courent, c'est celui des bombardements américains ». Le président du Front national a cependant affirmé qu'« il faudrait montrer que les gens ne peuvent pas rentrer », car, selon lui, « certaines entreprises ont donné l'ordre à leur personnel de rester sur place ».

■ Ouverture d'une information judiciaire et avertissement à la presse après la disparition d'un enfant à Sedan. - Le procureur de la République de Charleville-Mézières (Ardennes), M. Bruno Germain, a annoncé mardi 4 septembre l'ouverture d'une information judiciaire pour enlèvement de mineur dans l'affaire du jeune Vincent Decours, un garçon de douze ans qui a disparu le 27 août dans la banlieue de Sedan (Le Monde du 4 septembre) et qui n'a toujours pas été retrouvé. Le magistrat a mis en garde la presse contre tout dérapage en insistant sur « la nécessité qu'il s'attache, en matière d'information, à la sauvegarde des grands principes protégés par la loi dans une affaire aussi particulière », notamment « le respect de la vie privée, de la présomption d'innocence qui doit empêcher de jeter la suspicion inconsidérément sur toute personne pour la seule satisfaction de l'imaginaire, voire des fantasmes ».

■ Remise en liberté « technique » pour deux membres d'Action directe qui restent incarcérés. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a remis en liberté, mardi 4 septembre, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, deux membres du « noyau dur » d'Action directe, dans deux dossiers en cours d'instruction. Cette décision, qui concerne l'attentat contre le siège d'Interpol à Paris, le 16 mai 1986, et l'installation du quartier général d'Action directe dans la ferme de Vitry-aux-Loges (Loiret), est une « mesure technique » destinée, selon le parquet général, à limiter « les risques provoqués par la multiplication des déplacements de gens dangereux » lors des nombreuses demandes de mise en liberté déposées par les membres d'Action directe dans les divers dossiers d'instruction les concernant. Les deux hommes, condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une peine de sûreté de dix-huit ans pour l'assassinat du PDG de la régie Renault, Georges Besse, restent en prison.

TENNIS : Internationaux des Etats-Unis Sabatini et Fernandez en demi-finales

En quarts de finale des Internationaux des Etats-Unis, disputés à Flushing-Meadow, deux sets (7-5, 6-4) ont suffi à l'Argentine Gabriela Sabatini pour éliminer la Soviétique Leila Meskhi, vingt et unième joueuse mondiale. L'Américaine Mary Joe Fernandez a dû, elle, batailler trois sets (6-2, 2-6, 6-1) pour éliminer la Suissesse Manuela Maleeva, tombeuse de Martina Navratilova au tour précédent.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

A Saint-Marcellin (Isère)

Un mort et quatre-vingt-un blessés dans une collision ferroviaire

Le service ferroviaire devait être rétabli sur la ligne à voie unique entre Valence et Grenoble dans la journée de mercredi 5 septembre. Il avait été interrompu, la veille, vers 17 heures, après une collision entre le Talgo Barcelone-Genève et le train Corail Saint-Gervais-Marcellin-Nice, survenue à Saint-Marcellin (Isère). Dans cet accident, le conducteur du train Corail, Jacques Lema, quarante et un ans, a trouvé la mort tandis que quatre-vingt-un passagers, souffrant surtout de contusions, étaient blessés légèrement.

Les enquêtes judiciaires et administratives qui seront ouvertes essaieront de déterminer pourquoi le conducteur du train Corail a engagé son convoi sur la voie unique où survénait le Talgo, alors qu'un feu rouge lui en interdisait l'accès. En effet, selon les premières constatations, il semble que la signalisation ait fonctionné normalement. Une première hypothèse est avancée pour expliquer le

comportement aberrant du mécanicien. Le chef de gare de Saint-Marcellin lui aurait fait le signal d'avancer son train dont l'arrière gênait le fonctionnement d'un passage à niveau. Il aurait interprété cet ordre comme une autorisation de départ, oubliant de s'assurer que le feu était au vert.

Le système de sécurité sur cette ligne n'est pas le plus sophistiqué qui existe puisqu'il n'interdit pas l'erreur humaine. Le « contrôle de vitesse », qui empêche une manœuvre en contradiction avec les signaux, n'est systématiquement installé que sur les TGV : depuis les catastrophes ferroviaires des étés 1985 et 1988, il a été décidé de l'étendre au réseau classique, mais à un rythme ralenti par les contraintes budgétaires et en commençant par les voies les plus fréquentées et les plus exposées. La voie Valence-Grenoble n'entrait pas dans ces catégories.

AL. F.

Des prix stables pour la rentrée scolaire

Apprendre aux enfants à acheter

L'équipement des écoliers et des collégiens n'a que peu varié par rapport à l'an dernier. Selon les services de M. Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, le prix moyen de vingt-cinq familles de produits a progressé de 1,6 %. Du côté des associations de consommateurs, les résultats sont variables : pour la Fédération des familles de France (FFF), cela baisse légèrement ; pour la Confédération syndicale des familles (CSF), le rapport qualité/prix reste inconnu ; pour la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), ça monte, mais il est vrai que les livres sont pris en compte. A vrai dire, tout dépend des articles retenus dans ces relevés de prix.

Les fournitures scolaires (+ 6 %, selon M. Neiertz) sont indéniablement le terrain de tous les déboitements possibles, avec tous les phénomènes de mode, de gadgets, de couleurs sur les classeurs, les cartables, les agendas, les stylos feutres... La gamme des articles offerts à la convoitise des enfants est de plus en plus large, et le prix d'un même article peut varier du simple au double, selon sa présentation, mais aussi selon le point de vente.

Alors revient la vieille idée d'apprendre aux enfants à ne céder au désir de frimer et d'écarter les copains qu'en toute connaissance

de cause, et sans dépasser un budget raisonnable. M. Neiertz a préparé avec le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, une circulaire qui va être diffusée prochainement dans tous les établissements scolaires pour encourager les enseignants à ne pas oublier la « consommation » dans leurs projets d'action éducative, ce sujet transversal pouvant nourrir d'exemples à peu près toutes les disciplines. Des conventions sont signées avec les restaurateurs (en Auvergne et en Bretagne, et en préparation en Provence-Alpes-Côte d'Azur) pour faciliter financièrement ces actions. Des expériences ont déjà été menées, comme à Rennes (où les élèves d'un lycée collent un réalisé une vidéo).

Des associations s'en mêlent, comme la FFF, à Bordeaux et à Strasbourg, qui a préparé la rentrée dans des centres aérés. On a constaté à cette occasion que des enfants de dix-onze ans étaient parfaitement capables de faire la part de la fantaisie en se laissant aller au plaisir du gadget sur un ou deux articles et de se montrer fermement économes sur le reste, pour respecter le budget imposé.

Mais qui formera les parents à ne céder qu'à bon escient aux applications des chers petits, encore inconscients des exigences d'un budget toujours trop serré ?

JOSÉE DOYÈRE

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Développement : « Les pays pauvres dans l'ornière », par François-Xavier Verschave : TGV Méditerranée : « Un train peut en cacher un autre », par Antoine Duparc : Bonheur : « La dette », par Albert Memmi 2

ÉTRANGER

La crise du Golfe 3 à 6
Les affrontements tribaux en Afrique du Sud
La police en accusation : M. De Klerk à Soweto 7
Emotion au Chili
Les deuxièmes obsèques de M. Allende 8

SOCIÉTÉ

L'attentat contre le DC-10 d'UTA
Une « piste syrienne » est évoquée, au moment des obsèques des victimes non identifiées 9
La sécheresse en France 10

ARTS • SPECTACLES

Quarante-septième Festival de Venise : le tout-cinéma à la Mostra
Le cinéma soviétique de 1929 à 1935 : autant en emporte Staline
Tous les films nouveaux 15 à 24

ECONOMIE

Le contrôle du prix des carburants
Des accords de modération pour remplacer les mesures de blocage 25
La croissance en RFA
Une forte progression malgré un léger ralentissement 25
Les derniers chiffres de l'immigration
Une augmentation de 27,9 % du nombre des travailleurs permanents 27

COMMUNICATION

Le rapprochement Carat-Eurocom
Après le « non », mais... » de M. Bérégovoy 28

Services

Abonnements 28
Annonces classées 30 à 33
Automobile 29
Carnet 29
Marchés financiers 34-35
Météorologie 14
Mots croisés 29
Radio-Télévision 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 5 septembre 1990 a été tiré à 581 111 exemplaires.

Charles Dutoit à l'Orchestre national de France

Charles Dutoit a été nommé directeur musical de l'Orchestre national de France à l'annonce, mardi 4 septembre, la présidence de Radio-France. Il succède à Lorin Maazel. Charles Dutoit prendra ses fonctions le 1^{er} janvier 1991, mais n'aura une collaboration régulière avec l'ONF qu'à partir de septembre 1992 en raison de ses engagements avec l'Orchestre symphonique de Montréal qu'il dirige depuis treize ans.

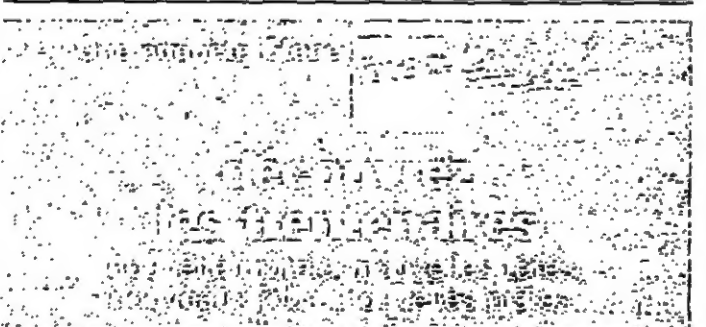
[Né à Lausanne, en Suisse, en 1936, il a été formé aux conservatoires de sa ville natale et de Genève. Directeur artistique des orchestres de Berne, Göteborg et Mexico avant de prendre la direction de celui de Montréal en 1977, il a dirigé en tant que chef invité plus de cent cinquante orchestres. C'est à ce titre qu'il ouvrira dans quelques jours la saison musicale de l'ONF.]

■ Décès de l'actrice Irène Dancie. - L'actrice américaine Irène Dancie est morte le 4 septembre dans sa propriété de Los Angeles. Elle avait quatre-vingt-huit ans. Entre 1930 et 1952, elle avait interprété quarante-deux films, sous la direction de réalisateurs tels que John Stahl, Mervyn LeRoy, Ruben Mamoulian, Leo McCarey ou George Stevens, qui lui valurent cinq nominations aux Oscars. Également chanteuse et danseuse, elle mena parallèlement une carrière à Broadway.

Claudio Abbado succède à Karajan à la tête de la Philharmonie de Berlin

Le chef d'orchestre italien Claudio Abbado succède officiellement à Herbert von Karajan à la tête de la Philharmonie de Berlin : il a signé le mardi 4 septembre un contrat pour diriger la formation pendant les sept prochaines années. Le contrat sera automatiquement prolongé de cinq ans s'il n'est pas dénoncé d'ici là. Abbado avait été choisi le 8 octobre 1989 par les cent vingt musiciens de la Philharmonie - l'un des seuls orchestres au monde à élire son dirigeant - à la suite d'un vote à bulletin secret.

[Né le 26 juin 1933 à Milan, Claudio Abbado a étudié au conservatoire Giuseppe Verdi de sa ville natale avant de suivre des cours à l'Académie de musique de Vienne. En 1968, il est nommé chef d'orchestre, puis directeur artistique à Milan. Il prend ensuite la tête de l'Orchestre philharmonique de Londres (1983), puis celle de l'Opéra de Vienne. La collaboration entre Claudio Abbado et l'Orchestre philharmonique de Berlin remonte à la fin des années 60. Il a notamment enregistré avec lui - pour Deutsche Grammophon - de nombreux disques.]



● Qui est derrière Tapie ?
Tout sur les réseaux d'un homme seul

● Loulou, travesti brésilien,
raconte son enfance, sa transformation, sa vie

● Dirk Bogarde
Ce qu'il n'avait jamais dit sur Losey, Fassbinder, Cukor, Visconti

● dossier IRAK
Qui sont les saddamites français ?

GLOBE

fait sa rentrée

من الاربعين